

**DELIBERATION N° 13-A-031 DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE
L'AGENCE DE L'EAU ARTOIS-PICARDIE**

**TITRE : ELECTION AU SEIN DE LA COMMISSION PERMANENTE DES INTERVENTIONS
(SIEGE VACANT DE VINCENT DEMAREST)**

VISA :

- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle N° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi N° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le décret N° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le 10ème Programme d'Intervention 2013-2018 de l'Agence de l'Eau ARTOIS-PICARDIE,
- Vu le règlement intérieur du Comité de Bassin ARTOIS-PICARDIE adopté par la délibération N° 08-B-007 du 4 juillet 2008 et modifié par la délibération N° 11-B-043 du 2 décembre 2011 et vu le règlement intérieur du Conseil d'administration de l'Agence de l'Eau ARTOIS-PICARDIE du 27 septembre 2012 adopté par la délibération N° 12-A-019 et modifié en séance du 18 octobre 2013,
- Vu l'arrêté du 8 août 2013 portant nomination au Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie paru au Journal Officiel du 17 août 2013,
- Vu le rapport présenté au point n° 2 (1) de l'ordre du jour Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, relatif à l'élection d'un représentant du collège des usagers à la Commission Permanente des Interventions,

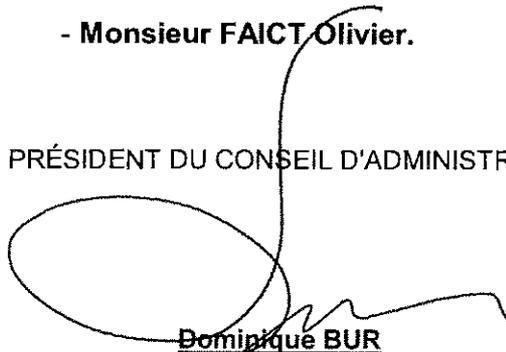
Le Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie décide :

ARTICLE 1 -

Est élu membre permanent du deuxième collège dit des « Usagers » au sein de la Commission Permanente des Interventions :

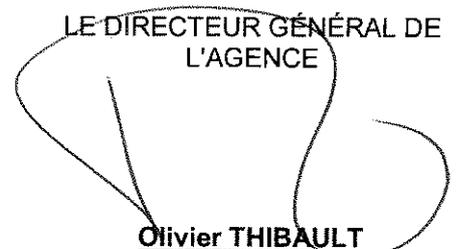
- **Monsieur FAICT Olivier.**

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



Dominique BUR

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE
L'AGENCE



Olivier THIBault

**DELIBERATION N° 13-A-032 DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE
L'AGENCE DE L'EAU ARTOIS-PICARDIE**

**TITRE : ELECTION AU SEIN DE LA COMMISSION PERMANENTE PROGRAMME (SIEGE
VACANT DE BERNARD PRUVOT)**

VISA :

- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle N° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi N° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le décret N° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le 10ème Programme d'Intervention 2013-2018 de l'Agence de l'Eau ARTOIS-PICARDIE,

- Vu le règlement intérieur du Comité de Bassin ARTOIS-PICARDIE adopté par la délibération N° 08-B-007 du 4 juillet 2008 et modifié par la délibération N° 11-B-043 du 2 décembre 2011 et vu le règlement intérieur du Conseil d'administration de l'Agence de l'Eau ARTOIS-PICARDIE du 27 septembre 2012 adopté par la délibération N° 12-A-019 et modifié en séance du 18 octobre 2013,

- Vu l'arrêté du 8 août 2013 portant nomination au Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie paru au Journal Officiel du 17 août 2013,

- Vu le rapport présenté au point n° 2 (2) de l'ordre du jour Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, relatif à l'élection d'un représentant du collège des usagers à la Commission Permanente Programme,

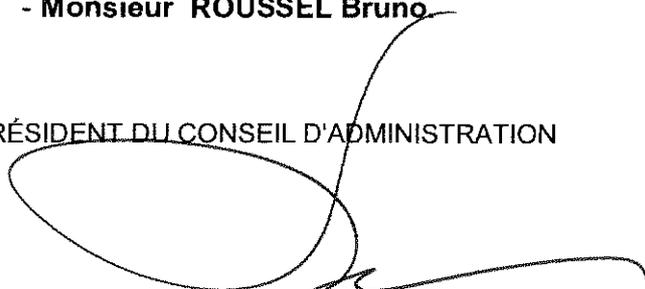
Le Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie décide :

ARTICLE 1 -

Est élu membre permanent du deuxième collège dit des « Usagers » au sein de la Commission Permanente Programme :

- Monsieur ROUSSEL Bruno

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



Dominique BUR

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE
L'AGENCE



Olivier THIBAUT

**DELIBERATION N° 13-A-033 DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE
L'AGENCE DE L'EAU ARTOIS-PICARDIE**

**TITRE : MODIFICATION DU REGLEMENT INTERIEUR DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
ADOPTÉ PAR LA DELIBERATION N° 12-A-019 DU 27 SEPTEMBRE 2012**

VISA :

- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques ;
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau ;
- Vu le Décret n° 2007-980 du 15 mai 2007 relatif aux comités de bassin ;
- Vu le Décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Vu le Décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;
- Vu le Décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État ;
- Vu le Décret n° 2011-197 du 21 février 2011 fixant la liste des représentants de l'État et de ses établissements publics aux conseils d'administration des agences de l'eau ;
- Vu le Règlement Intérieur du Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois - Picardie du 27 septembre 2012 adopté par la délibération n° 12-A-019 du 27 septembre 2012 ;
- Vu le rapport du Directeur Général présenté au point n° 3.1 de l'ordre du jour de la Commission Permanente Programme du 27 septembre 2013,
- Vu le rapport du Directeur Général présenté au point n° 3.1 (1) de l'ordre du jour du Conseil d'Administration du 18 octobre 2013,

Le Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie décide :

ARTICLE 1 -

L'article III 3.2 de l'annexe à la délibération n° 12-A-019 du 27 septembre 2012 portant règlement intérieur du Conseil d'Administration est abrogé et remplacé comme suit :

Article 3.2 – Délégation du Conseil d'Administration au Directeur Général

En application des articles L-213-11-11, R-213-39, R.213-40 et R-213-48-45 du Code de l'Environnement et des articles 187, 193 et 194 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012, le Conseil d'Administration délègue au Directeur Général de l'Agence de l'eau Artois-Picardie les attributions suivantes :

1°/ Attributions relatives à la gestion de l'établissement

- Les conditions générales d'organisation et de fonctionnement de l'Agence de l'eau Artois-Picardie
- La gestion des biens et immeubles de l'Agence de l'eau Artois-Picardie
- Les actions en justice à intenter au nom de l'Agence de l'eau Artois-Picardie
- Les transactions dans la limite des montants repris ci-après.

2°/ Attributions relatives à la fonction d'ordonnateur de l'établissement

- Pour un montant inférieur ou égal à 30 000 € par opération :
 - . l'acquisition et l'aliénation de biens immobiliers,
 - . l'acceptation de dons et legs faits sans charge, condition ou affectation immobilière,
 - . la vente d'objets mobiliers,
 - . la remise gracieuse de créance en cas de gêne du débiteur, après avis de l'Agent Comptable,
 - . la remise gracieuse des intérêts moratoires et pénalités, après avis de l'Agent Comptable,
 - . l'admission en non-valeur, lorsque la créance est irrécouvrable, après avis de l'Agent Comptable.
- Pour un montant inférieur ou égal à 0,3 M€ par opération et pour une durée n'excédant pas 9 ans :
 - . les baux et locations d'immeubles.
- Pour un montant inférieur ou égal à 3 M€ par opération et pour une durée n'excédant pas 9 ans :
 - . les marchés, contrats et conventions.

3°/ Attributions relatives au Programme d'Intervention de l'Agence dans la limite des dotations de programme fixées par domaine dans l'arrêté ministériel de cadrage du Programme d'Intervention :

- L'examen des demandes de participation financière et le rejet des demandes non éligibles au regard des délibérations d'application du Programme d'intervention ;
- L'attribution de subventions ou de concours financiers aux personnes publiques ou privées, hormis l'action internationale, dans le respect des modalités prévues dans les délibérations du Programme d'Intervention et les limites suivantes :
 - . participations financières inférieures ou égales à 30 000 € par dossier d'opération ou de travaux dans la limite du montant annuel de dotation des lignes de programme correspondantes,
 - . participations financières au fonctionnement dans la limite du montant annuel de dotation des lignes de programme correspondantes,
 - . ensemble des opérations d'exécution du programme sous maîtrise d'ouvrage directe de l'Agence de l'eau Artois-Picardie dans la limite du montant annuel des dotations des lignes de programme correspondantes.

Cette délégation ne concerne pas l'attribution de subventions ou de concours financiers aux personnes publiques ou privées déléguée à la Commission Permanente des Interventions.

- Le report des autorisations de programme non engagées l'année précédente et la modification des dotations d'autorisation de programme résultant d'un transfert entre lignes de programme à l'intérieur de l'enveloppe annuelle globale d'autorisation de programme dans la limite de 10% du montant de cette enveloppe ;
- Toutes décisions concernant la gestion des dossiers d'intervention soldés ou non soldés dans les délais prévus dans la convention ou l'acte d'attribution selon les modalités fixées par les délibérations d'application du programme :
 - . annulation ou réduction de la décision de participation financière,
 - . solde de la convention ou de l'acte d'attribution en fonction des éléments fournis par le maître d'ouvrage ou connus de l'Agence de l'eau Artois-Picardie,
 - . transformation d'avance en subvention dans le respect des conditions prévues dans la convention de participation financière,
 - . remboursement des acomptes perçus par le maître d'ouvrage si leur versement ne correspond pas à une réalisation effective,
 - . prorogation des délais de la convention ou de l'acte d'attribution permettant au maître d'ouvrage de respecter ses obligations,
 - . rappel des participations financières pour cessation d'activité, arrêt, abandon et autres circonstances prévues dans les modalités générales des interventions financières de l'Agence de l'eau Artois-Picardie,
 - . rectification du bénéficiaire ou de la localisation d'une opération en cas d'erreur ou de transfert du bénéficiaire.

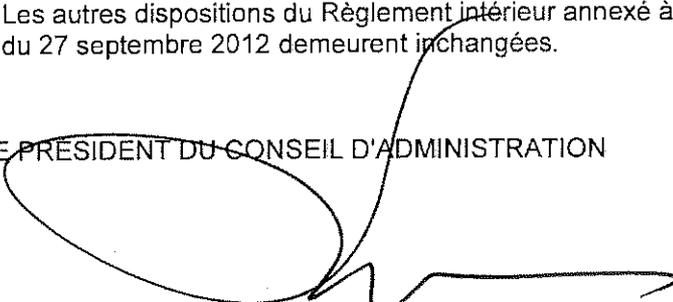
Le Directeur Général rend compte annuellement pour information au Conseil d'Administration des décisions qu'il prend en application de ces délégations d'attribution.

Le Directeur Général rend compte pour information au Conseil d'Administration des décisions qu'il prend pour l'attribution de participations financières à chaque séance ordinaire du Conseil d'Administration.

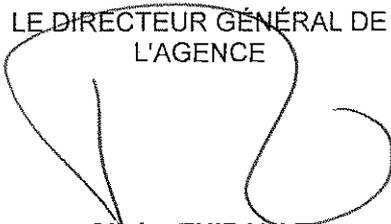
ARTICLE 2 –

Les autres dispositions du Règlement intérieur annexé à la délibération du Conseil d'Administration n° 12-A-019 du 27 septembre 2012 demeurent inchangées.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION


Dominique BUR

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE
L'AGENCE


Olivier THIBAUT

**DELIBERATION N° 13-A-034 DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE
L'AGENCE DE L'EAU ARTOIS-PICARDIE**

**TITRE : ABROGATION ET REMPLACEMENT DES ANNEXES DE DEUX DELIBERATIONS
D'APPLICATION DU PROGRAMME - DELIBERATIONS N°s 12-A-026 ET 13-A-007**

VISA :

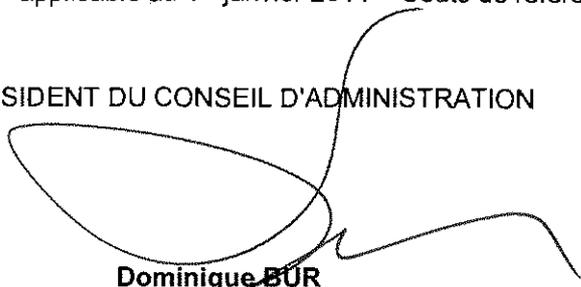
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques ;
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau ;
- Vu le Décret n° 2007-980 du 15 mai 2007 relatif aux comités de bassin ;
- Vu le Décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Vu le Décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;
- Vu le Décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État ;
- Vu le Décret n° 2011-197 du 21 février 2011 fixant la liste des représentants de l'État et de ses établissements publics aux conseils d'administration des agences de l'eau ;
- Vu le Règlement Intérieur du Conseil d'Administration modifié le 18 octobre 2013 ;
- Vu la délibération n° 12-A-026 du Conseil d'Administration du 27 septembre 2012 relative aux zonages d'intervention ;
- Vu la délibération n° 13-A-007 du Conseil d'Administration du 29 mars 2013 relative à la gestion des eaux pluviales ;
- Vu le rapport du Directeur Général présenté au point n° 3.2 de l'ordre du jour de la Commission Permanente Programme du 27 septembre 2013,
- Vu le rapport du Directeur Général présenté au point n° 3.2 (1) de l'ordre du jour du Conseil d'Administration du 18 octobre 2013,

Le Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie décide :

ARTICLE 1 -

- L'annexe 1 de la délibération n° 12-A-026 – Zonages d'intervention pour les lignes de programme 11, 12, 13, 18, 23 et 24 est abrogée à compter du 1^{er} janvier 2014 et remplacée comme suit : Annexe 1 – Liste des communes du bassin Artois-Picardie et leur appartenance aux différents zonages à compter du 1^{er} janvier 2014.
- L'annexe 1 de la délibération n° 13-A-007 – Gestion des eaux pluviales en milieu urbanisé par les collectivités territoriales est abrogée à compter du 1^{er} janvier 2014 et remplacé comme suit : Annexe 1 applicable au 1^{er} janvier 2014 – Coûts de référence des bassins de stockage-restitution.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



Dominique BUR

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE
L'AGENCE



Olivier THIBault

ANNEXE 1 - LISTE DES COMMUNES DU BASSIN ARTOIS-PICARDIE ET LEUR APPARTENANCE AUX DIFFERENTS ZONAGES à compter du 1er janvier 2014

NOM COMMUNE	CODE INSEE DE LA COMMUNE	TYPE DE COMMUNE	COMMUNE ELIGIBLE OU PRIORITAIRE SELON L'ENJEU EAU POTABLE	PRIORITE MASSE D'EAU	COMMUNE GRENELLE	ZONE DE BAINAGE	PRIORITE DE LA COMMUNE	COMMUNE AIDEE AU TAUX D'AIDE MAXIMUM POUR ACQUISITION DE ZH	COMMUNE ELIGIBLE AU MAINTIEN DE L'AGRICULTURE EN ZONES HUMIDES	ZONAGE PMBE
ABANCOURT	59 001	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
ABBEVILLE	80 001	URBAIN	OUI	3	NON	OUI	1	OUI	OUI	NON
ABLAIN SAINT NAZAIRE	62 001	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
ABLAINCOURT PRESSOIR	80 002	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
ABLAINZEVILLE	62 002	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
ABSCON	59 002	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
ACHEUX EN AMIENOIS	80 003	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	OUI
ACHEUX EN VIMEU	80 004	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
ACHEVILLE	62 003	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
ACHICOURT	62 004	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
ACHJET LE GRAND	62 005	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
ACHJET LE PETIT	62 006	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
ACQ	62 007	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
ACQUIN WESTBECOURT	62 008	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
ADINFER	62 009	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
AFFRINGUES	62 010	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
AGENVILLE	80 005	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	OUI
AGENVILLERS	80 006	RURAL	NON	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
AGNEZ LES DUISANS	62 011	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
AGNIERES	62 012	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
AGNY	62 013	URBAIN	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
AIBES	59 003	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
AILLY LE HAUT CLOCHER	80 009	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
AILLY SUR NOYE	80 010	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
AILLY SUR SOMME	80 011	URBAIN	OUI	3	NON	NON	3	OUI	OUI	NON
AIRAINES	80 013	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
AIRE SUR LA LYS	62 014	URBAIN	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
AIRON NOTRE DAME	62 015	RURAL	OUI	1	OUI	OUI	1	OUI	NON	NON
AIRON SAINT VAAST	62 016	RURAL	OUI	1	OUI	OUI	1	OUI	NON	NON
AISONVILLE ET BERNOVILLE	02 006	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
AIX	59 004	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
AIX EN ERGNY	62 017	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
AIX EN ISSART	62 018	RURAL	NON	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
AIX NOULETTE	62 019	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
AIZECOURT LE BAS	80 014	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
AIZECOURT LE HAUT	80 015	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
ALBERT	80 016	URBAIN	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
ALEMBON	62 020	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
ALETTE	62 021	RURAL	NON	3	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
ALINCTHUN	62 022	RURAL	NON	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
ALLAINES	80 017	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
ALLENAY	80 018	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
ALLENES LES MARAIS	59 005	URBAIN	OUI	2	OUI	NON	1	OUI	NON	NON
ALLERY	80 019	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
ALLONVILLE	80 020	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
ALLOUAGNE	62 023	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
ALQUINES	62 024	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
AMBLETEUSE	62 025	RURAL	OUI	1	NON	OUI	1	OUI	OUI	NON
AMBRICOURT	62 026	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
AMBRINES	62 027	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
AMES	62 028	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
AMETTES	62 029	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
AMFROIPIRET	59 006	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
AMIENS	80 021	URBAIN	OUI	3	OUI	NON	1	OUI	OUI	NON
AMPLIER	62 030	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
AMY	60 011	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
ANDAINVILLE	80 022	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
ANDECHY	80 023	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
ANDRES	62 031	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
ANGRES	62 032	URBAIN	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
ANHIERS	59 007	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	OUI	NON
ANICHE	59 008	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
ANNAY	62 033	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
ANNEQUIN	62 034	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
ANNEUX	59 010	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
ANNEZIN	62 035	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
ANNOEULLIN	59 011	URBAIN	OUI	2	OUI	NON	1	OUI	NON	NON
ANNOIS	02 019	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
ANOR	59 012	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
ANSTAING	59 013	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
ANVIN	62 036	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
ANZIN	59 014	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
ANZIN SAINT AUBIN	62 037	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
ARDRES	62 038	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
ARGOEUVES	80 024	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	OUI	NON
ARGOULES	80 025	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
ARGUEL	80 026	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
ARLEUX	59 015	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
ARLEUX EN GOHELLE	62 039	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
ARMANCOURT	80 027	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
ARMBOUTS CAPPEL	59 016	RURAL	NON	2	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
ARMENTIERES	59 017	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON

ANNEXE 1 - LISTE DES COMMUNES DU BASSIN ARTOIS-PICARDIE ET LEUR APPARTENANCE AUX DIFFERENTS ZONAGES à compter du 1er janvier 2014

NOM COMMUNE	CODE INSEE DE LA COMMUNE	TYPE DE COMMUNE	COMMUNE ELIGIBLE OU PRIORITAIRE SELON L'ENJEU EAU POTABLE	PRIORITE MASSE D'EAU	COMMUNE GRENELLE	ZONE DE SAIGNADE	PRIORITE DE LA COMMUNE	COMMUNE AIDEE AU TAUX D'AIDE MAXIMUM POUR ACQUISITION DE ZH	COMMUNE ELIGIBLE AU MAINTIEN DE L'AGRICULTURE EN ZONES HUMIDES	ZONAGE PMBE
ARNEKE	59 018	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
ARQUES	62 040	URBAIN	NON	3	NON	NON	3	OUI	OUI	NON
ARQUEVES	80 028	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	OUI
ARRAS	62 041	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
ARREST	80 029	RURAL	NON	3	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
ARRY	80 030	RURAL	NON	1	NON	OUI	1	OUI	OUI	NON
ARTEMPS	02 025	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
ARTRES	59 019	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
ARVILLERS	80 031	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
ASSAINVILLERS	80 032	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
ASSEVENT	59 021	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
ASSEVILLERS	80 033	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
ATHIES	62 042	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
ATHIES	80 034	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
ATTICHES	59 022	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
ATTILLY	02 029	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
ATTIN	62 044	RURAL	NON	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
AUBENCHEUL AU BAC	59 023	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
AUBENCHEUL AUX BOIS	02 030	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
AUBERCHICOURT	59 024	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
AUBERCOURT	80 035	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
AUBERS	59 025	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
AUBIGNY	80 036	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	OUI	NON
AUBIGNY AU BAC	59 026	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
AUBIGNY AUX KAISNES	02 032	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
AUBIGNY EN ARTOIS	62 045	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
AUBIN SAINT VAAST	62 046	RURAL	NON	3	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
AUBROMETZ	62 047	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
AUBRY DU HAINAUT	59 027	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
AUBVILLERS	80 037	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
AUBY	59 028	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
AUCHEL	62 048	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
AUCHONVILLERS	80 038	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
AUCHY AU BOIS	62 049	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
AUCHY LES HESDIN	62 050	RURAL	NON	3	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
AUCHY LES MINES	62 051	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
AUCHY LEZ ORCHIES	59 029	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
AUDEMBERT	62 052	RURAL	OUI	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
AUDIGNIES	59 031	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
AUDINCHUN	62 053	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
AUDINGHEN	62 054	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
AUDREHEM	62 055	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
AUDRESSELLES	62 056	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
AUDRUICQ	62 057	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
AULNOY LEZ VALENCIENNES	59 032	URBAIN	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
AULNOYE AYMERIES	59 033	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
AULT	80 039	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
AUMATRE	80 040	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
AUMERVAL	62 058	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
AUMONT	80 041	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
AUTHEUX	80 042	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	OUI
AUTHIE	80 043	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	OUI
AUTHIEULE	80 044	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	OUI
AUTHUILLE	80 045	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
AUTINGUES	62 059	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
AUXI LE CHATEAU	62 060	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
AVELESGES	80 046	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
AVELIN	59 034	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
AVELUY	80 047	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
AVERDOINGT	62 061	RURAL	NON	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
AVESNELLES	59 035	URBAIN	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
AVESNES	62 062	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
AVESNES CHAUSSOY	80 048	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
AVESNES LE COMTE	62 063	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
AVESNES LE SEC	59 038	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
AVESNES LES AUBERT	59 037	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
AVESNES LES BAPAUME	62 064	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
AVESNES SUR HELPE	59 036	URBAIN	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
AVION	62 065	URBAIN	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
AVONDANCE	62 066	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
AVRICOURT	60 035	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
AVROULT	62 057	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
AWOINGT	59 039	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
AYENCOURT	80 049	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
AYETTE	62 068	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
AZINCOURT	62 069	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
BACHANT	59 041	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
BACHY	59 042	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
BACQUEL	60 039	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
BACQUEL SUR SELLE	80 050	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
BAILLEUL	59 043	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
BAILLEUL	80 051	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
BAILLEUL AUX CORNAILLES	62 070	RURAL	NON	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
BAILLEUL LES PERNES	62 071	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
BAILLEUL SIR BERTHOULT	62 073	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON

07 08

ANNEXE 1 - LISTE DES COMMUNES DU BASSIN ARTOIS-PICARDIE ET LEUR APPARTENANCE AUX DIFFERENTS ZONAGES à compter du 1er janvier 2014

NOM COMMUNE	CODE INSEE DE LA COMMUNE	TYPE DE COMMUNE	COMMUNE ELIGIBLE OU PRIORITAIRE SELON L'ENJEU EAU POTABLE	PRIORITE MASSE D'EAU	COMMUNE GRENELLE	ZONE DE BAINNADE	PRIORITE DE LA COMMUNE	COMMUNE AIDEE AU TAUX D'AIDE MAXIMUM POUR ACQUISITION DE ZH	COMMUNE ELIGIBLE AU MAINTIEN DE L'AGRICULTURE EN ZONES HUMIDES	ZONAGE PMBE
BAILLEULMONT	62 072	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
BAILLEULVAL	62 074	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
BAINCTHUN	62 075	RURAL	NON	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
BAINGHEN	62 076	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
BAISIEUX	59 044	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
BAIVES	59 045	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
BAIZIEUX	80 052	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
BAJUS	62 077	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
BALATRE	80 053	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
BALINGHEM	62 078	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
BAMBEQUE	59 046	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
BANCOURT	62 079	RURAL	NON	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
BANTEUX	59 047	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
BANTIGNY	59 048	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
BANTOUZELLE	59 049	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
BAPAUME	62 080	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
BARALLE	62 081	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
BARASTRE	62 082	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
BARLEUX	80 054	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
BARLIN	62 083	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
BARLY	62 084	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	OUI
BARLY	80 055	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
BARZY EN THIERACHE	02 050	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
BAS LIEU	59 050	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
BASSEUX	62 085	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
BAUVIN	59 052	URBAIN	OUI	2	OUI	NON	1	OUI	NON	NON
BAVAY	59 053	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
BAVELINCOURT	80 056	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
BAVINCHOVE	59 054	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
BAVINCOURT	62 086	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
BAYENCOURT	80 057	RURAL	NON	1	NON	NON	1	NON	NON	OUI
BAYENGHEM LES EPERLECOQUES	62 087	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
BAYENGHEM LES SENINGHEM	62 088	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
BAYONVILLERS	80 058	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
BAZENTIN	80 059	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
BAZINGHEN	62 089	RURAL	OUI	1	NON	OUI	1	OUI	OUI	NON
BAZUEL	59 055	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
BEALCOURT	80 060	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	OUI
BEALENCOURT	62 090	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
BEAUCAMPS LIGNY	59 056	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
BEAUCOURT EN SANTERRE	80 064	RURAL	NON	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
BEAUCOURT SUR L'ANCRE	80 065	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
BEAUCOURT SUR L'HALLUE	80 066	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
BEAUDEDUIT	60 051	RURAL	OUI	3	OUI	NON	1	NON	NON	NON
BEAUDIGNIES	59 057	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
BEAUDRICOURT	62 091	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
BEAUFORT	59 058	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
BEAUFORT BLAVINCOURT	62 092	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
BEAUFORT EN SANTERRE	80 067	RURAL	OUI	1	OUI	NON	1	NON	NON	NON
BEAULENCOURT	62 093	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
BEAULIEU LES FONTAINES	60 053	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
BEAUMERIE SAINT MARTIN	62 094	RURAL	OUI	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
BEAUMETZ	80 068	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
BEAUMETZ LES AIRE	62 095	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
BEAUMETZ LES CAMBRAI	62 096	RURAL	NON	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
BEAUMETZ LES LOGES	62 097	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
BEAUMONT EN BEINE	02 056	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
BEAUMONT EN CAMBRESIS	59 059	RURAL	OUI	2	OUI	NON	1	OUI	NON	NON
BEAUMONT HAMEL	80 069	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
BEAUQUESNE	80 070	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	OUI
BEAURAIN	59 060	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
BEAURAINS	62 099	URBAIN	OUI	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
BEAURAINVILLE	62 100	RURAL	NON	3	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
BEAUREPAIRE SUR SAMBRE	59 061	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
BEAUREVOIR	02 057	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
BEAURIEUX	59 062	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
BEAUVAIL	80 071	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	OUI
BEAUVOIR	60 058	RURAL	OUI	3	OUI	NON	1	NON	NON	NON
BEAUVOIR WAVANS	62 881	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
BEAUVOIS	62 101	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
BEAUVOIS EN CAMBRESIS	59 063	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
BEAUVOIS EN VERMANDOIS	02 060	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
BECORDEL BECOURT	80 073	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
BECOURT	62 102	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
BECQUIGNY	02 061	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
BECQUIGNY	80 074	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
BEHAGNIES	62 103	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
BEHEN	80 076	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
BEHENCOURT	80 077	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
BELLAING	59 064	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
BELLANCOURT	80 078	RURAL	NON	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
BELLE ET HOULLEFORT	62 105	RURAL	NON	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
BELLEBRUNE	62 104	RURAL	NON	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
BELLENGUISE	02 063	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON

ANNEXE 1 - LISTE DES COMMUNES DU BASSIN ARTOIS-PICARDIE ET LEUR APPARTENANCE AUX DIFFERENTS ZONAGES à compter du 1er janvier 2014

NOM COMMUNE	CODE INSEE DE LA COMMUNE	TYPE DE COMMUNE	COMMUNE ELIGIBLE OU PRIORITAIRE SELON L'ENJEU EAU POTABLE	PRIORITE MASSE D'EAU	COMMUNE GRENELLE	ZONE DE BAINADE	PRIORITE DE LA COMMUNE	COMMUNE AIDEE AU TAUX D'AIDE MAXIMUM POUR L'ACQUISITION DE ZH	COMMUNE ELIGIBLE AU MAINTIEN DE L'AGRICULTURE EN ZONES HUMIDES	ZONAGE PMBE
BELLEUSE	80 079	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
BELLECOURT	02 065	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
BELLIGNIES	59 065	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
BELLONNE	62 106	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
BELLOY EN SANTERRE	80 080	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
BELLOY SAINT LEONARD	80 081	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
BELLOY SUR SOMME	80 082	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	OUI	NON
BENIFONTAINE	62 107	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
BERCK	62 108	URBAIN	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
BERELLES	59 066	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
BERGICOURT	80 083	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
BERGUENEUSE	62 109	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
BERGUES	59 067	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
BERGUES SUR SAMBRE	02 067	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
BERLAIMONT	59 068	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
BERLENCOURT LE CAUROY	62 111	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
BERLES AU BOIS	62 112	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
BERLES MONCHEL	62 113	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
BERMERAIN	59 069	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
BERMERIES	59 070	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
BERMESNIL	80 084	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
BERMICOURT	62 114	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
BERNATRE	80 085	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
BERNAVILLE	80 086	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	OUI
BERNAY EN PONTTHIEU	80 087	RURAL	OUI	1	NON	OUI	1	OUI	OUI	NON
BERNES	80 088	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
BERNEUIL	80 089	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
BERNEVILLE	62 115	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
BERNIEULLES	62 116	RURAL	NON	3	NON	OUI	1	NON	NON	NON
BERNY EN SANTERRE	80 090	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
BERSEE	59 071	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
BERSILLIES	59 072	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
BERTANGLES	80 092	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
BERTEAUCOURT LES DAMES	80 093	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
BERTEAUCOURT LES THENNES	80 094	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
BERTHEN	59 073	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
BERTINCOURT	62 117	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
BERTRANCOURT	80 095	RURAL	NON	1	NON	NON	1	NON	NON	OUI
BERTRY	59 074	RURAL	OUI	2	OUI	NON	1	OUI	NON	NON
BETHENCOURT	59 075	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
BETHENCOURT SUR MER	80 096	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
BETHENCOURT SUR SOMME	80 097	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
BETHONSART	62 118	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
BETHUNE	62 119	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
BETTENCOURT RIVIERE	80 099	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
BETTENCOURT SAINT OUEN	80 100	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
BETTIGNIES	59 076	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
BETTRECHIES	59 077	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
BEUGIN	62 120	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
BEUGNATRE	62 121	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
BEUGNIES	59 078	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
BEUGNY	62 122	RURAL	NON	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
BEUSSENT	62 123	RURAL	NON	3	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
BEUTIN	62 124	RURAL	NON	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
BEUVRAGES	59 079	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
BEUVRAIGNES	80 101	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
BEUVREQUEN	62 125	RURAL	NON	1	NON	OUI	1	OUI	OUI	NON
BEUVRY	62 126	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
BEUVRY LA FORET	59 080	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
BEVILLERS	59 081	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
BEZINGHEM	62 127	RURAL	NON	3	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
BIACHE SAINT VAAST	62 128	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
BIACHES	80 102	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
BIARRE	80 103	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
BIEFVILLERS LES BAPAUME	62 129	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
BIENVILLERS AU BOIS	62 130	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
BIERNE	59 082	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
BIHUCOURT	62 131	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
BILLANCOURT	80 105	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
BILLY BERCLAU	62 132	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
BILLY MONTIGNY	62 133	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
BIMONT	62 134	RURAL	NON	3	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
BISSEZELE	59 083	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
BLAIRVILLE	62 135	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
BLANCFOSSE	60 075	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
BLANGerval BLANGERMONT	62 137	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
BLANGY SOUS POIX	80 106	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
BLANGY SUR TERNOISE	62 138	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
BLANGY TRONVILLE	80 107	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	OUI	NON
BLARINGHEM	59 084	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
BLECOURT	59 085	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
BLENDECQUES	62 139	URBAIN	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
BLEQUIN	62 140	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
BLESSY	62 141	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
BLINGEL	62 142	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON

OT

DB

ANNEXE 1 - LISTE DES COMMUNES DU BASSIN ARTOIS-PICARDIE ET LEUR APPARTENANCE AUX DIFFERENTS ZONAGES à compter du 1er janvier 2014

NOM COMMUNE	CODE INSEE DE LA COMMUNE	TYPE DE COMMUNE	COMMUNE ELIGIBLE OU PRIORITYAIRE SELON L'ENJEU EAU POTABLE	PRIORITE MASSE D'EAU	COMMUNE GRENELLE	ZONE DE BARGNADE	PRIORITE DE LA COMMUNE	COMMUNE AIDEE AU TAUX D'AIDE MAXIMUM POUR ACQUISITION DE ZH	COMMUNE ELIGIBLE AU MAINTIEN DE L'AGRICULTURE EN ZONES HUMIDES	ZONAGE PMBE
BOESCHEPE	59 086	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
BOESEGHEN	59 087	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
BOFFLES	62 143	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
BOHAIN EN VERMANDOIS	02 095	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
BOIRY BECQUERELLE	62 144	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
BOIRY NOTRE DAME	62 145	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
BOIRY SAINT MARTIN	62 146	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
BOIRY SAINTE RICTRUDE	62 147	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
BOIS BERNARD	62 148	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
BOIS GRENIER	59 088	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
BOISBERGUES	80 108	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	OUI
BOISDINGHEM	62 149	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
BOISJEAN	62 150	RURAL	OUI	1	NON	OUI	1	NON	NON	NON
BOISLEUX AU MONT	62 151	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
BOISLEUX SAINT MARC	62 152	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
BOISMONT	80 110	RURAL	NON	3	NON	OUI	1	OUI	OUI	NON
BOLLEZEELE	59 089	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
BOMY	62 153	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
BONDUES	59 090	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
BONNAY	80 112	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
BONNEUIL LES EAUX	60 082	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
BONNEVILLE	80 113	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
BONNIERES	62 154	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
BONNINGUES LES ARDRES	62 155	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
BONNINGUES LES CALAIS	62 156	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
BONVILLERS	60 085	RURAL	OUI	3	OUI	NON	1	NON	NON	NON
BONY	02 100	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
BORRE	59 091	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
BOSQUEL	80 114	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
BOUBERS LES HESMOND	62 157	RURAL	NON	3	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
BOUBERS SUR CANCHE	62 158	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
BOUCHAIN	59 092	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
BOUCHAVESNES BERGEN	80 115	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
BOUCHOIR	80 116	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
BOUCHON	80 117	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
BOUFFLERS	80 118	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	OUI
BOUGAINVILLE	80 119	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
BOUILLANCOURT LA BATAILLE	80 121	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
BOUIN PLUMOISON	62 661	RURAL	NON	3	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
BOULOGNE SUR HELPE	59 093	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
BOULOGNE SUR MER	62 160	URBAIN	NON	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
BOUQUEHAULT	62 161	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
BOUQUEMAISON	80 122	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	NON	NON	OUI
BOURBOURG	59 094	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
BOURDON	80 123	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	OUI	NON
BOURECQ	62 162	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
BOURET SUR CANCHE	62 163	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
BOURGHELLES	59 096	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
BOURLON	62 164	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
BOURNONVILLE	62 165	RURAL	NON	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
BOURS	62 166	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
BOURSEVILLE	80 124	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
BOURSIES	59 097	RURAL	NON	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
BOURSIN	62 167	RURAL	NON	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
BOURTHES	62 168	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
BOUSBECQUE	59 098	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	OUI	NON
BOUSIES	59 099	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
BOUSIGNIES	59 100	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	OUI	NON
BOUSIGNIES SUR ROC	59 101	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
BOUSSICOURT	80 125	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
BOUSSIERES EN CAMBRESIS	59 102	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
BOUSSIERES SUR SAMBRE	59 103	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
BOUSSOIS	59 104	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
BOUVELINGHEM	62 169	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
BOUVIGNIES	59 105	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
BOUVIGNY BOYEFFLES	62 170	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
BOUVINCOURT EN VERMANDOIS	80 128	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
BOUVINES	59 106	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
BOUZINCOURT	80 129	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
BOVELLES	80 130	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
BOVES	80 131	URBAIN	OUI	3	OUI	NON	1	OUI	NON	NON
BOYAVAL	62 171	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
BOYELLES	62 172	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
BRACHES	80 132	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
BRAILLY CORNEHOTTE	80 133	RURAL	NON	1	NON	OUI	1	NON	NON	NON
BRANCOURT LE GRAND	02 112	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
BRASSY	80 134	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
BRAY DUNES	59 107	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
BRAY LES MAREUIL	80 135	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	OUI	NON
BRAY SAINT CHRISTOPHE	02 117	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
BRAY SUR SOMME	80 136	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
BREBIERES	62 173	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
BREILLY	80 137	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	OUI	NON
BREMES	62 174	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
BRESLE	80 138	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON

DB

ANNEXE 1 - LISTE DES COMMUNES DU BASSIN ARTOIS-PICARDIE ET LEUR APPARTENANCE AUX DIFFERENTS ZONAGES à compter du 1er janvier 2014

NOM COMMUNE	CODE INSEE DE LA COMMUNE	TYPE DE COMMUNE	COMMUNE ELIGIBLE OU PRIORITAIRE SELON L'ENJEU EAU POTABLE	PRIORITE MASSE D'EAU	COMMUNE GRENNELLE	ZONE DE BAINADE	PRIORITE DE LA COMMUNE	COMMUNE AIDEE AU TAUX D'AIDE MAXIMUM POUR ACQUISITION DE ZH	COMMUNE ELIGIBLE AU MAINTIEN DE L'AGRICULTURE EN ZONES HUMIDES	ZONAGE PMBE
BRETEUIL	60 104	RURAL	OUI	3	OUI	NON	1	OUI	NON	NON
BREUIL	80 139	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
BREVILLERS	62 175	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
BREVILLERS	80 140	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	OUI
BREXENT ENOCQ	62 176	RURAL	NON	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
BRIAS	62 180	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
BRIASTRE	59 108	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
BRIE	80 141	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
BRILLON	59 109	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	OUI	NON
BRIMEUX	62 177	RURAL	NON	3	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
BRIQUEMESNIL FLOXICOURT	80 142	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
BROUCHY	80 144	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
BROUCKERQUE	59 110	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
BROXEELLE	59 111	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
BROYES	60 111	RURAL	NON	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
BRUAY LA BUISSIERE	62 178	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
BRUAY SUR L'ESCAUT	59 112	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
BRUCAMPS	80 145	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
BRUILLE LEZ MARCHIENNES	59 113	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
BRUILLE SAINT AMAND	59 114	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	OUI	NON
BRUNEMBERT	62 179	RURAL	NON	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
BRUNEMONT	59 115	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
BRUTELLES	80 146	RURAL	NON	2	NON	OUI	1	OUI	OUI	NON
BRY	59 116	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
BUCQUOY	62 181	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
BUGNICOURT	59 117	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
BUIGNY L'ABBE	80 147	RURAL	NON	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
BUIGNY SAINT MACLOU	80 149	RURAL	NON	3	NON	OUI	1	NON	NON	NON
BUIRE AU BOIS	62 182	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
BUIRE COURCELLES	80 150	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
BUIRE LE SEC	62 183	RURAL	NON	3	NON	OUI	1	NON	NON	NON
BUIRE SUR L'ANCRE	80 151	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
BUISSY	62 184	RURAL	NON	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
BULLECOURT	62 185	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
BULLY LES MINES	62 186	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
BUNEVILLE	62 187	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
BURBURE	62 188	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
BUS	62 189	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
BUS LA MESIERE	80 152	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
BUS LES ARTOIS	80 153	RURAL	NON	1	NON	NON	1	NON	NON	OUI
BUSIGNY	59 118	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
BUSNES	62 190	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
BUSSU	80 154	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
BUSSUS BUSSUEL	80 155	RURAL	NON	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
BUSSY LES DADURS	80 156	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
BUSSY LES POIX	80 157	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
BUVERCHY	80 158	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
BUYSSCHEURE	59 119	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
CACHY	80 159	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
CAESTRE	59 120	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
CAFFIERS	62 191	RURAL	OUI	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
CAGNICOURT	62 192	RURAL	NON	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
CAGNONCLES	59 121	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
CAGNY	80 160	RURAL	OUI	3	OUI	NON	1	OUI	NON	NON
CAHON	80 161	RURAL	OUI	3	NON	OUI	1	OUI	OUI	NON
CAIX	80 162	RURAL	OUI	1	OUI	NON	1	OUI	NON	NON
CALAIS	62 193	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
CALONNE RICOUART	62 194	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
CALONNE SUR LA LYS	62 195	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
CAMBLAIN CHATELAIN	62 197	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
CAMBLAIN L'ABBE	62 199	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
CAMBLIGNEUL	62 198	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
CAMBRAI	59 122	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
CAMBRIN	62 200	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
CAMBRON	80 163	RURAL	OUI	3	NON	OUI	1	OUI	OUI	NON
CAMIERS	62 201	RURAL	OUI	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
CAMON	80 164	URBAIN	NON	3	NON	NON	3	OUI	OUI	NON
CAMPAGNE	60 121	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
CAMPAGNE LES BOULONNAIS	62 202	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
CAMPAGNE LES GUINES	62 203	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
CAMPAGNE LES HESDIN	62 204	RURAL	NON	3	NON	OUI	1	NON	NON	NON
CAMPAGNE LES WARDRECCQUES	62 205	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
CAMPHIN EN CAREMBAUT	59 123	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
CAMPHIN EN PEVELE	59 124	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
CAMPIGNEULLES LES GRANDES	62 206	RURAL	OUI	1	OUI	OUI	1	NON	NON	NON
CAMPIGNEULLES LES PETITES	62 207	RURAL	OUI	1	OUI	OUI	1	NON	NON	NON
CAMPREMY	60 123	RURAL	OUI	3	OUI	NON	1	NON	NON	NON
CAMPS EN AMIENOIS	80 165	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
CANAPLES	80 166	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
CANCHY	80 167	RURAL	NON	1	NON	OUI	1	NON	NON	NON
CANDAS	80 168	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	OUI
CANETTEMONT	62 208	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
CANLERS	62 209	RURAL	NON	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
CANNESIERES	80 169	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
CANTAING SUR ESCAUT	59 125	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON

55

DB

ANNEXE 1 - LISTE DES COMMUNES DU BASSIN ARTOIS-PICARDIE ET LEUR APPARTENANCE AUX DIFFERENTS ZONAGES à compter du 1er janvier 2014

NOM COMMUNE	CODE INSEE DE LA COMMUNE	TYPE DE COMMUNE	COMMUNE ELIGIBLE OU PRIORITAIRE SELON L'ENJEU EAU POTABLE	PRIORITE MASSE D'EAU	COMMUNE GRENELLE	ZONE DE BAIGNADE	PRIORITE DE LA COMMUNE	COMMUNE AIDEE AU TAUX D'AIDE MAXIMUM POUR ACQUISITION DE ZH	COMMUNE ELIGIBLE AU MAINTIEN DE L'AGRICULTURE EN ZONES HUMIDES	ZONAGE PMBE
CANTELEUX	62 210	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
CANTIGNY	80 170	RURAL	NON	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
CANTIN	59 126	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
CAOURS	80 171	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
CAPELLE	59 127	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
CAPELLE FERMONT	62 211	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
CAPELLE LES HESDIN	62 212	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
CAPINGHEM	59 128	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
CAPPELLE BROUCK	59 130	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
CAPPELLE EN PEVELE	59 129	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
CAPPELLE LA GRANDE	59 131	URBAIN	NON	2	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
CAPPY	80 172	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
CARDONNETTE	80 173	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
CARENCY	62 213	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
CARLY	62 214	RURAL	OUI	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
CARNIERES	59 132	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
CARNIN	59 133	RURAL	OUI	2	OUI	NON	1	NON	NON	NON
CARNOY	80 175	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
CARREPUIS	80 176	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
CARTIGNIES	59 134	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
CARTIGNY	80 177	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
CARVIN	62 215	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
CASSEL	59 135	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
CASTRES	02 142	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
CATHEUX	60 131	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
CATILLON SUR SAMBRE	59 137	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
CATTENIERES	59 138	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
CAUCHY A LA TOUR	62 217	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
CAUCOURT	62 218	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
CAUDRY	59 139	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
CAULAINCOURT	02 144	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
CAULIERES	80 179	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
CAULLERY	59 140	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
CAUMONT	62 219	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
CAUROIR	59 141	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
CAVILLON	80 180	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
CAVRON SAINT MARTIN	62 220	RURAL	NON	3	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
CAYEUX EN SANTERRE	80 181	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
CAYEUX SUR MER	80 182	RURAL	NON	2	NON	OUI	1	OUI	OUI	NON
CEMPUIS	60 136	RURAL	OUI	3	OUI	NON	1	NON	NON	NON
CERFONTAINE	59 142	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
CERISY	80 184	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
CHAMPIEN	80 185	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
CHATEAU L'ABBAYE	59 144	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	OUI	NON
CHAULNES	80 186	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
CHAUSSEY EPAGNY	80 188	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
CHELERS	62 221	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
CHEMY	59 145	RURAL	OUI	2	OUI	NON	1	NON	NON	NON
CHEPOIX	60 146	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
CHEPY	80 190	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
CHERENG	59 146	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
CHERIENNES	62 222	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
CHERISY	62 223	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
CHILLY	80 191	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
CHIPILLY	80 192	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
CHIRMONT	80 193	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
CHOCOQUES	62 224	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
CHOISIES	59 147	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
CHOQUEUSE LES BENARDS	60 153	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
CHUIGNES	80 194	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
CHUIGNOLLES	80 195	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
CITERNE	80 196	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
CIZANCOURT	80 197	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
CLAIRFAYTS	59 148	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
CLAIRMARAIS	62 225	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	OUI	NON
CLAIRY SAULCHOIX	80 198	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
CLARQUES	62 226	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
CLARY	59 149	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
CLASTRES	02 199	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
CLENLEU	62 227	RURAL	NON	3	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
CLERQUES	62 228	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
CLERY SUR SOMME	80 199	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
CLETY	62 229	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
COBRIEUX	59 150	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
COCQUEREL	80 200	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	OUI	NON
COIGNEUX	80 201	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	OUI
COISY	80 202	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
COIVREL	60 158	RURAL	NON	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
COLEMBERT	62 230	RURAL	NON	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
COLINCAMPS	80 203	RURAL	NON	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
COLLERET	59 151	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
COLLINE BEAUMONT	62 231	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	OUI	NON
COMBLES	80 204	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
COMINES	59 152	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
CONCHIL LE TEMPLE	62 233	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON

ANNEXE 1 - LISTE DES COMMUNES DU BASSIN ARTOIS-PICARDIE ET LEUR APPARTENANCE AUX DIFFERENTS ZONAGES à compter du 1er janvier 2014

NOM COMMUNE	CODE INSEE DE LA COMMUNE	TYPE DE COMMUNE	COMMUNE ELIGIBLE OU PRIORITAIRE SELON L'ENJEU EAU POTABLE	PRIORITE MASSE D'EAU	COMMUNE GREENELLE	ZONE DE BAINADE	PRIORITE DE LA COMMUNE	COMMUNE AIDEE AU TAUX D'AIDE MAXIMUM POUR L'ACQUISITION DE ZH	COMMUNE ELIGIBLE AU MAINTIEN DE L'AGRICULTURE EN ZONES HUMIDES	ZONAGE PMBE
CONCHY SUR CANCHE	62 234	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
CONDE FOLIE	80 205	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	OUI	NON
CONDE SUR L'ESCAUT	59 153	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	OUI	NON
CONDETTE	62 235	URBAIN	OUI	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
CONTALMAISON	80 206	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
CONTAY	80 207	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
CONTES	62 236	RURAL	NON	3	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
CONTESCOURT	02 214	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
CONTEVILLE	60 161	RURAL	OUI	3	OUI	NON	1	NON	NON	NON
CONTEVILLE	80 208	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	OUI
CONTEVILLE EN TERNOIS	62 238	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
CONTEVILLE LES BOULOGNE	62 237	RURAL	NON	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
CONTOIRE	80 209	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
CONTRE	80 210	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
CONTY	80 211	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
COQUELLES	62 239	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
CORBEHEM	62 240	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
CORBEIE	80 212	URBAIN	OUI	3	NON	NON	3	OUI	OUI	NON
CORMELLES	60 163	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
CORMONT	62 241	RURAL	NON	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
COTTENCHY	80 213	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
COUDEKERQUE BRANCHE	59 155	URBAIN	NON	2	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
COUDEKERQUE-VILLAGE	59 154	RURAL	NON	2	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
COUIN	62 242	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
COULLEMELLE	80 214	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
COULLEMONT	62 243	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
COULOGNE	62 244	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
COULOMBY	62 245	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
COULONVILLERS	80 215	RURAL	NON	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
COUPELLE NEUVE	62 246	RURAL	NON	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
COUPELLE VIEILLE	62 247	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
COURCELLETTE	80 216	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
COURCELLES AU BOIS	80 217	RURAL	NON	1	NON	NON	1	NON	NON	OUI
COURCELLES LE COMTE	62 248	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
COURCELLES LES LENS	62 249	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
COURCELLES SOUS MOYENCOURT	80 218	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
COURCELLES SOUS THOIX	80 219	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
COURCHELLETES	59 156	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
COURRIERES	62 250	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
COURSET	62 251	RURAL	OUI	3	NON	OUI	1	NON	NON	NON
COURTEMANCHE	80 220	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
COUSOLRE	59 157	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
COUTICHES	59 158	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
COUTURELLE	62 253	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
COYECQUES	62 254	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
CRAMONT	80 221	RURAL	NON	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
CRAPEAUMESNIL	60 174	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
CRAYWICK	59 159	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
CRECY EN PONTTHIEU	80 222	RURAL	OUI	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
CREMAREST	62 255	RURAL	NON	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
CREMERY	80 223	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
CREPY	62 256	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
CREQUY	62 257	RURAL	NON	3	NON	OUI	1	NON	NON	NON
CRISPIN	59 160	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	OUI	NON
CRESSY OMENCOURT	80 224	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
CREUSE	80 225	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
CREVECOEUR LE GRAND	60 178	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
CREVECOEUR LE PETIT	60 179	RURAL	NON	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
CREVECOEUR SUR L'ESCAUT	59 161	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
CROCHTE	59 162	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
CROISSETTE	62 258	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
CROISILLES	62 259	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
CROISSY SUR CELLE	60 183	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
CROIX	59 163	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
CROIX CALUYAU	59 184	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
CROIX EN TERNOIS	62 260	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
CROIX FONSSOMME	02 240	RURAL	OUI	2	OUI	NON	1	NON	NON	NON
CROIX MOLIGNEAUX	80 226	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
CROIXRAULT	80 227	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
CROLY SAINT PIERRE	80 229	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	OUI	NON
CUCQ	62 261	URBAIN	NON	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
CUGNY	02 246	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
CUINCHY	62 262	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
CUINCY	59 165	URBAIN	OUI	2	OUI	NON	1	OUI	NON	NON
CURCHY	80 230	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
CURGIES	59 166	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
CURLU	80 231	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
CUVILLERS	59 167	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
CYSOING	59 168	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
DAINVILLE	62 263	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
DALLON	02 257	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
DAMERAUCOURT	60 193	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
DAMERY	80 232	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
DAMOUSIES	59 169	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
DANCOURT POPINCOURT	80 233	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON

ANNEXE 1 - LISTE DES COMMUNES DU BASSIN ARTOIS-PICARDIE ET LEUR APPARTENANCE AUX DIFFERENTS ZONAGES à compter du 1er janvier 2014

NOM COMMUNE	CODE INSEE DE LA COMMUNE	TYPE DE COMMUNE	COMMUNE ELIGIBLE OU PRIORITAIRE SELON L'ENJEU EAU POTABLE	PRIORITE MASSE D'EAU	COMMUNE GRENELLE	ZONE DE BAINADE	PRIORITE DE LA COMMUNE	COMMUNE AIDEE AU TAUX D'AIDE MAXIMUM POUR ACQUISITION DE ZH	COMMUNE ELIGIBLE AU MAINTIEN DE L'AGRICULTURE EN ZONES HUMIDES	ZONAGE PMBE
DANNES	62 264	RURAL	NON	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
DAOURS	80 234	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	OUI	NON
DARGIES	60 194	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
DAVENESCOURT	80 236	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
DECHY	59 170	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
DEHERIES	59 171	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
DELETTES	62 265	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
DEMUIN	80 237	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
DENAIN	59 172	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
DENIER	62 266	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
DENNEBROEUCC	62 267	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
DERNANCOURT	80 238	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
DESURES	62 268	URBAIN	NON	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
DEULEMONT	59 173	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	OUI	NON
DEVISE	80 239	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
DIEVAL	62 269	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
DIMECHAUX	59 174	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
DIMONT	59 175	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
DIVION	62 270	URBAIN	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
DOHEM	62 271	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
DOIGNIES	59 176	RURAL	NON	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
DOINGT	80 240	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
DOMART EN PONTHEU	80 241	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
DOMART SUR LA LUCE	80 242	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
DOMELIERS	60 199	RURAL	OUI	3	OUI	NON	1	NON	NON	NON
DOMESMONT	80 243	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
DOMFRONT	60 200	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
DOMINOIS	80 244	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
DOMLEGER LONGVILLERS	80 245	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	OUI
DOMMARTIN	80 246	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
DOMPIERRE	60 201	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
DOMPIERRE BECQUINCOURT	80 247	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
DOMPIERRE SUR AUTHIE	80 248	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
DOMPIERRE SUR HELPE	59 177	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
DOMQUEUR	80 249	RURAL	NON	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
DOMVAST	80 250	RURAL	NON	1	NON	OUI	1	NON	NON	NON
DON	59 670	RURAL	OUI	2	OUI	NON	1	OUI	NON	NON
DOUAI	59 178	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
DOUCHY	02 270	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
DOUCHY LES AYETTE	62 272	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
DOUCHY LES MINES	59 179	URBAIN	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
DOUDEAUVILLE	62 273	RURAL	OUI	3	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
DOUDELAINVILLE	80 251	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
DOUILLY	80 252	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
DOULLENS	80 253	URBAIN	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	OUI
DOURGES	62 274	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
DOURIEZ	62 275	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
DOURLERS	59 181	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
DOUVRIN	62 276	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
DREUIL LES AMIENS	80 256	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	OUI	NON
DRIENCOURT	80 258	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
DRINCHAM	59 182	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
DROCOURT	62 277	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
DROMESNIL	80 259	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
DROUVIN LE MARAIS	62 278	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
DRUCAT	80 260	RURAL	OUI	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
DUISANS	62 279	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
DUNKERQUE	59 183	URBAIN	NON	2	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
DURY	02 273	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
DURY	62 280	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
DURY	80 261	RURAL	OUI	3	OUI	NON	1	NON	NON	NON
EAUCOURT SUR SOMME	80 262	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	OUI	NON
EBBLINGHEM	59 184	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
ECAILLON	59 185	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
ECCLES	59 186	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
ECHINGHEN	62 281	RURAL	NON	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
ECLAIBES	59 187	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
ECLIMEUX	62 282	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
ECLUSIER VAUX	80 264	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
ECOIVRES	62 283	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
ECOURT SAINT QUENTIN	62 284	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
ECOUST SAINT MEIN	62 285	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
ECQUEDECQUES	62 286	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
ECQUES	62 288	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
ECUELIN	59 188	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
ECUIRES	62 289	RURAL	OUI	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
ECURIE	62 290	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
ECCKE	59 189	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
ELENCOURT	60 205	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
ELESMES	59 190	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
ELEU DIT LEAUWETTE	62 291	URBAIN	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
ELINCOURT	59 191	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
ELNES	62 292	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
EMBRY	62 293	RURAL	NON	3	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
EMERCHICOURT	59 192	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON

ANNEXE 1 - LISTE DES COMMUNES DU BASSIN ARTOIS-PICARDIE ET LEUR APPARTENANCE AUX DIFFERENTS ZONAGES à compter du 1er janvier 2014

NOM COMMUNE	CODE INSEE DE LA COMMUNE	TYPE DE COMMUNE	COMMUNE ELIGIBLE OU PRIORITAIRE SELON L'ENJEU EAU POTABLE	PRIORITE MASSE D'EAU	COMMUNE GRENELLE	ZONE DE BAINADE	PRIORITE DE LA COMMUNE	COMMUNE AIDEE AU Taux D'AIDE MAXIMUM POUR ACQUISITION DE ZH	COMMUNE ELIGIBLE AU MAINTIEN DE L'AGRICULTURE EN ZONES HUMIDES	ZONAGE PMBE
EMMERIN	59 193	URBAIN	OUI	2	OUI	NON	1	OUI	NON	NON
ENGLBELMER	80 266	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
ENGLFONTAINE	59 194	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
ENGLOS	59 195	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
ENQUINEGATTE	62 294	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
ENNEMAIN	80 267	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
ENNETIERES EN WEPPE	59 196	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
ENNEVELIN	59 197	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
ENQUIN LES MINES	62 295	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
ENQUIN SUR BAILLONS	62 296	RURAL	NON	3	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
EPAGNE EPAGNETTE	80 268	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	OUI	NON
EPAUMESNIL	80 269	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
EPECAMPS	80 270	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
EPEHY	80 271	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
EPENANCOURT	80 272	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
EPERLECOQUES	62 297	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	OUI	NON
EPINOY	62 298	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
EPLESSIER	80 273	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
EPPE SALVAGE	59 198	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
EPPEVILLE	80 274	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
EPS	62 299	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
EQUANCOURT	80 275	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
EQUENNES ERAMECOURT	80 276	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
EQUIHEN PLAGE	62 300	RURAL	NON	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
EQUIRRE	62 301	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
ERCHES	80 278	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
ERCHEU	80 279	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
ERCHIN	59 199	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
ERCOURT	80 280	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
ERGNIES	80 281	RURAL	NON	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
ERGNY	62 302	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
ERIN	62 303	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
ERINGHEM	59 200	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
ERNY SAINT JULIEN	62 304	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
ERONDELLE	80 282	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	OUI	NON
ERQUINGHEM LE SEC	59 201	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
ERQUINGHEM LYS	59 202	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	OUI	NON
ERRE	59 203	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	OUI	NON
ERVILLERS	62 306	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
ESCALLES	62 307	RURAL	OUI	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
ESCARMAIN	59 204	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
ESCAUDAIN	59 205	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
ESCAUDOEUVRES	59 206	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
ESCAUTPONT	59 207	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	OUI	NON
ESCLAINVILLERS	80 283	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
ESCOBECQUES	59 208	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
ESCOEUILLES	62 308	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
ESMERY HALLON	80 284	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
ESNES	59 209	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
ESQUELBEQ	59 210	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
ESQUENNOY	60 221	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
ESQUERCHIN	59 211	RURAL	OUI	2	OUI	NON	1	OUI	NON	NON
ESQUERDES	62 309	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
ESSARS	62 310	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
ESSERTAUX	80 285	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
ESSIGNY LE GRAND	02 287	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
ESSIGNY LE PETIT	02 288	RURAL	OUI	2	OUI	NON	1	OUI	NON	NON
ESTAIRE	59 212	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
ESTEVELLES	62 311	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
ESTOURMEL	59 213	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
ESTREBOEUF	80 287	RURAL	NON	3	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
ESTREE	62 312	RURAL	NON	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
ESTREE BLANCHE	62 313	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
ESTREE CAUCHY	62 314	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
ESTREE WAMIN	62 316	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
ESTREELLES	62 315	RURAL	NON	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
ESTREES	02 291	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
ESTREES	59 214	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
ESTREES DENIECOURT	80 288	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
ESTREES LES CRECY	80 290	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	OUI
ESTREES MONS	80 557	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
ESTREES SUR NOYE	80 291	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
ESTREUX	59 215	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
ESTRUN	59 219	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
ESWARS	59 216	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
ETAING	62 317	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
ETALON	80 292	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
ETAPLES	62 318	URBAIN	OUI	1	OUI	OUI	1	OUI	NON	NON
ETAVES ET BOCQUIAUX	02 293	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
ETELFAY	80 293	RURAL	NON	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
ETERPIGNY	62 319	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
ETERPIGNY	80 294	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
ETH	59 217	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
ETINEHEM	80 295	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
ETREILLERS	02 296	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON

DB

ANNEXE 1 - LISTE DES COMMUNES DU BASSIN ARTOIS-PICARDIE ET LEUR APPARTENANCE AUX DIFFERENTS ZONAGES à compter du 1er janvier 2014

NOM COMMUNE	CODE INSEE DE LA COMMUNE	TYPE DE COMMUNE	COMMUNE ELIGIBLE OU PRIORITAIRE SELON L'ENJEU EAU POTABLE	PRIORITE MASSE D'EAU	COMMUNE GRENELLE	ZONE DE BAIGNADE	PRIORITE DE LA COMMUNE	COMMUNE AIDEE AU TAUX D'AIDE MAXIMUM POUR ACQUISITION DE ZH	COMMUNE ELIGIBLE AU MAINTIEN DE L'AGRICULTURE EN ZONES HUMIDES	ZONAGE PMBE
ETREJUST	80 297	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
ETRICOURT MANANCOURT	80 298	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
ETROEUNGT	59 218	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
ETRUN	62 320	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
EVIN MALMAISON	62 321	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
FACHES THUMESNIL	59 220	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
FALVY	80 300	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
FAMARS	59 221	URBAIN	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
FAMECHON	62 322	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
FAMECHON	80 301	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
FAMPOLUX	62 323	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
FARBUS	62 324	RURAL	NON	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
FAUMONT	59 222	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
FAUQUEMBERGUES	62 325	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
FAVEROLLES	80 302	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
FAVIERES	80 303	RURAL	NON	1	NON	OUI	1	OUI	OUI	NON
FAVREUIL	62 326	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
FAY	80 304	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
FAYET	02 303	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
FEBVIN PALFART	62 327	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
FECHAIN	59 224	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
FEIGNIES	59 225	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
FELLERIES	59 226	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
FENAIN	59 227	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
FERFAY	62 328	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
FERIN	59 228	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
FERON	59 229	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
FERQUES	62 329	RURAL	NON	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
FERRIERE LA GRANDE	59 230	URBAIN	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
FERRIERE LA PETITE	59 231	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
FERRIERES	60 232	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
FERRIERES	80 305	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
FESCAMPS	80 306	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
FESMY LE SART	02 308	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
FESTUBERT	62 330	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
FEUCHY	62 331	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
FEUILLERES	80 307	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
FEUQUIERES EN VIMEU	80 308	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
FICHEUX	62 332	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
FIEFFES MONTRELET	80 566	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
FIEFS	62 333	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
FIENNES	62 334	RURAL	OUI	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
FIENVILLERS	80 310	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	OUI
FIELAINE	02 310	RURAL	OUI	2	OUI	NON	1	NON	NON	NON
FIGNIERES	80 311	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
FILLIEVRES	62 335	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
FINS	80 312	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
FLAUCOURT	80 313	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
FLAUMONT WAUDRECHIES	59 233	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
FLAVY LE MARTEL	02 315	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
FLAVY LE MELDEUX	60 236	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
FLECHIN	62 336	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
FLECHY	60 237	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
FLERS	62 337	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
FLERS	80 314	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
FLERS EN ESCREBIEUX	59 234	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
FLERS SUR NOYE	80 315	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
FLESQUIERES	59 236	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
FLESSELLES	80 316	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
FLETRE	59 237	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
FLEURBAIX	62 338	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
FLEURY	62 339	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
FLEURY	80 317	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
FLINES LES MORTAGNE	59 238	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	OUI	NON
FLINES LEZ RACHES	59 239	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	OUI	NON
FLIXECOURT	80 318	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	OUI	NON
FLORINGHEM	62 340	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
FLOURSJES	59 240	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
FLOYON	59 241	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
FLUQUIERES	02 317	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
FLUY	80 319	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
FOLIES	80 320	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
FOLLEVILLE	80 321	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
FONCHES FONCHETTE	80 322	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
FONCQUEVILLERS	62 341	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
FONSOMME	02 319	RURAL	OUI	2	OUI	NON	1	OUI	NON	NON
FONTAINE AU BOIS	59 242	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
FONTAINE AU PIRE	59 243	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
FONTAINE BONNELEAU	60 240	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
FONTAINE LE SEC	80 324	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
FONTAINE LES BOULANS	62 342	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
FONTAINE LES CAPPY	80 325	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
FONTAINE LES CLERCS	02 320	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
FONTAINE LES CROISILLES	62 343	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
FONTAINE LES HERMANS	62 344	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON

ANNEXE 1 - LISTE DES COMMUNES DU BASSIN ARTOIS-PICARDIE ET LEUR APPARTENANCE AUX DIFFERENTS ZONAGES à compter du 1er janvier 2014

NOM COMMUNE	CODE INSEE DE LA COMMUNE	TYPE DE COMMUNE	COMMUNE ELIGIBLE OU PRIORITAIRE SELON L'ENJEU EAU POTABLE	PRIORITE MASSE D'EAU	COMMUNE GRENELLE	ZONE DE BAINADE	PRIORITE DE LA COMMUNE	COMMUNE AIDEE AU TAUX D'AIDE MAXIMUM POUR ACQUISITION DE ZH	COMMUNE ELIGIBLE AU MAINTIEN DE L'AGRICULTURE EN ZONES HUMIDES	ZONAGE PMBE
FONTAINE L'ETALON	62 345	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
FONTAINE NOTRE DAME	02 322	RURAL	OUI	2	OUI	NON	1	NON	NON	NON
FONTAINE NOTRE DAME	59 244	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
FONTAINE SOUS MONTDIDIER	80 326	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
FONTAINE SUR MAYE	80 327	RURAL	OUI	1	NON	OUI	1	NON	NON	NON
FONTAINE SUR SOMME	80 328	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	OUI	NON
FONTAINE UTERTE	02 323	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
FONTENELLE	02 324	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
FORCEVILLE	80 329	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
FORCEVILLE EN VIMEU	80 330	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
FOREST EN CAMBRESIS	59 246	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
FOREST L'ABBAYE	80 331	RURAL	OUI	1	NON	OUI	1	NON	NON	NON
FOREST MONTIERS	80 332	RURAL	OUI	1	NON	OUI	1	OUI	OUI	NON
FOREST SUR MARQUE	59 247	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
FORESTE	02 327	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
FORT MAHON PLAGE	80 333	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	OUI	NON
FORTEL EN ARTOIS	62 346	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
FOSSEMANANT	80 334	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
FOSSEUX	62 347	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
FOUCAUCOURT EN SANTERRE	80 335	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
FOUCAUCOURT HORS NESLE	80 336	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
FOUENCAMPS	80 337	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
FOUFFLIN RICAMETZ	62 348	RURAL	NON	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
FOUILLOY	60 248	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
FOUILLOY	80 338	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	OUI	NON
FOUQUEREUIL	62 349	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
FOUQUESCOURT	80 339	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
FOUQUIERES LES BETHUNE	62 350	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
FOUQUIERES LES LENS	62 351	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
FOURCIGNY	80 340	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
FOURDRINOY	80 341	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
FOURMIES	59 249	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
FOURNES EN WEPPE	59 250	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
FRAMECOURT	62 352	RURAL	NON	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
FRAMERVILLE RAINECOURT	80 342	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
FRANCIERES	80 344	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
FRANCILLY SELENCY	02 330	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
FRANLEU	80 345	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
FRANQUEVILLE	80 346	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
FRANSART	80 347	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
FRANSU	80 348	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
FRANSURES	80 349	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
FRANVILLERS	80 350	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
FRASNOY	59 251	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
FRECHENCOURT	80 351	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
FRELINGHIEN	59 252	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	OUI	NON
FREMICOURT	62 353	RURAL	NON	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
FREMONTIERS	80 352	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
FRENCQ	62 354	RURAL	OUI	1	OUI	OUI	1	OUI	NON	NON
FRENICHES	60 255	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
FRESNES LES MONTAUBAN	62 355	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
FRESNES MAZANCOURT	80 353	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
FRESNES SUR ESCAUT	59 253	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	OUI	NON
FRESNES TILLOLOY	80 354	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
FRESNEVILLE	80 355	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
FRESNICOURT LE DOLMEN	62 356	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
FRESNOY	62 357	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
FRESNOY ANDAINVILLE	80 356	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
FRESNOY AU VAL	80 357	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
FRESNOY EN CHAUSSEE	80 358	RURAL	NON	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
FRESNOY EN GOHELLE	62 358	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
FRESNOY LE GRAND	02 334	RURAL	OUI	2	OUI	NON	1	OUI	NON	NON
FRESNOY LES ROYE	80 359	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
FRESSAIN	59 254	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
FRESSENNEVILLE	80 360	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
FRESSIES	59 255	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
FRESSIN	62 359	RURAL	NON	3	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
FRETHUN	62 360	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
FRETIN	59 256	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
FRETOY LE CHATEAU	60 263	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
FRETTECUISE	80 361	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
FREVENT	62 361	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
FREVILLERS	62 362	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
FREVIN CAPELLE	62 363	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
FRIAUCOURT	80 364	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
FRICAMPS	80 365	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
FRICOURT	80 366	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
FRISE	80 367	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
FRIVILLE ESCARBOTIN	80 368	URBAIN	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
FROHEN-SUR-AUTHIE	80 369	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	OUI
FROMELLES	59 257	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
FROYELLES	80 371	RURAL	NON	1	NON	OUI	1	NON	NON	NON
FRUCOURT	80 372	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
FRUGES	62 364	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
GALAMETZ	62 365	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON

ANNEXE 1 - LISTE DES COMMUNES DU BASSIN ARTOIS-PICARDIE ET LEUR APPARTENANCE AUX DIFFERENTS ZONAGES à compter du 1er janvier 2014

NOM COMMUNE	CODE INSEE DE LA COMMUNE	TYPE DE COMMUNE	COMMUNE ELIGIBLE OU PRIORITAIRE SELON L'ENJEU EAU POTABLE	PRIORITE MASSE D'EAU	COMMUNE GRENELLE	ZONE DE BAINADE	PRIORITE DE LA COMMUNE	COMMUNE AIDEE AU TAUX D'AIDE MAXIMUM POUR L'ACQUISITION DE 2H	COMMUNE ELIGIBLE AU MAINTIEN DE L'AGRICULTURE EN ZONES HUMIDES	ZONAGE PMBE
GANNES	60 268	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
GAPENNES	80 374	RURAL	NON	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
GAUCHIN LEGAL	62 366	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
GAUCHIN VERLOINGT	62 367	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
GAUCHY	02 340	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
GAUDIEMPRE	62 368	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
GAVRELLE	62 369	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
GENECH	59 258	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
GENNES IVERGNY	62 370	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
GENTELLES	80 376	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
GERMAINE	02 343	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
GEZAINCOURT	80 377	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	OUI
GHISSIGNIES	59 259	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
GHYVELDE	59 260	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
GIBERCOURT	02 345	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
GINCHY	80 378	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
GIVENCHY EN GOHELLE	62 371	URBAIN	OUI	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
GIVENCHY LE NOBLE	62 372	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
GIVENCHY LES LA BASSEE	62 373	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
GLAGEON	59 261	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
GLISY	80 379	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	OUI	NON
GODENVILLERS	60 276	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
GODEWAERSVELDE	59 262	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
GOEULZIN	59 263	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
GOGNIES CHAUSSEE	59 264	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
GOLANCOURT	60 278	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
GOMIECOURT	62 374	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
GOMMECOURT	62 375	RURAL	NON	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
GOMMEGNIES	59 265	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
GONDECOURT	59 266	RURAL	OUI	2	OUI	NON	1	OUI	NON	NON
GONNEHEM	62 376	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
GONNELIEU	59 267	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
GORENFLOS	80 380	RURAL	NON	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
GORGES	80 381	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
GOSNAY	62 377	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
GOUVES	62 378	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
GOUY	02 352	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
GOUY EN ARTOIS	62 379	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
GOUY EN TERNOIS	62 381	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
GOUY LES GROSEILLERS	60 283	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
GOUY SAINT ANDRE	62 382	RURAL	NON	3	NON	OUI	1	NON	NON	NON
GOUY SERVINS	62 380	RURAL	NON	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
GOUY SOUS BELLONNE	62 383	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
GOUZEACOURT	59 269	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
GOYENCOURT	80 383	RURAL	NON	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
GRAINCOURT LES HAVRINCOURT	62 384	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
GRAND FAYT	59 270	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
GRAND FORT PHILIPPE	59 272	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
GRAND LAVIERS	80 385	RURAL	NON	3	NON	OUI	1	OUI	OUI	NON
GRAND RULLECOURT	62 385	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
GRANDCOURT	80 384	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
GRANDE SYNTHÉ	59 271	URBAIN	NON	2	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
GRANDVILLIERS	60 286	RURAL	OUI	3	OUI	NON	1	NON	NON	NON
GRATIBUS	80 386	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
GRATTEPANCHE	80 387	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
GRAVELINES	59 273	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
GREBAULT MESNIL	80 388	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
GRECOURT	80 389	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
GRENAY	62 386	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
GREVILLERS	62 387	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
GREZ	60 289	RURAL	OUI	3	OUI	NON	1	NON	NON	NON
GRICOURT	02 355	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
GRIGNY	62 388	RURAL	NON	3	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
GRINCOURT LES PAS	62 389	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
GRIVESNES	80 390	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
GRIVILLERS	80 391	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
GROFFLIERS	62 390	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
GROUCHES LUCHUEL	80 392	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	OUI
GRUGIES	02 359	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
GRUNY	80 393	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
GRUSON	59 275	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
GUARBECQUE	62 391	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
GUEMAPPE	62 392	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
GUEMPS	62 393	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
GUERBIGNY	80 395	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
GUESCHART	80 396	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	OUI
GUESNAIN	59 276	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
GUEUDECOURT	80 397	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
GUIGNEMICOURT	80 399	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
GUIGNY	62 395	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
GUILLAUCOURT	80 400	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
GUILLEMONT	80 401	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
GUINECOURT	62 396	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
GUINES	62 397	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
GUISY	62 398	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON

OT

DB

ANNEXE 1 - LISTE DES COMMUNES DU BASSIN ARTOIS-PICARDIE ET LEUR APPARTENANCE AUX DIFFERENTS ZONAGES à compter du 1er janvier 2014

NOM COMMUNE	CODE INSEE DE LA COMMUNE	TYPE DE COMMUNE	COMMUNE ELIGIBLE OU PRIORITAIRE SELON L'ENJEU EAU POTABLE	PRIORITE MASSE D'EAU	COMMUNE GRENELLE	ZONE DE BAINADE	PRIORITE DE LA COMMUNE	COMMUNE AIDEE AU TAUX D'AIDE MAXIMUM POUR ACQUISITION DE ZH	COMMUNE ELIGIBLE AU MAINTIEN DE L'AGRICULTURE EN ZONES HUMIDES	ZONAGE PMBE
GUIZANCOURT	80 402	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
GUSSIGNIES	59 277	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
GUYENCOURT SAULCOURT	80 404	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
GUYENCOURT SUR NOYE	80 403	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
HABARCO	62 399	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
HAILLES	80 405	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
HAILLICOURT	62 400	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
HAISNES	62 401	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
HALINGHEN	62 402	RURAL	NON	1	NON	OUI	1	NON	NON	NON
HALLENCOURT	80 406	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
HALLENNES LEZ HAUBOURDIN	59 278	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
HALLINES	62 403	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
HALLIVILLERS	80 407	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
HALLOY	60 295	RURAL	OUI	3	OUI	NON	1	NON	NON	NON
HALLOY	62 404	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
HALLOY LES PERNOIS	80 408	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
HALLU	80 409	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
HALLUIN	59 279	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
HAM	80 410	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
HAM EN ARTOIS	62 407	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
HAMBLAIN LES PRES	62 405	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
HAMEL	59 280	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
HAMELET	80 412	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	OUI	NON
HAMELINCOURT	62 406	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
HAMES BOUCRES	62 408	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
HANCOURT	80 413	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
HANGARD	80 414	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
HANGEST EN SAN TERRE	80 415	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
HANGEST SUR SOMME	80 416	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	OUI	NON
HANNESCAMPS	62 409	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
HANTAY	59 281	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
HAPLINCOURT	62 410	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
HAPPENCOURT	02 367	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
HARAVESNES	62 411	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
HARBONNIERES	80 417	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
HARDECOURT AUX BOIS	80 418	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
HARDIFORT	59 282	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
HARDINGHEN	62 412	RURAL	NON	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
HARDIVILLERS	60 299	RURAL	OUI	3	OUI	NON	1	NON	NON	NON
HARGICOURT	02 370	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
HARGICOURT	80 419	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
HARGNIES	59 283	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
HARLY	02 371	RURAL	OUI	2	OUI	NON	1	OUI	NON	NON
HARNES	62 413	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
HARPONVILLE	80 420	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
HASNON	59 284	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	OUI	NON
HASPRES	59 285	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
HATTENCOURT	80 421	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
HAUBOURDIN	59 286	URBAIN	OUI	2	OUI	NON	1	OUI	NON	NON
HAUCOURT	62 414	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
HAUCOURT EN CAMBRESIS	59 287	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
HAULCHIN	59 288	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
HAUSSY	59 289	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
HAUT LIEU	59 290	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
HAUT LOQUIN	62 419	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
HAUTE AVESNES	62 415	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
HAUTECLOQUE	62 416	RURAL	NON	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
HAUTEVILLE	62 418	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
HAUTMONT	59 291	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
HAUTVILLERS OUVILLE	80 422	RURAL	NON	1	NON	OUI	1	NON	NON	NON
HAVELUY	59 292	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
HAVERNAS	80 423	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
HAVERSKERQUE	59 293	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
HAVRINCOURT	62 421	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
HAYNECOURT	59 294	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
HAZEBROUCK	59 295	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
HEBECOURT	80 424	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
HEBUTERNE	62 422	RURAL	NON	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
HECQ	59 296	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
HEDAUVILLE	80 425	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
HEILLY	80 426	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
HELESMES	59 297	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
HELFAUT	62 423	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
HEM	59 299	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
HEM HARDINVAL	80 427	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	OUI
HEM LENGLET	59 300	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
HEM MONACU	80 428	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
HENDECOURT LES CAGNICOURT	62 424	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
HENDECOURT LES RANSART	62 425	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
HENENCOURT	80 429	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
HENIN BEAUMONT	62 427	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
HENIN SUR COJEUL	62 428	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
HENINEL	62 426	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
HENNEVEUX	62 429	RURAL	NON	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
HENU	62 430	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON

BB

ANNEXE 1 - LISTE DES COMMUNES DU BASSIN ARTOIS-PICARDIE ET LEUR APPARTENANCE AUX DIFFERENTS ZONAGES à compter du 1er janvier 2014

NOM COMMUNE	CODE INSEE DE LA COMMUNE	TYPE DE COMMUNE	COMMUNE ELIGIBLE OU PRIORITAIRE SELON L'ENJEU EAU POTABLE	PRIORITE MASSE D'EAU	COMMUNE GRENELLE	ZONE DE BAINADE	PRIORITE DE LA COMMUNE	COMMUNE AIDEE AU TAUX D'AIDE MAXIMUM POUR ACQUISITION DE ZH	COMMUNE ELIGIBLE AU MAINTIEN DE L'AGRICULTURE EN ZONES HUMIDES	ZONAGE PMBE
HERBECOURT	80 430	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
HERBELLES	62 431	RURAL	NON	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
HERBINGHEN	62 432	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
HERGNIES	59 301	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	OUI	NON
HERICOURT	62 433	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
HERIN	59 302	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
HERISSART	80 431	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
HERLEVILLE	80 432	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
HERLIES	59 303	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
HERLIN LE SEC	62 436	RURAL	NON	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
HERLINCOURT	62 435	RURAL	NON	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
HERLY	62 437	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
HERLY	80 433	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
HERMAVILLE	62 438	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
HERMELINGHEN	62 439	RURAL	OUI	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
HERMIES	62 440	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
HERMIN	62 441	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
HERNICOURT	62 442	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
HERRIN	59 304	RURAL	OUI	2	OUI	NON	1	OUI	NON	NON
HERSIN COUIGNY	62 443	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
HERVELINGHEN	62 444	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
HERVILLY	80 434	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
HERZEELE	59 305	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
HESBECOURT	80 435	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
HESCAMPS	80 436	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
HESDIGNEUL LES BETHUNE	62 445	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
HESDIGNEUL LES BOULOGNE	62 446	RURAL	OUI	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
HESDIN	62 447	URBAIN	NON	3	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
HESDIN L'ABBE	62 448	RURAL	OUI	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
HESMOND	62 449	RURAL	NON	3	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
HESTRUD	59 306	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
HESTRUS	62 450	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
HETOMESNIL	60 314	RURAL	OUI	3	OUI	NON	1	NON	NON	NON
HEUCHIN	62 451	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
HEUCOURT CROQUOISON	80 437	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
HEUDICOURT	80 438	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
HEURINGHEM	62 452	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
HEUZECOURT	80 439	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	OUI
HEZECQUES	62 453	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
HIERMONT	80 440	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	OUI
HINACOURT	02 380	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
HINGES	62 454	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
HOCQUINGHEN	62 455	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
HOLNON	02 382	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
HOLQUE	59 307	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
HOMBLEUX	80 442	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
HOMBLIERES	02 383	RURAL	OUI	2	OUI	NON	1	OUI	NON	NON
HON HERGIES	59 310	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
HONDEGHEM	59 308	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
HONDSCHOOTE	59 309	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
HONNECHY	59 311	RURAL	OUI	1	OUI	NON	1	NON	NON	NON
HONNECOURT SUR ESCAUT	59 312	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
HORDAIN	59 313	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
HORNAING	59 314	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
HORNOY LE BOURG	80 443	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
HOUCHIN	62 456	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
HOUDAIN	62 457	URBAIN	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
HOUDAIN LEZ BAVAY	59 315	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
HOULLE	62 458	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	OUI	NON
HOUPLIN ANCOISNE	59 316	RURAL	OUI	2	OUI	NON	1	OUI	NON	NON
HOUPLINES	59 317	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	OUI	NON
HOUTKERQUE	59 318	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
HOUVIN HOUVIGNEUL	62 459	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
HOYMILLE	59 319	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
HUBERSENT	62 460	RURAL	NON	1	NON	OUI	1	NON	NON	NON
HUBY SAINT LEU	62 461	RURAL	NON	3	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
HUCHENNEVILLE	80 444	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
HUCLIER	62 462	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
HUCQUELIERS	62 463	RURAL	NON	3	NON	OUI	1	NON	NON	NON
HULLUCH	62 464	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
HUMBERCAMPS	62 465	RURAL	NON	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
HUMBERCOURT	80 445	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	OUI
HUMBERT	62 466	RURAL	NON	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
HUMEROEVILLE	62 467	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
HUMIERES	62 468	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
HUPPY	80 446	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
HYENCOURT LE GRAND	80 447	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
IGNAUCOURT	80 449	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
ILLIES	59 320	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
INCHY	59 321	RURAL	OUI	2	OUI	NON	1	OUI	NON	NON
INCHY EN ARTOIS	62 469	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
INCOURT	62 470	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
INGHEM	62 471	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
INXENT	62 472	RURAL	NON	3	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
IRLES	80 451	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON

ANNEXE 1 - LISTE DES COMMUNES DU BASSIN ARTOIS-PICARDIE ET LEUR APPARTENANCE AUX DIFFERENTS ZONAGES à compter du 1er janvier 2014

NOM COMMUNE	CODE INSEE DE LA COMMUNE	TYPE DE COMMUNE	COMMUNE ELIGIBLE OU PRIORITAIRE SELON L'ENJEU EAU POTABLE	PRIORITE MASSE D'EAU	COMMUNE GRENELLE	ZONE DE BAINNADE	PRIORITE DE LA COMMUNE	COMMUNE AIDEE AU TAUX D'AIDE MAXIMUM POUR ACQUISITION DE ZH	COMMUNE ELIGIBLE AU MAINTIEN DE L'AGRICULTURE EN ZONES HUMIDES	ZONAGE PMBE
ISBERGUES	62 473	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
ISQUES	62 474	RURAL	OUI	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
IVERGNY	62 475	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
IWUY	59 322	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
IZEL LES EQUERCHIN	62 476	RURAL	OUI	2	OUI	NON	1	OUI	NON	NON
IZEL-LES-HAMEAU	62 477	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
JEANCOURT	02 390	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
JENLAIN	59 323	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
JEUMONT	59 324	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
JOLIMETZ	59 325	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
JONCOURT	02 392	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
JOURNY	62 478	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
JUMEL	80 452	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
JUSSY	02 397	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
KILLEM	59 326	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
LA BASSEE	59 051	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
LA CALOTTERIE	62 196	RURAL	OUI	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
LA CAPELLE LES BOULOGNE	62 908	RURAL	NON	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
LA CAUCHIE	62 216	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
LA CHAPELLE D'ARMENTIERES	59 143	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
LA CHAUSSEE TIRANCOURT	80 187	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	OUI	NON
LA CHAVATTE	80 189	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
LA COMTE	62 232	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
LA COUTURE	62 252	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
LA FALOISE	80 299	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
LA FLAMENGRIE	02 312	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
LA FLAMENGRIE	59 232	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
LA GORGUE	59 268	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
LA GROISE	59 274	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
LA HERELLE	60 311	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
LA HERLIERE	62 434	RURAL	NON	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
LA LOGE	62 521	RURAL	NON	3	NON	OUI	1	NON	NON	NON
LA LONGUEVILLE	59 357	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
LA MADELAINE SOUS MONTREUIL	62 535	RURAL	OUI	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
LA MADELEINE	59 368	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
LA NEUVILLE	59 427	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
LA NEUVILLE LES BRAY	80 593	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
LA NEUVILLE SIRE BERNARD	80 595	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
LA SENTINELLE	59 564	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
LA THIEULOYE	62 813	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
LA VALLEE MULATRE	02 760	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
LA VICOGNE	80 792	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
LABEUVRIERE	62 479	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
LABOISSIERE EN SANTERRE	80 453	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
LABOURSE	62 480	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
LABROYE	62 481	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
LACHAPELLE	80 455	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
LACRES	62 483	RURAL	OUI	1	NON	OUI	1	NON	NON	NON
LAGNICOURT MARCEL	62 484	RURAL	NON	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
LAHOUSOYE	80 458	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
LAIRES	62 485	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
LALEU	80 459	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
LALLAING	59 327	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	OUI	NON
LAMBERSART	59 328	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
LAMBRES	62 486	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
LAMBRES LEZ DOUAI	59 329	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
LAMOTTE BREBIERE	80 461	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	OUI	NON
LAMOTTE BULEUX	80 462	RURAL	NON	1	NON	OUI	1	NON	NON	NON
LAMOTTE WARFUSEE	80 463	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
LANCHERES	80 464	RURAL	NON	2	NON	OUI	1	OUI	OUI	NON
LANCHES SAINT HILAIRE	80 466	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
LANCHY	02 402	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
LANDAS	59 330	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
LANDRECIES	59 331	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	OUI	NON
LANDRETHUN LE NORD	62 487	RURAL	OUI	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
LANDRETHUN LES ARDRES	62 488	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
LANGUEVOISIN QUIQUERY	80 465	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
LANNNOY	59 332	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
LAPUGNOY	62 489	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
LAROUILLIES	59 333	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
LATTRE SAINT QUENTIN	62 490	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
LAUCOURT	80 467	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
LAUWIN PLANQUE	59 334	RURAL	OUI	2	OUI	NON	1	OUI	NON	NON
LAVACQUERIE	60 353	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
LAVENTIE	62 491	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
LAVERRIERE	60 354	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
LAVIEVILLE	80 468	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
LAWARDE MAUGER L'HORTOY	80 469	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
LE BOISLE	80 109	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	OUI
LE CARDONNOIS	80 174	RURAL	NON	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
LE CATEAU CAMBRESIS	59 136	URBAIN	OUI	1	OUI	NON	1	OUI	NON	NON
LE CATELET	02 143	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
LE CROCQ	60 182	RURAL	OUI	3	OUI	NON	1	NON	NON	NON
LE CROTOY	80 228	RURAL	NON	1	NON	OUI	1	OUI	OUI	NON
LE DOULIEU	59 180	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON

DB

ANNEXE 1 - LISTE DES COMMUNES DU BASSIN ARTOIS-PICARDIE ET LEUR APPARTENANCE AUX DIFFERENTS ZONAGES à compter du 1er janvier 2014

NOM COMMUNE	CODE INSEE DE LA COMMUNE	TYPE DE COMMUNE	COMMUNE ELIGIBLE OU PRIORITAIRE SELON L'ENJEU EAU POTABLE	PRIORITE MASSE D'EAU	COMMUNE GRENELLE	ZONE DE BAINADE	PRIORITE DE LA COMMUNE	COMMUNE AIDEE AU TAUX D'AIDE MAXIMUM POUR ACQUISITION DE ZH	COMMUNE ELIGIBLE AU MAINTIEN DE L'AGRICULTURE EN ZONES HUMIDES	ZONAGE PMBE
LE FAVRIL	59 223	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
LE FRESTOY VAUX	60 262	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
LE GALLET	60 267	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
LE HAMEL	60 297	RURAL	OUI	3	OUI	NON	1	NON	NON	NON
LE HAMEL	80 411	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
LE MAISNIL	59 371	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
LE MEILLARD	80 526	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	OUI
LE MESGE	80 535	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
LE MESNIL CONTEVILLE	60 397	RURAL	OUI	3	OUI	NON	1	NON	NON	NON
LE MESNIL SAINT FIRMIN	60 399	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
LE PARCQ	62 647	RURAL	NON	3	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
LE PLESSIER ROZAINVILLERS	80 628	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
LE PLOYRON	60 503	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
LE PONCHEL	62 665	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
LE PORTEL	62 667	URBAIN	NON	1	NON	OUI	1	NON	NON	NON
LE QUESNEL	80 652	RURAL	OUI	1	OUI	NON	1	NON	NON	NON
LE QUESNOY	59 481	URBAIN	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
LE QUESNOY EN ARTOIS	62 677	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
LE SARS	62 777	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
LE SAULCHOY	60 608	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
LE SOUICH	62 802	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
LE TITRE	80 763	RURAL	OUI	1	NON	OUI	1	NON	NON	NON
LE TOUQUET PARIS PLAGE	62 826	URBAIN	NON	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
LE TRANSLOY	62 829	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
LE VERGUIER	02 782	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
LE WAST	62 880	RURAL	NON	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
LEALVILLERS	80 470	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	OUI
LEBIEZ	62 492	RURAL	NON	3	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
LEBUCQUIERE	62 493	RURAL	NON	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
LECELLES	59 335	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
LECHELLE	62 494	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
L'ECHELLE SAINT AURIN	80 263	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
LECLUSE	59 336	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
LEDERZEELE	59 337	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
LEDINGHEM	62 495	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
LEDRINGHEM	59 338	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
LEERS	59 339	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
LEFAUX	62 496	RURAL	OUI	1	OUI	OUI	1	NON	NON	NON
LEFFRINCKOUCKE	59 340	URBAIN	NON	2	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
LEFOREST	62 497	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
LEHAUCOURT	02 374	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
LEMPIRE	02 417	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
LENS	62 498	URBAIN	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
LEPINE	62 499	RURAL	OUI	3	OUI	NON	1	OUI	NON	NON
LES ATTAQUES	62 043	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
LES MOERES	59 404	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
LES RUES DES VIGNES	59 517	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
LESBOEUF	80 472	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
LESDAIN	59 341	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
LESDINS	02 420	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
LESPESES	62 500	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
LESPINOY	62 501	RURAL	NON	3	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
LESQUIN	59 343	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
LESTREM	62 502	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
L'ETOILE	80 296	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	OUI	NON
LEUBRINGHEN	62 503	RURAL	OUI	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
LEULINGHEM	62 504	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
LEULINGHEN BERNES	62 505	RURAL	OUI	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
LEVAL	59 344	URBAIN	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
LEVERGIES	02 426	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
LEWARDE	59 345	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
LEZ FONTAINE	59 342	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
LEZENNES	59 346	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
LIANCOURT FOSSE	80 473	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
LIBERCOURT	62 907	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
LIBERMONT	60 362	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
LICOURT	80 474	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
LICQUES	62 506	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
LIENCOURT	62 507	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
LIERAMONT	80 475	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
LIERCOURT	80 476	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	OUI	NON
LIERES	62 508	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
LIESSIES	59 347	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
LIETTRES	62 509	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
LIEU SAINT AMAND	59 348	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
LIEVIN	62 510	URBAIN	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
LIGESCOURT	80 477	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
LIGNEREUIL	62 511	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
LIGNIERES	80 478	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
LIGNIERES EN VIMEU	80 480	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
LIGNY EN CAMBRESIS	59 349	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
LIGNY LES AIRE	62 512	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
LIGNY SAINT FLOCHEL	62 514	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
LIGNY SUR CANCHE	62 513	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
LIGNY THILLOY	62 515	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON

ANNEXE 1 - LISTE DES COMMUNES DU BASSIN ARTOIS-PICARDIE ET LEUR APPARTENANCE AUX DIFFERENTS ZONAGES à compter du 1er janvier 2014

NOM COMMUNE	CODE INSEE DE LA COMMUNE	TYPE DE COMMUNE	COMMUNE ELIGIBLE OU PRIORITAIRE SELON L'ENJEU EAU POTABLE	PRIORITE MASSE D'EAU	COMMUNE GRENELLE	ZONE DE BAINNADE	PRIORITE DE LA COMMUNE	COMMUNE AIDEE AU TAUX D'AIDE MAXIMUM POUR L'ACQUISITION DE ZH	COMMUNE ELIGIBLE AU MAINTIEN DE L'AGRICULTURE EN ZONES HUMIDES	ZONAGE PMBE
LHONS	80 481	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
LILLE	59 350	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
LILLERS	62 516	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
LIMEUX	80 482	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
LIMONT FONTAINE	59 351	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
LINGHEM	62 517	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
LINSELLES	59 352	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
LINZEUX	62 518	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
LISBOURG	62 519	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
LOCON	62 520	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
LOCQUIGNOL	59 353	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	OUI	NON
LOEUILLY	80 485	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
LOFFRE	59 354	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
LOISON SOUS LENS	62 523	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
LOISON SUR CREQUOISE	62 522	RURAL	NON	3	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
LOMPRET	59 356	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
LONG	80 486	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	OUI	NON
LONGAVESNES	80 487	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
LONGFOSSE	62 524	RURAL	OUI	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
LONGPRE LES CORPS SAINTS	80 488	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	OUI	NON
LONGUEAU	80 489	URBAIN	OUI	3	OUI	NON	1	OUI	OUI	NON
LONGUENESSE	62 525	URBAIN	OUI	3	NON	NON	3	OUI	OUI	NON
LONGUEVAL	80 490	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
LONGUEVILLE	62 526	RURAL	NON	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
LONGUEVILLETTE	80 491	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	OUI
LONGVILLIERS	62 527	RURAL	NON	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
LOOBERGHE	59 358	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
LOON PLAGE	59 359	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
LOOS	59 360	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
LOOS EN GOHELLE	62 528	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
LORGIES	62 529	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
LOTTINGHEN	62 530	RURAL	NON	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
LOUCHES	62 531	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
LOURCHES	59 361	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
LOUVENCOURT	80 493	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	OUI
LOUVIGNIES QUESNOY	59 363	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
LOUVIL	59 364	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
LOUVRECHY	80 494	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
LOUVROH	59 365	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
LOZINGHEM	62 532	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
LUCHEUX	80 495	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	OUI
LUGY	62 533	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
LUMBRES	62 534	URBAIN	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
LYNDE	59 366	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
LYS LEZ LANNOY	59 367	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
MACHIEL	80 496	RURAL	OUI	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
MACHY	80 497	RURAL	OUI	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
MAGNICOURT EN COMTE	62 536	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
MAGNICOURT SUR CANCHE	62 537	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
MAGNY LA FOSSE	02 451	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
MAILLY MAILLET	80 498	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
MAILLY RAINEVAL	80 499	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
MAING	59 369	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
MAINTENAY	62 538	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
MAIRIEUX	59 370	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
MAISNIL	62 539	RURAL	NON	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
MAISNIL LES RUITZ	62 540	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
MAISON PONTHEU	80 501	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	OUI
MAISON ROLAND	80 502	RURAL	NON	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
MAISONCELLE	62 541	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
MAISONCELLE TUILERIE	60 377	RURAL	OUI	3	OUI	NON	1	NON	NON	NON
MAISSEMY	02 452	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
MAIZICOURT	80 503	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	OUI
MAIZIERES	62 542	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
MALINCOURT	59 372	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
MALPART	80 504	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
MAMETZ	62 543	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
MAMETZ	80 505	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
MANIN	62 544	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
MANINGHEM	62 545	RURAL	NON	3	NON	OUI	1	NON	NON	NON
MANINGHEN HENNE	62 546	RURAL	NON	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
MARANT	62 547	RURAL	NON	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
MARBAIX	59 374	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
MARCELCAVE	80 507	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
MARCHE ALLOUARDE	80 508	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
MARCHELEPOT	80 509	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
MARCHIENNES	59 375	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	OUI	NON
MARCX	62 548	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
MARCOING	59 377	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
MARCONNE	62 549	RURAL	NON	3	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
MARCONNELLE	62 550	RURAL	NON	3	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
MARCO EN BAROEUL	59 378	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
MARCO EN OSTREVENT	59 379	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
MARCY	02 459	RURAL	OUI	2	OUI	NON	1	NON	NON	NON
MARENLA	62 551	RURAL	NON	3	NON	OUI	1	OUI	NON	NON

AB

ANNEXE 1 - LISTE DES COMMUNES DU BASSIN ARTOIS-PICARDIE ET LEUR APPARTENANCE AUX DIFFERENTS ZONAGES à compter du 1er janvier 2014

NOM COMMUNE	CODE INSEE DE LA COMMUNE	TYPE DE COMMUNE	COMMUNE ELIGIBLE OU PRIORITAIRE SELON L'ENJEU EAU POTABLE	PRIORITE MASSE D'EAU	COMMUNE GRENELLE	ZONE DE BAIGNADE	PRIORITE DE LA COMMUNE	COMMUNE AIDEE AU Taux D'AIDE MAXIMUM POUR L'ACQUISITION DE ZH	COMMUNE ELIGIBLE AU MAINTIEN DE L'AGRICULTURE EN ZONES HUMIDES	ZONAGE PMBE
MARESCHE	59 381	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
MAREQUEL ECQUEMICOURT	62 552	RURAL	NON	3	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
MAREST	62 553	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
MARESTMONTIERS	80 511	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
MARESVILLE	62 554	RURAL	NON	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
MARETZ	59 382	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
MAREUIL CAUBERT	80 512	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	OUI	NON
MARGNY AUX CERISES	60 381	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
MARICOURT	80 513	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
MARIEUX	80 514	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	OUI
MARLERS	80 515	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
MARLES LES MINES	62 555	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
MARLES SUR CANCHE	62 556	RURAL	NON	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
MARLY	59 383	URBAIN	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
MAROEUIL	62 557	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
MAROLLLES	59 384	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	OUI	NON
MARPENT	59 385	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
MARQUAIX	80 516	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
MARQUAY	62 558	RURAL	NON	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
MARQUETTE EN OSTREVANT	59 387	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
MARQUETTE LEZ LILLE	59 386	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
MARQUILLIES	59 388	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
MARQUION	62 559	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
MARQUISE	62 560	URBAIN	OUI	1	NON	OUI	1	OUI	OUI	NON
MARQUIVILLERS	80 517	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
MARTINPUICH	62 561	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
MASNIERES	59 389	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
MASNY	59 390	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
MASTAING	59 391	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
MATIGNY	80 519	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
MATRINGHEM	62 562	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
MAUBEUGE	59 392	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
MAUCOURT	80 520	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
MAULDE	59 393	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
MAUREPAS	80 521	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
MAUROIS	59 394	RURAL	OUI	2	OUI	NON	1	OUI	NON	NON
MAZINGARBE	62 563	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
MAZINGHEM	62 564	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
MAZINGHIEN	59 395	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
MEALTE	80 523	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
MECQUIGNIES	59 396	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
MEHARICOURT	80 524	RURAL	OUI	1	OUI	NON	1	NON	NON	NON
MEIGNELUX	80 525	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
MENCAS	62 565	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
MENNEVILLE	62 566	RURAL	NON	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
MENNEVRET	02 476	RURAL	NON	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
MENTQUE NORTBECOURT	62 567	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
MERCATEL	62 568	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
MERCK SAINT LIEVIN	62 569	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
MERCKEGHEM	59 397	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
MERAUCOURT	80 528	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
MERELESSART	80 529	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
MERICOURT	62 570	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
MERICOURT EN VIMEU	80 531	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
MERICOURT L'ABBE	80 530	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
MERICOURT SUR SOMME	80 532	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
MERIGNIES	59 398	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
MERLIMONT	62 571	URBAIN	NON	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
MERRIS	59 399	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
MERVILLE	59 400	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
MESNIL BRUNTEL	80 536	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
MESNIL DOMQUEUR	80 537	RURAL	NON	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
MESNIL EN ARROAISE	80 538	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
MESNIL MARTINSART	80 540	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
MESNIL SAINT GEORGES	80 541	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
MESNIL SAINT LAURENT	02 481	RURAL	OUI	2	OUI	NON	1	NON	NON	NON
MESNIL SAINT NICAISE	80 542	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
METEREN	59 401	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
METIGNY	80 543	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
METZ EN COUTURE	62 572	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
MEURCHIN	62 573	URBAIN	OUI	2	OUI	NON	1	OUI	NON	NON
MEZEROLLES	80 544	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	OUI
MEZIERES EN SANTERRE	80 545	RURAL	NON	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
MIANNAY	80 546	RURAL	OUI	3	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
MILLAM	59 402	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
MILLEN COURT	80 547	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
MILLEN COURT EN PONTHEU	80 548	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
MILLONFOSSE	59 403	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	OUI	NON
MINGOVAL	62 574	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
MIRAUMONT	80 549	RURAL	OUI	3	OUI	NON	1	OUI	NON	NON
MIRVAUX	80 550	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
MISERY	80 551	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
MOEUVRES	59 405	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
MOISLAINS	80 552	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
MOLAIN	02 488	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON

ANNEXE 1 - LISTE DES COMMUNES DU BASSIN ARTOIS-PICARDIE ET LEUR APPARTENANCE AUX DIFFERENTS ZONAGES à compter du 1er janvier 2014

NOM COMMUNE	CODE INSEE DE LA COMMUNE	TYPE DE COMMUNE	COMMUNE ELIGIBLE OU PRIORITAIRE SELON L'ENJEU EAU POTABLE	PRIORITE MASSE D'EAU	COMMUNE GRENELLE	ZONE DE BAINNADE	PRIORITE DE LA COMMUNE	COMMUNE AIDEE AU Taux D'AIDE MAXIMUM POUR ACQUISITION DE ZH	COMMUNE ELIGIBLE AU MAINTIEN DE L'AGRICULTURE EN ZONES HUMIDES	ZONAGE PMBE
MOLLIENS AU BOIS	80 553	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
MOLLIENS DREUIL	80 554	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
MONCEAU SAINT WAAST	59 406	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
MONCHAUX SUR ECAILLON	59 407	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
MONCHEAUX	59 408	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
MONCHEAUX LES FREVENT	62 576	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
MONCHECOURT	59 409	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
MONCHEL SUR CANCHE	62 577	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
MONCHIET	62 578	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
MONCHY AU BOIS	62 579	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
MONCHY BRETON	62 580	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
MONCHY CAYEUX	62 581	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
MONCHY LAGACHE	80 555	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
MONCHY LE PREUX	62 582	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
MONDICOURT	62 583	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
MONS BOUBERT	80 556	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
MONS EN BAROEUL	59 410	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
MONS EN PEVELE	59 411	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
MONSURES	80 558	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
MONT BERNANCON	62 584	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
MONT SAINT ELOI	62 589	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
MONTAGNE FAYEL	80 559	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
MONTAUBAN DE PICARDIE	80 560	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
MONTAY	59 412	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
MONTBREHAIN	02 500	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
MONTCAVREL	62 585	RURAL	NON	3	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
MONTDIDIER	80 561	URBAIN	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
MONTENESCOURT	62 586	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
MONTESCOURT LIZEROLLES	02 504	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
MONTIGNY EN ARROUAISE	02 511	RURAL	OUI	2	OUI	NON	1	NON	NON	NON
MONTIGNY EN CAMBRESIS	59 413	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
MONTIGNY EN GOHELLE	62 587	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
MONTIGNY EN OSTREVENT	59 414	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
MONTIGNY LES JONGLEURS	80 563	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	OUI
MONTIGNY SUR L'HALLUE	80 562	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
MONTONVILLERS	80 565	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
MONTRE COURT	59 415	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
MONTREUIL	62 588	URBAIN	OUI	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
MONTS EN TERNOIS	62 590	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
MORBECQUE	59 416	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
MORCHAIN	80 568	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
MORCHIES	62 591	RURAL	NON	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
MORCOURT	02 525	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
MORCOURT	80 569	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
MOREUIL	80 570	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
MORINGHEM	62 592	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
MORISEL	80 571	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
MORLANCOURT	80 572	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
MORTAGNE DU NORD	59 418	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	OUI	NON
MORVAL	62 593	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
MORY	62 594	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
MORY MONTCRUX	60 436	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
MOUCHIN	59 419	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
MOUFLERS	80 574	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
MOUFLIERES	80 575	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
MOULLE	62 595	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	OUI	NON
MOURIEZ	62 596	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
MOUSTIER EN FAGNE	59 420	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
MOUVAUX	59 421	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
MOYENCOURT	80 576	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
MOYENCOURT LES POIX	80 577	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
MOYENNEVILLE	62 597	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
MOYENNEVILLE	80 578	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
MUILLE VILLETTE	80 579	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
MUNCO NIEURLET	62 598	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
NABRINGHEN	62 599	RURAL	NON	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
NAMPONT	80 580	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	OUI	NON
NAMPS MAISNIL	80 582	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
NAMPTY	80 583	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
NAOURS	80 584	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
NAUROY	02 539	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
NAVES	59 422	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
NEDON	62 600	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
NEDONCHEL	62 601	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
NEMPONT SAINT FIRMIN	62 602	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	OUI	NON
NESLE	80 585	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
NESLES	62 603	RURAL	NON	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
NEUF BERQUIN	59 423	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
NEUF MESNIL	59 424	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
NEUFCHATEL HARDELLOT	62 604	URBAIN	NON	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
NEUFMOULIN	80 588	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
NEUILLY LE DIEN	80 589	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	OUI
NEUILLY L'HOPITAL	80 590	RURAL	NON	1	NON	OUI	1	NON	NON	NON
NEULETTE	62 605	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
NEUVE CHAPELLE	62 606	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON

DB

ANNEXE 1 - LISTE DES COMMUNES DU BASSIN ARTOIS-PICARDIE ET LEUR APPARTENANCE AUX DIFFERENTS ZONAGES à compter du 1er janvier 2014

NOM COMMUNE	CODE INSEE DE LA COMMUNE	TYPE DE COMMUNE	COMMUNE ELIGIBLE OU PRIORITAIRE SELON L'ENJEU EAU POTABLE	PRIORITE MASSE D'EAU	COMMUNE GRENNELLE	ZONE DE BAINNADE	PRIORITE DE LA COMMUNE	COMMUNE AIDEE AU TAUX D'AIDE MAXIMUM POUR L'ACQUISITION DE ZH	COMMUNE ELIGIBLE AU MAINTIEN DE L'AGRICULTURE EN ZONES HUMIDES	ZONAGE PMBE
NEUVILLE AU BOIS	80 591	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
NEUVILLE AU CORNET	62 607	RURAL	NON	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
NEUVILLE BOURJONVAL	62 608	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
NEUVILLE EN AVESNOIS	59 425	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
NEUVILLE EN FERRAIN	59 426	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
NEUVILLE LES LOEUJILLY	80 594	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
NEUVILLE SAINT AMAND	02 549	RURAL	OUI	2	OUI	NON	1	NON	NON	NON
NEUVILLE SAINT REMY	59 428	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
NEUVILLE SAINT VAAST	62 609	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
NEUVILLE SOUS MONTREUIL	62 610	RURAL	NON	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
NEUVILLE SUR ESCAUT	59 429	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
NEUVILLE VITASSE	62 611	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
NEUVILLETTE	80 596	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	OUI
NEUVILLY	59 430	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
NEUVIREUIL	62 612	RURAL	OUI	2	OUI	NON	1	OUI	NON	NON
NIBAS	80 597	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
NIELLES LES ARDRES	62 614	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
NIELLES LES BLEQUIN	62 613	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
NIELLES LES CALAIS	62 615	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
NIEPPE	59 431	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
NIERGNIES	59 432	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
NIEURLET	59 433	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	OUI	NON
NIVELLE	59 434	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	OUI	NON
NOEUX LES AUXI	62 616	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
NOEUX LES MINES	62 617	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
NOMAIN	59 435	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
NOORDPEENE	59 436	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	OUI	NON
NORDAUSQUES	62 618	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
NOREUIL	62 619	RURAL	NON	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
NORRENT FONTES	62 620	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
NORT LEULINGHEM	62 622	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
NORTKERQUE	62 621	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
NOUVELLE EGLISE	62 623	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
NOUVION	80 598	RURAL	OUI	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
NOYELLE VION	62 630	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
NOYELLES EN CHAUSSEE	80 599	RURAL	NON	1	NON	OUI	1	NON	NON	NON
NOYELLES GODAULT	62 624	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
NOYELLES LES HUMIERES	62 625	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
NOYELLES LES SECLIN	59 437	RURAL	OUI	2	OUI	NON	1	NON	NON	NON
NOYELLES LES VERMELLES	62 626	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
NOYELLES SOUS BELLONNE	62 627	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
NOYELLES SOUS LENS	62 628	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
NOYELLES SUR ESCAUT	59 438	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
NOYELLES SUR MER	80 600	RURAL	NON	1	NON	OUI	1	OUI	OUI	NON
NOYELLES SUR SAMBRE	59 439	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	OUI	OUI	NON
NOYELLES SUR SELLE	59 440	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
NOYELLETTE	62 629	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
NUNCQ HAUTECOTE	62 631	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
NURLU	80 601	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
OBIES	59 441	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
OBLINGHEM	62 632	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
OBRECHIES	59 442	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
OCCOCHES	80 602	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
OCHANCOURT	80 603	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
OCHTZEELLE	59 443	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
ODOMEZ	59 444	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	OUI	NON
OEUF EN TERNOIS	62 633	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
OFFEKERQUE	62 634	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
OFFIN	62 635	RURAL	NON	3	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
OFFOY	60 472	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
OFFOY	80 605	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
OFFRETHUN	62 636	RURAL	NON	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
OGNOLLES	60 474	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
OHAIN	59 445	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
OIGNIES	62 637	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
OISEMONT	80 606	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
OISSY	80 607	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
OISY	02 569	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
OISY	59 446	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
OISY LE VERGER	62 638	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
OLLEZY	02 570	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
OMIECOURT	80 608	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
OMISSY	02 571	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
ONEUX	80 609	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
ONNAING	59 447	URBAIN	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
OOST Cappel	59 448	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
OPPY	62 639	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
ORCHIES	59 449	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
ORESMAUX	80 611	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
ORS	59 450	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
ORSINVAL	59 451	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
ORVILLE	62 640	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
OSTREVILLE	62 641	RURAL	NON	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
OSTRICOURT	59 452	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
OUDEZEELE	59 453	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON

ANNEXE 1 - LISTE DES COMMUNES DU BASSIN ARTOIS-PICARDIE ET LEUR APPARTENANCE AUX DIFFERENTS ZONAGES à compter du 1er janvier 2014

NOM COMMUNE	CODE INSEE DE LA COMMUNE	TYPE DE COMMUNE	COMMUNE ELIGIBLE OU PRIORITAIRE SELON L'ENJEU EAU POTABLE	PRIORITE MASSE D'EAU	COMMUNE GRENELLE	ZONE DE BAINNADE	PRIORITE DE LA COMMUNE	COMMUNE AIDEE AU TAUX D'AIDE MAXIMUM POUR L'ACQUISITION DE ZH	COMMUNE ELIGIBLE AU MAINTIEN DE L'AGRICULTURE EN ZONES HUMIDES	ZONAGE PMBE
OURSEL-MAISON	60 485	RURAL	OUI	3	OUI	NON	1	NON	NON	NON
OURTON	62 642	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
OUTREAU	62 643	URBAIN	NON	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
OUTREBOIS	80 614	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	OUI
OUVE WIRQUIN	62 644	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
OVILLERS LA BOISSELLE	80 615	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
OXELAERE	59 454	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
OYE PLAGE	62 645	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
PAILLART	60 486	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
PAILLEN COURT	59 455	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
PALLUEL	62 646	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
PAPLEUX	02 584	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
PARENTY	62 648	RURAL	NON	3	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
PARGNY	80 616	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
PARVILLERS LE QUESNOY	80 617	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
PAS EN ARTOIS	62 649	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
PECQUENCOURT	59 456	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
PELVES	62 650	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
PENDE	80 618	RURAL	NON	3	NON	OUI	1	OUI	OUI	NON
PENIN	62 651	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
PERENCHIES	59 457	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
PERNES	62 652	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
PERNES LES BOULOGNE	62 653	RURAL	NON	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
PERNOIS	80 619	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
PERONNE	80 620	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
PERONNE EN MELANTOIS	59 458	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
PERTAIN	80 621	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
PETIT FAYT	59 461	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
PETITE FORET	59 459	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
PEUPLINGUES	62 654	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
PHALEMPIN	59 462	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
PICQUIGNY	80 622	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	OUI	NON
PIENNES ONVILLERS	80 623	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
PIERREGOT	80 624	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
PIERREMONT	62 655	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
PIERREPONT SUR AVRE	80 625	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
PIHEM	62 656	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
PIHEN LES GUINES	62 657	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
PISSY	80 626	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
PITGAM	59 463	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
PITHON	02 604	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
PITTEFAUX	62 658	RURAL	NON	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
PLACHY BUYON	80 627	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
PLAINVILLE	60 496	RURAL	NON	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
PLANQUES	62 659	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
PLOUVAIN	62 660	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
POEUILLY	80 629	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
POIX DE PICARDIE	80 630	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
POIX DU NORD	59 464	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
POLINCOVE	62 662	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
POMMERA	62 663	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
POMMEREUIL	59 465	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
POMMIER	62 664	RURAL	NON	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
PONCHES ESTRUVAL	80 631	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
PONT A MARCOQ	59 466	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
PONT A VENDIN	62 666	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
PONT DE METZ	80 632	URBAIN	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
PONT NOYELLES	80 634	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
PONT REMY	80 635	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	OUI	NON
PONT SUR SAMBRE	59 467	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
PONTHOILE	80 633	RURAL	NON	1	NON	OUI	1	OUI	OUI	NON
PONTRU	02 614	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
PONTRUET	02 615	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
PORT LE GRAND	80 637	RURAL	NON	3	NON	OUI	1	OUI	OUI	NON
POTELLE	59 468	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
POTTE	80 638	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
POULAINVILLE	80 639	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
POZIERES	80 640	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
PRADELLES	59 469	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
PREDEFIN	62 668	RURAL	NON	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
PREMESQUES	59 470	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
PREMONT	02 618	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
PRESEAU	59 471	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
PRESSY	62 669	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
PREURES	62 670	RURAL	OUI	3	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
PREUX AU BOIS	59 472	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
PREUX AU SART	59 473	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
PRISCHES	59 474	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
PRONVILLE	62 671	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
PROUVILLE	80 642	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	OUI
PROUVY	59 475	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
PROUZEL	80 643	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
PROVILLE	59 476	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
PROVIN	59 477	URBAIN	OUI	2	OUI	NON	1	OUI	NON	NON
PROYART	80 644	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON

ANNEXE 1 - LISTE DES COMMUNES DU BASSIN ARTOIS-PICARDIE ET LEUR APPARTENANCE AUX DIFFERENTS ZONAGES à compter du 1er janvier 2014

NOM COMMUNE	CODE INSEE DE LA COMMUNE	TYPE DE COMMUNE	COMMUNE ELIGIBLE OU PRIORITAIRE SELON L'ENJEU EAU POTABLE	PRIORITE MASSE D'EAU	COMMUNE GRENELLE	ZONE DE BAIGNADE	PRIORITE DE LA COMMUNE	COMMUNE AIDEE AU TAUX D'AIDE MAXIMUM POUR L'ACQUISITION DE 2H	COMMUNE ELIGIBLE AU MAINTIEN DE L'AGRICULTURE EN ZONES HUMIDES	ZONAGE PMBE
PUCHEVILLERS	80 645	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	OUI
PUISIEUX	62 672	RURAL	OUI	3	OUI	NON	1	OUI	NON	NON
PUITS LA VALLEE	60 518	RURAL	OUI	3	OUI	NON	1	NON	NON	NON
PUNCHY	80 646	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
PUZEAUX	80 647	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
PYS	80 648	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
QUAEDYPRE	59 478	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
QUAROUBLE	59 479	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	OUI	NON
QUEANT	62 673	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
QUELMES	62 674	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
QUEND	80 649	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	OUI	NON
QUERCAMPS	62 675	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
QUERENAING	59 480	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
QUERNES	62 676	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
QUERRIEU	80 650	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
QUESNOY LE MONTANT	80 654	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
QUESNOY SUR AIRAINES	80 655	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
QUESNOY SUR DEULE	59 482	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
QUESQUES	62 678	RURAL	NON	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
QUESTRECCUES	62 679	RURAL	NON	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
QUEVAUVILLERS	80 656	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
QUIRY LA MOTTE	62 680	RURAL	OUI	2	OUI	NON	1	OUI	NON	NON
QUIESTEDE	62 681	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
QUIEVELON	59 483	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
QUIEVRECHAIN	59 484	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
QUIEVY	59 485	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
QUILEN	62 682	RURAL	NON	1	NON	OUI	1	NON	NON	NON
QUIRY LE SEC	80 657	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
QUIVIERES	80 658	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
QUOELUX HAUT MAINIL	62 683	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
RACHES	59 486	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	OUI	NON
RACQUINGHEM	62 684	URBAIN	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
RADINGHEM	62 685	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
RADINGHEM EN WEPES	59 487	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
RAILLENCOURT SAINTE OLLE	59 488	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
RAIMBEAUCOURT	59 489	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
RAINCHEVAL	80 659	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	OUI
RAINNEVILLE	80 661	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
RAINSARS	59 490	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
RAISMES	59 491	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
RAMECOURT	62 686	RURAL	NON	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
RAMICOURT	02 635	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
RAMILLIES	59 492	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
RAMOUSIES	59 493	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
RANCOURT	80 664	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
RANG DU FLIERS	62 688	URBAIN	OUI	3	OUI	NON	1	OUI	NON	NON
RANSART	62 689	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
RAUCOURT AU BOIS	59 494	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
RAYE SUR AUTHIE	62 690	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
REBECQUES	62 691	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
REBERGUES	62 692	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
REBREUVE RANCHICOURT	62 693	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
REBREUVE SUR CANCHE	62 694	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
REBREVIETTE	62 695	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
RECLINGHEM	62 696	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
RECOURT	62 697	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
RECQUES SUR COURSE	62 698	RURAL	NON	3	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
RECQUES SUR HEM	62 699	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
RECOIGNIES	59 495	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
REGNAUVILLE	62 700	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
REGNIERE ECLUSE	80 665	RURAL	NON	1	NON	OUI	1	OUI	OUI	NON
REJET DE BEAULIEU	59 496	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
RELY	62 701	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
REMAISNIL	80 666	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	OUI
REMAUCOURT	02 637	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
REMAUGIES	80 667	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
REMIENCOURT	80 668	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
REMILLY WIRQUIN	62 702	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
REMY	62 703	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
RENESECURE	59 497	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
RENTY	62 704	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
RETHONVILLERS	80 669	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
RETY	62 705	URBAIN	NON	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
REUMONT	59 498	RURAL	OUI	2	OUI	NON	1	OUI	NON	NON
REVELLES	80 670	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
REXPOEDE	59 499	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
RIBEAUCOURT	80 671	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
RIBEAUVILLE	02 647	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
RIBECOURT LA TOUR	59 500	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
RIBEMONT SUR ANCRE	80 672	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
RICHEBOURG	62 706	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
RIENCOURT	80 673	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
RIENCOURT LES BAPAUME	62 708	RURAL	NON	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
RIENCOURT LES CAGNICOURT	62 709	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
RIEULAY	59 501	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	OUI	NON

DB

ANNEXE 1 - LISTE DES COMMUNES DU BASSIN ARTOIS-PICARDIE ET LEUR APPARTENANCE AUX DIFFERENTS ZONAGES à compter du 1er janvier 2014

NOM COMMUNE	CODE INSEE DE LA COMMUNE	TYPE DE COMMUNE	COMMUNE ELIGIBLE OU PRIORITAIRE SELON L'ENJEU EAU POTABLE	PRIORITE MASSE D'EAU	COMMUNE GRENELLE	ZONE DE BAINADE	PRIORITE DE LA COMMUNE	COMMUNE AIDEE AU TAUX D'AIDE MAXIMUM POUR ACQUISITION DE ZH	COMMUNE ELIGIBLE AU MAINTIEN DE L'AGRICULTURE EN ZONES HUMIDES	ZONAGE PMBE
RIEUX EN CAMBRESIS	59 502	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
RIMBOVAL	62 710	RURAL	NON	3	NON	OUI	1	NON	NON	NON
RINXENT	62 711	URBAIN	NON	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
RIVERY	80 674	URBAIN	NON	3	NON	NON	3	OUI	OUI	NON
RIVIERE	62 712	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
ROBECQ	62 713	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
ROBERSART	59 503	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
ROCLINCOURT	62 714	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
ROCQUENCOURT	60 544	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
ROCQUIGNY	02 650	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
ROCQUIGNY	62 715	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
RODELINGHEM	62 716	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
ROELLECOURT	62 717	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
ROEULX	59 504	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
ROEUX	62 718	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
ROGY	80 675	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
ROIGLISE	80 676	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
ROISEL	80 677	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
ROLLANCOURT	62 719	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
ROLLOT	80 678	RURAL	NON	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
ROMBIES ET MARCHIPONT	59 505	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
ROMBLY	62 720	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
ROMERIES	59 506	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
ROMESCAMPES	60 545	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
RONCHIN	59 507	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
RONCQ	59 508	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
RONSSOY	80 679	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
ROOST WARENDIN	59 509	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
ROQUETOIRE	62 721	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
ROSIERES EN SANTERRE	80 680	RURAL	OUI	1	OUI	NON	1	OUI	NON	NON
ROSULT	59 511	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
ROUBAIX	59 512	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
ROUCOURT	59 513	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
ROUGEFAV	62 722	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
ROUPY	02 658	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
ROUSIES	59 514	URBAIN	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
ROUSSENT	62 723	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	OUI	NON
ROUVIGNIES	59 515	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
ROUVREL	80 681	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
ROUVROY	02 659	RURAL	OUI	2	OUI	NON	1	OUI	NON	NON
ROUVROY	62 724	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
ROUVROY EN SANTERRE	80 682	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
ROUVROY LES MERLES	80 555	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
ROUY LE GRAND	80 683	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
ROUY LE PETIT	80 684	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
ROYAUCOURT	60 556	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
ROYE	80 685	URBAIN	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
ROYON	62 725	RURAL	NON	3	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
RUBEMPRE	80 686	RURAL	NON	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
RUBESCOURT	80 687	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
RUBROUCK	59 516	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
RUE	80 688	RURAL	NON	1	NON	OUI	1	OUI	OUI	NON
RUESNES	59 518	RURAL	NON	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
RUISSEAUVILLE	62 726	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
RUITZ	62 727	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
RUMAUCOURT	62 728	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
RUMEGIES	59 519	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
RUMIGNY	80 690	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
RUMILLY	62 729	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
RUMILLY EN CAMBRESIS	59 520	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
RUMINGHEM	62 730	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
RUYAULCOURT	62 731	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
SACHIN	62 732	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
SAIGNEVILLE	80 691	RURAL	NON	3	NON	OUI	1	OUI	OUI	NON
SAILLY AU BOIS	62 733	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
SAILLY EN OSTREVENT	62 734	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
SAILLY FLIBEAUCOURT	80 692	RURAL	OUI	1	NON	OUI	1	NON	NON	NON
SAILLY LABOURSE	62 735	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
SAILLY LAURETTE	80 693	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
SAILLY LE SEC	80 694	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
SAILLY LEZ CAMBRAI	59 521	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
SAILLY LEZ LANNOY	59 522	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
SAILLY SAILLISEL	80 695	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
SAILLY SUR LA LYS	62 736	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
SAINGHIN EN MELANTOIS	59 523	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
SAINGHIN EN WEPPEES	59 524	URBAIN	NON	2	OUI	NON	1	OUI	NON	NON
SAINS DU NORD	59 525	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
SAINS EN AMIENOIS	80 696	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
SAINS EN GOHELLE	62 737	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
SAINS LES PRESSIN	62 738	RURAL	NON	3	NON	OUI	1	NON	NON	NON
SAINS LES MARQUION	62 739	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
SAINS LES PERNES	62 740	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
SAINS MORAINVILLERS	60 564	RURAL	NON	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
SAINTE ACHEUL	80 697	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	OUI
SAINTE AMAND	62 741	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON

DB

ANNEXE 1 - LISTE DES COMMUNES DU BASSIN ARTOIS-PICARDIE ET LEUR APPARTENANCE AUX DIFFERENTS ZONAGES à compter du 1er janvier 2014

NOM COMMUNE	CODE INSEE DE LA COMMUNE	TYPE DE COMMUNE	COMMUNE ELIGIBLE OU PRIORITAIRE SELON L'ENFEU EAU POTABLE	PRIORITE MASSE D'EAU	COMMUNE GRENELLE	ZONE DE BAINNADE	PRIORITE DE LA COMMUNE	COMMUNE AIDEE AU TAUX D'AIDE MAXIMUM POUR ACQUISITION DE ZH	COMMUNE ELIGIBLE AU MAINTIEN DE L'AGRICULTURE EN ZONES HUMIDES	ZONAGE PMBE
SAINT AMAND LES EAUX	59 526	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	OUI	NON
SAINT ANDRE FARIVILLERS	60 565	RURAL	OUI	3	OUI	NON	1	NON	NON	NON
SAINT ANDRE LEZ LILLE	59 527	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
SAINT AUBERT	59 528	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
SAINT AUBIN	59 529	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
SAINT AUBIN	62 742	RURAL	NON	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
SAINT AUBIN MONTENOY	80 698	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
SAINT AYBERT	59 530	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	OUI	NON
SAINT BENIN	59 531	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
SAINT BLIMONT	80 700	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
SAINT CHRIST BRIOST	80 701	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
SAINT DENOEU	62 745	RURAL	NON	3	NON	OUI	1	NON	NON	NON
SAINT ETIENNE AU MONT	62 746	URBAIN	OUI	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
SAINT FLORIS	62 747	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
SAINT FOLQUIN	62 748	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
SAINT FUSCIEN	80 702	RURAL	OUI	3	OUI	NON	1	NON	NON	NON
SAINT GEORGES	62 749	RURAL	NON	3	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
SAINT GEORGES SUR L'AA	59 532	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
SAINT GRATIEN	80 704	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
SAINT HILAIRE COTTES	62 750	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
SAINT HILAIRE LEZ CAMBRAI	59 533	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
SAINT HILAIRE SUR HELPE	59 534	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
SAINT INGLEVERT	62 751	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
SAINT JANS CAPPEL	59 535	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
SAINT JOSSE	62 752	RURAL	OUI	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
SAINT LAURENT BLANGY	62 753	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
SAINT LEGER	62 754	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
SAINT LEGER LES AUTHIE	80 705	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	OUI
SAINT LEGER LES DOMART	80 706	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
SAINT LEONARD	62 755	URBAIN	OUI	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
SAINT MARD	80 708	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
SAINT MARTIN AU LAERT	62 757	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	OUI	NON
SAINT MARTIN BOULOGNE	62 758	URBAIN	NON	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
SAINT MARTIN CHOQUEL	62 759	RURAL	NON	1	NON	OUI	1	NON	NON	NON
SAINT MARTIN D'HARDINGHEM	62 760	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
SAINT MARTIN RIVIERE	02 683	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
SAINT MARTIN SUR COJEUL	62 761	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
SAINT MARTIN SUR ECAILLON	59 537	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
SAINT MALVIS	80 709	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
SAINT MICHEL SOUS BOIS	62 762	RURAL	NON	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
SAINT MICHEL SUR TERNOISE	62 763	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
SAINT MOMELIN	59 538	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	OUI	NON
SAINT NICOLAS	62 764	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
SAINT OMER	62 765	URBAIN	OUI	3	NON	NON	3	OUI	OUI	NON
SAINT OMER CAPELLE	62 766	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
SAINT OZEN	80 711	URBAIN	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
SAINT PIERRE BROUCK	59 539	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
SAINT POL SUR TERNOISE	62 767	URBAIN	OUI	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
SAINT PYTHON	59 541	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
SAINT QUENTIN	02 691	URBAIN	OUI	2	OUI	NON	1	OUI	NON	NON
SAINT QUENTIN EN TOURMONT	80 713	RURAL	NON	1	NON	OUI	1	OUI	OUI	NON
SAINT REMY AU BOIS	62 768	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
SAINT REMY CHAUSSEE	59 542	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
SAINT REMY DU NORD	59 543	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
SAINT RIQUIER	80 716	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
SAINT SAUFLIEU	80 717	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
SAINT SAULVE	59 544	URBAIN	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
SAINT SAUVEUR	80 718	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	OUI	NON
SAINT SIMON	02 694	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
SAINT SOUPLLET	59 545	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
SAINT SYLVESTRE CAPPEL	59 546	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
SAINT THIBAULT	60 599	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
SAINT TRICAT	62 769	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
SAINT VAAST EN CAMBRESIS	59 547	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
SAINT VAAST EN CHAUSSEE	80 722	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	OUI	NON
SAINT VALERY SUR SOMME	80 721	RURAL	NON	3	NON	OUI	1	OUI	OUI	NON
SAINT VENANT	62 770	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
SAINT WAAST	59 548	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
SAINTE AUSTREBERTHE	62 743	RURAL	NON	3	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
SAINTE CATHERINE	62 744	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
SAINTE EUSOYE	60 573	RURAL	OUI	3	OUI	NON	1	NON	NON	NON
SAINTE MARIE CAPPEL	59 536	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
SAINTE MARIE KERQUE	62 756	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
SAINTE SEGREE	80 719	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
SAISSEVAL	80 723	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
SALESCHES	59 549	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
SALEUX	80 724	URBAIN	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
SALLAUMINES	62 771	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
SALOME	59 550	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
SALOUEL	80 725	URBAIN	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
SALPERWICK	62 772	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	OUI	NON
SAMEON	59 551	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
SAMER	62 773	RURAL	OUI	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
SANCOURT	59 552	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
SANCOURT	80 726	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON

ANNEXE 1 - LISTE DES COMMUNES DU BASSIN ARTOIS-PICARDIE ET LEUR APPARTENANCE AUX DIFFERENTS ZONAGES à compter du 1er janvier 2014

NOM COMMUNE	CODE INSEE DE LA COMMUNE	TYPE DE COMMUNE	COMMUNE ELIGIBLE OU PRIORITAIRE SELON L'ENJEU EAU POTABLE	PRIORITE MASSE D'EAU	COMMUNE GRENELLE	ZONE DE BAINADE	PRIORITE DE LA COMMUNE	COMMUNE AIDEE AU TAUX D'AIDE MAXIMUM POUR ACQUISITION DE ZH	COMMUNE ELIGIBLE AU MAINTIEN DE L'AGRICULTURE EN ZONES HUMIDES	ZONAGE PMBE
SANGATTE	62 774	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
SANGHEN	62 775	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
SANTES	59 553	URBAIN	OUI	2	OUI	NON	1	OUI	NON	NON
SAPIGNIES	62 776	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
SARCUS	60 604	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
SARNOIS	60 605	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
SARS ET ROSIERES	59 554	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
SARS LE BOIS	62 778	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
SARS POTERIES	59 555	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
SARTON	62 779	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
SASSEGNIES	59 556	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	OUI	NON
SAUCHY CAUCHY	62 780	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
SAUCHY LESTREE	62 781	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
SAUDEMONT	62 782	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
SAULCHOY	62 783	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
SAULCHOY SOUS POIX	80 728	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
SAULTAIN	59 557	URBAIN	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
SAULTY	62 784	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
SAULZOIR	59 558	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
SAUVILLERS MONGIVAL	80 729	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
SAVEUSE	80 730	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
SAVY	02 702	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
SAVY BERLETTE	62 785	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
SEBONCOURT	02 703	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
SEBOURG	59 559	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
SECLIN	59 560	URBAIN	OUI	2	OUI	NON	1	OUI	NON	NON
SELLES	62 786	RURAL	NON	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
SEMERIES	59 562	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
SEMOSIES	59 563	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
SEMPY	62 787	RURAL	NON	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
SENINGHEM	62 788	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
SENLECQUES	62 789	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
SENLIS	62 790	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
SENLIS LE SEC	80 733	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
SENTELIE	80 734	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
SEP MERIES	59 565	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
SEQUEDIN	59 566	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
SEQUEHART	02 708	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
SERAIN	02 709	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
SERANVILLERS FORENVILLE	59 567	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
SERAUCOURT LE GRAND	02 710	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
SERCUS	59 568	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
SEREVILLERS	60 615	RURAL	NON	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
SERICOURT	62 791	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
SERQUES	62 792	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	OUI	NON
SERVINS	62 793	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
SETQUES	62 794	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
SEUX	80 735	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
SIBIVILLE	62 795	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
SIMENCOURT	62 796	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
SIN LE NOBLE	59 569	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
SIRACOURT	62 797	RURAL	NON	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
SOCK	59 570	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
SOLENTE	60 621	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
SOLESMES	59 571	URBAIN	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
SOLRE LE CHATEAU	59 572	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
SOLRINNES	59 573	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
SOMAIN	59 574	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
SOMBRIN	62 798	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
SOMMAING	59 575	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
SOMMEREUX	60 622	RURAL	OUI	3	OUI	NON	1	NON	NON	NON
SOMMETTE EAUCOURT	02 726	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
SOREL	80 737	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
SOREL EN VIMEU	80 736	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
SORRUS	62 799	RURAL	OUI	1	NON	OUI	1	NON	NON	NON
SOUSTRE	62 800	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
SOUCHEZ	62 801	URBAIN	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
SOUES	80 738	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
SOURDON	80 740	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
SOYECOURT	80 741	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
SPYCKER	59 576	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
STAPLE	59 577	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
STEENBECCQUE	59 578	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
STEENE	59 579	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
STEENVOORDE	59 580	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
STEENWERCK	59 581	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
STRAZELE	59 582	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
SURCAMP	80 742	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
SURQUES	62 803	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
SUS SAINT LEGER	62 804	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
SUZANNE	80 743	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
TAILLY	80 744	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
TAISNIERES EN THIERACHE	59 583	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
TAISNIERES SUR HON	59 584	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
TALMAS	80 745	RURAL	NON	1	NON	NON	1	NON	NON	NON

DB

ANNEXE 1 - LISTE DES COMMUNES DU BASSIN ARTOIS-PICARDIE ET LEUR APPARTENANCE AUX DIFFERENTS ZONAGES à compter du 1er janvier 2014

NOM COMMUNE	CODE INSEE DE LA COMMUNE	TYPE DE COMMUNE	COMMUNE ELIGIBLE OU PRIORITAIRE SELON L'ENJEU EAU POTABLE	PRIORITE MASSE D'EAU	COMMUNE GRENELLE	ZONE DE BAINADE	PRIORITE DE LA COMMUNE	COMMUNE AIDEE AU TAUX D'AIDE MAXIMUM POUR ACQUISITION DE 2H	COMMUNE ELIGIBLE AU MAINTIEN DE L'AGRICULTURE EN ZONES HUMIDES	ZONAGE PMBE
TANGRY	62 805	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
TARDINGHEN	62 806	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
TARTIGNY	60 627	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
TATINGHEM	62 807	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
TEMPLEMARS	59 585	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
TEMPLEUVE	59 586	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
TEMPLEUX LA FOSSE	80 747	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
TEMPLEUX LE GUERARD	80 748	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
TENEUR	62 808	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
TERDEGHEM	59 587	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
TERNAS	62 809	RURAL	NON	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
TERRAMESNIL	80 749	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
TERTRY	80 750	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
TETEGHEM	59 588	URBAIN	NON	2	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
THELUS	62 810	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
THENNES	80 751	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
THEROUANNE	62 811	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
THEZY GLIMONT	80 752	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
THIANT	59 589	URBAIN	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
THIEMBRONNE	62 812	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
THIENNES	59 590	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
THIEPVAL	80 753	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
THIEULLOY LA VILLE	80 755	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
THIEULLOY L'ABBAYE	80 754	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
THIEVRES	62 814	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
THIEVRES	80 756	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
THIVENCELLE	59 591	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	OUI	NON
THOIX	80 757	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
THORY	80 758	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
THUMERIES	59 592	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
THUN L'EVEQUE	59 593	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
THUN SAINT AMAND	59 594	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	OUI	NON
THUN SAINT MARTIN	59 595	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
TIGNY NOVELLE	62 815	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	OUI	NON
TILLOLOY	80 759	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
TILLOY LES CONTY	80 761	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
TILLOY LES HERMAVILLE	62 816	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
TILLOY LES MOFFLAINES	62 817	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
TILLOY LEZ CAMBRAI	59 597	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
TILLOY LEZ MARCHIENNES	59 596	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	OUI	NON
TILLY CAPELLE	62 818	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
TILQUES	62 819	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	OUI	NON
TINCOURT BOUCLY	80 762	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
TINCQUES	62 820	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
TINGRY	62 821	RURAL	OUI	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
TŒUFLES	80 764	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
TOLLENT	62 822	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
TORCY	62 823	RURAL	NON	3	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
TORTEFONTAINE	62 824	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
TORTEQUESNE	62 825	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
TOUFFLERS	59 598	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
TOURCOING	59 599	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
TOURMIGNIES	59 600	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
TOURNEHEM SUR LA HEM	62 827	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
TOURS EN VIMEU	80 765	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
TOUTENCOURT	80 766	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
TRAMECOURT	62 828	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
TREFCON	02 747	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
TRELON	59 601	URBAIN	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
TRESCAULT	62 830	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
TRESSIN	59 602	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
TREUX	80 769	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
TRICOT	60 643	RURAL	NON	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
TRITH SAINT LEGER	59 603	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
TROISVAUX	62 831	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
TROISVILLES	59 604	RURAL	OUI	2	OUI	NON	1	OUI	NON	NON
TROUSSENCOURT	60 648	RURAL	OUI	3	OUI	NON	1	NON	NON	NON
TUBERSENT	62 832	RURAL	NON	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
TUGNY ET PONT	02 752	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
TULLY	80 770	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
UGNY L'EQUIPEE	80 771	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
URVILLERS	02 756	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
UXEM	59 605	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
VACQUERIE LE BOUCQ	62 833	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
VACQUERLETTE ERQUIERES	62 834	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
VADENCOURT	80 773	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
VAIRE SOUS CORBIE	80 774	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
VALENCIENNES	59 606	URBAIN	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
VALHUON	62 835	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
VALINES	80 775	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
VARENES	80 776	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
VAUCHELLES LES AUTHIE	80 777	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
VAUCHELLES LES DOMART	80 778	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
VAUCHELLES LES QUESNOY	80 779	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
VAUDRICOURT	62 836	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON

ANNEXE 1 - LISTE DES COMMUNES DU BASSIN ARTOIS-PICARDIE ET LEUR APPARTENANCE AUX DIFFERENTS ZONAGES à compter du 1er janvier 2014

NOM COMMUNE	CODE INSEE DE LA COMMUNE	TYPE DE COMMUNE	COMMUNE ELIGIBLE OU PRIORITAIRE SELON L'ENJEU EAU POTABLE	PRIORITE MASSE D'EAU	COMMUNE GRENELLE	ZONE DE BAINNADE	PRIORITE DE LA COMMUNE	COMMUNE AIDEE AU Taux D'AIDE MAXIMUM POUR ACQUISITION DE ZH	COMMUNE ELIGIBLE AU MAINTIEN DE L'AGRICULTURE EN ZONES HUMIDES	ZONAGE PMBE
VAUDRICOURT	80 780	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
VAUDRINGHEM	62 837	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
VAULX	62 838	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
VAULX VRAUCOURT	62 839	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
VAUVILLERS	80 781	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
VAUX ANDIGNY	02 769	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
VAUX EN AMIENOIS	80 782	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
VAUX EN VERMANDOIS	02 772	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
VAUX MARQUENNEVILLE	80 783	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
VAUX SUR SOMME	80 784	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
VECQUEMONT	80 785	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	OUI	NON
VELENNES	80 786	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
VELU	62 840	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
VENDEGIES AU BOIS	59 607	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
VENDEGIES SUR ECAILLON	59 608	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
VENDELLES	02 774	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
VENDEUIL CAPLY	60 564	RURAL	OUI	3	OUI	NON	1	OUI	NON	NON
VENDEVILLE	59 609	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
VENDHUILE	02 776	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
VENDIN LE VIEIL	62 842	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
VENDIN LES BETHUNE	62 841	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
VERCHAIN MAUGRE	59 610	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
VERCHIN	62 843	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
VERCHOCQ	62 844	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
VERCOURT	80 787	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	OUI	NON
VERGIES	80 788	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
VERLINCTHUN	62 845	RURAL	NON	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
VERLINGHEM	59 611	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
VERMAND	02 785	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
VERMANDOVILLERS	80 789	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
VERMELLES	62 846	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
VERPILLIERES	80 790	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
VERQUIGNEUL	62 847	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
VERQUIN	62 848	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
VERS SUR SELLES	80 791	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
VERTAIN	59 612	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
VERTON	62 849	URBAIN	OUI	3	OUI	NON	1	OUI	NON	NON
VICQ	59 613	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	OUI	NON
VIEFVILLERS	60 673	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
VIEIL HESDIN	62 850	RURAL	NON	3	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
VIEIL MOUTIER	62 853	RURAL	NON	3	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
VIEILLE CHAPELLE	62 851	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
VIEILLE EGLISE	62 852	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
VIESLY	59 614	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
VIEUX BERQUIN	59 615	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
VIEUX CONDE	59 616	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	OUI	NON
VIEUX MESNIL	59 617	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
VIEUX RENG	59 618	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
VIGNACOURT	80 793	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
VILLE LE MARCLET	80 795	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
VILLE SUR ANCRE	80 807	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
VILLECOURT	80 794	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
VILLENEUVE D'ASCO	59 009	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
VILLEREAU	59 619	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
VILLERET	02 808	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
VILLERS AU BOIS	62 854	RURAL	NON	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
VILLERS AU FLOS	62 855	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
VILLERS AU TERRE	59 620	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
VILLERS AUX ERABLES	80 797	RURAL	NON	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
VILLERS BOCAGE	80 798	RURAL	NON	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
VILLERS BRETONNEUX	80 799	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
VILLERS BRULIN	62 856	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
VILLERS CAMPSART	80 800	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
VILLERS CARBONNEL	80 801	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
VILLERS CHATEL	62 857	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
VILLERS EN CAUCHIES	59 622	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
VILLERS FAUCON	80 802	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
VILLERS GUISLAIN	59 623	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
VILLERS LES CAGNICOURT	62 858	RURAL	NON	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
VILLERS LES ROYE	80 803	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
VILLERS L'HOPITAL	62 859	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
VILLERS OUTREAU	59 624	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
VILLERS PLOUICH	59 625	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
VILLERS POL	59 626	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
VILLERS SAINT CHRISTOPHE	02 815	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
VILLERS SIR SIMON	62 860	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
VILLERS SIRE NICOLE	59 627	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
VILLERS SOUS AILLY	80 804	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
VILLERS SUR AUTHIE	80 806	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	OUI	NON
VILLERS TOURNELLE	80 805	RURAL	NON	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
VILLERS VICOMTE	60 692	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
VILLESELVE	60 693	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
VIMY	62 861	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
VINCLY	62 862	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
VIOLAINES	62 863	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON

ANNEXE 1 - LISTE DES COMMUNES DU BASSIN ARTOIS-PICARDIE ET LEUR APPARTENANCE AUX DIFFERENTS ZONAGES à compter du 1er janvier 2014

NOM COMMUNE	CODE INSEE DE LA COMMUNE	TYPE DE COMMUNE	COMMUNE ELIGIBLE OU PRIORITAIRE SELON L'ENJEU EAU POTABLE	PRIORITE MASSE D'EAU	COMMUNE GRENELLE	ZONE DE BAIGNADE	PRIORITE DE LA COMMUNE	COMMUNE AIDEE AU TAUX D'AIDE MAXIMUM POUR ACQUISITION DE ZH	COMMUNE ELIGIBLE AU MAINTIEN DE L'AGRICULTURE EN ZONES HUMIDES	ZONAGE PMBE
VIRONCHAUX	80 808	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
VIS EN ARTOIS	62 864	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
VITRY EN ARTOIS	62 865	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
VITZ SUR AUTHIE	80 810	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
VOLCKERINCKHOVE	59 628	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
VOYENNES	80 811	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
VRAIGNES EN VERMANDOIS	80 812	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
VRED	59 629	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	OUI	NON
VRELY	80 814	RURAL	OUI	1	OUI	NON	1	OUI	NON	NON
VRON	80 815	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	OUI	NON
WABEN	62 866	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
WACQUINGHEN	62 867	RURAL	NON	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
WAHAGNIES	59 630	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
WAIL	62 858	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
WAILLY	62 869	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
WAILLY BEAUCAMP	62 870	RURAL	OUI	1	OUI	OUI	1	NON	NON	NON
WALINCOURT SELVIGNY	59 631	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
WALLERS	59 632	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	OUI	NON
WALLERS-EN-FAGNE	59 633	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
WALLON CAPPEL	59 634	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
WAMBAIX	59 635	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
WAMBERCOURT	62 871	RURAL	NON	3	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
WAMBRECHIES	59 636	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
WAMIN	62 872	RURAL	NON	3	NON	OUI	1	NON	NON	NON
WANCOURT	62 873	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
WANDIGNIES HAMAGE	59 637	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	OUI	NON
WANNEHAIN	59 638	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
WANQUETIN	62 874	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
WARDRECQUES	62 875	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
WARGNIES	80 819	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
WARGNIES LE GRAND	59 639	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
WARGNIES LE PETIT	59 640	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
WARHEM	59 641	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
WARLAING	59 642	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	OUI	NON
WARLENCOURT EAUCOURT	62 876	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
WARLENCOURT LES PAS	62 877	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
WARLOY BAILLON	80 820	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
WARLUS	62 878	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
WARLUS	80 821	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
WARLUZEL	62 879	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
WARNETON	59 643	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	OUI	NON
WARSY	80 822	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
WARVILLERS	80 823	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
WASNES AU BAC	59 645	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
WASQUEHAL	59 646	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
WASSIGNY	02 830	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
WATTEN	59 647	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	OUI	NON
WATTIGNIES	59 648	URBAIN	OUI	2	OUI	NON	1	OUI	NON	NON
WATTIGNIES LA VICTOIRE	59 649	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
WATTRELOS	59 650	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
WAVRANS SUR L'AA	62 882	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
WAVRANS SUR TERNOISE	62 883	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
WAVRECHAIN SOUS DENAIN	59 651	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
WAVRECHAIN SOUS FAULX	59 652	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
WAVRIN	59 653	URBAIN	OUI	2	OUI	NON	1	OUI	NON	NON
WAZIERS	59 654	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
WELLES PERENNES	60 702	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
WEMAERS CAPPEL	59 655	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
WERVICQ SUD	59 656	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	OUI	NON
WEST CAPPEL	59 657	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
WESTREHEM	62 885	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
WICQUINGHEM	62 886	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
WICRES	59 658	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
WIDHEM	62 887	RURAL	OUI	1	OUI	OUI	1	NON	NON	NON
WIENCOURT L'EQUIPEE	80 824	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
WIERRE AU BOIS	62 888	RURAL	OUI	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
WIERRE EFFROY	62 889	RURAL	NON	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
WIGNEHIES	59 659	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
WILLEMAN	62 890	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
WILLEMS	59 660	URBAIN	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
WILLEN COURT	62 891	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
WILLERVAL	62 892	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
WILLIES	59 661	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
WIMEREUX	62 893	URBAIN	OUI	1	NON	OUI	1	OUI	OUI	NON
WIMILLE	62 894	URBAIN	OUI	1	NON	OUI	1	OUI	OUI	NON
WINGLES	62 895	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
WINNEZEELLE	59 662	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
WIRWIGNES	62 896	RURAL	NON	1	NON	OUI	1	OUI	NON	NON
WIRY AU MONT	80 825	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
WISMES	62 897	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
WISQUES	62 898	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
WISSANT	62 899	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
WITTERNESSE	62 900	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
WITTES	62 901	RURAL	NON	1	NON	NON	1	OUI	NON	NON
WIZERNES	62 902	URBAIN	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON



ANNEXE 1 - LISTE DES COMMUNES DU BASSIN ARTOIS-PICARDIE ET LEUR APPARTENANCE AUX DIFFERENTS ZONAGES à compter du 1er janvier 2014

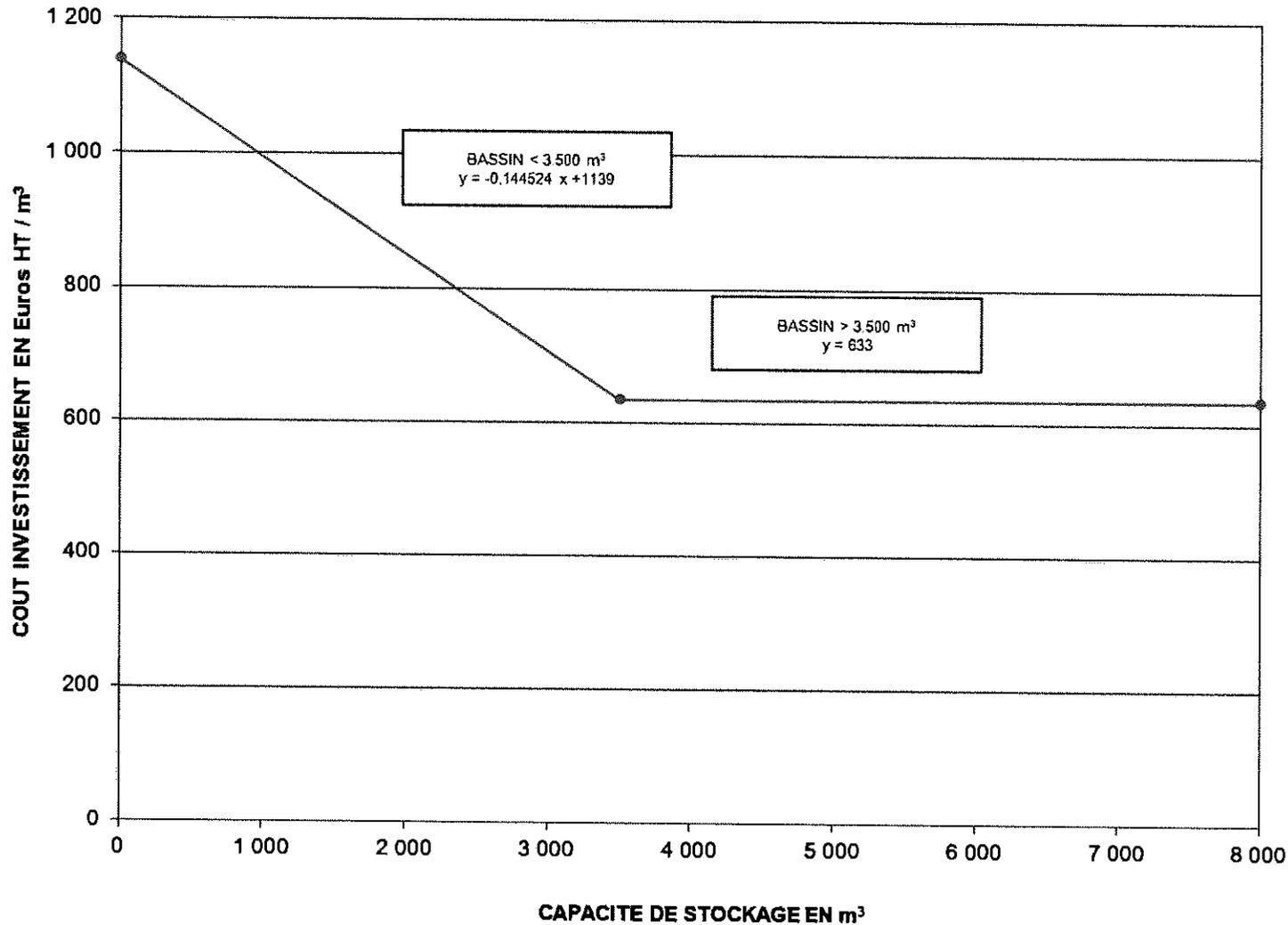
NOM COMMUNE	CODE INSEE DE LA COMMUNE	TYPE DE COMMUNE	COMMUNE ELIGIBLE OU PRIORITAIRE SELON L'ENJEU EAU POTABLE	PRIORITE MASSE D'EAU	COMMUNE GRENELLE	ZONE DE BAINADE	PRIORITE DE LA COMMUNE	COMMUNE AIDEE AU TAUX D'AIDE MAXIMUM POUR ACQUISITION DE ZH	COMMUNE ELIGIBLE AU MAINTIEN DE L'AGRICULTURE EN ZONES HUMIDES	ZONAGE PMBE
WOIGNARUE	80 826	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	OUI	NON
WOINCOURT	80 827	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
WOIREL	80 828	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
WORMHOUT	59 663	URBAIN	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
WULVERDINGHE	59 664	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
WYLLDER	59 665	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
Y	80 829	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
YAUCCOURT BUSSUS	80 830	RURAL	NON	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
YONVAL	80 836	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
YTRES	62 909	RURAL	NON	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
YVRENCH	80 832	RURAL	NON	1	NON	OUI	1	NON	NON	NON
YVRENCHIEUX	80 833	RURAL	OUI	1	NON	NON	1	NON	NON	NON
YZENGREMER	80 834	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
YZEUX	80 835	RURAL	NON	3	NON	NON	3	OUI	OUI	NON
ZEGERSCAPPEL	59 666	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
ZERMEZEELE	59 667	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
ZOTEUX	62 903	RURAL	NON	3	NON	NON	3	NON	NON	NON
ZOUAFQUES	62 904	RURAL	OUI	3	NON	NON	3	OUI	NON	NON
ZUDAUSQUES	62 905	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	NON	NON	NON
ZUTKERQUE	62 906	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
ZUYDCOOTE	59 668	RURAL	NON	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON
ZUYTPEENE	59 669	RURAL	OUI	2	NON	NON	2	OUI	NON	NON

ANNEXE 1- applicable au 1^{er} janvier 2014

Etablissement des coûts de référence -
Année 2014 - Indice de référence TP01 Avril 2013

COUTS DE REFERENCE DES BASSINS DE STOCKAGE-RESTITUTION - X^{ème} PROGRAMME

Le dépassement de ces coûts doit être expliqué par des contraintes particulières



◆ BASSIN DE STOCKAGE-RESTITUTION

Le coût du bassin de stockage-restitution comprend :

- les frais annexes (l'achat de terrain, les études géotechniques, la Coordination Hygiène et Sécurité, les bureaux de contrôle, les branchements PTT, EDF, eau potable),
- les études d'exécution,
- le terrassement (déblais remblais, évacuation éventuelle des déblais),
- les fondations spéciales,
- le rabattement de nappe,
- le poste d'alimentation et/ou de restitution,
- le dispositif de nettoyage du radier,
- la couverture éventuelle,
- la désodorisation éventuelle,
- la démolition éventuelle,
- les voiries,
- l'option architecturale et paysagère,
- les essais d'étanchéité et/ou de rinçage.

DELIBERATION N° 13-A-035 DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'AGENCE DE L'EAU ARTOIS-PICARDIE

**TITRE : MODIFICATION DE LA DELIBERATION N° 12-A-028 DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION DU 27 SEPTEMBRE 2012 - OUVRAGES D'EPURATION DES
COLLECTIVITES TERRITORIALES**

VISA :

- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1^{er} mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le SDAGE du bassin Artois-Picardie et le Programme de Mesures en vigueur,
- Vu le X^{ème} Programme d'Intervention 2013-2018 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie voté au Conseil d'Administration du 27 septembre 2012,
- Vu la délibération n° 12-A-024 du Conseil d'Administration du 27 septembre 2012 fixant les modalités générales d'interventions financières de l'Agence,
- Vu la délibération n° 12-A-026 du Conseil d'Administration du 27 septembre 2012 relative aux zonages d'intervention modifiée le 18 octobre 2013,
- Vu le règlement intérieur du Conseil d'Administration modifié le 18 octobre 2013,
- Vu la délibération n° 12-A-028 du Conseil d'Administration du 27 septembre 2012 relative aux ouvrages d'épuration des collectivités territoriales,
- Vu le rapport du Directeur Général présenté au point n° 3.3 de l'ordre du jour de la Commission Permanente Programme du 27 septembre 2013,
- Vu le rapport du Directeur Général présenté au point n° 3.2 (2) de l'ordre du jour du Conseil d'Administration du 18 octobre 2013,

Le Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie décide :

La délibération n° 12-A-028 est abrogée à compter du 1^{er} janvier 2014 et remplacée comme suit :

ARTICLE 1 - PRINCIPE D'INTERVENTION

L'Agence de l'Eau Artois Picardie peut attribuer une participation financière aux collectivités territoriales, ou à leurs groupements pour la réalisation de travaux de construction, d'extension de capacité, d'amélioration du fonctionnement, d'élévation du niveau de traitement d'ouvrages d'épuration des eaux usées, dans la limite de la dotation annuelle de programme correspondante.

1.1 – Objectifs des opérations :

Ces participations financières concernent :

- les études liées aux investissements, à la valorisation des boues et des sous-produits de l'assainissement,
- les travaux proprement dits, relatifs aux stations d'épuration, ainsi que ceux concernant la mise en conformité et l'amélioration de la filière boues, le traitement des sous-produits de l'assainissement,
- les travaux de mise en œuvre de l'autosurveillance des ouvrages d'épuration.

Les opérations de réhabilitation ou de renouvellement à l'identique sont exclues des opérations éligibles aux aides de l'Agence.

1.2 – Conditions d'éligibilité pour les travaux

Les travaux de construction et/ou d'amélioration d'ouvrages d'épuration des eaux usées, de traitement des boues d'épuration, de traitement des sous-produits de l'épuration issus de l'assainissement, sont susceptibles de faire l'objet d'une participation financière de l'Agence sous réserve que les dispositions de mise en conformité des ouvrages avec la réglementation aient fait l'objet d'un dépôt de dossier préalablement et aient fait l'objet d'un premier examen sans observation majeure par les services en charge de la Police de l'Eau, et que la collectivité perçoive ou s'engage à percevoir une taxe ou une redevance d'assainissement auprès des usagers.

Les opérations finançables sont prévues dans un Programme Pluriannuel Concerté (PPC) établi avec l'Agence de l'Eau, sauf dans le cas de projet isolé.

1.3 – Critères de priorité

La participation financière de l'Agence est apportée dans la limite des dotations disponibles et en fonction des priorités d'intervention macropolluants. Le financement de ces travaux pourra également être soumis à des priorités réglementaires.

Par ordre d'importance décroissante, les priorités sont les suivantes (cf. délibération « zonages d'intervention ») :

1. Les opérations situées sur les masses d'eau à échéance 2015 en bon état physico-chimique non atteint et sur les zones de priorité baignade, les opérations en lien avec la protection des captages Grenelle, ainsi que les opérations soumises à des échéances réglementaires suite à des non-conformité ERU, nationale ou locale,
2. Les opérations situées sur les masses d'eau échéance 2021 ou 2027 en bon état physico-chimique non atteint,
3. Les opérations situées sur les masses d'eau en bon état physico-chimique atteint.

Une opération pourra être déclassée d'une classe de priorité si la démonstration d'un impact significatif sur la masse d'eau n'est pas avérée. Dans la limite de 10% de la dotation annuelle et quelque soit le zonage concerné, une opération pourra être considérée comme prioritaire si la démonstration est faite de son impact significatif sur la qualité des masses d'eau (DTMP, étude d'impact...).

ARTICLE 2 : LES ETUDES

Actions financées	Taux maximal et forme de la participation financière	Plafond éventuel et conditions particulières (exclusions, zonage...)	Spécificités
Etudes préalables à la réalisation des ouvrages <i>(Assistance à maîtrise d'ouvrage, définition des besoins, études de faisabilité, études spécifiques – essais géotechniques, diagnostic des ouvrages existants, frais de géomètre, - choix du site et des filières d'épuration, maîtrise d'œuvre jusqu'à la mission ACT incluse, constitution des dossiers administratifs d'autorisation...)</i>	Subvention de 50% du montant de la dépense finançable	La dépense finançable est plafonnée à 7% du montant des travaux dans la limite du coût de référence des ouvrages établi à partir d'investissements comparables.	Si les dépenses finançables sont inférieures à 30 000€, elles sont intégrées aux dépenses finançables des travaux.
Etudes de définition ou d'actualisation des périmètres d'épandage de boues et d'élaboration du cahier des charges de suivi des épandages.			
Campagnes initiales de surveillance de la présence de micropolluants dans les eaux traitées des stations d'épuration urbaines.			

ARTICLE 3 - LES TRAVAUX

- Dimensionnement des ouvrages

La population prise en compte pour le dimensionnement des ouvrages et pour la détermination de la dépense finançable des travaux retenus par l'Agence, est la population permanente et saisonnière zonée en assainissement collectif du dernier recensement, éventuellement majorée de 10 % sur demande du Maître d'Ouvrage.

A la population peut être ajoutée

- la pollution industrielle ou assimilée exprimée en équivalents habitants (éventuellement majorée de 10 %) telle qu'elle ressort des redevances de pollution non domestique acquittées à l'Agence ou des conventions de déversement ou des autorisations de raccordement aux réseaux d'assainissement délivrées par la Collectivité,
- la pollution d'établissements collectifs non comptabilisée dans la population permanente, exprimée en équivalents habitants.

- Cas des Stations d'épuration mixte (effluents domestiques et industriels)

Les parts d'investissements relatifs aux effluents des activités industrielles raccordées aux réseaux d'assainissement de la collectivité sont aidés financièrement par l'Agence selon les modalités d'aides pour la lutte contre la pollution des activités économiques hors agricoles, lorsque la charge de pollution annuelle des industriels redevables directs correspond individuellement à plus de 10% ou collectivement à plus de 30% de la charge globale de la station exprimée en DCO. Le financement de la part industrielle (au prorata des charges en DCO et des charges hydrauliques) est apporté suivant les modalités d'aides de l'Agence applicables à la lutte contre la pollution des activités économiques hors agricoles soit à la collectivité, soit à chacun des industriels concernés, sous réserve de la signature d'une convention ou autorisation de raccordement.

Cette modalité ne s'applique pas aux travaux partiels ou d'aménagements complémentaires réalisés sur des stations d'épuration mixtes.

- Les modalités d'aide

Actions financées	Taux maximal et forme de la participation financière	Plafond éventuel et conditions particulières (exclusions, zonage...)	Spécificités
Ouvrages d'épuration proprement dits et leurs annexes.	<p>Avance sans intérêt remboursable en 20 annuités après un an de différé, de 30% du montant de la dépense finançable.</p> <p>+</p> <p>Subvention de 15% de cette même dépense</p> <p>+</p> <p>une Subvention complémentaire de 15% du montant de cette même dépense pour les communes rurales.</p> <p><i>Pour les ouvrages comprenant des populations urbaines et rurales, la participation complémentaire sera apportée au prorata des habitants concernés.</i></p>	<p>Plafonnement (A) de la dépense finançable fondé sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des résultats des études préalables ou d'expertise et chiffrage des ouvrages, - des coûts de réalisations similaires, des coûts de référence et figurant à l'annexe 1. <p>Attribution de la participation financière conditionnée à la cohérence des investissements avec les doctrines bassin sur les boues.</p> <p>Un examen des participations financières déjà attribuées aux STEP concernées par les regroupements sera réalisé.</p>	<p><u>Réévaluation des coûts plafonds</u></p> <p>Les coûts de référence seront réévalués, chaque année, à compter du 1er janvier 2014, suivant</p> <p>A : l'évolution de l'indice TP01 pour 50% et l'indice machine pour 50% ;</p> <p>B : l'évolution de l'indice TP01 pour 100%</p>
Équipements de traitement, d'évacuation des boues et sous-produits de l'épuration.			
Bâtiments d'exploitation de la station d'épuration.			
Travaux d'aménagement du site, fondations spéciales permettant d'assurer la stabilité des ouvrages, dispositifs destinés à réduire ou supprimer les nuisances (odeurs, bruit...)			
Installations électriques et outils informatiques de mesures, d'exploitation et de gestion des ouvrages.			
Dispositifs d'autosurveillance de la pollution à l'entrée et à la sortie des ouvrages, permettant la mesure des débits et de la pollution, le prélèvement d'échantillons.			
Outils pédagogiques de communication à destination du grand public et des scolaires relatifs à l'ouvrage d'épuration.			
Ouvrages de stockage des boues	<p>+</p> <p>Jusqu'au 31/12/2015, si opération située en zones prioritaires d'intervention P1 (voir délibération zonages d'intervention)</p>	<p>Si l'investissement est réalisé indépendamment des autres ouvrages d'épuration, la dépense finançable est plafonnée (B) à :</p> <p>448 €/m² pour les ouvrages couverts et</p> <p>302 €/m² pour les ouvrages non couverts.</p>	
Frais annexes <i>(acquisitions de terrains rendues nécessaires par l'opération, honoraires de maîtrise d'œuvre, AMO, frais de contrôle et de sécurité, frais de publicité, assurances, ...)</i>	<p>Avance supplémentaire de 5 % du montant de cette même dépense remboursable en 20 annuités après un an de différé</p>	<p>Dépense finançable plafonnée à 5% du total de la dépense finançable des travaux.</p>	<p>Les coûts correspondants engagés dans les 12 mois précédant la demande d'aide peuvent être intégrés aux dépenses des travaux.</p>

ARTICLE 4 - ACTIONS D'INFORMATION ET DE SENSIBILISATION

L'Agence peut apporter une participation financière aux actions d'information et de sensibilisation menées par la collectivité auprès du grand public, pour assurer la promotion et la valorisation des investissements publics de lutte contre la pollution.

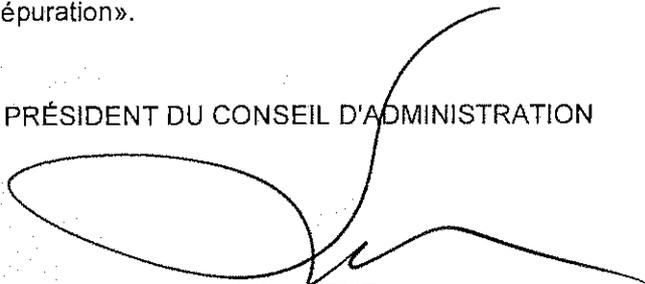
Actions financées	Taux maximal et forme de la participation financière	Plafond éventuel et conditions particulières (exclusions, zonage...)	Spécificités
Réalisation de supports de communication : écrits, audiovisuels ou autres formes de communication relatives à l'ouvrage financé	Subvention de 50% du montant de la dépense finançable	Dans la limite de 20 000 € de participation financière	Mention obligatoire du financement de l'Agence dans l'ensemble des communications sur les investissements financés ou à financer

ARTICLE 5 - MODALITES D'ATTRIBUTION

5.1 – La participation financière est décidée par le Conseil d'Administration, hormis les cas de délégation de compétence prévus au règlement intérieur du Conseil d'Administration, et fait l'objet d'un acte, conformément aux dispositions prévues par la délibération fixant les modalités générales d'interventions de l'Agence.

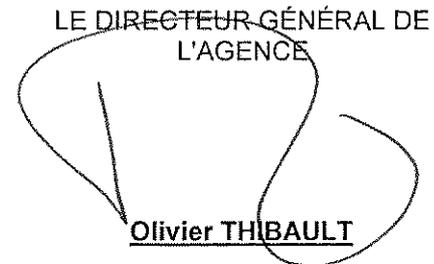
5.2 – Le montant de ces participations financières est imputé sur la ligne de Programme « X110 Stations d'épuration ».

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



Dominique BUR

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE
L'AGENCE



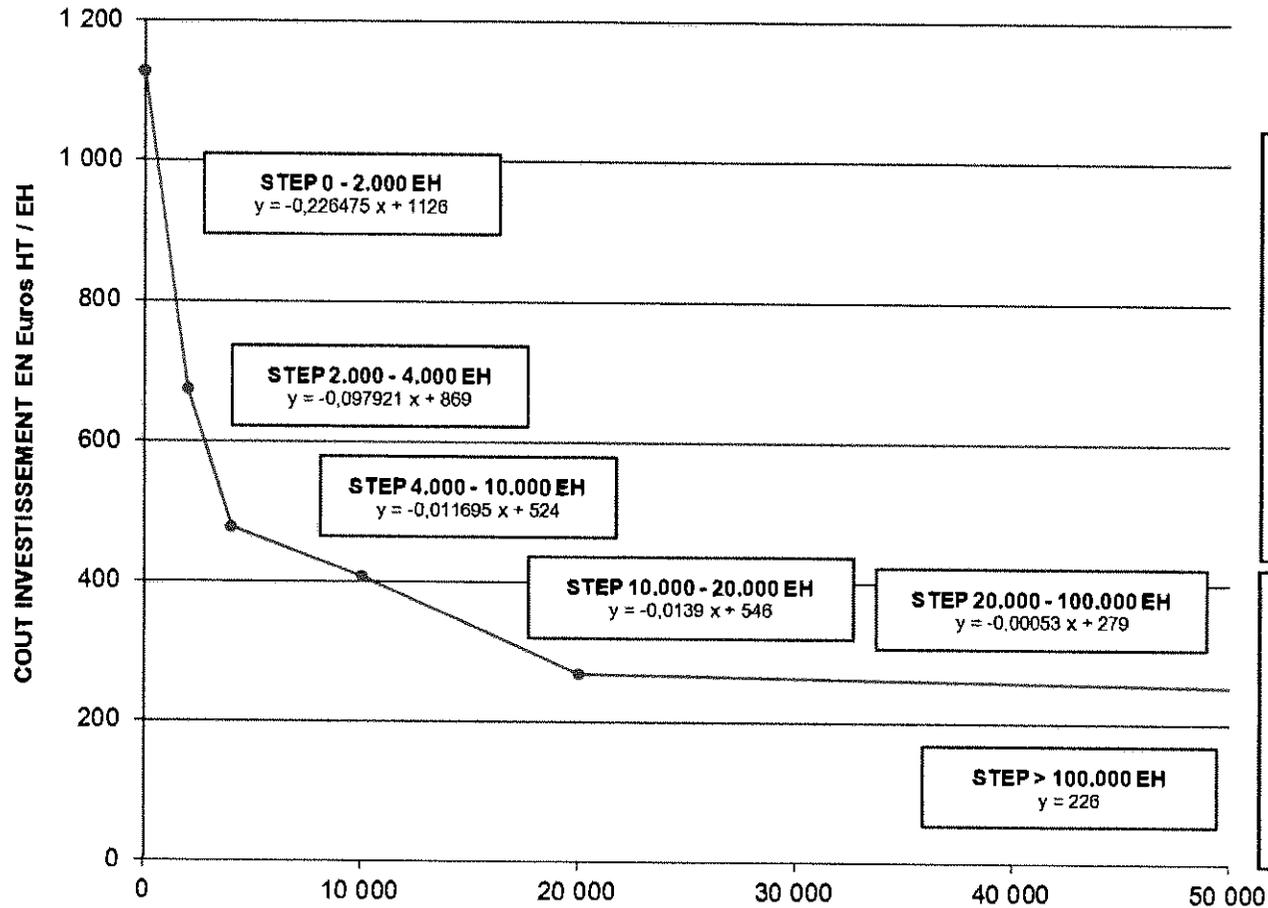
Olivier THIBAUT

ANNEXE 1 – applicable au 1^{er} janvier 2014

Etablissement des coûts de référence -
Année 2014 - Indices de référence Avril 2013

COÛTS DE REFERENCE DES STATIONS D'EPURATION - Xème PROGRAMME

Le dépassement de ces coûts doit être expliqué par des contraintes particulières



—●— Coût STEP

Le coût de la STEP comprend :

- les fondations spéciales,
- le rabattement de nappe,
- le traitement des sous-produits (sables et graisses),
- le poste d'alimentation délocalisé ou surdimensionné sur le pluvial,
- la canalisation d'alimentation externe de la station,
- l'aire à boues,
- la désinfection,
- la désodorisation,
- la démolition,
- les voiries extérieures au site,
- l'option architecturale et paysagère,
- l'ouvrage de rejet spécifique.

Le coût de la STEP ne comprend pas :

- le bassin de pollution,
- l'achat de terrain,
- les études géotechniques,
- la Coordination Hygiène et Sécurité,
- Bureaux de contrôle,
- Branchements PTT, EDF, eau potable,
- Maîtrise d'Œuvre (dont études préalables).

Tous ces postes sont compris dans le coût des frais annexes, excepté le bassin de pollution.

CAPACITE DE LA FILIERE BIOLOGIQUE EN EH (SUR LA BASE DE 60 g DBO₅/EH/j)
GENERALEMENT DIMENSIONNEE SUR LES FLUX MOYENS DE TEMPS SEC

**DELIBERATION N° 13-A-036 DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE
L'AGENCE DE L'EAU ARTOIS-PICARDIE**

**TITRE : MODIFICATION DE LA DELIBERATION N° 12-A-033 DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION DU 27 SEPTEMBRE 2012 - LA LUTTE CONTRE LA POLLUTION
DES ACTIVITES ECONOMIQUES HORS AGRICOLES**

VISA :

- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1^{er} mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le SDAGE du bassin Artois-Picardie et le Programme de Mesures en vigueur,
- Vu le régime cadre des aides en faveur de la protection de l'environnement mises en œuvre par les Agences de l'eau (Aide d'état N 316/2009) applicable jusqu'au 31 décembre 2014, approuvé par la Commission Européenne,
- Vu le X^{ème} Programme d'Intervention 2013-2018 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie voté au Conseil d'Administration du 27 septembre 2012,
- Vu la délibération n° 12-A-024 du Conseil d'Administration du 27 septembre 2012 fixant les modalités générales d'interventions financières de l'Agence,
- Vu la délibération n° 12-A-026 du Conseil d'Administration du 27 septembre 2012 relative aux zonages d'intervention modifiée le 18 octobre 2013,
- Vu le règlement intérieur du Conseil d'Administration modifié le 18 octobre 2013,
- Vu la délibération n° 12-A-033 du Conseil d'Administration du 27 septembre 2012 relative à la lutte contre la pollution des activités économiques hors agricoles,
- Vu le rapport du Directeur Général présenté au point n° 3.4 de l'ordre du jour de la Commission Permanente Programme du 27 septembre 2013,
- Vu le rapport du Directeur Général présenté au point n° 3.2 (3) de l'ordre du jour du Conseil d'Administration du 18 octobre 2013,

Le Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie décide :

La délibération n° 12-A-033 est abrogée à compter du 1^{er} janvier 2014 et remplacée comme suit :

ARTICLE 1 - PRINCIPE D'INTERVENTION

1.1-Etablissements éligibles

L'Agence de l'Eau Artois-Picardie peut attribuer une participation financière, au titre de la lutte contre les micropolluants, de l'élimination des pollutions classiques, des économies d'eau et de la lutte contre les pollutions accidentelles, aux activités économiques hors agricoles citées ci-dessous:

- usagers non domestiques de l'eau (hors activités agricoles), redevables de l'Agence depuis au moins 5 ans pour détérioration de la qualité de l'eau à la date de la décision d'attribution de la participation financière,
- TPE, artisans,
- chambres consulaires ou tout autre organisme représentatif d'activité économique industrielle, commerciale ou artisanale,
- collectivités territoriales pour des études et travaux, sous maîtrise d'ouvrage publique (opérations collectives, camping, centre de loisirs...) ou sous maîtrise d'ouvrage déléguée (station d'épuration mixte...), répondant à des objectifs de réduction de pollution ou d'économie d'eau pour les activités économiques hors agricoles.

Cas particulier des opérations collectives :

Les organismes issus du monde industriel (centres techniques, syndicats professionnels, chambres consulaires, etc.) sont également éligibles pour des opérations collectives concernant des branches d'activités, des territoires ou autres entités justifiant de préoccupations communes au regard de la lutte contre la pollution de l'eau.

1.2-Objectifs des opérations

Les objectifs des interventions de l'Agence auprès des activités économiques hors agricole visent l'atteinte des objectifs de la Directive Cadre sur l'Eau (directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000) soit par :

- l'atteinte du bon état des masses d'eau,
- la réduction ou la suppression des rejets de polluants émis,
- les économies d'eau dans les secteurs sensibles.

Les aides apportées par l'Agence se veulent incitatives et ont pour objectif une amélioration ou une meilleure protection de l'état et de la qualité des milieux aquatiques. Les modalités d'intervention développées ci-après s'inscrivent dans une politique de développement durable.

Les opérations collectives permettent d'appliquer un dispositif d'interventions adapté auprès des petites et très petites entreprises (PME, TPE, artisans) avec les mêmes objectifs de préservation de la ressource en eau (micropolluants, polluants classiques et économies d'eau) notamment dans le cadre des démarches intégrées (ORQUE...) assurant ainsi une cohérence globale des actions de l'Agence. Une opération « collective » vise la bonne gestion des pollutions au sein des établissements par leur maîtrise sur site, leur collecte et leur élimination dans des filières et ouvrages collectifs.

1.3 – Conditions d'éligibilité

Ouvrages d'épuration

- Les travaux sur les ouvrages d'épuration sont éligibles aux participations financières de l'Agence pour la part d'investissement générant une amélioration de la qualité des rejets par rapport à l'état préexistant. Les opérations de renouvellement à l'identique des ouvrages sont exclues.
- En cas de travaux d'augmentation de capacité de production, à la condition que le flux de pollution rejeté prévu par l'établissement soit inférieur au flux autorisé ou existant avant l'augmentation de capacité de production :
 - ⇒ si l'augmentation de capacité de production est < 50 %, les travaux éligibles peuvent bénéficier des aides concernant les établissements redevables de l'Agence depuis plus de 5 ans,
 - ⇒ si l'augmentation de capacité de production est ≥ 50 %, les travaux éligibles peuvent bénéficier d'une aide particulière sous forme d'avance remboursable pour la part excédant les 50%.

Opérations collectives

Le projet d'opération collective doit définir :

- le champ territorial, les partenaires et leurs rôles,
- l'origine des pollutions et le type de cible associée,
- le niveau des enjeux et les objectifs affichés,
- les actions envisagées et leurs coûts,
- des indicateurs de suivi permettant d'évaluer les résultats obtenus,
- les perspectives de pérennisation des résultats de l'opération.

Eligibilité des coûts :

Conformément aux lignes directrices concernant les aides d'état à la protection de l'environnement n°2008/C82/01 du 1^{er} avril 2008 :

- seuls les montants de travaux permettant de réduire la pollution en deçà des normes communautaires existantes peuvent faire l'objet d'une participation financière de l'Agence ;
- les coûts éligibles doivent être calculés nets de tous bénéfices et coûts d'exploitation liés à l'investissement supplémentaire pour la protection de l'environnement générés durant les 5 premières années de vie de l'investissement concerné.

Pour certaines opérations précisées ci-après, le montant retenu par l'Agence est défini dans la limite d'un coût plafond.

En fonction du type d'opération considérée, le coût éligible correspondra donc :

- à tout ou partie de l'investissement prévu,
- au plus faible des montants calculés suite à l'application de l'approche coûts/bénéfices et des coûts plafonds.

1.4-Critères de priorité

La participation financière de l'Agence est apportée dans la limite des dotations disponibles et, pour l'ensemble de la ligne de programme hors lutte contre les micropolluants, en fonction des priorités d'intervention macropolluants. (cf. délibération « zonages d'intervention »)

Par ordre d'importance décroissante, les priorités sont les suivantes :

- 1-Opérations de lutte contre les micropolluants sur l'ensemble du territoire du bassin,
- 2-Opérations de lutte contre les polluants classiques situées sur les masses d'eau échéance 2015 en bon état physicochimique non atteint, sur les zones de priorité baignade ou en lien avec la protection des captages Grenelle,
- 3-Opérations de lutte contre les polluants classiques situées sur les masses d'eau échéance 2021 ou 2027 en bon état physicochimique non atteint,
- 4-Opérations de lutte contre les polluants classiques situées sur les masses d'eau en bon état physicochimique atteint,
- 5-Opérations de lutte contre les pollutions accidentelles.

Dans le cas des établissements industriels raccordés à une station d'épuration collective, l'impact environnemental est apprécié au regard de la contribution de l'opération au respect de l'objectif de la station d'épuration collective et du réseau public de collecte. C'est cet impact qui sera pris en compte pour caractériser l'éligibilité des opérations à financer ainsi que leur niveau de priorité.

Une opération pourra être déclassée d'une classe de priorité si la démonstration d'un impact significatif sur la masse d'eau n'est pas avérée. Dans la limite de 10% de la dotation annuelle et quelque soit le zonage concerné, une opération pourra être considérée comme prioritaire si la démonstration est faite de son impact significatif sur la qualité des masses d'eau (DTMP, étude d'impact...).

Le financement des ouvrages de lutte contre les pollutions accidentelles est examiné en fin d'année et les participations financières sont attribuées en fonction des dotations disponibles.

1.5 – Articulation entre les opérations de lutte contre les pollutions des activités économiques hors agricoles et les opérations des autres lignes du Xème programme d'intervention de l'Agence

1.5.1 - L'articulation avec les interventions de l'Agence relatives aux ouvrages d'épuration des collectivités : le cas des stations d'épuration mixtes (effluents domestiques et industriels)

Les parts d'investissements relatifs aux effluents des activités industrielles raccordées aux réseaux d'assainissement de la collectivité sont aidés financièrement par l'Agence selon les modalités d'aides pour la lutte contre la pollution des activités économiques hors agricoles, lorsque la charge de pollution annuelle des industriels redevables directs correspond individuellement à plus de 10% ou collectivement à plus de 30% de la charge globale de la station exprimée en DCO.

Le financement de la part industrielle (au prorata des charges en DCO et des charges hydrauliques) est apporté, suivant les modalités d'aides de l'Agence applicables à la lutte contre la pollution des activités économiques hors agricoles, soit à la collectivité, soit à chacun des industriels concernés, sous réserve de la signature d'une convention de déversement ou d'une autorisation de raccordement.

Cette modalité ne s'applique pas aux travaux partiels ou d'aménagements complémentaires réalisés sur des stations d'épuration mixtes.

1.5.2 - L'articulation avec les interventions de l'Agence relatives aux ouvrages d'assainissement situés en zone d'assainissement non collectif

Toutes les opérations de gestion des pollutions assimilées domestiques sur une zone d'assainissement non collectif doivent recueillir l'avis conforme du service en charge du contrôle (SPANC).

La dépense finançable est plafonnée à 8 000 € TTC ou 6 689€ HT par installation.

Pour les ouvrages ayant une charge de pollution supérieure à 10 équivalents –habitants, la dépense finançable est plafonnée à 800 € TTC ou 669€ HT par équivalent –habitant concerné.

Le taux d'intervention est celui d'une pollution classique de la présente délibération.

ARTICLE 2 - ETUDES

Actions financées	Taux maximal et forme de la participation financière	Plafond éventuel et conditions particulières (exclusions, zonage...)	Spécificités
Etudes d'amélioration de la connaissance de la nature et des flux de polluants émis (y compris les dispositifs d'auto mesure des rejets notamment ceux justifiés par le code de l'environnement et ses textes d'application)	Subvention de 50% du montant des dépenses financières		
Etudes préalables aux investissements d'épuration, à la mise en place de techniques propres, d'économie d'eau, à la restructuration des réseaux de collecte ou de dimensionnement des dispositifs de lutte contre les pollutions accidentelles			
Etudes liées aux investissements et à la valorisation des boues et sous-produits de l'épuration			
Etudes technico-économiques de réduction voire de suppression des flux de micropolluants.			
Etudes visant à accompagner la mise en œuvre des autorisations et conventions de raccordement par les collectivités locales, particulièrement pour la prise en compte des micropolluants dans les réseaux publics de collecte			
Etudes à caractère général visant à définir des actions à mener dans une branche industrielle, une zone géographique, un thème particulier.			

ARTICLE 3 - TRAVAUX

Actions financées	Taux maximal et forme de la participation financière	Plafond éventuel et conditions particulières (exclusions, zonage...)	Spécificités
<p>Lutte contre la pollution :</p> <p>- Changements de procédés permettant de réduire la pollution produite avant traitement (réduction à la source, procédés de substitution, techniques propres)</p> <p>- Epuration proprement dite, y compris le traitement ou la valorisation des sous-produits et déchets de l'épuration et les acquisitions de terrains nécessaires à ces investissements</p> <p>- Restructuration des réseaux d'assainissement et des ouvrages de stockage des eaux usées</p> <p>- Modifications de circuits internes d'utilisation d'eau, en particulier dans le but de réduire les débits ou les sous-produits à traiter,</p> <p>- Meilleure fiabilité ou sécurité du fonctionnement des ouvrages d'épuration existants</p> <p>- Gestion des eaux pluviales pour une réduction significative des rejets de polluants, et, pour les établissements raccordés, la mise en place de techniques permettant la limitation des volumes rejetés dans le système d'assainissement</p> <p>- Pour les établissements raccordés, limitation des rejets de pollutions lorsqu'ils sont à l'origine d'un dysfonctionnement ou d'une surcharge du système d'assainissement collectif</p>	Lutte contre les micropolluants		
	<p><u>Si augmentation de la capacité de production inférieure ou égale à 50%</u> Avance de 40 % du montant des dépenses financables sans intérêt remboursable en 10 annuités après 1 an de différé à compter de la date de versement du 1er acompte + Subvention de 30 % de la même dépense</p> <p><u>Si augmentation de la capacité de production supérieure à 50%</u> Avance de 50 % du montant des dépenses financables sans intérêt remboursable en 10 annuités après 1 an de différé à compter de la date de versement du 1er acompte</p>		<p>Pour être qualifiée de « lutte contre les micropolluants » et être éligible aux taux majorés, une opération doit répondre à un objectif qualitatif (contribution à l'atteinte un bon état chimique des eaux) et/ou quantitatif (contribution à la réduction progressive des rejets, émissions ou pertes pour les substances prioritaires et la suppression des rejets de substances dangereuses prioritaires d'ici à 2021).</p>
	Lutte contre la pollution classique		
	<p><u>Si augmentation de la capacité de production inférieure ou égale à 50%</u> Avance de 55 % du montant des dépenses financables sans intérêt remboursable en 10 annuités après 1 an de différé à compter de la date de versement du 1er acompte + Subvention de 10 % de la même dépense + Jusqu'au 31/12/2015, Subvention supplémentaire de 5% de la même dépense pour les opérations situées sur une zone de priorité P1 macropolluants : « Opérations situées sur les masses d'eau échéance 2015 en bon état physicochimique non atteint, sur les zones de priorité baignade, ou en lien avec la protection des captages Grenelle » (cf. délibération « zonage d'intervention »).</p> <p><u>Si augmentation de la capacité de production supérieure à 50%</u> Avance de 50 % du montant des dépenses financables sans intérêt remboursable en 10 annuités après 1 an de différé à compter de la date de versement du 1er acompte</p>	<p>Le plafond des dépenses financables est calculé en additionnant la somme des produits des quantités de pollutions « classiques » éliminables par les coûts unitaires suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 318 €/kg.j de MES - 2 519 €/kg.j de DCO - 1 260 €/kg.j de DBO5 - 5 291 €/kg.j de NGL= (NR+NO) - 70 540 €/kg.j de MP <p>Une révision à mi programme des coûts plafonds pourrait être envisagée.</p> <p>Les coûts plafonds, arrêtés au 1er janvier 2013, sont réévalués chaque année en fonction de l'évolution de l'indice TP01.</p>	



Actions financées	Taux maximal et forme de la participation financière	Plafond éventuel et conditions particulières (exclusions, zonage...)	Spécificités
Travaux d'économie d'eau	Si augmentation de la capacité de production inférieure ou égale à 50% Avance de 55 % du montant des dépenses financables sans intérêt remboursable en 10 annuités après 1 an de différé à compter de la date de versement du 1er acompte + Subvention de 10 % de la même dépense + Jusqu'au 31/12/2015, subvention supplémentaire de 5% de la même dépense pour les opérations situées sur une zone de priorité P1 macropolluants: « Opérations situées sur les masses d'eau échéance 2015 en bon état physicochimique non atteint, sur les zones de priorité baignade, ou en lien avec la protection des captages Grenelle » (cf. délibération « zonages d'intervention »).	Montant plafond des dépenses financables = nombre de m ³ d'eau économisée chaque jour x 3 023 €/m ³ Le coût plafond, arrêté au 1er janvier 2013, est réévalué chaque année en fonction de l'évolution de l'indice TP01.	
Déraccordement de surfaces imperméabilisées		Le montant des dépenses financables de traitement des eaux pluviales par techniques alternatives est plafonné à 25 €/m ² déaccordé.	
Stockage des boues et sous-produits		Si investissements réalisés indépendamment des autres ouvrages d'épuration, la dépense financable est plafonnée à : - 448 €/m ² pour les ouvrages couverts - 302 €/m ² pour les ouvrages non couverts. Les coûts plafonds, arrêtés au 1er janvier 2013, sont réévalués chaque année en fonction de l'évolution de l'indice TP01.	
Prévention des pollutions accidentelles <i>(Mise sous rétention, Réseaux de collecte, Bassins de stockage, Débourbeur-déshuileur, Poste de relevage et vanne couperet)</i>		Montant plafond des dépenses financables = volume du bassin de confinement créé x 275 €/m ³ .	Le financement des ouvrages de lutte contre les pollutions accidentelles est examiné en fin d'année et les participations financières sont attribuées en fonction des dotations disponibles.
Ouvrages de prétraitement et de stockage des matières de vidange avant épandage	Si augmentation de la capacité de production supérieure à 50% Avance de 50% du montant des dépenses financables sans intérêt remboursable en 10 annuités après 1 an de différé à compter de la date de versement du 1er acompte	Le vidangeur doit : -disposer d'un agrément vidangeurs de la Préfecture, -s'engager à respecter les règles définies dans le guide relatif à l'épandage de matière de vidange mis en place à l'échelle du bassin, -transmettre copie de sa demande d'aide au SPANC et s'engager à transmettre une synthèse annuelle des formulaires de vidange au(x) SPANC(s) territorialement(s) compétent(s), -préciser sa zone d'intervention et si une partie de celle-ci se trouve à moins de 10 km d'une station d'épuration apte à traiter ces matières, il doit justifier d'un contrat avec la station d'épuration précisant la quantité estimative annuelle à dépoter ou justifier l'absence de contrat	
Opérations collectives - Etudes et travaux réalisés au sein des établissements, - Equipements individuels et collectifs de gestion des pollutions.	Subvention De 60 % du montant des dépenses financables.	Les opérations collectives sont conduites prioritairement par les collectivités publiques sur leur territoire de compétence en s'appuyant sur les organismes partenaires compétents, compte tenu de l'impact des pollutions de ces établissements sur le fonctionnement des dispositifs collectifs d'assainissement et sur le milieu naturel. Une opération collective ne peut avoir une durée supérieure à 3 ans, éventuellement reconductible, hors étude préalable et établissement du contrat cadre.	Les participations financières sont apportées dans les limites définies par les règles communautaires. En cas d'aide de minimis, le bénéficiaire et l'organisme mandataire attestent auprès de l'Agence pouvoir bénéficiaire de ce régime particulier.
Unités de traitement de résidus phytosanitaires	NON FINANCE PAR L'AGENCE		

ARTICLE 4 - ACTIONS D'INFORMATION ET DE SENSIBILISATION

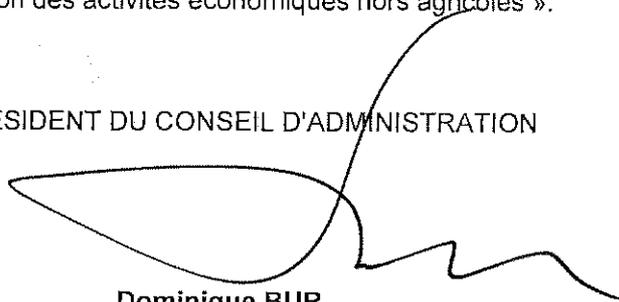
Actions financées	Taux maximal et forme de la participation financière	Plafond éventuel et conditions particulières (exclusions, zonage...)	Spécificités
Réalisation de supports de communication écrits, audiovisuels et autres formes de communication relatives à un ouvrage financé.	Subvention de 50% du montant des dépenses finançables	Participation financière plafonnée à 20 000 €	L'action doit être menée par le maître d'ouvrage auprès du grand public, pour assurer la promotion et la valorisation des investissements de lutte contre la pollution Mention obligatoire du financement de l'Agence dans l'ensemble des communications sur les investissements financés ou à financer
Opérations collectives : animation			Modalités d'aides reprises dans la délibération « Animation territoriale »

ARTICLE 5 - MODALITES D'ATTRIBUTION

5.1 – La participation financière est décidée par le Conseil d'Administration, hormis les cas de délégation de compétence prévus au règlement intérieur du Conseil d'Administration, et fait l'objet d'un acte conformément aux dispositions prévues par la délibération fixant les modalités générales d'interventions de l'Agence.

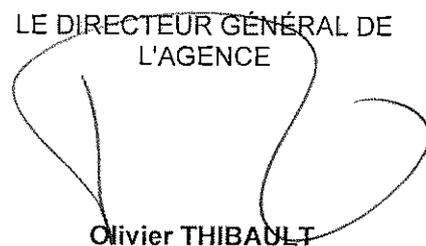
5.2 – Le montant de ces participations financières est imputé sur la ligne de programme « X13 Lutte contre la pollution des activités économiques hors agricoles ».

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



Dominique BUR

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE



Olivier THIBAULT

DELIBERATION N° 13-A-037 DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'AGENCE DE L'EAU ARTOIS-PICARDIE

**TITRE : MODIFICATION DE LA DELIBERATION N° 13-A-013 DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION DU 29 MARS 2013 - ALIMENTATION EN EAU POTABLE**

VISA :

- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1^{er} mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le SDAGE du bassin Artois-Picardie et le Programme de Mesures en vigueur,
- Vu le X^{ème} Programme d'Intervention 2013-2018 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie voté au Conseil d'Administration du 27 septembre 2012,
- Vu la délibération n° 12-A-024 du Conseil d'Administration du 27 septembre 2012 fixant les modalités générales d'interventions financières de l'Agence,
- Vu la délibération n° 12-A-026 du Conseil d'Administration du 27 septembre 2012 relative aux zonages d'intervention modifiée le 18 octobre 2013,
- Vu le règlement intérieur du Conseil d'Administration modifié le 18 octobre 2013,
- Vu la délibération n° 13-A-013 du Conseil d'Administration du 27 septembre 2012 relative à l'alimentation en eau potable,
- Vu le rapport du Directeur Général présenté au point n° 3.5 de l'ordre du jour de la Commission Permanente Programme du 27 septembre 2013,
- Vu le rapport du Directeur Général présenté au point n° 3.2 (4) de l'ordre du jour du Conseil d'Administration du 18 octobre 2013,

Le Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie décide :

La délibération n° 13-A-013 est abrogée à compter du 1^{er} janvier 2014 et remplacée comme suit :

ARTICLE 1 - PRINCIPE D'INTERVENTION

L'Agence de l'Eau Artois-Picardie peut apporter une participation financière aux collectivités territoriales ou à leurs groupements compétents pour des opérations liées à l'alimentation en eau potable.

Pour les opérations d'économies d'eau (article 3.3), les participations financières peuvent être apportées à toutes les collectivités territoriales ou leurs groupements.

1.1- Objectifs des opérations

Ces participations financières concernent :

- les études,
- les unités de traitement et les travaux d'adduction d'eau s'ils sont compatibles avec les schémas d'alimentation en eau potable départementaux et/ou locaux s'ils existent, ou avec les résultats d'une étude diagnostique du système de production et de distribution de l'eau potable.
- les opérations d'intérêt général permettant une utilisation maîtrisée et économe des ressources en eau.

Les opérations de renouvellement à l'identique d'équipements existants et les opérations de maintenance et d'entretien ne sont pas éligibles aux aides de l'Agence au titre de la présente délibération.

1.2- Conditions d'éligibilité

1.2.1- Critères généraux

Les participations financières de l'Agence dans le domaine de l'alimentation en eau potable sont soumises à l'ensemble des critères d'éligibilité suivants pour l'ensemble des dossiers :

- **Prix de l'eau** : les maîtres d'ouvrage publics sollicitant l'aide de l'Agence justifient d'un prix minimum de l'eau vendue aux particuliers de 1 € HT/m³ hors redevances Agence pour le service « eau potable » (part variable + part fixe annuelle pour une consommation de 120m³ hors tarification sociale) à la date de la demande de participation financière.

- **Programmation** : les projets sont inscrits dans un Programme Pluriannuel Concerté (PPC) établi en concertation avec les services de l'Agence et sont cohérents avec les programmes d'investissement de la collectivité, sauf cas de projets isolés.

- **Protection réglementaire** : les captages sont réglementairement protégés par déclaration d'utilité publique ou, à défaut, le dossier visant à l'obtention de la déclaration d'utilité publique est déposé et jugé complet par le service instructeur de la procédure.

1.2.1-Critères complémentaires

Des critères complémentaires sont ajoutés pour certains types d'opérations:

- Pour les études de diversification ou d'augmentation de la ressource, les travaux d'adduction, de sécurisation et les traitements de potabilisation,

⇒ **Performance du réseau** :

Le rendement primaire minimal du réseau doit être de 85% ou à défaut supérieur ou égal à $(70 + [ILC / 5]) \%$ (cf décret 2012-97 du 27/1/12)

$Rdt\ primaire = \frac{\text{ratio des volumes consommés comptabilisés sur les volumes mis en distribution}}$

$ILC = \text{Indice linéaire de consommation (m}^3\text{/j/km)}$

⇒ **Cohérence territoriale** :

les projets présentés doivent être compatibles avec les orientations des schémas directeurs départementaux d'alimentation en eau potable et/ou aux schémas directeurs locaux quand ils existent. Ils doivent être cohérents avec les objectifs de l'Agence relatifs à la sécurisation qualitative et quantitative de l'eau distribuée et privilégier les solutions privilégiant l'intercommunalité.

⇒ Le cas échéant, l'Agence demandera pour les dossiers de travaux une **étude comparative technico économique** des différentes solutions (ex : comparaison entre un traitement, une nouvelle ressource ou une interconnexion) et un plan de financement de l'opération avec impact du projet sur le prix de l'eau.

- Pour les études et travaux relatifs aux économies d'eau,

⇒ **Connaissance du patrimoine** : un descriptif détaillé du réseau doit être disponible et tenu à jour, ou, à défaut, sa réalisation est programmée et planifiée, conformément aux exigences du décret 2012-97 du 27/1/2012.

- Pour les réhabilitations de réservoirs et châteaux d'eau,

⇒ un **diagnostic préalable** de l'ouvrage doit être établi.

ARTICLE 2 - ETUDES

Actions financées	Taux maximal et forme de la participation financière	Plafond éventuel et conditions particulières (exclusions, zonages...)	Spécificités
<p>-Etudes d'évaluation¹ de la ressource en eau disponible.</p> <p>-Etudes d'évaluation¹ des ouvrages d'adduction d'eau potable à conserver ou à créer pour sécuriser la production ou la distribution de l'eau potable.</p>			
<p>Etudes préalables à la réalisation des ouvrages</p> <p><i>Assistance à maîtrise d'ouvrage, définition des besoins, études de faisabilité, études spécifiques (essais géotechniques, diagnostic des ouvrages existants, frais de géomètre...), choix du site et des filières de traitement, maîtrise d'œuvre jusqu'à la mission ACT (Assistance à la passation de Contrat de Travaux) incluse, constitution des dossiers administratifs d'autorisation</i></p>	<p>Subvention de 50% du montant des dépenses finançables</p>	<p>La dépense finançable est plafonnée à 7% du montant des travaux.</p>	<p>Si les dépenses finançables sont inférieures à 30 000 €, elles sont intégrées avec les dépenses finançables des travaux</p>

¹ Les études d'évaluation peuvent notamment inclure :

- Les recherches hydrologiques, géologiques et hydrogéologiques (inventaires, sondages, forages d'essai,...) non liées à une procédure de déclaration d'utilité publique,
- Les modèles de fonctionnement des nappes souterraines,
- Les études de vulnérabilité des systèmes d'alimentation en eau potable,
- Les schémas généraux ou locaux d'adduction ou de distribution d'eau potable,
- Les études technico-économiques d'examen des différentes solutions de sécurisation (nouveau forage, raccordement, traitement ...)
- Les études et les essais de traitement pour la production d'eau potable,
- Les études diagnostiques des réseaux et infrastructures d'eau potable, les inventaires du patrimoine.

ARTICLE 3 - TRAVAUX

3.1 - Les travaux d'amélioration de la qualité de l'eau potable distribuée (LP X250)

Actions financées	Taux maximal et forme de la participation financière	Plafond éventuel et conditions particulières (exclusions, zonages...)	Spécificités
Installations de désinfection (traitement bactériologique)	Subvention de 50% du montant des dépenses finançables		
Travaux d'amélioration de la qualité de l'eau potable distribuée (unités de traitement, interconnexions, conduites de dilution, nouvelle ressource...)	<p>Pour les travaux liés à une dégradation de la qualité par des paramètres anthropiques (Nitrates, phytosanitaires essentiellement) :</p> <p>Avance sans intérêt remboursable sur 20 ans après 1 an de différé, de 45% du montant des dépenses finançables</p>	<p>La participation financière de l'Agence est conditionnée au lancement d'une ORQUE et à la mise en œuvre effective d'un plan d'action, hors cas de captages déclarés impropres ou en perspective d'abandon par l'Agence Régionale de Santé (ARS)</p>	
	<p>Pour les travaux liés à une dégradation de la qualité par des paramètres naturels ou historiques (Fe, Mn, Ni, Se, perchlorates...) :</p> <p>Subvention de 25% du montant des dépenses finançables</p> <p>+ Pour les communes rurales , une Subvention complémentaire de 15% de cette même dépense. Pour les groupements comprenant des communes urbaines et rurales, la participation complémentaire sera apportée au prorata de la population rurale du groupement.</p>		

3.2 - Les travaux de sécurisation quantitative de l'alimentation en eau potable (LP X251)

Les opérations éligibles concernent des travaux visant à pallier à un risque de déficit quantitatif résultant des cas suivants :

- captage déclaré improtégeable ou en perspective d'abandon par l'ARS pour lequel une sécurisation quantitative est recherchée
- sécurisation préventive pour faire face à un risque de défaillance d'un ouvrage de type usine ou conduite majeure.

Actions financées	Taux maximal et forme de la participation financière	Plafond éventuel et conditions particulières (exclusions, zonages...)	Spécificités
Travaux de raccordement sur une collectivité voisine	Subvention de 25% du montant des dépenses finançables + Pour les communes rurales, une Subvention complémentaire* de 15% de cette même dépense.	Ne sont pas éligibles : - Les travaux de renforcement de réseaux ou d'installations de productions visant à un meilleur fonctionnement du réseau (pression chez les abonnés) - Les travaux sur la desserte des habitations, les reprises de branchements et ceux relevant de la défense incendie - Les travaux de renouvellement à l'identique et les opérations de maintenance et d'entretien.	
Travaux de mise en service d'une nouvelle ressource (création d'un forage, équipement, raccordement)			
Travaux de sécurisation préventive par interconnexion de secours entre centres de production et/ou entre réseaux d'une même collectivité et/ou de collectivités voisines			
Création de réservoirs supplémentaires			
Mise en place de systèmes de télégestion visant à améliorer la gestion des ouvrages et à sécuriser l'alimentation			
Réhabilitation de l'étanchéité intérieure et extérieure des cuves de réservoirs et châteaux d'eau	Subvention de 10% du montant des dépenses finançables + Pour les communes rurales, une Subvention complémentaire* de 15% de cette même dépense.	Coût plafond : 500€ / m ³	

* Pour les groupements comprenant des communes urbaines et rurales, la participation SUR sera apportée au prorata de la population rurale du groupement

3.3 - Les travaux relatifs à l'amélioration des performances des réseaux (LP X252) et aux économies d'eau (LP X21)

Actions financées	Taux maximal et forme de la participation financière	Plafond éventuel et conditions particulières (exclusions, zonages...)	Spécificités
Instrumentation du réseau afin de localiser les zones déficitaires par installation d'appareils de mesure de sectorisation ou par mise en place de prélocalisateurs de fuites	Subvention de 50% du montant des dépenses finançables.	Sous réserve de justification des besoins	
Campagnes de recherche de fuites			
Acquisition de matériel de recherche de fuites			
- Travaux d'économie d'eau par mobilisation de ressources de qualité non potable ou par récupération et réutilisation des eaux pluviales pour des usages non nobles, en substitution à l'eau de distribution publique - Travaux d'économie d'eau dans les bâtiments existants des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale.	Subvention de 25% du montant des dépenses finançables.	L'attribution de la participation financière est subordonnée à la réalisation d'une étude technico-économique préalable justifiant le projet	

3.4 - Autres actions (LP X251)

Actions financées	Taux maximal et forme de la participation financière	Plafond éventuel et conditions particulières (exclusions, zonages...)	Spécificités
Travaux urgents en cas de défaillance accidentelle d'un ouvrage de production, de stockage ou de distribution d'eau potable	Avance sans intérêt remboursable sur 2 ans, de 100% du montant des dépenses finançables		

ARTICLE 4 - ACTIONS D'INFORMATION ET DE SENSIBILISATION

L'Agence peut apporter une participation financière aux actions d'information et de sensibilisation menées par la collectivité auprès du grand public, pour assurer la promotion et la valorisation des investissements publics liés à l'eau potable

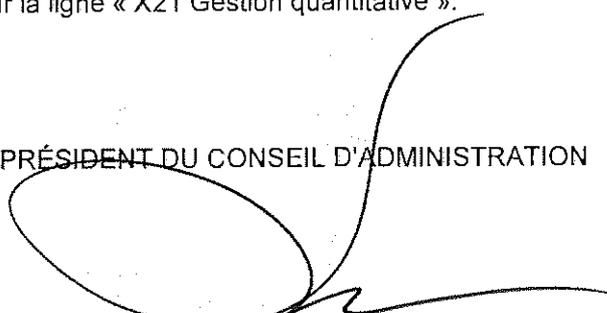
Actions financées	Taux maximal et forme de la participation financière	Plafond éventuel et conditions particulières (exclusions, zonage...)	Spécificités
Réalisation de supports de communication : écrits, audiovisuels ou autres formes de communication relatives à l'ouvrage financé	Subvention de 50% du montant de la dépense finançable	Dans la limite de 20 000 € de participation financière	Mention obligatoire du financement de l'Agence dans l'ensemble des communications sur les investissements financés ou à financer

ARTICLE 5 - MODALITES D'ATTRIBUTION

5.1- La participation financière est décidée par le Conseil d'Administration, hormis les cas de délégation de compétence prévus au règlement intérieur du Conseil d'Administration, et fait l'objet d'un acte, conformément aux dispositions prévues par la délibération fixant les modalités générales d'interventions de l'Agence.

5.2- Le montant de ces participations financières est imputé sur la ligne de Programme « X25 Eau potable ». Pour les opérations de travaux d'économies d'eau, les participations financières sont imputées sur la ligne « X21 Gestion quantitative ».

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION


Dominique BUR

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE


Olivier THIBAUT

DELIBERATION N° 13-A-038 DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'AGENCE DE L'EAU ARTOIS-PICARDIE

**TITRE : MODIFICATION DE LA DELIBERATION N° 13-A-012 DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION DU 29 MARS 2013 - LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS
DIFFUSES**

VISA :

- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1^{er} mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le SDAGE du bassin Artois-Picardie et le Programme de Mesures en vigueur,
- Vu le régime des aides de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie aux engagements agro-environnementaux dans le bassin Artois-Picardie (SA.34545.2012/N) autorisé par la Commission Européenne jusqu'au 31/12/2013,
- Vu le X^{ème} Programme d'Intervention 2013-2018 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie voté au Conseil d'Administration du 27 septembre 2012,
- Vu la délibération n° 12-A-024 du Conseil d'Administration du 27 septembre 2012 fixant les modalités générales d'interventions financières de l'Agence,
- Vu la délibération n° 12-A-026 du Conseil d'Administration du 27 septembre 2012 relative aux zonages d'intervention modifié le 18 octobre 2013,
- Vu le règlement intérieur du Conseil d'Administration modifié le 18 octobre 2013
- Vu la délibération n° 13-A-012 du Conseil d'Administration du 29 mars 2013 relative à la lutte contre les pollutions diffuses,
- Vu le rapport du Directeur Général présenté au point n° 4 de l'ordre du jour de la Commission Permanente Programme du 27 septembre 2013,
- Vu le rapport du Directeur Général présenté au point n° 3.2.5 (1) de l'ordre du jour du Conseil d'Administration du 18 octobre 2013,

Le Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie décide :

La délibération n° 13-A-012 du Conseil d'Administration du 29 mars 2013 est abrogée et remplacée comme suit :

ARTICLE 1 -

L'Agence de l'Eau Artois-Picardie peut attribuer une participation financière aux maîtres d'ouvrages réalisant des opérations visant la maîtrise des risques de pollutions diffuses des eaux d'origines agricole et non agricole, dans la limite de la dotation annuelle de la ligne de programme correspondante.

L'Agence intervient dans la limite des règles fixées par l'Union Européenne. Cela s'applique notamment aux aides directes versées par l'Agence aux agriculteurs : ces dernières entrent strictement dans le cadre de la Politique Agricole Commune (PAC), via le Plan de Développement Rural Hexagonal (PDRH) et le régime spécifique des aides aux engagements agro-environnementaux dans le bassin Artois-Picardie autorisé par la Commission Européenne.

1.1 - Objectifs des opérations

Les opérations citées ci-dessous doivent permettre de maîtriser les risques de pollutions diffuses des eaux d'origines agricole et non agricole :

- Etudes relatives aux pollutions diffuses ou dispersées,
- Actions relatives à l'agroforesterie, à l'agriculture biologique, à la production intégrée, à l'activité agricole dans les zones humides et les prairies.
- Mesures Agro-Environnementales (MAE) du Plan de Développement Rural Hexagonal (PDRH),

- Engagements agro-environnementaux spécifiques au bassin Artois Picardie (Programme Eau et Agriculture : PEA - cf annexe 2),
- Analyses visant à une meilleure gestion de la fertilisation azotée,
- Investissements dans le cadre du Plan Végétal pour l'Environnement (PVE) et du Plan de Modernisation des Bâtiments d'Elevage (PMBE),
- Etudes et investissements relatifs à l'utilisation de pesticides à des fins non agricoles,

1.2 - Conditions d'éligibilité

1.2.1- Etudes :

Etudes pour réduction de l'utilisation de pesticides à des fins non agricoles :

les collectivités territoriales ou leurs groupements ayant signé une charte, reconnue par l'Agence, relative à la réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires (cf. annexe 3- charte).

Etudes relatives aux pollutions diffuses ou dispersées :

les collectivités territoriales ou leurs groupements qui mènent ou participent à une Opération de Reconquête de la Qualité de l'Eau (ORQUE).

Etudes ou expérimentations :

- les collectivités territoriales ou leurs groupements qui mènent ou participent à une ORQUE ;
- les personnes publiques et privées qui mènent une opération en lien avec les communes à enjeu eau potable les communes à enjeu zones humides (cf. délibération « zonages d'intervention »), les communes concernées par un programme de lutte contre l'érosion reconnu par l'Agence ou une opération présentant un intérêt général à l'échelle du Bassin.

1.2.2- Travaux :

PEA	PEA-Engagements unitaires	<p>Si l'Agriculteur respecte les 5 conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - exploitant au moins 1 parcelle dans la zone à enjeu « eau potable » (cf délibération zonages d'intervention) - mettant en œuvre a minima sur 4 hectares une des mesures PI01 (Protection Intégrée sur Blé – niveau 1), PI02 (Protection Intégrée sur blé – niveau 2), PI03 (Protection Intégrée sur blé – niveau 3), MA01 (Désherbage mixte sur maïs) et BE01 (Désherbage mixte sur betteraves) ou mettant en œuvre a minima sur 0,5 hectare la mesure LE01 (Désherbage mixte sur légumes) - engageant au moins 2 hectares dans une mesure PI01 ou PI 02 ou PI03 pour chaque hectare engagé dans la mesure BE 01 - n'ayant pas souscrit de MAE du PDRH sur des couverts de grandes cultures ou de légumes, - s'engageant à suivre une formation sur la protection intégrée agréée par l'Agence dans les deux premières années de son engagement. <p>l'ensemble de ses parcelles (y compris celles en-dehors des zones à enjeu eau potable) peut être éligible à ce dispositif.</p>
	PEA-Appel à projets- création et entretien de couvert herbacé : conversion de terres cultivées en prairies	<p>Parcelles soumises à la conversion : 5 conditions doivent être respectées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - situées dans les communes à enjeu eau potable, les communes des 8 territoires prioritaires pour le maintien de l'agriculture en zones humides (cf délibération « zonages d'intervention »)ou les communes concernées par un programme de lutte contre l'érosion reconnu par l'Agence - déclarées en grande culture ou culture légumière lors de la campagne Politique Agricole Commune (PAC) précédente, - étant d'un minimum de 6 ares et d'au moins 6m de large, - dont la remise en herbe n'est pas rendue obligatoire par la réglementation, - NON engagées dans une MAE du PDRH.
	PEA-Analyses visant à une meilleure gestion de la fertilisation azotée	<p>Si l'Agriculteur respecte les 3 conditions ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> - exploiter au moins une parcelle dans la zone à enjeu « eau potable »(cf délibération zonages d'intervention) - souscrire un des engagements agro environnementaux spécifiques au Bassin Artois Picardie suivants : PI01, PI02 ou PI03, - ne pas atteindre le montant maximal autorisé pour les aides de minimis soit 7 500€ sur les deux derniers exercices fiscaux plus l'exercice fiscal en cours <p>l'ensemble des parcelles de l'exploitation, (y compris celles situées en dehors des zones à enjeu eau potable) peut être éligible à ce dispositif.</p>
MAE :	MAE-enjeu eau potable	Agriculteurs exploitant une ou plusieurs parcelles dans les zones à enjeu « eau potable »
	MAE-enjeu zones humides	Agriculteurs exploitant une ou plusieurs parcelles dans les communes des 8 territoires prioritaires pour le maintien de l'agriculture en zones humides
	MAE-enjeu érosion	Agriculteurs exploitant une ou plusieurs parcelles dans les communes concernées par un projet global de lutte contre l'érosion, reconnu par l'Agence
PVE		<p>Sous réserve de l'entrée en vigueur et selon les modalités des arrêtés préfectoraux relatifs à la mise en œuvre du PVE dans les régions, l'accès à la participation financière de l'Agence est conditionné au respect des 3 conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - exploiter au moins une parcelle ou avoir son siège d'exploitation dans les zones à enjeu eau potable - réaliser un diagnostic complet visant à connaître les risques de pollution au niveau des parcelles, au niveau des pratiques phytosanitaires et au niveau de son siège d'exploitation (du type des diagnostics réalisés dans le cadre des ORQUE) ; - souscrire, sauf pour les C.U.M.A (Coopératives d'Utilisation du Matériel Agricole), du « matériel végétal » pour l'implantation d'au moins 200 mètres linéaires de haies.

Investissements pour réduction de l'utilisation de pesticides à des fins non agricoles	Les collectivités territoriales ou leur groupement doivent signer une charte, reconnue par l'Agence, relative à la réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires (cf. annexe 3 - charte).
Actions liées à l'agroforesterie, l'agriculture biologique, la production intégrée, l'activité agricole dans les zones humides et les prairies	Opération en lien avec les zones à enjeu eau potable les communes des 8 territoires prioritaires pour le maintien de l'agriculture en zones humides (cf. délibération zonages d'intervention), les communes concernées par un programme de lutte contre l'érosion reconnu par l'Agence. Opération présentant un intérêt général à l'échelle du bassin.
PMBE	Agriculteurs exploitant dans les extensions de zones vulnérables issues de l'arrêté du Préfet coordonnateur du Bassin Artois Picardie du 28 décembre 2012, pendant 3 ans après leur désignation. Etudes et travaux bénéficiant d'un cofinancement (fonds européen FEADER ou national). Etude préalable comportant un diagnostic (type Dexel) et un projet agronomique. Investissements concernant uniquement la gestion des effluents tels que définis dans la circulaire relative au plan de modernisation des bâtiments d'élevage. Les équipements répondant à une mise aux normes communautaires ne sont pas éligibles.

1.3 - Critères de priorité

Etudes relatives aux pollutions diffuses ou dispersées	Priorité 1 : ORQUES liées à un captage Grenelle ou grenellisable Priorité 2 : Autres ORQUES
PEA	
PEA – engagements unitaires	<p>R = ratio (Surface Agricole Utile en zone enjeu eau potable / Surface Agricole Utile totale)</p> <p>Priorité 1 : demandes des agriculteurs dont R >= à 50% ET dont au moins 1 parcelle est située dans le territoire d'une Opération de Reconquête de la Qualité de l'Eau (ORQUE) « Grenelle » ou « grenellisable ».</p> <p>Priorité 2 : demandes des agriculteurs dont R >= à 50% ET dont au moins 1 parcelle est située dans le territoire d'une ORQUE</p> <p>Priorité 3 : demandes des agriculteurs dont R >= à 50%</p> <p>Priorité 4 : demandes des agriculteurs dont au moins 1 parcelle est en zone enjeu eau potable</p> <p>Au sein de chaque priorité, -les dossiers seront classés en fonction de leur R -si le nombre de dossiers à R = 100% dépasse la dotation disponible, un plafond financier sera appliqué par agriculteur : 20 ha de contractualisation en mesures PI01, PI02 et PI03 ; 10 ha de contractualisation en mesure BE01</p>
PEA – appel à projets- création et entretien de couvert herbacé : conversion de terres cultivées en prairies	<p>Appel à projets 1 fois/an Priorité à la note globale la plus élevée</p> <p>Note globale = (Note géographique * Note technique) / Montant proposé</p> <p>Note géographique : fondée sur la taille et l'emplacement de la parcelle remise en herbe Note technique : fondée sur les pratiques agricoles prévues sur la parcelle Montant proposé = montant de l'indemnisation (mécanisme détaillé dans le dispositif du PEA)</p>
PEA - Analyses visant à une meilleure gestion de la fertilisation azotée	Aucun critère de priorité

MAE :	Priorités par type de mesure 6 échelons de priorisations, exposés à l'annexe 1
PVE	<p>R = ratio (Surface Agricole Utile en zone enjeu eau potable / Surface Agricole Utile totale)</p> <p><u>Priorité 1</u> : demandes des agriculteurs - cultivant au moins une parcelle dans une commune engagée dans une ORQUE (une fois la délimitation de l'aire d'alimentation du captage effectuée) ; - et certifiés en agriculture biologique (y compris en période de conversion) OU - cultivant au moins une parcelle dans une commune engagée dans une ORQUE (une fois la délimitation de l'aire d'alimentation du captage effectuée) ; - pour lesquels R >= à 50 % ; - et souscrivant, ou ayant un contrat en cours pour, au moins une MAE ou un engagement unitaire du PEA.</p> <p><u>Priorité 2</u> : demandes des agriculteurs - cultivant au moins une parcelle dans une commune engagée dans une ORQUE (une fois la délimitation de l'aire d'alimentation du captage effectuée), - pour lesquels R < à 50 % ; - et souscrivant, ou ayant un contrat en cours pour, au moins une MAE ou un engagement unitaire du PEA</p> <p><u>Priorité 3</u> : investissements productifs des demandes des agriculteurs cultivant au moins une parcelle dans une commune engagée dans une ORQUE (une fois la délimitation de l'aire d'alimentation du captage effectuée).</p> <p><u>Priorité 4</u> : demandes des agriculteurs cultivant au moins une parcelle dans une commune à enjeu eau potable.</p> <p>Au sein de chaque priorité, les dossiers seront classés en fonction du pourcentage de Surface Agricole Utile (SAU) de l'exploitant situé dans le territoire de l'ORQUE.</p>
PMBE	Aucun critère de priorité

ARTICLE 2 - LES ETUDES

2.1 – Etudes pour réduction de l'utilisation de pesticides à des fins non agricoles (sous-ligne X182)

Bénéficiaires : collectivités territoriales ou leurs groupements

Actions financées	Taux maximal et forme de la participation financière	Plafond éventuel et conditions particulières	Spécificités
Diagnostic des pratiques phytosanitaires Plan de désherbage	Zones à enjeu eau potable (cf. délibération « zonages d'intervention ») et collectivités territoriales qui participent à une ORQUE (en tant que maître d'ouvrage ou en tant que commune appartenant au groupement impliqué) : Subvention de 50% du montant des dépenses finançables	Aide plafonnée à 5 000 euros par commune	
Plan de gestion différenciée	Autres collectivités territoriales du Bassin : Subvention de 30% du montant des dépenses finançables	Aide plafonnée à 5 000 euros par commune	

2.2 – Etudes relatives aux pollutions diffuses ou dispersées (sous-ligne X182)

Bénéficiaires : collectivités territoriales ou leurs groupements

Actions financées		Taux maximal et forme de la participation financière	Plafond éventuel et conditions particulières	Spécificités
Diagnostico-conseils individuels	Conditions :	Subvention de 70% du montant des dépenses finançables	Dépenses éligibles plafonnées à 1 500 € HT / diagnostic – conseil individuel	Si 1 des 2 conditions n'est pas respectée, le taux d'aide est divisé par 2 Participation financière au diagnostic-conseil individuel attribuée si engagement de l'agriculteur à accepter une visite-conseil annuelle ultérieure
Visite- conseil annuelle	ET au moins 50 % de la SAU du reste de l'aire d'alimentation de captage		Dépenses éligibles plafonnées à 250 € HT / agriculteur, an pendant 3 ans maximum	

ARTICLE 3 - LES TRAVAUX

3.1 – Travaux pour lutter contre les pollutions diffuses (sous-ligne X182). Bénéficiaires : Agriculteurs

Actions financées	Taux maximal et forme de la participation financière	Plafond éventuel et conditions particulières	Spécificités
Programme Eau et Agriculture (PEA)			
<u>PEA - Engagements unitaires</u>	Subvention forfaitaire annuelle à l'hectare (S) pendant 5 ans $S = A - B + C$ A = pertes de rendement (€/ha) B = économies d'intrants réalisées (€/ha) C = coûts supplémentaires (€/ha)		
- PI01 : Protection Intégrée sur blé - niveau 1	$S = (A - B + C)$ €/ha.an pendant 5 ans	Subvention variable selon l'année d'engagement de l'agriculteur : prix du blé pour le calcul de la perte de rendement = moyenne sur les trois dernières campagnes de l'année d'engagement (Moy). (2012 : Moy = 163 €/tonne)	A = 0,9 tonne/ha * Moy B = 68 C = 0
- PI02 : Protection Intégrée sur blé – niveau 2			A = 1,1 tonne/ha * Moy B = 108 C = 48
- PI03 : Protection Intégrée sur blé – niveau 3			A = 1,5 tonne/ha * Moy B = 116 C = 48
- MA01 : Désherbage mixte sur maïs	S = 113 €/ha.an pendant 5 ans		A = 60 €/ha B = 43 €/ha C = 96 €/ha
- BE01 : Désherbage mixte sur betteraves	S = 168 €/ha.an pendant 5 ans		A = 142 €/ha B = 70 €/ha C = 96 €/ha
- LE01 : Désherbage mixte sur légumes	S = 200 €/ha.an pendant 5 ans		A = 200 €/ha B = 90 €/ha C = 90 €/ha
<u>PEA - Appel à projets - création et entretien de couvert herbacé</u> : conversion de terres cultivées en prairies (PROJ)	Subvention pendant 5 ans. S = montant de l'indemnisation convenu avec l'agriculteur pour le projet	Plafond de 450€/ha.an fixé par la Commission européenne pour ce type de mesures ET Participation financière apportée dans la limite de la dotation annuelle de la LP 182 et de l'enveloppe annuelle attribuée à l'appel à projets du PEA	
<u>PEA – analyses visant à une meilleure gestion de la fertilisation azotée</u> Analyses de reliquats d'azote sortie hiver Mise en œuvre d'outils de pilotage de la fertilisation en culture (type Farmstar, N Tester, GPN, ..)	Subvention annuelle de 30€/ha de SAU engagée en mesures PI01 ou PI02 ou PI03	Participation financière apportée au titre du dispositif des aides de minimis conformément au Règlement CE N°1535/2007.	

Actions financées	Taux maximal et forme de la participation financière	Plafond éventuel et conditions particulières	Spécificités
Mesures Agro Environnementales (MAE)			
Mise en œuvre de Mesures Agro Environnementales (MAE) définies dans le Plan de Développement rural Hexagonal (PDRH) et inscrites dans les Documents Régionaux de Développement Rural (DRDR)	Subvention forfaitaire	Accès à la participation financière de l'Agence conditionnée au respect des clauses de l'arrêté préfectoral et des conditions particulières à chaque type de zone.	Modalités de la subvention fixées par le PDRH et les textes d'application. Chaque année, un arrêté préfectoral précisera les MAE territorialisées et les territoires où elles s'appliquent.

3.2 – Travaux pour lutter contre les pollutions diffuses (sous-ligne X182). Bénéficiaires : Collectivités territoriales ou leurs groupements

Actions financées	Taux maximal et forme de la participation financière	Plafond éventuel et conditions particulières	Spécificités
Réduction de l'utilisation de pesticides à des fins non agricoles Achat de matériels alternatifs à l'usage des pesticides	<u>Zones à enjeu eau potable</u> (cf. délibération « zonages d'intervention ») et collectivités territoriales qui participent à une ORQUE (en tant que maître d'ouvrage ou en tant que commune appartenant au groupement impliqué) : Subvention de 50% du montant des dépenses finançables <u>Autres collectivités territoriales du Bassin</u> : Subvention de 30% du montant des dépenses finançables	Aide plafonnée à 10 000 € par commune	

3.3 – Travaux dans le cadre du Plan Végétal pour l'Environnement (PVE) (sous-ligne X183).

Bénéficiaires : Agriculteurs/ CUMA ayant au moins 1 adhérent respectant les conditions d'éligibilité au PVE

Actions financées (selon les modalités des arrêtés préfectoraux relatifs à la mise en œuvre du PVE dans les régions)	Taux maximal et forme de la participation financière	Plafond éventuel et conditions particulières	Spécificités
<p>Prestations immatérielles</p> <p>Diagnostic d'exploitation (plafonné à 500 € par exploitation)</p>	<p>Subvention de 40 % du montant des dépenses finançables</p>	<p>Participation financière apportée dans la limite de la dotation annuelle de la LPX183</p>	
<p>Investissements productifs visant la lutte contre l'érosion</p> <p><u>Matériel améliorant les pratiques culturales :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Houes rotatives, herses étrilles - Matériel adapté sur planteuse permettant la formation de micro buttes empêchant le ruissellement de l'eau. <p><u>Matériel spécifique pour l'implantation et l'entretien de couverts, l'enherbement inter-cultures ou inter-rangs, ou pour les zones de compensation écologique (les matériels de semi-direct ne sont pas éligibles) :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Matériel de semis sous couvert végétal des sols dans une culture en place - Matériel de semis adaptés pour le semis de cultures intermédiaires dans un couvert végétal - Matériel spécifique pour l'entretien par voie mécanique des couverts et de l'enherbement inter-rangs - Matériel pour détruire les CIPAN par des rouleaux destructeurs spécifiques (type rollrop, rolo-faca,...) <p><u>Matériel végétal, paillage,</u> protection des plants et main d'œuvre associée pour l'implantation de haies et d'éléments arborés, y compris les fascines.</p>	<p>Subvention de 40% du montant des dépenses finançables</p>	<p>Pour l'implantation de fascines plafond de 35 € par mètre linéaire.</p>	
<p>Investissements productifs visant une réduction des pollutions par les produits phytosanitaires</p> <p><u>Matériel de substitution :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Mat. de lutte mécanique contre les adventices : bineuse, houe rotative, système spécifique de binage sur le rang, système de guidage automatisé pour bineuses, désherbineuse, herse étrille, pailleuse et ramasseuses ou enrouleuses pour films organiques biodégradables, matériel spécifique de binage inter-rang - Mat. de lutte thermique (échauffement létal), type bineuse à gaz, traitement vapeur - Mat. de lutte contre les prédateurs ou permettant une lutte biologique : filets tissés anti-insectes, filets insectes proof et matériel associé, - Mat. spécifique pour l'implantation de couverts herbacés "entre rang" et de couverts de zone de compensation écologique, - Mat. d'éclaircissage mécanique (matériel de broyage spécifique et adapté, retrait de résidus...) pour éviter les contaminations par les prédateurs, - Mat. spécifique pour l'entretien par voie mécanique des couverts, de l'enherbement inter-rangs et des zones de compensation écologique, - Système de pulvérisation mixte avec traitement sur le rang et travail mécanique de l'inter-culture. 		<p>Participation financière apportée dans la limite de la dotation annuelle de la LPX183</p>	

<p><u>Outil d'aide à la décision :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Station météorologique, thermo-hygromètre, anémomètre (matériel embarqué ou non) <p><u>Matériel végétal, paillage,</u> protection des plants et main d'œuvre associée pour l'implantation de haies et d'éléments arborés, y compris les fascines.</p>			
<p>Actions financées (selon les modalités des arrêtés préfectoraux relatifs à la mise en œuvre du PVE dans les régions)</p>	<p>Taux maximal et forme de la participation financière</p>	<p>Plafond éventuel et conditions particulières</p>	<p>Spécificités</p>
<p>Investissements productifs visant une réduction des pollutions par les fertilisants</p> <p><u>Équipements visant à une meilleure répartition des apports :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Pesée embarquée des engrais - Pesée sur fourche, pompe doseuse, - Système automatisé de préparation et de recyclage des solutions nutritives avec traçabilité pour le secteur horticole et maraîcher - Matériel visant à une meilleure répartition (système de débit proportionnel à l'avancement) et à moduler les apports - Localisateurs d'engrais sur le rang (bineuse, semoir spécifique ou sur planche), et système de limiteur de bordures 	<p>Subvention de 40% du montant des dépenses finançables</p>	<p>Participation financière apportée dans la limite de la dotation annuelle de la LPX183</p>	
<p>Investissements non productifs visant une réduction des pollutions par les produits phytosanitaires</p> <p><u>Dispositif de traitement des eaux phytosanitaires (correspondant aux références retenues par le ministère en charge de l'écologie)</u></p> <p><u>Équipements sur le site de l'exploitation :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Aménagement de l'aire de remplissage étanche avec système de récupération de débordements accidentels ; - Aménagement de l'aire de lavage (et remplissage) intégrant les prescriptions minimales suivantes : plateforme étanche permettant de récupérer tous les liquides en un point unique d'évacuation, présence d'un décanteur, présence d'un séparateur à hydrocarbures, système de séparation des eaux pluviales, dispositifs de traitement des eaux phytosanitaires ; - Potence, réserve d'eau surélevée ; - Plateau de stockage avec bac de rétention pour le local phytosanitaire (seul l'aménagement intérieur du local est éligible, le béton est exclu) ; - Aménagement d'une paillasse ou d'une plate-forme stable pour préparer les bouillies, matériel de pesée et outils de dosage ; - Volu-compteur programmable non embarqué pour éviter les débordements de cuve. 	<p>Subvention de 75% du montant des dépenses finançables</p>	<p>Participation financière apportée dans la limite de la dotation annuelle de la LPX183</p> <p>Les aménagements des aires de lavage et remplissage sont plafonnés à 6 000 € hors dispositif de traitement des eaux phytosanitaires</p>	

3.4 – Etudes et travaux dans le cadre du Plan de Modernisation des Bâtiments d’Elevage (PMBE) (sous-ligne X181)

Bénéficiaires : Agriculteurs concernés par les extensions de zones vulnérables (arrêté préfectoral du 28/12/2012)

Actions financées	Taux maximal et forme de la participation financière	Plafond éventuel et conditions particulières	Spécificités
Etude préalable aux travaux liés à la gestion des effluents d'élevage	Subvention de 40% du montant des dépenses finançables, porté à 50 % pour les jeunes agriculteurs (selon les critères de la circulaire PMBE)	Plafond du règlement du PDRH Circulaire PMBE en vigueur	Participation financière apportée dans la limite de la dotation annuelle de la LP X181
Travaux liés à la gestion des effluents d'élevage	Subvention de 40% du montant des dépenses finançables, porté à 50 % pour les jeunes agriculteurs (selon les critères de la circulaire PMBE)	Plafond du règlement du PDRH Circulaire PMBE en vigueur	Participation financière apportée dans la limite de la dotation annuelle de la LP X181

ARTICLE 4 - LES ACTIONS DE CONSEIL, ANIMATION, FORMATION

4.1 – Réduction de l'utilisation de pesticides à des fins non agricoles (sous ligne X182) - Bénéficiaires : Collectivités territoriales ou leurs groupements

Actions financées	Taux maximal et forme de la participation financière	Plafond éventuel et conditions particulières (exclusions, zonage...)	Spécificités
Suivi des pratiques et conseil adapté	Zones à enjeu eau potable (cf. zonages d'intervention) et collectivités territoriales qui participent à une ORQUE (en tant que maître d'ouvrage ou en tant que commune appartenant au groupement impliqué) : Subvention de 50% du montant des dépenses finançables Autres collectivités territoriales du Bassin : Subvention de 30% du montant des dépenses finançables	Dépenses finançables plafonnées à 500 € par jour de conseil	
Actions d'animation spécifiques au thème des phytosanitaires non agricoles	Subvention de 50% du montant des dépenses finançables		
Actions de communication spécifiques à chaque territoire sous maîtrise d'ouvrage des collectivités	Subvention de 50% du montant des dépenses finançables	Dépenses finançables plafonnées à : - 3 500 € pour une journée de conférence ; - 1 600 € pour une conférence en soirée ; - 2 000 € pour la conception d'un document de communication	

4.2 – Systèmes de production intégrée (LP X182) Bénéficiaires : Collectivités territoriales ou leurs groupements ; personnes publiques et privées

Actions financées	Taux maximal et forme de la participation financière	Plafond éventuel et conditions particulières (exclusions, zonage...)	Spécificités
Action de conseil	Subvention de 50% du montant des dépenses finançables	Dépenses finançables plafonnées à 500 € par jour de conseil	Pour chaque territoire d'ORQUE, le total des dépenses éligibles relevant de l'article 4 de la présente délibération est plafonné annuellement à 1 000 €/agriculteur ayant bénéficié d'un diagnostic-conseil individuel
Formation des conseillers agricoles		Dépenses finançables plafonnées à 3 500 € par jour de formation	
Etudes et expérimentations (pression polluante sur la qualité de l'eau des systèmes de production intégrée)			
Actions de communication		Dépenses finançables plafonnées à : 3 500 € pour une journée de conférence ; 1 600 € pour une conférence en soirée ; 2 000 € pour la conception d'un document de communication	

4.3 – Agroforesterie, Agriculture biologique (LP X185) Bénéficiaires : Collectivités territoriales ou leurs groupements ; personnes publiques et privées

Actions financées	Taux maximal et forme de la participation financière	Plafond éventuel et conditions particulières (exclusions, zonage...)	Spécificités
Action de conseil	Subvention de 70% du montant des dépenses financées	Dépenses financées plafonnées à 500 € par jour de conseil	Pour chaque territoire d'ORQUE, le total des dépenses éligibles relevant de l'article 4 de la présente délibération est plafonné annuellement à 1 000 €/agriculteur ayant bénéficié d'un diagnostic-conseil individuel
Formation des conseillers agricoles		Dépenses financées plafonnées à 3 500 € par jour de formation	
Etudes et expérimentations (pression polluante sur la qualité de l'eau de l'agroforesterie et de l'agriculture biologique)			
Actions de communication		Dépenses financées plafonnées à : - de conférence ; 3 500 € pour une journée - conférence en soirée ; 1 600 € pour une - d'un document de communication 2 000 € pour la conception	

Un appel à projets pourra être lancé par l'Agence une fois par an. Cet appel à projets comprendra ses propres critères d'éligibilité, en cohérence avec ceux inscrits à l'article 4.3 ci-dessus.

DS

4.4 – Activité agricole dans les zones humides ou les prairies (LP X187) Bénéficiaires : Collectivités territoriales ou leurs groupements ; personnes publiques et privées

Actions financées	Taux maximal et forme de la participation financière	Plafond éventuel et conditions particulières (exclusions, zonage...)	Spécificités
Action de conseil	Subvention de 70% du montant des dépenses financées	Dépenses financées plafonnées à 500 € par jour de conseil	Actions aidées uniquement sur les communes des 8 territoires prioritaires pour le maintien de l'agriculture en zones humides (cf. délibération « zonages d'intervention ») Pour chaque territoire d'ORQUE, le total des dépenses éligibles relevant de l'article 4 de la présente délibération est plafonné annuellement à 1 000 €/agriculteur ayant bénéficié d'un diagnostic-conseil individuel
Formation des conseillers agricoles		Dépenses financées plafonnées à 3 500 € par jour de formation	
Etudes et expérimentations (pression polluante sur la qualité de l'eau des prairies, aspects technico-économiques agricoles en zone humide)			
Actions de communication		Dépenses financées plafonnées à : <ul style="list-style-type: none"> - 3 500 € pour une journée de conférence ; - 1 600 € pour une conférence en soirée ; - 2 000 € pour la conception d'un document de communication 	

ARTICLE 5 - MODALITES D'ATTRIBUTION

5.1. – L'instruction des dossiers de participations financières aux agriculteurs ou leur groupement est assurée soit par l'Agence, soit par un mandataire, soit en tant que guichet unique, par les services déconcentrés du ministère chargé de l'agriculture. L'engagement et le paiement des participations financières auprès de chaque bénéficiaire sont assurés soit par l'Agence, soit par son ou ses mandataires.

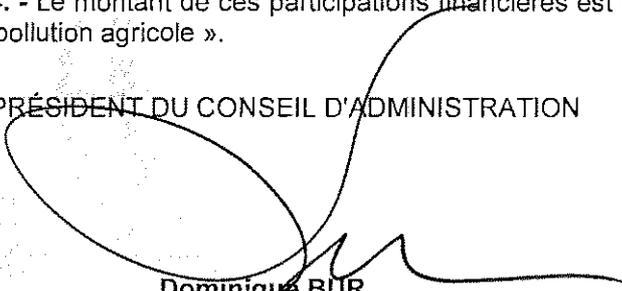
5.2. – En cas de gestion directe par l'Agence, la participation financière est décidée par le Conseil d'Administration, hormis les cas de délégation de compétence prévus au règlement intérieur du Conseil d'Administration, et fait l'objet d'un acte, conformément aux dispositions prévues par la délibération fixant les modalités générales d'interventions de l'Agence.

Pour l'exécution du Programme Eau et Agriculture, cet acte est établi conformément à l'acte d'attribution type repris en annexe 2 à la présente délibération.

5.3. – En cas de gestion par un ou plusieurs mandataires, le montant de la participation financière est décidé par le Conseil d'Administration. Le Directeur Général, dans la limite de la dotation annuelle fixée par le Conseil d'Administration, notifie les autorisations de programme dans le respect desquelles le ou les mandataires pourront engager et payer les participations financières auprès des bénéficiaires des participations financières.

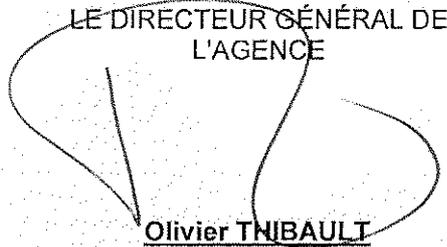
5.4. - Le montant de ces participations financières est imputé sur la ligne de programme « X18 Lutte contre la pollution agricole ».

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



Dominique BUR

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE
L'AGENCE



Olivier THIBAUT

**Annexe 1 : CRITERES DE PRIORITES POUR LES MESURES AGRO-ENVIRONNEMENTALES
TERRITORIALISEES (MAE)**

• **Priorité 1 :**

Dans toutes les communes à enjeu eau potable, quel que soit le territoire de projet MAE territorialisée :

BIOCONV	Conversion à l'agriculture biologiques en territoire à problématique phytosanitaire
BIOMAIN	Maintien de l'agriculture biologique en territoire à problématique phytosanitaire

Dans les territoires de projets MAE territorialisées à enjeu eau potable, mesures basées sur des engagements unitaires prioritaires :

COUVER01	Implantation de cultures intermédiaires en période de risque en dehors des zones où la couverture des sols est obligatoire
COUVER06	Création et entretien d'un couvert herbacé (bandes ou parcelles enherbées)
FERTI_01	Limitation de la fertilisation totale et minérale azotée sur grandes cultures et cultures légumières
HERBE_02	Limitation de la fertilisation minérale et organique sur prairies et habitats remarquables
HERBE_03	Absence totale de fertilisation minérale et organique sur prairies et habitats remarquables
PHYTO_01	Bilan de la stratégie de protection des cultures
PHYTO_02	Absence de traitement herbicide
PHYTO_03	Absence de traitement phytosanitaire de synthèse
PHYTO_04	Réduction progressive du nombre de doses homologuées de traitements herbicides
PHYTO_05	Réduction progressive du nombre de doses homologuées de traitements phytosanitaires hors herbicides
PHYTO_06	Réduction progressive du nombre de doses homologuées de traitements phytosanitaires hors herbicides sur grandes cultures avec une part importante de maïs, tournesol et prairies temporaires et gel sans production intégrée dans les rotations
PHYTO_07	Mise en place de la lutte biologique
PHYTO_08	Mise en place d'un paillage végétal ou biodégradable sur cultures maraîchères
PHYTO_09	Diversité de la succession culturale en cultures spécialisées (cultures légumières et tabac)
PHYTO_10	Absence de traitement herbicide sur l'inter-rang en cultures pérennes
PHYTO_14	Réduction progressive du nombre de doses homologuées de traitements herbicides
PHYTO_15	Réduction progressive du nombre de doses homologuées de traitements hors herbicides
PHYTO_16	Réduction progressive du nombre de doses homologuées de traitements phytosanitaires hors herbicides sur grandes cultures avec une part importante de maïs, tournesol et prairies temporaires et gel sans production intégrée dans les rotations
SOCLER01	Socle relatif à la gestion des rotations en grandes cultures

- **Priorité 2 : mesures basées sur des engagements unitaires pour les projets en zone à enjeu « zone humide »**

Engagements unitaires agroenvironnementaux prioritaires pour les projets enjeu zone humide :

COUVER06	Création et entretien d'un couvert herbacé (bandes ou parcelles enherbées)
HERBE_02	Limitation de la fertilisation minérale et organique sur prairies et habitats remarquables
HERBE_03	Absence totale de fertilisation minérale et organique sur prairies et habitats remarquables
HERBE_04	Ajustement de la pression de pâturage sur certaines périodes (chargement à la parcelle)
HERBE_05	Retard de pâturage sur prairies et habitats remarquables
HERBE_06	Retard de fauche sur prairies et habitats remarquables
HERBE_11	Absence de pâturage et de fauche en période hivernale sur prairies et habitats remarquables
HERBE_12	Maintien en eau des zones basses de prairies
LINEA_06	Entretien des fossés et rigoles de drainage et d'irrigation, des fossés et canaux en marais et des bealières
LINEA_07	Restauration et/ou entretien de mares et plans d'eau

- **Priorité 3 : mesures basées sur des engagements unitaires pour les projets en zone à enjeu « érosion »**

Engagements unitaires agroenvironnementaux prioritaires pour les projets en zone à enjeu « érosion » :

COUVER01	Implantation de cultures intermédiaires en période de risque en dehors des zones où la couverture des sols est obligatoire
COUVER06	Création et entretien d'un couvert herbacé (bandes ou parcelles enherbées)
HERBE_02	Limitation de la fertilisation minérale et organique sur prairies et habitats remarquables
HERBE_03	Absence totale de fertilisation minérale et organique sur prairies et habitats remarquables
LINEA_01	Entretien de haies localisées de manière pertinente

- **Priorité 4 : autres mesures des projets à enjeu potable.**
- **Priorité 5 : autres mesures des projets à enjeu zone humide.**
- **Priorité 6 : autres mesures des projets à enjeu érosion.**

**DELIBERATION N° 13-A-039 DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE
L'AGENCE DE L'EAU ARTOIS-PICARDIE**

TITRE : ADAPTATION N° 13-01 DU XEME PROGRAMME D'INTERVENTION 2013-2018

VISA :

- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1^{er} mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le SDAGE du bassin Artois-Picardie et le Programme de Mesures en vigueur,
- Vu le X^{ème} Programme d'Intervention 2013-2018 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie voté au Conseil d'Administration du 27 septembre 2012,
- Vu la délibération n° 12-A-024 du Conseil d'Administration du 27 septembre 2012, fixant les modalités générales d'interventions financières de l'Agence,
- Vu la délibération n° 12-A-026 du Conseil d'Administration du 27 septembre 2012, relative aux zonages d'intervention modifiée le 18 octobre 2013,
- Vu le règlement intérieur du Conseil d'Administration modifié le 18 octobre 2013,
- Vu le rapport du Directeur Général présenté au point n° 2 de l'ordre du jour de la Commission Permanente Programme du 27 septembre 2013,
- Vu le rapport du Directeur Général présenté au point n° 3.3.1 (1) de l'ordre du jour du Conseil d'Administration du 18 octobre 2013,

Rappelant que le Conseil d'Administration n'est pas favorable à un prélèvement de l'Etat sur les recettes de l'Agence de l'eau Artois-Picardie, mais qu'il ne peut que s'inscrire dans le cadre du dispositif législatif existant,

Le Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie décide :

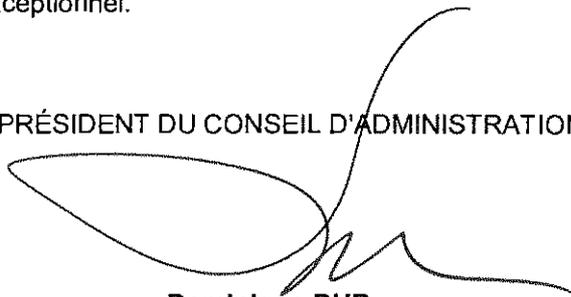
ARTICLE 1 -

Les tableaux ci-après annexés annulent et remplacent les tableaux n° 1 à 6 de la délibération n° 12-A-052 du Conseil d'Administration du 19 octobre 2012.

ARTICLE 2 -

Les adaptations spécifiquement liées au projet de prélèvement d'Etat de 13 M€ en 2014 seraient caduques si la Loi de Finances Initiale pour 2014 ne retenait pas la disposition particulière du prélèvement exceptionnel.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



Dominique BUR

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE
L'AGENCE



Olivier THIBault

Tableau N° 1 : Ventilation détaillée des engagements prévisionnels du Xème programme par Domaines (en M€) - Adaptation 13-01

Lignes de Programme		Total 2013-2018
29	Planification et gestion à l'échelle du Bassin et sous-bassin	4,325
31	Etudes générales	1,155
32	Connaissance environnementale	11,680
33	Action internationale	7,650
34	Information, communication, consultations du public et éducation à l'environnement	4,800
40	Dépenses courantes et autres dépenses	156,588
TOTAL Domaine 1 - Connaissance, planification, gouvernance		186,198

11	Installations de traitement des eaux usées domestiques et assimilées - Hors eaux pluviales	106,400
12	Réseaux d'assainissement des eaux usées domestiques et assimilées - Hors eaux pluviales	230,395
15	Assistance technique à la dépollution	7,500
19	Divers pollution	0,000
25	Eau potable	75,800
TOTAL Domaine 2 - Mesures générales de gestion de l'eau		420,095

11	Installations de traitement des eaux usées domestiques et assimilées - <u>Eaux pluviales</u>	65,900
12	Réseaux d'assainissement des eaux usées domestiques et assimilées - <u>Eaux pluviales</u>	2,105
13	Lutte contre la poll. des activités économiques hors agricoles	67,560
14	Elimination des déchets	0,000
18	Lutte contre la poll. Agricole	41,350
21	Gestion quantitative de la ressource	1,200
23	Protection de la ressource	9,450
24	Restauration et gestion des milieux aquatiques	70,000
TOTAL Domaine 3 - Mesures territoriales de gestion de l'eau		257,565

17	Aide à la performance épuratoire	96,700
50	ONEMA	80,621
TOTAL Autres Domaines		177,321

TOTAL GENERAL		1 041,179
----------------------	--	------------------

Tableau n° 2 - : Synthèse des interventions prévisionnelles du Xème Programme (en M€) - Adaptation 13-01

Lignes de Programme	Montant des travaux (HT)	Montant des dotations	dont subventions et paiements directs	Dont avances remboursables
11 Installations de traitement des eaux usées domestiques et assimilées	370,000	172,300	89,217	83,083
12 Réseaux d'assainissement des eaux usées domestiques et assimilées	505,000	232,500	150,517	81,983
13 Lutte contre la poll. des activités économiques hors agricoles	108,000	67,560	22,063	45,497
14 Elimination des déchets				
15 Assistance technique à la dépollution	12,500	7,500	7,500	
16 Primes pour épuration				
17 Aide à la performance épuratoire	697,000	96,700	96,700	
18 Lutte contre la poll. agricole	82,000	41,350	41,350	
19 Divers pollution				
Prévention des risques contre les pollutions	1 774,500	617,910	407,348	210,562
21 Gestion quantitative de la ressource	3,720	1,200	1,200	
23 Protection de la ressource	16,000	9,450	9,450	
24 Restauration et gestion des milieux aquatiques	157,000	70,000	70,000	
29 Planification et gestion à l'échelle du Bassin et sous-bassin	6,500	4,325	4,325	
31 Etudes générales	1,180	1,155	1,155	
32 Connaissance environnementale	11,680	11,680	11,680	
33 Action internationale	16,000	7,650	7,650	
34 Information, communication, consultations du public et éducation à l'environnement	4,800	4,800	4,800	
Gestion des milieux et biodiversité	216,880	110,260	110,260	
Protection de l'environnement et prévention des risques	1 991,380	728,170	517,608	210,562
25 Eau potable	243,280	75,800	58,682	17,118
50 ONEMA	80,621	80,621	80,621	
Autres actions	323,901	156,421	139,303	17,118
40 Dépenses courantes et autres dépenses	156,588	156,588	156,588	
Total Général	2 471,869	1 041,179	813,499	227,680

Tableau N° 3 - : Ventilation annuelle des engagements prévisionnels du Xème programme (en M€) - Adaptation 13-01

Lignes de Programme	années						Total
	2013 prévis.	2014 prévis.	2015 prévis.	2016 prévis.	2017 prévis.	2018 prévis.	
11 Installations de traitement des eaux usées domestiques et assimilées	24,950	23,090	29,440	30,990	31,840	31,990	172,300
12 Réseaux d'assainissement des eaux usées domestiques et assimilées	38,900	35,900	37,400	39,300	40,000	41,000	232,500
13 Lutte contre la poll. des activités économiques hors agricoles	10,900	10,900	10,900	11,620	11,620	11,620	67,560
14 Elimination des déchets	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
15 Assistance technique à la dépollution	1,250	1,250	1,250	1,250	1,250	1,250	7,500
16 Primes pour épuration	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
17 Aide à la performance épuratoire	18,000	10,700	18,000	17,000	17,000	16,000	96,700
18 Lutte contre la poll. Agricole	6,300	2,800	5,600	6,900	9,000	10,750	41,350
19 Divers pollution	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Prévention des risques contre les pollutions	100,300	84,640	102,590	107,060	110,710	112,610	617,910
21 Gestion quantitative de la ressource	1,200	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	1,200
23 Protection de la ressource	1,400	1,500	1,500	1,650	1,700	1,700	9,450
24 Restauration et gestion des milieux aquatiques	10,100	10,900	11,450	12,150	12,550	12,850	70,000
29 Planification et gestion à l'échelle du Bassin et sous-bassin	0,740	0,715	0,715	0,715	0,715	0,725	4,325
31 Etudes générales	0,175	0,200	0,200	0,200	0,190	0,190	1,155
32 Connaissance environnementale	1,740	2,020	1,750	1,860	2,200	2,110	11,680
33 Action internationale	1,000	1,050	1,370	1,390	1,410	1,430	7,650
34 Information, communication, consultations du public et éducation à l'environnement	0,800	0,800	0,800	0,800	0,800	0,800	4,800
Gestion des milieux et biodiversité	17,155	17,185	17,785	18,765	19,565	19,805	110,260
Protection de l'environnement et prévention des risques	117,455	101,825	120,375	125,825	130,275	132,415	728,170
25 Eau potable	10,900	13,900	12,000	12,800	13,100	13,100	75,800
50 ONEMA	13,458	12,437	13,458	13,756	13,756	13,756	80,621
Autres actions	24,358	26,337	25,458	26,556	26,856	26,856	156,421
40 Dépenses courantes et autres dépenses	20,780	21,280	24,980	29,680	29,930	29,938	156,588
Total Général	162,593	149,442	170,813	182,061	187,061	189,209	1 041,179

Tableau N° 4 : Ventilation annuelle des paiements prévisionnels du Xème programme (en M€) - Adaptation 13-01

Lignes de Programme	années						Total
	2013 prévis.	2014 prévis.	2015 prévis.	2016 prévis.	2017 prévis.	2018 prévis.	
11 Installations de traitement des eaux usées domestiques et assimilées	3,191	7,249	13,761	20,164	24,969	28,633	97,967
12 Réseaux d'assainissement des eaux usées domestiques et assimilées	9,446	18,397	17,936	29,132	33,885	35,735	144,531
13 Lutte contre la poll. des activités économiques hors agricoles	2,142	6,127	8,452	9,443	10,361	10,818	47,343
14 Elimination des déchets	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
15 Assistance technique à la dépollution	0,000	0,858	1,165	1,215	1,228	1,230	5,696
16 Primes pour épuration	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
17 Aide à la performance épuratoire	18,000	10,700	18,000	17,000	17,000	16,000	96,700
18 Lutte contre la poll. agricole	0,000	1,276	2,310	3,324	4,572	6,238	17,720
19 Divers pollution	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Prévention des risques contre les pollutions	32,779	44,607	61,624	80,278	92,015	98,654	409,957
21 Gestion quantitative de la ressource	0,000	0,000	0,356	0,484	0,202	0,030	1,072
23 Protection de la ressource	0,004	0,156	0,544	1,044	1,316	1,391	4,455
24 Restauration et gestion des milieux aquatiques	0,310	4,016	8,700	10,103	11,038	11,931	46,098
29 Planification et gestion à l'échelle du Bassin et sous-bassin	0,000	0,171	0,352	0,570	0,644	0,657	2,394
31 Etudes générales	0,175	0,200	0,200	0,200	0,190	0,190	1,155
32 Connaissance environnementale	1,740	2,020	1,750	1,860	2,200	2,110	11,680
33 Action internationale	0,502	0,773	1,130	1,289	1,378	1,403	6,475
34 Information, communication, consultations du public et éducation à l'environnement	0,800	0,800	0,800	0,800	0,800	0,800	4,800
Gestion des milieux et biodiversité	3,531	8,136	13,832	16,350	17,768	18,512	78,129
Protection de l'environnement et prévention des risques	36,310	52,743	75,456	96,628	109,783	117,166	488,086
25 Eau potable	0,130	1,172	7,190	7,718	12,593	15,456	44,259
50 ONEMA	13,458	12,437	13,458	13,756	13,756	13,756	80,621
Autres actions	13,588	13,609	20,648	21,474	28,349	29,212	124,880
40 Dépenses courantes et autres dépenses	20,780	21,280	24,980	29,680	29,930	29,938	156,588
Total Général	70,678	87,632	121,084	147,782	166,062	176,316	769,554

Tableau n° 5: Situation globale des engagements au cours du Xème Programme et au-delà (en M€) - Adaptation 13-01

<u>DEPENSES</u>				<u>RECETTES</u>			
	Xème Prog.	au-delà	TOTAL		Xème Prog.	au-delà	TOTAL
Reste à payer sur prog. antérieurs	244,973		244,973	Remboursements des avances et prêts	183,421	410,674	594,095
Montant du Xème programme	1 041,179	0,000	1 041,179	Redevances prog. en cours reversées au Bassin	829,920		829,920
<i>Prévention des risques contre les pollutions</i>	617,910		617,910	Redevances prog. en cours reversées à l'ONEMA	19,500		19,500
<i>Gestion des milieux et biodiversité</i>	110,260		110,260				
<i>Eau potable</i>	75,800		75,800				
<i>Fonds de concours - ONEMA</i>	61,121		61,121				
<i>RPD bassin Artois Picardie reversée à l'ONEMA</i>	19,500		19,500				
<i>plan Ecophyto 2018</i>							
<i>Dépenses courantes et autres dépenses</i>	156,588		156,588	Recettes diverses	9,300		9,300
Solde aide à la performance épuratoire année d'activité 2017-2018		24,000	24,000	Solde redevances année d'activité 2018		71,561	71,561
TOTAL DES DEPENSES	1 286,152	24,000	1 310,152	TOTAL DES RECETTES	1 042,141	482,235	1 524,376

Tableau n° 6 : Equilibre annuel en paiement du Xème Programme (en M€) - Adaptation 13-01

CHARGES	2013 prev.	2014 prev.	2015 prev.	2016 prev.	2017 prev.	2018 prev.	Total
Paiements sur programmes antérieurs	102,673	72,000	39,300	21,600	7,500	1,900	244,973
Transformations des avances convertibles et subventions versées par anticipation au titre du Conseil Général du Nord	4,060	6,591	14,195	9,800	5,235	3,405	43,286
Paiements sur programme en cours (hors conversions)	70,678	87,632	121,084	147,782	166,062	176,316	769,554
<i>Prévention des risques contre les pollutions</i>	32,779	44,607	61,624	80,278	92,015	98,654	409,957
<i>Gestion des milieux et biodiversité</i>	3,531	8,136	13,832	16,350	17,768	18,512	78,129
<i>Eau potable</i>	0,130	1,172	7,190	7,718	12,593	15,456	44,259
<i>Fonds de concours - ONEMA</i>	10,208	9,187	10,208	10,506	10,506	10,506	61,121
<i>RPD bassin Artois Picardie reversée à l'ONEMA plan Ecophyto 2018</i>	3,250	3,250	3,250	3,250	3,250	3,250	19,500
<i>Dépenses courantes et autres dépenses</i>	20,780	21,280	24,980	29,680	29,930	29,938	156,588
<i>dont intérêts Caisse des dépôts et consignations</i>	1,280	1,280	1,270	1,070	0,820	0,570	6,290
<i>dont remboursement prêt Caisse des dépôts et consignations</i>	0,000	0,000	3,710	7,610	7,860	8,110	27,290
Prélèvement d'état		13,000					13,000
Dépenses non décaissables	1,395	1,395	1,395	1,395	1,395	1,395	8,370
TOTAL DES DEPENSES	178,806	180,618	175,974	180,577	180,192	183,016	1 079,183
TOTAL DES PAIEMENTS	177,411	179,223	174,579	179,182	178,797	181,621	1 070,813
	2013 prev.	2014 prev.	2015 prev.	2016 prev.	2017 prev.	2018 prev.	Total
Redevances	134,540	134,330	136,949	139,596	141,384	143,121	829,920
RPD bassin Artois Picardie perçue pour le compte de l'ONEMA - plan Ecophyto 2018	3,250	3,250	3,250	3,250	3,250	3,250	19,500
Remboursement des prêts et av. d'intervention	29,343	29,311	30,016	30,371	31,460	32,920	183,421
Remboursement des avances convertibles et du Conseil Général des subventions versées par l'Agence	4,060	6,591	14,195	9,800	5,235	3,405	43,286
Autres recettes	1,800	1,800	1,500	1,400	1,400	1,400	9,300
Recettes non encaissables	0,900	0,900	0,900	0,900	0,900	0,900	5,400
TOTAL DES PRODUITS	173,893	176,182	186,810	185,317	183,629	184,996	1 090,827
TOTAL DES RECETTES	172,993	175,282	185,910	184,417	182,729	184,096	1 085,427
Variation du FDR	-4,418	-3,941	11,331	5,235	3,932	2,475	14,614
Montant du FDR Fin 2012	33,900	29,482	25,541	36,872	42,107	46,039	48,514
FDR en mois de dépenses	1,99	1,71	2,53	2,82	3,09	3,21	

**DELIBERATION N° 13-A-040 DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE
L'AGENCE DE L'EAU ARTOIS-PICARDIE**

**TITRE : MODIFICATION DE LA DELIBERATION N° 13-A-009 DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION DU 29 MARS 2013 - RACCORDEMENT AUX RESEAUX
PUBLICS DE COLLECTE**

VISA :

- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1^{er} mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le SDAGE du bassin Artois-Picardie et le Programme de Mesures en vigueur,
- Vu le X^{ème} Programme d'Intervention 2013-2018 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie voté au Conseil d'Administration du 27 septembre 2012,
- Vu la délibération n° 12-A-024 du Conseil d'Administration du 27 septembre 2012, fixant les modalités générales d'interventions financières de l'Agence,
- Vu la délibération n° 12-A-026 du Conseil d'Administration du 27 septembre 2012, relative aux zonages d'intervention modifié le 18 octobre 2013,
- Vu le règlement intérieur du Conseil d'Administration modifié le 18 octobre 2013,
- Vu la délibération n° 13-A-009 du Conseil d'Administration du 29 mars 2013 relative au raccordement aux réseaux publics de collecte,
- Vu le rapport du Directeur Général présenté au point n° 3.6 de l'ordre du jour de la Commission Permanente Programme du 27 septembre 2013,
- Vu le rapport du Directeur Général présenté au point n° 3.3.2 (1) de l'ordre du jour du Conseil d'Administration du 18 octobre 2013,

Le Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie décide :

La délibération n° 13-A-009 du Conseil d'Administration du 29 mars 2013 est abrogée à compter du 1^{er} janvier 2014 et remplacée comme suit :

ARTICLE 1 - PRINCIPE D'INTERVENTION

L'Agence de l'Eau Artois-Picardie peut attribuer une participation financière aux maîtres d'ouvrage qui réalisent, dans les zones classées en assainissement collectif, des travaux de raccordement ou de mise en conformité des raccordements aux réseaux publics d'assainissement. Ces travaux de raccordement doivent être réalisés lors de travaux menés par la collectivité, bénéficiant d'une participation financière de l'Agence et/ou du Conseil Général et portant sur des réseaux de collecte neufs, ou sur des tronçons de réseaux de collecte réhabilités, dans un délai maximal de 2 ans après le solde de la convention portant sur les réseaux ou après la mise en service du réseau si celle-ci est postérieure au solde de la convention portant sur les réseaux ou après la fin des travaux de réseaux pour les cas ne faisant pas l'objet d'une convention agence.

1.1 – Objectifs des opérations

Ces travaux concernent soit :

Un raccordement simple :

Immeuble, comprenant un ou plusieurs logements individuels, doté d'un seul branchement sous voie publique.

Un raccordement complexe :

-Immeuble :

- nécessitant un relèvement des eaux usées,
- et/ou nécessitant un fonçage ou forage sous carrelage,

-Immeuble comprenant plusieurs logements doté de plusieurs branchements sous voie publique.

Un raccordement spécial :

-Immeuble à usage de commerce ou d'artisanat, de PME ou de PMI nécessitant un traitement préalable avant rejet au réseau,

-Immeuble tel que bâtiment communal, école, maison de retraite, salle de sports, petit camping...

Ces travaux doivent permettre le raccordement effectif de toutes les eaux usées, soit à un réseau d'assainissement public, soit à un réseau privé lui-même raccordé à un réseau public d'assainissement.

La participation financière de l'Agence peut également être apportée aux maîtres d'ouvrage qui réalisent sur ces immeubles des travaux relatifs à la gestion des eaux pluviales, si ces eaux sont gérées en totalité ou en partie à la parcelle. Cette participation financière sera apportée de façon concomitante à celle pour le raccordement des eaux usées.

1.2 – Conditions d'éligibilité

1.2.1 - La participation financière de l'Agence est apportée aux bénéficiaires sous les conditions suivantes :

- Les travaux de raccordement sont effectués dans un délai maximal de 2 ans, conformément à l'article 1,
- Les travaux d'assainissement en domaine public s'inscrivent dans le cadre d'un Programme Pluriannuel Concerté établi entre l'Agence et la collectivité et bénéficient d'une participation financière de l'Agence et/ou du Conseil Général,
- La collectivité a signé une convention de partenariat avec l'Agence (annexe 1),
- La collectivité perçoit ou s'engage à percevoir une taxe ou une redevance d'assainissement auprès des usagers,
- Les travaux de raccordement sont prévus dans le PPC établi avec l'Agence et repris sous forme d'une dotation annuelle (nombre et enveloppe financière maximale), sauf cas isolé.

Dans le cadre de la convention de partenariat conclue entre l'Agence et la collectivité, la collectivité partenaire assure la gestion technique, le suivi administratif et financier des opérations jusqu'au reversement de la participation financière au maître d'ouvrage ayant réalisé les travaux.

1.2.2 - Le maître d'ouvrage est celui pour le compte de qui les études ou les travaux sont réalisés, en sa qualité de propriétaire ou de locataire des immeubles concernés ; il est à ce titre le bénéficiaire de la participation financière de l'Agence. Le maître d'ouvrage peut être également une collectivité territoriale, un groupement de collectivités, ou un syndicat d'assainissement qui agit en application d'une convention de mandat ou de délégation de maîtrise d'ouvrage conclue avec le propriétaire de l'immeuble.

Le maître d'ouvrage doit avoir recueilli un accord de rejet direct au réseau public de collecte délivré par la collectivité compétente.

1.2.3. - Les installations financées concernent des immeubles achevés depuis plus de 5 ans à la date des travaux de construction ou de réhabilitation du réseau d'assainissement, zonés en assainissement collectif, et dont les eaux usées sont mal ou non raccordées au réseau public de collecte au moment de la demande de mise en conformité (accord de rejet direct).

1.3 – Critères de priorité

Les dotations financières attribuées à chaque maître d'ouvrage pour la réalisation de travaux mentionnés à l'article 1.1 de cette délibération et reprises dans les tranches fermes des Programmes Pluriannuels Concertés (PPC) (cf. délibération « PPC ») seront modulées en fonction des priorités d'intervention macropolluants (cf. délibération « zonages d'intervention »).

ARTICLE 2 - TRAVAUX

La participation financière est versée par l'Agence au bénéficiaire ou à son mandataire.

Actions financées	Taux maximal et forme de la participation financière	Plafond éventuel et conditions particulières	Spécificités
Raccordement (1) sur réseau neuf	Subvention de 40 % du montant des travaux	La subvention est plafonnée à : <u>1 200€</u> pour un raccordement simple <u>1 920€</u> pour un raccordement complexe <u>4 800€</u> pour un raccordement spécial La participation financière n'est pas attribuée pour les travaux d'un montant inférieur à 200 €	
Raccordement (1) sur réseau réhabilité	Subvention de 40 % du montant des travaux	La subvention est plafonnée à : <u>840 €</u> pour un raccordement simple <u>1 320€</u> pour un raccordement complexe <u>3 360€</u> pour un raccordement spécial La participation financière n'est pas attribuée pour les travaux d'un montant inférieur à 200 €	En cas de mise en œuvre effective par la collectivité du doublement de la taxe d'assainissement pour les immeubles non raccordés dans les 2 ans suivant la mise en service du réseau de collecte des eaux usées, la participation financière apportée aux travaux de raccordement situés sur un réseau public d'assainissement réhabilité sera identique au forfait attribué pour un raccordement sur un réseau neuf (2)
Gestion des eaux pluviales et/ou techniques alternatives <i>(Raccordement d'une partie ou de la totalité des eaux pluviales sur des dispositifs « alternatifs » durables situés sur la parcelle, ou à des fins de récupération des eaux de pluie)</i>	Subvention de 40 % du montant des travaux	La subvention est plafonnée à 800 €. Les plafonds s'appliqueront respectivement pour les eaux usées d'une part, et les eaux pluviales, d'autre part. La participation financière n'est pas attribuée pour les travaux d'un montant inférieur à 200 €.	Conditionné à la réalisation concomitante d'un raccordement au réseau public de collecte. Les travaux et plafonds sont calculés indépendamment
Suivi des demandes de participation financières effectué par une collectivité territoriale, un groupement de collectivités, ou un syndicat d'assainissement agissant dans le cadre d'une convention de partenariat (annexe 1) avec l'Agence	Subvention forfaitaire de 180€ par dossier de branchement <i>(pour le suivi jusqu'au reversement de la participation financière au maître d'ouvrage du dossier de raccordement d'un immeuble mené à bonne fin)</i>	Pour les immeubles situés dans une même rue et pour un même propriétaire, à partir du 2 ^{ème} immeuble la subvention est de 80€ par dossier de branchement	

(1) Les opérations retenues dans le cadre des travaux de raccordements sont les suivantes :

- Vidange, curage, rebouchage ou destruction de fosse ou de puits perdu existant (sauf réutilisation pour les eaux pluviales),
- Tranchées, terrassements, remblaiements, canalisations d'évacuation des eaux usées, aération, cuvette de WC, création d'une pièce pour la mise en conformité, vis-à-vis des normes minimales d'habitabilité, dans le cas où les WC sont situés à l'extérieur de l'habitation avant travaux....,
- Tranchées, terrassements, remblaiements, canalisations d'évacuation des eaux pluviales depuis le pied de l'immeuble directement ou indirectement vers le réseau public de collecte par une conduite spécifique jusqu'au domaine public,
- Relèvement des eaux usées, fonçage, forage,...
- Ouvrages de traitement préalable spécifiques : bac dégraisseur, déshuileur, ...
- Maîtrise d'œuvre.
- Tous les autres travaux nécessaires au raccordement, en conformité avec la réglementation en vigueur et réalisés selon les règles de l'art.

(2) La collectivité devra justifier de ce doublement en fournissant à l'Agence la délibération correspondante, les contrôles effectués chez les particuliers ainsi que les factures ou titres de recette attestant de la mise en place du dispositif.

ARTICLE 3 - ACTIONS D'INFORMATION ET DE SENSIBILISATION

L'Agence peut apporter une participation financière aux actions d'information et de sensibilisation menées par la collectivité pour encourager et favoriser le raccordement des habitations au réseau public de collecte lors de la pose de nouveaux réseaux ou d'opérations groupées ciblées. Les dépenses afférentes sont imputées sur la ligne de programme X123.

Actions financées	Taux maximal et forme de la participation financière	Plafond éventuel et conditions particulières	Spécificités
Réalisation de supports de communication écrits, audiovisuels ou autres formes de communication.	Subvention de 50% du montant des dépenses finançables	La participation financière est plafonnée à 20 000 €	Mention obligatoire du financement de l'Agence dans l'ensemble des communications sur les investissements financés ou à financer

ARTICLE 4 - MODALITES D'ATTRIBUTION DE LA PARTICIPATION FINANCIERE AUX BENEFICIAIRES

4.1 – La participation financière est décidée par le Conseil d'Administration, hormis les cas de délégation de compétence prévus au règlement intérieur du Conseil d'Administration, et fait l'objet d'un acte d'attribution, conformément aux dispositions prévues par la délibération fixant les modalités générales d'interventions de l'Agence,

4.2 – Le montant de ces participations financières est imputé sur la ligne de Programme « X123 Raccordement aux réseaux publics de collecte ».

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



Dominique BUR

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE



Olivier THIBAUT

ANNEXE 1

AGENCE DE L'EAU
ARTOIS-PICARDIE

- N° Dossier	
- N° d'interlocuteur	
- Date notification	
- Montant des opérations	
- Modalités de la participation	
- Montant de la participation	
- Date d'atteinte de l'objectif	

CONVENTION DE PARTENARIAT POUR LE RACCORDEMENT AU RESEAU PUBLIC DE COLLECTE N°

ENTRE

L'Agence de l'Eau ARTOIS-PICARDIE,
Etablissement Public de l'Etat, à caractère administratif,
dont le siège est à DOUAI (Nord), 200 rue Marcelline,
représentée par son Directeur Général, Monsieur Olivier THIBault
et désignée ci-après par le terme "l'Agence",

ET

Nom :
Domiciliation :
SIRET :
Représentant légal :
et désigné ci-après par le terme "la collectivité"
autorisée par délibération en date du.....

VU

- La Charte de l'Environnement, promulguée par la Loi Constitutionnelle n°2005-205 du 1er mars 2005,
- Le Code de l'Environnement
- La Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques,
- Le décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,

EN APPLICATION DE

- La délibération n°12-A-052 du Conseil d'Administration du 19 octobre 2012 adoptant les montants du X^{ème} programme d'intervention 2013-2018 de l'Agence,
- La délibération n°12-A-024 du Conseil d'Administration du 27 septembre 2012 relative aux modalités générales d'intervention de l'Agence,
- La délibération n°.... du Conseil d'Administration du 18 octobre 2013 relative aux modalités d'intervention de l'Agence pour le RRPC

ETANT EXPOSE QUE :

- La collectivité projette la réalisation d'opérations entrant dans le cadre des interventions de l'Agence visant à raccorder les eaux usées des immeubles vers les réseaux d'assainissement afin de répondre aux objectifs de réduction de pollution et d'économie d'eau, à promouvoir ces politiques, et à en assurer le contrôle,
- L'objectif commun des 2 partenaires est d'assurer le meilleur niveau de raccordement au réseau d'assainissement,
- Il est indispensable de réaliser des réseaux de collecte et de raccorder les immeubles sur ces réseaux en vue d'un traitement des eaux usées,
- Il y a lieu d'inciter à une gestion durable des eaux pluviales,
- Ces objectifs participent à la protection de l'environnement et au respect du code de l'Environnement.

IL EST CONVENU ET ARRETE LES MODALITES DE PARTENARIAT SUIVANTES :

ARTICLE 1 - OBJET ET CARACTERISTIQUES DES OPERATIONS PREVUES

La présente convention de partenariat définit les conditions de la participation financière de l'Agence à la réalisation par la collectivité des opérations décrites ci-après dans la limite des quotas et dotations prévues dans le Programme Pluriannuel Concerté.

La collectivité s'engage sur le territoire des communes reprises en annexe 1 :

- A informer les particuliers, artisans... sur l'intérêt de raccorder leur immeuble au réseau public d'assainissement et sur les aides potentielles dont celle de l'Agence et à en assurer le suivi.
- A reverser à ce titre aux particuliers, artisans... les aides de l'Agence après avoir contrôlé les travaux et délivré un certificat de bon raccordement ; elle obtiendra des bénéficiaires une copie des factures relatives aux travaux qu'elle conservera durant 5 ans.
- A mettre en place les modalités et moyens appropriés pour atteindre ces objectifs et dresser un bilan annuel,
- A contrôler les travaux :
 - de bon raccordement de toutes les eaux usées aux réseaux publics d'assainissement,
 - de gestion des eaux pluviales à la parcelle : infiltration, stockage, réutilisation ou rejet par une conduite spécifique vers le domaine public,
 - et toutes sujétions liées à ces travaux, relèvement des eaux usées, étanchéité, prétraitement...

En cas de maîtrise d'ouvrage des travaux par la collectivité elle-même, celle-ci doit faire appel à un prestataire extérieur pour réaliser les missions de contrôle.

La collectivité réalise elle-même ou peut faire réaliser en partie ou en totalité les prestations citées ci-dessus. Dans ce dernier cas, la collectivité reste responsable de la bonne application de la convention à l'égard de l'Agence, et elle en informe l'Agence de l'Eau.

ARTICLE 2 - SUBVENTION LIEE AU PARTENARIAT

Une subvention forfaitaire de 180 € par branchement est accordée par l'Agence à la collectivité pour le suivi du dossier de raccordement d'un immeuble mené à bonne fin. Pour les immeubles situés dans une même rue et pour un même propriétaire, à partir du 2^{ème} immeuble la subvention est de 80 € par branchement.

ARTICLE 3 : MODALITES D'ECHANGES DOCUMENTAIRES ENTRE LES PARTENAIRES

La collectivité transmet à l'Agence tous les mois, ou tous les 2 mois, un bordereau type, listant pour chaque dossier le nom du bénéficiaire, l'adresse, la nature du raccordement, le montant des travaux et de la participation financière Agence à verser aux bénéficiaires, avec la date du certificat de bon raccordement.

La collectivité adresse à l'Agence un rapport annuel au plus tard à fin mars de l'année N+1 comprenant l'ensemble des opérations menées dans le cadre de la convention : réunions d'information, statistique de raccordement, prospect, perspectives des dossiers à traiter...

ARTICLE 4 - MODALITES DE VERSEMENT DE L'AIDE

L'Agence, sous réserve de vérification du bordereau transmis par la collectivité, réalise un virement auprès du comptable public de la collectivité dans les 30 jours à compter du constat de conformité du bordereau.

La collectivité s'engage à reverser les sommes dues aux bénéficiaires dans un délai de 30 jours suivant la réception des fonds.

ARTICLE 5 - CONTROLES DES OPERATIONS

5.1 - La collectivité s'engage à fournir à l'Agence tous renseignements et documents utiles pour son information (statistiques, nombre de dossiers en cours d'instruction ou mise en paiement).

5.2 - L'Agence se réserve le droit de contrôler ou faire contrôler à tout moment l'état d'avancement des opérations financées et leur conformité avec la présente convention. L'Agence peut susciter toute réunion de mise au point avec la collectivité et les autres participants aux opérations.

5.3 - L'Agence est habilitée à vérifier l'exactitude des renseignements qui lui sont fournis, la conformité technique et le coût des opérations financées. Ces vérifications sont effectuées par elle-même ou par toute personne mandatée par elle ; elles peuvent être effectuées sur pièce ou sur place et peuvent intervenir lors de l'exécution des opérations financées ou après leur réalisation.

5.4 - En fonction des irrégularités éventuellement constatées, l'Agence peut suspendre ou limiter le versement de sa participation financière, jusqu'à ce qu'un accord soit intervenu entre la collectivité et elle-même, ou prononcer la résiliation de la convention. L'Agence peut demander le remboursement immédiat de tout ou partie des subventions versées au bénéfice de la collectivité pour les dossiers non-conformes.

ARTICLE 6 - OBLIGATIONS DE LA COLLECTIVITE, RESULTATS ATTENDUS

La collectivité informe l'Agence des réunions, manifestations et documents de communication qu'elle réalise en application de la présente convention.

La collectivité mentionne dans tous les documents remis au bénéficiaire ou signés par celui-ci l'aide de l'Agence, notamment lors du versement de la subvention.

ARTICLE 7 - DUREE DE LA CONVENTION

A défaut de signature par la collectivité dans le délai de 3 mois à compter de la date d'envoi de la convention, l'Agence ne sera plus liée par les modalités faisant l'objet de ladite convention.

Sauf cas particulier, l'entrée en vigueur est fixée à la date de notification de la présente convention par l'Agence à la collectivité, après signature des parties.

La présente convention est applicable jusqu'au **31 décembre 2015**.

En toute hypothèse, la collectivité s'engage à gérer et solder à leur terme les dossiers qu'elle aurait reçus avant le 31 décembre de l'année de résiliation de la convention.

ARTICLE 8 - DOMICILIATION BANCAIRE

Etablissement financier :
Compte ouvert au nom de :

N°banque	n°guichet	n°compte	clé:
----------	-----------	----------	------

ARTICLE 9 - LITIGES

Les litiges qui peuvent intervenir à l'occasion de l'application de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de LILLE.

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE
A DOUAI, le

LA COLLECTIVITE
A, le

Olivier THIBault

Annexe 1

LISTE DES COMMUNES DONT LES RESEAUX DE COLLECTE D'EAUX USEES
SONT RACCORDES A UNE STATION D'EPURATION EXISTANTE OU EN CONSTRUCTION.

DELIBERATION N° 13-A-041 DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE
L'AGENCE DE L'EAU ARTOIS-PICARDIE

TITRE : BUDGET DE L'EXERCICE 2014

VISA :

- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi N° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA),
- Vu le décret N° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le 10^{ème} Programme d'Intervention 2013-2018 de l'Agence de l'Eau ARTOIS-PICARDIE et la délibération N° 12-A-052 du Conseil d'Administration du 19 octobre 2012 en portant approbation, pris après avis conforme du Comité de Bassin,
- Vu le règlement intérieur du Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau ARTOIS-PICARDIE du 27 septembre 2012, modifié par le Conseil d'Administration du 18/10/2013,
- Vu le rapport du Directeur Général présenté au point n° 4 (1) de l'ordre du jour du Conseil d'Administration du 18 octobre 2013,

Le Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie décide :

ARTICLE 1 -

Les crédits de paiement relatifs à la masse salariale ont été calculés en prenant en compte l'actuel plafond d'emploi de 167 ETP fixé pour 2014 par la Direction de l'Eau et de la Biodiversité.

ARTICLE 2 -

Le budget de l'exercice 2014 est adopté pour les montants suivants :

En dépenses : 180 375 485 €

- enveloppe «personnel» :	11 981 200 €
- enveloppe «fonctionnement» :	20 051 195 €
- enveloppe «intervention» :	147 358 180 €
- <i>compte de résultat</i> :	106 889 180 €
- <i>tableau de financement</i> :	40 469 000 €
- enveloppe «investissements» :	984 910 €

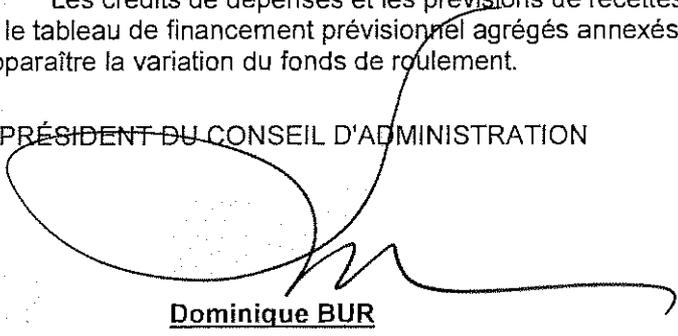
En recettes : 176 182 000 €

- compte de résultat prévisionnel :	140 356 000 €
- tableau de financement prévisionnel :	35 826 000 €
(hors produits des cessions d'élément d'actif)	

ARTICLE 3 -

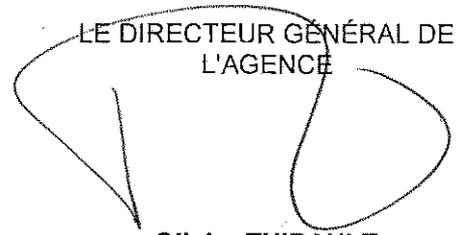
Les crédits de dépenses et les prévisions de recettes sont repris dans le compte de résultat prévisionnel et le tableau de financement prévisionnel agrégés annexés à la présente délibération de manière à faire apparaître la variation du fonds de roulement.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



Dominique BUR

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE
L'AGENCE



Olivier THIBAUT

COMPTE DE RÉSULTAT PRÉVISIONNEL

- DÉPENSES -

Numéros des postes	Intitulés des postes de charges	Budget initial 2014	Budget 2013 après ajustements en gestion (1)	Budget initial 2013	Compte financier 2012
	Enveloppe "Personnel" :	11 981 200,00 €	11 789 000,00 €	11 789 000,00 €	11 561 006,40 €
64	Charges de personnel	10 930 200,00 €	10 744 000,00 €	10 744 000,00 €	10 556 979,46 €
631	Impôts et versements assimilés sur rémunérations	861 000,00 €	857 000,00 €	857 000,00 €	819 983,37 €
633	Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (Autres organismes)	190 000,00 €	165 000,00 €	165 000,00 €	184 043,57 €
637	Autres impôts et versements assimilés (Autres organismes)	-	23 000,00 €	23 000,00 €	-
	Enveloppe "Fonctionnement" :	20 051 195,00 €	6 644 245,00 €	6 644 245,00 €	5 905 749,52 €
60	Achats et variation de stocks	294 315,00 €	306 435,00 €	306 435,00 €	234 240,13 €
61	Achats de sous-traitance et services extérieurs	847 280,00 €	883 280,00 €	870 280,00 €	866 730,87 €
62	Autres services extérieurs (en relation avec l'activité)	1 311 000,00 €	1 387 900,00 €	1 400 900,00 €	1 267 038,74 €
635	Autres impôts, taxes et versements assimilés (services des impôts)	180 800,00 €	170 800,00 €	170 800,00 €	166 462,93 €
65	Autres charges de gestion courante (hors contribution à l'ONEMA et fraction reversement pollutions diffuses)	1 191 300,00 €	1 173 830,00 €	1 173 830,00 €	1 786 733,45 €
66	Charges financières	1 101 000,00 €	1 280 500,00 €	1 280 500,00 €	166 888,40 €
67	Charges exceptionnelles (dont 13 000 000 € de contribution exceptionnelle à l'effort du redressement des comptes publics pour le budget initial 2014)	13 715 500,00 €	15 500,00 €	15 500,00 €	64 426,67 €
68	Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions (hors charges d'Intervention)	1 410 000,00 €	1 426 000,00 €	1 426 000,00 €	1 353 228,33 €
69	Impôts sur les bénéficiaires et impôts assimilés	-	-	-	-
	Enveloppe "Intervention" :	106 889 180,00 €	104 527 480,00 €	104 527 480,00 €	146 805 530,17 €
6571	Etudes, travaux et fournitures	7 315 045,00 €	7 220 080,00 €	7 220 080,00 €	4 314 555,70 €
6572	Subventions	87 136 935,00 €	86 399 400,00 €	86 399 400,00 €	131 387 540,87 €
6575	Charges exceptionnelles d'Intervention	-	700 000,00 €	700 000,00 €	-
65841	Contribution à l'ONEMA	9 187 200,00 €	10 208 000,00 €	10 208 000,00 €	7 600 000,00 €
65842	Contribution à l'ONEMA - Fraction reversement pollutions diffuses	3 250 000,00 €	-	-	3 503 433,60 €
68158	Provisions pour charges d'intervention	-	-	-	-
TOTAL DES DÉPENSES DU COMPTE DE RÉSULTAT PRÉVISIONNEL : [1]		138 921 575,00 €	122 960 725,00 €	122 960 725,00 €	164 272 286,09 €
RÉSULTAT PRÉVISIONNEL : bénéfice [3] = [2] - [1]		1 434 425,00 €	14 445 275,00 €	14 445 275,00 €	17 606 444,71 €
TOTAL ÉQUILIBRE DU COMPTE DE RÉSULTAT PRÉVISIONNEL : [1] + [3] = [2] + [4]		140 356 000,00 €	137 406 000,00 €	137 406 000,00 €	181 878 730,80 €

(1) Ajustements en gestion au 18/09/2013

COMPTE DE RÉSULTAT PRÉVISIONNEL

- RECETTES -

Numéros des postes	Intitulés des postes de produits	Budget initial 2014	Budget 2013 après ajustements en gestion (1)	Budget initial 2013	Compte financier 2012
748	Subventions d'exploitation : Autres subventions d'exploitation	62 000,00 € 62 000,00 €	250 000,00 € 250 000,00 €	250 000,00 € 250 000,00 €	21 600,00 € 21 600,00 €
	Autres ressources :	140 294 000,00 €	137 156 000,00 €	137 156 000,00 €	181 857 130,80 €
70	Valeurs de produits fabriqués, prestations de services, marchandises	-	-	-	-
75	Autres produits de gestion courante (sauf redevances) (2)	1 769 000,00 €	1 674 000,00 €	1 674 000,00 €	2 510 830,57 €
757	Redevances pour l'Agence de l'Eau ARTOIS - PICARDIE	137 580 000,00 €	134 540 000,00 €	134 540 000,00 €	137 822 176,14 €
76	Produits financiers	5 000,00 €	7 000,00 €	7 000,00 €	16 778,71 €
77	Produits exceptionnels	40 000,00 €	35 000,00 €	35 000,00 €	429 270,73 €
78	Reprises sur amortissement, dépréciations et provisions	900 000,00 €	900 000,00 €	900 000,00 €	41 078 074,65 €
TOTAL DES RECETTES DU COMPTE DE RESULTAT PREVISIONNEL : [2]		140 356 000,00 €	137 406 000,00 €	137 406 000,00 €	181 878 730,80 €
RESULTAT PREVISIONNEL : perte [4] = [1] - [2]					
TOTAL EQUILIBRE DU COMPTE DE RESULTAT PREVISIONNEL [1] + [3] = [2] + [4]		140 356 000,00 €	137 406 000,00 €	137 406 000,00 €	181 878 730,80 €

Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

	Résultat prévisionnel de l'exercice (3) ou (4)	1 434 425,00 €	14 445 275,00 €	14 445 275,00 €	17 606 444,71 €
+	Dotations aux amortissements dépréciations et provisions (compte 88)	1 410 000,00 €	1 426 000,00 €	1 426 000,00 €	1 353 228,33 €
-	Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (compte 78)	900 000,00 €	900 000,00 €	900 000,00 €	41 078 074,65 €
+	Valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés (compte 675)	15 000,00 €	15 000,00 €	15 000,00 €	64 425,06 €
-	Produits de cession d'éléments d'actif (compte 775)	30 000,00 €	30 000,00 €	30 000,00 €	400 262,00 €
Capacité d'autofinancement (CAF) ou Insuffisance d'autofinancement (IAF)		1 929 425,00 €	14 956 275,00 €	14 956 275,00 €	-22 454 238,55 €

(1) Ajustements en gestion au 18/09/2013

(2) dont 910 000 € pour les frais d'assiette et de recouvrement de la redevance pour pollutions diffuses au titre des autres bassins et de l'ONEMA

DB

5

TABLEAU DE FINANCEMENT ABRÉGÉ PRÉVISIONNEL

- EMPLOIS ET RESSOURCES -

Numéros des comptes	Intitulés des postes	Budget initial 2014	Budget 2013 après ajustements en gestion (1)	Budget initial 2013	Compte financier 2012
EMPLOIS					
	<i>INSUFFISANCE D'AUTOFINANCEMENT</i>				22 454 238,55 €
	<i>Enveloppe "Investissement" :</i>	984 910,00 €	894 500,00 €	894 500,00 €	714 208,20 €
16	Emprunts et dettes assimilées	-	-	-	-
20	Immobilisations incorporelles	551 750,00 €	511 500,00 €	511 500,00 €	358 691,17 €
21	Immobilisations corporelles	433 160,00 €	350 540,00 €	383 000,00 €	65 954,58 €
23	Immobilisations en cours	-	32 460,00 €	-	289 532,45 €
275	Dépôts et cautionnements versés	-	-	-	30,00 €
	<i>Enveloppe "Intervention" :</i>	40 469 000,00 €	51 741 000,00 €	51 741 000,00 €	64 858 494,44 €
2748	Prêts et avances	40 469 000,00 €	51 741 000,00 €	51 741 000,00 €	64 858 494,44 €
TOTAL DES EMPLOIS [5]		41 453 910,00 €	52 635 500,00 €	52 635 500,00 €	88 026 941,19 €
APPORT AU FONDS DE ROULEMENT [7] = [6] - [5]					
RESSOURCES					
	<i>CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT</i>	1 929 425,00 €	14 956 275,00 €	14 956 275,00 €	
	<i>Subventions d'investissement :</i>	-	-	-	-
	<i>Autres ressources :</i>	35 856 000,00 €	33 267 000,00 €	33 267 000,00 €	70 318 548,25 €
164	Emprunts et dettes assimilés	-	-	-	40 000 000,00 €
20	Immobilisations incorporelles	-	-	-	1 336,70 €
775	Produits des cessions d'éléments d'actif	30 000,00 €	30 000,00 €	30 000,00 €	400 262,00 €
2743	Prêts au personnel (remboursements)	24 000,00 €	34 000,00 €	34 000,00 €	48 689,00 €
2748	Prêts d'interventions	35 802 000,00 €	33 203 000,00 €	33 203 000,00 €	29 868 260,55 €
TOTAL DES RESSOURCES [6]		37 785 425,00 €	48 223 275,00 €	48 223 275,00 €	70 318 548,25 €
PRELEVEMENT SUR LE FONDS DE ROULEMENT [8] = [5] - [6]					
		3 668 485,00 €	4 412 225,00 €	4 412 225,00 €	17 708 392,94 €

83

ST

Tableau complémentaire

	Budget initial 2014	Budget 2013 après ajustements en gestion	Compte financier 2012
APPORT (+) ou PRELEVEMENT (-) sur le FONDS DE ROULEMENT	- 3 668 485,00 €	- 4 412 225,00 €	- 17 708 392,94 €
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT	- 623 485,00 €	- 171 533,36 €	- 4 465 551,76 €
Variation de la TRESORERIE	- 3 045 000,00 €	- 4 240 691,64 €	- 13 242 841,18 €
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	25 819 527,68 €	29 488 012,68 €	33 900 237,68 €
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	15 098 527,68 €	15 722 012,68 €	15 893 546,04 €
Niveau de la TRESORERIE	10 721 000,00 €	13 766 000,00 €	18 006 691,64 €

10

4

83

BUDGET INITIAL 2014



BUDGET INITIAL 2014



Agence de l'Eau ARTOIS-PICARDIE

Etablissement Public National Administratif - loi N° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques
- décret N° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau

200, Rue Marceline
B.P. N° 80 818
59508 DOUAI CEDEX

Tél : 03-27-99-90-00
Fax : 03-27-99-90-15

N° SIRET : 185-911-781-00028

Code APE : 8413Z

Agence Comptable de l'Agence de l'Eau ARTOIS-PICARDIE

200, Rue marceline
59500 DOUAI CEDEX

Tél : 03-27-96-32-01
Fax : 03-27-92-94-04

Document établi en la forme prescrite par la circulaire

DF - 2MPAP-13-3104 du 05 Août 2013 de
la Direction Générale des Finances Publiques

- SOMMAIRE -

I - TABLEAUX RECAPITULATIFS DES DEPENSES ET DES RECETTES	Page : 7 à 11
I – 1 – Compte de résultat prévisionnel – dépenses.....	Page : 8
I – 2 – Compte de résultat prévisionnel – recettes et calcul de la capacité d'autofinancement (CAF).....	Page : 9
I – 3 – Tableau de financement abrégé prévisionnel.....	Page : 11
I – 4 – Tableau des autorisations et du solde budgétaire et équilibre financier.....	Page : 12 à 13
II - ETATS DES EFFECTIFS PERMANENTS AFFECTES A L'AGENCE	Page : 15
III - ETAT DETAILLE DES DEPENSES ET DES RECETTES	Page : 17 à 125
III – 1 – Dépenses – compte de résultat prévisionnel détaillé.....	Page : 19 à 79
III – 2 – Dépenses détaillées pour l'établissement du tableau de financement prévisionnel.....	Page : 81 à 89
III – 3 – Recettes – compte de résultat prévisionnel détaillé.....	Page : 91 à 119
III – 4 – Recettes détaillées pour l'établissement du tableau de financement prévisionnel	Page : 121 à 125
IV - ANNEXES	Page : 127 à 167

I - TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES ET DES RECETTES

COMPTE DE RÉSULTAT PRÉVISIONNEL

- DÉPENSES -

Numéros des postes	Intitulés des postes de charges	Budget initial 2014	Budget 2013 après ajustements en gestion (1)	Budget initial 2013	Compte financier 2012
	Enveloppe "Personnel" :	11 981 200,00 €	11 789 000,00 €	11 789 000,00 €	11 561 006,40 €
64	Charges de personnel	10 930 200,00 €	10 744 000,00 €	10 744 000,00 €	10 556 979,46 €
631	Impôts et versements assimilés sur rémunérations	861 000,00 €	857 000,00 €	857 000,00 €	819 983,37 €
633	Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (Autres organismes)	190 000,00 €	165 000,00 €	165 000,00 €	184 043,57 €
637	Autres impôts et versements assimilés (Autres organismes)	-	23 000,00 €	23 000,00 €	-
	Enveloppe "Fonctionnement" :	20 051 195,00 €	6 644 245,00 €	6 644 245,00 €	5 905 749,52 €
60	Achats et variation de stocks	294 315,00 €	306 435,00 €	306 435,00 €	234 240,13 €
61	Achats de sous-traitance et services extérieurs	847 280,00 €	883 280,00 €	870 280,00 €	866 730,87 €
62	Autres services extérieurs (en relation avec l'activité)	1 311 000,00 €	1 387 900,00 €	1 400 900,00 €	1 267 038,74 €
635	Autres impôts, taxes et versements assimilés (services des impôts)	180 800,00 €	170 800,00 €	170 800,00 €	166 462,93 €
65	Autres charges de gestion courante (hors contribution à l'ONEMA et fraction reversement pollutions diffuses)	1 191 300,00 €	1 173 830,00 €	1 173 830,00 €	1 786 733,45 €
66	Charges financières	1 101 000,00 €	1 280 500,00 €	1 280 500,00 €	166 888,40 €
67	Charges exceptionnelles (dont 13 000 000 € de contribution exceptionnelle à l'effort du redressement des comptes publics pour le budget initial 2014)	13 715 500,00 €	15 500,00 €	15 500,00 €	64 426,67 €
68	Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions (hors charges d'intervention)	1 410 000,00 €	1 426 000,00 €	1 426 000,00 €	1 353 228,33 €
69	Impôts sur les bénéfices et impôts assimilés	-	-	-	-
	Enveloppe "Intervention" :	106 889 180,00 €	104 527 480,00 €	104 527 480,00 €	146 805 530,17 €
6571	Etudes, travaux et fournitures	7 315 045,00 €	7 220 080,00 €	7 220 080,00 €	4 314 555,70 €
6572	Subventions	87 136 935,00 €	86 399 400,00 €	86 399 400,00 €	131 387 540,87 €
6575	Charges exceptionnelles d'intervention	-	700 000,00 €	700 000,00 €	-
65841	Contribution à l'ONEMA	9 187 200,00 €	10 208 000,00 €	10 208 000,00 €	7 600 000,00 €
65842	Contribution à l'ONEMA - Fraction reversement pollutions diffuses	3 250 000,00 €	-	-	3 503 433,60 €
68158	Provisions pour charges d'intervention	-	-	-	-
TOTAL DES DÉPENSES DU COMPTE DE RÉSULTAT PRÉVISIONNEL : [1]		138 921 575,00 €	122 960 725,00 €	122 960 725,00 €	164 272 286,09 €
RÉSULTAT PRÉVISIONNEL : bénéfice [3] = [2] - [1]		1 434 425,00 €	14 445 275,00 €	14 445 275,00 €	17 606 444,71 €
TOTAL ÉQUILIBRE DU COMPTE DE RÉSULTAT PRÉVISIONNEL : [1] + [3] = [2] + [4]		140 356 000,00 €	137 406 000,00 €	137 406 000,00 €	181 878 730,80 €

(1) Ajustements en gestion au 18/09/2013

COMPTE DE RÉSULTAT PRÉVISIONNEL

- RECETTES -

Numéros des postes	Intitulés des postes de produits	Budget initial 2014	Budget 2013 après ajustements en gestion (1)	Budget initial 2013	Compte financier 2012
	Subventions d'exploitation :	62 000,00 €	250 000,00 €	250 000,00 €	21 600,00 €
748	Autres subventions d'exploitation	62 000,00 €	250 000,00 €	250 000,00 €	21 600,00 €
	Autres ressources :	140 294 000,00 €	137 156 000,00 €	137 156 000,00 €	181 857 130,80 €
70	Valeurs de produits fabriqués, prestations de services, marchandises	-	-	-	-
75	Autres produits de gestion courante (sauf redevances) (2)	1 769 000,00 €	1 674 000,00 €	1 674 000,00 €	2 510 830,57 €
757	Redevances pour l'Agence de l'Eau ARTOIS - PICARDIE	137 580 000,00 €	134 540 000,00 €	134 540 000,00 €	137 822 176,14 €
76	Produits financiers	5 000,00 €	7 000,00 €	7 000,00 €	16 778,71 €
77	Produits exceptionnels	40 000,00 €	35 000,00 €	35 000,00 €	429 270,73 €
78	Reprises sur amortissement, dépréciations et provisions	900 000,00 €	900 000,00 €	900 000,00 €	41 078 074,65 €
TOTAL DES RECETTES DU COMPTE DE RESULTAT PREVISIONNEL : [2]		140 356 000,00 €	137 406 000,00 €	137 406 000,00 €	181 878 730,80 €
RESULTAT PREVISIONNEL : perte [4] = [1] - [2]					
TOTAL EQUILIBRE DU COMPTE DE RESULTAT PREVISIONNEL [1] + [3] = [2] + [4]		140 356 000,00 €	137 406 000,00 €	137 406 000,00 €	181 878 730,80 €

Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

	Résultat prévisionnel de l'exercice (3) ou (4)	1 434 425,00 €	14 445 275,00 €	14 445 275,00 €	17 606 444,71 €
+	Dotations aux amortissements dépréciations et provisions (compte 68)	1 410 000,00 €	1 426 000,00 €	1 426 000,00 €	1 353 228,33 €
-	Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (compte 78)	900 000,00 €	900 000,00 €	900 000,00 €	41 078 074,65 €
+	Valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés (compte 675)	15 000,00 €	15 000,00 €	15 000,00 €	64 425,06 €
-	Produits de cession d'éléments d'actif (compte 775)	30 000,00 €	30 000,00 €	30 000,00 €	400 262,00 €
Capacité d'autofinancement (CAF) ou Insuffisance d'autofinancement (IAF)		1 929 425,00 €	14 956 275,00 €	14 956 275,00 €	-22 454 238,55 €

(1) Ajustements en gestion au 18/09/2013

(2) dont 910 000 € pour les frais d'assiette et de recouvrement de la redevance pour pollutions diffuses au titre des autres bassins et de l'ONEMA

TABLEAU DE FINANCEMENT ABRÉGÉ PRÉVISIONNEL

- EMPLOIS ET RESSOURCES -

Numéros des comptes	Intitulés des postes	Budget initial 2014	Budget 2013 après ajustements en gestion (1)	Budget initial 2013	Compte financier 2012
	EMPLOIS				
	<i>INSUFFISANCE D'AUTOFINANCEMENT</i>				22 454 238,55 €
	<i>Enveloppe "Investissement" :</i>	984 910,00 €	894 500,00 €	894 500,00 €	714 208,20 €
16	Emprunts et dettes assimilées	-	-	-	-
20	Immobilisations incorporelles	551 750,00 €	511 500,00 €	511 500,00 €	358 691,17 €
21	Immobilisations corporelles	433 160,00 €	350 540,00 €	383 000,00 €	65 954,58 €
23	Immobilisations en cours	-	32 460,00 €	-	289 532,45 €
275	Dépôts et cautionnements versés	-	-	-	30,00 €
	<i>Enveloppe "Intervention" :</i>	40 469 000,00 €	51 741 000,00 €	51 741 000,00 €	64 858 494,44 €
2748	Prêts et avances	40 469 000,00 €	51 741 000,00 €	51 741 000,00 €	64 858 494,44 €
	TOTAL DES EMPLOIS [5]	41 453 910,00 €	52 635 500,00 €	52 635 500,00 €	88 026 941,19 €
	APPORT AU FONDS DE ROULEMENT [7] = [6] - [5]				
	RESSOURCES				
	<i>CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT</i>	1 929 425,00 €	14 956 275,00 €	14 956 275,00 €	
	<i>Subventions d'investissement :</i>	-	-	-	-
	<i>Autres ressources :</i>	35 856 000,00 €	33 267 000,00 €	33 267 000,00 €	70 318 548,25 €
164	Emprunts et dettes assimilés	-	-	-	40 000 000,00 €
20	Immobilisations incorporelles	-	-	-	1 336,70 €
775	Produits des cessions d'éléments d'actif	30 000,00 €	30 000,00 €	30 000,00 €	400 262,00 €
2743	Prêts au personnel (remboursements)	24 000,00 €	34 000,00 €	34 000,00 €	48 689,00 €
2748	Prêts d'interventions	35 802 000,00 €	33 203 000,00 €	33 203 000,00 €	29 868 260,55 €
	TOTAL DES RESSOURCES [6]	37 785 425,00 €	48 223 275,00 €	48 223 275,00 €	70 318 548,25 €
	PRELEVEMENT SUR LE FONDS DE ROULEMENT [8] = [5] - [6]	3 668 485,00 €	4 412 225,00 €	4 412 225,00 €	17 708 392,94 €

Tableau complémentaire

	Budget initial 2014	Budget 2013 après ajustements en gestion	Compte financier 2012
APPORT (+) ou PRELEVEMENT (-) sur le FONDS DE ROULEMENT	- 3 668 485,00 €	- 4 412 225,00 €	- 17 708 392,94 €
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT	- 623 485,00 €	- 171 533,36 €	- 4 465 551,76 €
Variation de la TRESORERIE	- 3 045 000,00 €	- 4 240 691,64 €	- 13 242 841,18 €
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	25 819 527,68 €	29 488 012,68 €	33 900 237,68 €
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	15 098 527,68 €	15 722 012,68 €	15 893 546,04 €
Niveau de la TRESORERIE	10 721 000,00 €	13 766 000,00 €	18 006 691,64 €

TABLEAU DES AUTORISATIONS ET DU SOLDE BUDGETAIRE ET EQUILIBRE FINANCIER

Page : 12

TABLEAU DE PASSAGE ENTRE LE RESULTAT PATRIMONIAL ET LE SOLDE BUDGETAIRE (version GBCP)

RESULTAT PATRIMONIAL		1 434 425,00 €
Opérations comptables non budgétaires		
<i>Opérations d'inventaire : dotations de l'exercice</i>		
Charges à payer (y compris intérêts courus non échus)	+	+ 1 400 000,00
Produits à recevoir (y compris intérêts courus non échus)	-	
Charges constatées d'avance	-	- 15 500,00
Produits constatées d'avance	+	
Provisions pour risques et charges	+	
Amortissements et dépréciations sur immobilisations, stocks et créances	+	+ 1 410 000,00
<i>Opérations d'inventaire : reprises de l'exercice</i>		
Contre-passation des charges à payer N-1	-	- 1 280 000,00
Contre-passation des produits à recevoir N-1	+	
Contre-passation des charges constatées d'avance N-1	+	+ 15 500,00
Contre-passation des produits constatés d'avance N-1	-	
Reprises sur provisions pour risques et charges	-	
Reprises sur dépréciations sur immo, stocks et créances	-	- 900 000,00
<i>Autres opérations comptables non budgétaires</i>		
Variation de stocks	+/-	
Production immobilisée	-	
Quote-part de financements (dont subventions) reprise au résultat	-	
Valeur comptable des éléments d'actif cédés	+	+ 15 000,00
Admissions en non valeur et remises gracieuses de créances	+	+ 900 000,00
Opérations budgétaires et comptables bilancielle		
Acquisition d'immobilisations	-	- 984 910,00
Avances versées sur commandes et pénalités	-	
Avances et acomptes versés sur rémunérations	-	
Autres dépenses inscrites à des postes de bilan	-	- 40 469 000,00
Avances et acomptes reçus	+	
Autres recettes inscrites à des postes de bilan	+	+ 35 826 000,00
Opérations budgétaires et comptables avec différence de fait générateur		
Restes à recouvrer sur produits de l'exercice	-	- 15 459 595,00
Recouvrements sur produits des exercices antérieurs	+	+ 15 063 080,00
Mandats (sur compte de charges) pris en charge mais non soldés à la clôture	+	
Paiement sur l'exercice de mandats N - 1 (sur sur compte de charges)	-	
SOLDE BUDGETAIRE		- 3 045 000,00

TABLEAU DES AUTORISATIONS ET DU SOLDE BUDGETAIRE ET EQUILIBRE FINANCIER

TABLEAU DES AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES EN AUTORISATION D'ENGAGEMENT ET CRÉDITS DE PAIEMENT, PRÉVISIONS DE RECETTES ET SOLDE BUDGÉTAIRE (version GBCP)

Dépenses	Montants		Recettes	Montants
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement		
Enveloppe hors projet de recherche			Recettes globalisés	
Personnel	11 981 200,00 €	11 981 200,00 €	Subvention pour charges de service public	
<i>Dont contribution employeur au CAS Pension</i>			Autres financements État fiscalité affectée	62 000,00 €
Fonctionnement	20 051 195,00 €	17 606 195,00 €	Autres financements publics	
			Ressources propres (hors reprise sur provision)	174 823 485,00 €
Intervention	128 162 200,00 €	147 358 180,00 €	Recettes fléchées	
Investissement	984 910,00 €	984 910,00 €	Autres financements publics fléchés	
Enveloppes projets de recherche			Mécénat fléchés	
TOTAL DES DÉPENSES	161 179 505,00 €	177 930 485,00 €	TOTAL DES RECETTES	174 885 485,00 €
Solde budgétaire (excédent)			Solde budgétaire (déficit)	3 045 000,00 €

EQUILIBRE FINANCIER

Besoins (Utilisation des financements)		Financement (couverture des besoins)	
Solde budgétaire (déficit)	3 045 000,00 €	Solde budgétaire (excédent)	- €
Excédent sur l'exercice de recettes budgétaires fléchées		Excédent sur l'exercice de dépenses budgétaires fléchées	
Remboursements d'emprunts		Nouveaux emprunts	
Opérations au nom et pour le compte de tiers (Décaissements de l'exercice) *	78 729 000,00 €	Opérations au nom et pour le compte de tiers (Encaissements de l'exercice) *	78 729 000,00 €
Sous - Total (1)	81 774 000,00 €	Sous - Total (2)	78 729 000,00 €
Abondement de la trésorerie disponible (2-1)		Prélèvement sur la trésorerie disponible (1-2)	3 045 000,00 €
Total des besoins	81 774 000,00 €	Total des financements	81 774 000,00 €

* Déduction de la fraction de redevances pour pollutions diffuses prélevée pour l'ONEMA (3 250 000 € - classe 7)

**ETAT DES EFFECTIFS EN EQUIVALENT TEMPS PLEIN (ETP)
BUDGET PRIMITIF 2014**

DESIGNATION DES EMPLOIS	BUDGET PRIMITIF 2013 EN ETP au 31/12/2013 *	BUDGET PRIMITIF 2014 EN ETP au 31/12/2014 *
A) FONCTIONNAIRES DETACHES		
Directeur Général (Ingénieur en chef des ponts, des eaux et forêts).....	1	1
Directeur Milieux Naturels Aquatiques (Ingénieur en chef des ponts, des eaux et forêts).....	1	1
Directeur Délégué Ressource et Lutte contre la Pollution (Ingénieur principal).....	1	1
Chargé d'interventions Inondations (Ingénieur Principal).....	0	1
Chargé d'interventions Picardie (Technicien supérieur en chef équipement).....	1	1
Chargé d'études (Technicien supérieur en chef de l'équipement).....	1	1
TOTAUX	5	6
B) CONTRACTUELS		
Catégorie 1 bis.....	7,80	7,80
Catégorie 1 (1er niveau).....		
Catégorie 1 (2ème niveau).....	43,90	41,00
Catégorie 2 (1er niveau).....		
Catégorie 2 (2ème niveau).....	66,35	63,50
Catégorie 3 (1er niveau).....		
Catégorie 3 (2ème niveau).....	35,35	34,40
Catégorie 4.....	16	14,3
Catégorie 5.....	-	-
TOTAUX	169,40	161,00
TOTAUX GENERAUX	174,40	167,00

* ETP "équivalent temps plein"

III - ETAT DETAILLE DES DEPENSES ET DES RECETTES

III - 1 - DEPENSES 2014 -

COMPTE DE RESULTAT PREVISIONNEL DETAILLE

N° des postes		Charges décaissables	Intitulés des postes de charges	Budget initial 2014	Budget 2013 après ajustements en gestion	Budget initial 2013	Compte financier 2012
Chapitres	Articles						
60			Achats et variations de stocks	294 315,00 €	306 435,00 €	306 435,00 €	234 240,13 €
	606	X	Achats non stockés de matériels et fournitures	294 315,00 €	306 435,00 €	306 435,00 €	234 240,13 €
TOTAUX				294 315,00 €	306 435,00 €	306 435,00 €	234 240,13 €

COMMENTAIRES	Budget initial 2014	Budget initial 2013
<p>Paragraphe 60611 - Electricité</p> <p>- Bureaux de l'Agence à DOUAI et de la délégation située à AMIENS</p> <p><i>Modifications par rapport à 2013 et incidence financière de ces modifications : + 2 900 €</i></p> <p>- ajustement compte tenu des augmentations annuelles constatées</p>	62 900,00 €	60 000,00 €
<p>Paragraphe 60612 – Carburants et lubrifiants</p> <p>- Crédit nécessaire au fonctionnement du parc de véhicules de l'Agence</p> <p>- sans changement par rapport à l'exercice 2013</p>	57 000,00 €	57 000,00 €
à reporter	119 900,00 €	117 000,00 €

COMMENTAIRES	Budget initial 2014	Budget initial 2013
reports	119 900,00 €	117 000,00 €
Paragraphe 60613 – Gaz	45 000,00 €	43 000,00 €
- chauffage des bureaux du siège de l'Agence à DOUAI		
<i>Modifications par rapport à 2013 et incidence financière de ces modifications : + 2 000 €</i>		
- Ajustement compte tenu de l'évolution du prix du gaz		
Paragraphe 60617 - Eau	6 500,00 €	6 500,00 €
Pour les bureaux de l'Agence à DOUAI		
<i>- sans changement par rapport à l'exercice 2013</i>		
à reporter	171 400,00 €	166 500,00 €

COMMENTAIRES	Budget initial 2014	Budget initial 2013
reports	171 400,00 €	166 500,00 €
Paragraphe 6063 - Fournitures d'entretien et de petit équipement.....	57 715,00 €	45 000,00 €
- Petit mobilier, matériel, équipements divers et produits d'entretien (12 200 €)		
- Petit matériel informatique (périphérique, téléphone, écran, clavier, ordinateur) (45 515 €)		
<i>Modifications par rapport à 2013 et incidence financière de ces modifications : + 12 715 €</i>		
<i>Achats de 40 écrans d'ordinateurs liés au processus interne de dématérialisation</i>		
Paragraphe 6064 - Fournitures administratives.....	37 700,00 €	43 000,00 €
- Imprimés et fournitures de bureau		
<i>Modifications par rapport à 2013 et incidence financière de ces modifications : -5 300 €</i>		
- ajustement compte tenu de la consommation réelle des deux dernières années		
Paragraphe 6065 - Linge, vêtements de travail	1 050,00 €	1 700,00 €
- Estimation 2014		
Paragraphe 6068 – Autres matières et fournitures non stockées.....	26 450,00 €	50 235,00 €
- Petites fournitures diverses, matières et produits consommables (fournitures pour le nettoyage, ...) (4 950 €)		
- Achats de consommables informatiques (toners, cartouches pour les imprimantes) (21 500 €)		
<i>Modifications par rapport à 2013 et incidences financières de ces modifications : -23 785 €</i>		
- ajustement compte tenu de la suppression des imprimantes individuelles et la centralisation des impressions sur les photocopieurs d'étage		
à reporter	294 315,00 €	306 435,00 €

N° des postes		Charges décaissables	Intitulés des postes de charges	Budget initial 2014	Budget 2013 après ajustements en gestion	Budget initial 2013	Compte financier 2012
Chapitres	Articles						
61			Achats de sous-traitance et services extérieurs	847 280,00 €	883 280,00 €	870 280,00 €	866 730,87 €
	613	X	Locations	116 920,00 €	132 650,00 €	132 650,00 €	103 921,78 €
	614	X	Charges locatives et de copropriété	20 200,00 €	22 000,00 €	22 000,00 €	17 876,15 €
	615	X	Travaux d'entretien et de réparations	660 260,00 €	679 630,00 €	666 630,00 €	694 663,98 €
	616	X	Primes d'assurances	29 900,00 €	29 000,00 €	29 000,00 €	27 825,45 €
	618	X	Divers	20 000,00 €	20 000,00 €	20 000,00 €	22 443,51 €
TOTAUX				847 280,00 €	883 280,00 €	870 280,00 €	866 730,87 €

COMMENTAIRES	Budget initial 2014	Budget initial 2013
reports	294 315,00 €	306 435,00 €
Paragraphe 6132 - Locations immobilières - Loyers des bureaux de l'Agence situés à AMIENS et BOULOGNE-SUR-MER et location occasionnelle de salles pour diverses réunions Modifications par rapport à 2013 et incidence financière de ces modifications : -4 200 € - Ajustement compte tenu de la renégociation du bail des bureaux d'Amiens réalisée en 2013	48 600,00 €	52 800,00 €
Paragraphe 6135 - Locations mobilières - Location de matériel et outillages (matériels techniques et d'exposition, ...), de matériel de bureau (machines à affranchir et à peser le courrier, matériel de reprographie...) Modifications par rapport à 2013 et incidence financière de ces modifications : -11 530 € - Ajustement compte tenu du montant constaté de la location des photocopieurs	68 320,00 €	79 850,00 €
ARTICLE 614 - Charges locatives et de copropriété - Charges pour les bureaux de l'Agence situés à AMIENS et BOULOGNE-SUR-MER - Ajustement compte tenu de la renégociation du bail des bureaux d'Amiens réalisée en 2013	20 200,00 €	22 000,00 €
à reporter	431 435,00 €	461 085,00 €

COMMENTAIRES	Budget initial 2014	Budget initial 2013
reports	431 435,00 €	461 085,00 €
Paragraphe 6152 - Travaux d'entretien et de réparations sur biens immobiliers.....	191 060,00 €	206 580,00 €
<p>Travaux de rénovation des bâtiments, de diverses installations (chauffage, détection vol et incendie, portes automatiques, ascenseurs, climatisation de locaux techniques, ...), et entretien des parcelles (boisement, fauchage) acquises dans le cadre de la politique des réservations foncières</p> <p>MESURES NOUVELLES 2014</p> <ul style="list-style-type: none"> - Travaux de réfections des faïences dans les sanitaires - Travaux divers de remise à niveau du bâtiment (chéneau du auvent d'entrée, ornière de descente du parking, dalle de sol du parvis) 		
Paragraphe 6155 - Travaux d'entretien et de réparations sur biens mobiliers.....	30 500,00 €	29 000,00 €
<p>Réparation du mobilier et matériel de bureau et de reprographie, des imprimantes et du parc de véhicules de l'Agence</p> <ul style="list-style-type: none"> - ajustement compte tenu des besoins constatés 		
Paragraphe 6156 - Maintenance.....	438 700,00 €	431 050,00 €
<ul style="list-style-type: none"> - Maintenance des ascenseurs, des photocopieurs, matériel incendie, appareils ménagers et des massicots,... (146 750 €) - Maintenance des logiciels, progiciels et du matériel informatique (291 950 €) - ajustement compte tenu des besoins constatés 		
à reporter	1 091 695,00 €	1 127 715,00 €

COMMENTAIRES	Budget initial 2014	Budget initial 2013
reports	1 091 695,00 €	1 127 715,00 €
ARTICLE 616 - Primes d'assurance.....		
<ul style="list-style-type: none"> - Parc de véhicules de l'Agence, - Bureaux de DOUAI, AMIENS, BOULOGNE-SUR-MER, - Matériel divers, - Responsabilité civile et risques annexes 	29 900,00 €	29 000,00 €
<p><i>Modifications par rapport à 2013 et incidences financières de ces modifications : + 900 €</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - ajustement compte tenu des augmentations annuelles constatées 		
Paragraphe 6181 - Documentation générale.....		
<ul style="list-style-type: none"> - Estimation 2013 	20 000,00 €	20 000,00 €
Paragraphe 6185 - Frais de colloques, séminaires, conférences.....		
<ul style="list-style-type: none"> - Dépenses se rapportant aux séminaires organisés par l'Agence - aucun crédit de paiement n'est prévu dans ce domaine pour 2014 	-	-
à reporter	1 141 595,00 €	1 176 715,00 €

N° des postes		Charges décaissables	Intitulés des postes de charges	Budget initial 2014	Budget 2013 après ajustements en gestion	Budget initial 2013	Compte financier 2012
Chapitres	Articles						
62			Autres services extérieurs (en relation avec l'activité)	1 311 000,00 €	1 387 900,00 €	1 400 900,00 €	1 267 038,74 €
	622	X	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	22 000,00 €	9 200,00 €	14 000,00 €	35 803,13 €
	623	X	Publicité, publications, relations publiques	31 000,00 €	33 300,00 €	25 000,00 €	13 391,27 €
	624	X	Transports de biens et transports collectifs du personnel	3 000,00 €	3 500,00 €	3 500,00 €	1 179,27 €
	625	X	Déplacements, missions et réceptions	242 090,00 €	246 620,00 €	248 300,00 €	247 874,31 €
	626	X	Frais postaux et frais de télécommunication	274 000,00 €	276 800,00 €	276 800,00 €	228 564,42 €
	627	X	Services bancaires et assimilés	500,00 €	500,00 €	500,00 €	-
	628	X	Divers	738 410,00 €	817 980,00 €	832 800,00 €	740 226,34 €
TOTAUX				1 311 000,00 €	1 387 900,00 €	1 400 900,00 €	1 267 038,74 €

COMMENTAIRES	Budget initial 2014	Budget initial 2013
reports	1 141 595,00 €	1 176 715,00 €
Paragraphe 6226 - Honoraires.....	22 000,00 €	14 000,00 €
Honoraires pour divers contentieux, pour la gestion des terrains situés à l'intérieur de sites de retenues (baux emphytéotiques, divisions cadastrales, ...), les redevances impayées et les participations financières versées		
<i>Modifications par rapport à 2013 et incidences financières de ces modifications : + 8 000 €</i>		
<ul style="list-style-type: none"> - ajustement compte tenu des frais d'actes relatifs à l'introduction de clauses environnementales dans les baux emphytéotiques existants 		
Paragraphe 6231 - Annonces et insertions.....	22 000,00 €	25 000,00 €
<ul style="list-style-type: none"> - Annonces dans la presse et insertion dans le Bulletin officiel des annonces des marchés publics (appel à candidature) 		
<ul style="list-style-type: none"> - ajustement compte tenu des besoins constatés 		
Paragraphe 6238 – Divers.....	9 000,00 €	-
Actions de sensibilisation diverses et de communication interne (locations de salle pour les conférences techniques et visites techniques)		
à reporter	1 194 595,00 €	1 215 715,00 €

COMMENTAIRES	Budget initial 2014	Budget initial 2013
reports	1 194 595,00 €	1 215 715,00 €
Paragraphe 6244 – Transports administratifs..... - Transport de plis ou colis par coursiers ou transporteurs - ajustement compte tenu des besoins constatés	3 000,00 €	3 500,00 €
Paragraphe 6254 – Frais d'inscription aux colloques..... - Frais d'inscription des agents à un colloque organisé par un organisme extérieur - ajustement compte tenu des besoins constatés (- 200 €)	4 800,00 €	5 000,00 €
Paragraphe 6256 - Missions (dont indemnité de transport en commun) - Remboursement aux agents des frais de mission et des titres de transport payés directement aux compagnies de transport <i>Modifications par rapport à 2013 et incidences financières de ces modifications : -6 010 €</i> - ajustement compte tenu de la baisse des effectifs - Depuis l'exercice 2013, les prises en charge partielle des frais de transport en commun du personnel ayant droit (estimation) (décret N° 2006-1663 du 22 décembre 2006) sont imputées sur le paragraphe 6435 - "indemnités représentatives de frais" qui est rattaché à l'enveloppe "Personnel"	223 490,00 €	229 500,00 €
Paragraphe 6257 - Réception : - Frais de réceptions lors des diverses réunions organisées par l'Agence - sans changement par rapport à l'exercice 2013	13 800,00 €	13 800,00 €
à reporter	1 439 685,00 €	1 467 515,00 €

COMMENTAIRES	Budget initial 2014	Budget initial 2013
reports	1 439 685,00 €	1 467 515,00 €
ARTICLE 626 - Frais postaux et frais de télécommunication..... - Frais de télécommunication (téléphone fixe et mobile), télécopieur, d'expédition du courrier pour les bureaux de DOUAI, AMIENS et BOULOGNE-SUR-MER <i>Modifications par rapport à 2013 et incidences financières de ces modifications : -2 800 €</i> - ajustement compte tenu des besoins constatés	274 000,00 €	276 800,00 €
ARTICLE 627 - Services bancaires et assimilés..... - Frais de virement de fonds à l'étranger et divers autres - sans changement par rapport à 2013	500,00 €	500,00 €
Paragraphe 6281 – Concours divers (cotisations....) - Cotisations et adhésions à divers organismes et divers autres - ajustement compte tenu des besoins constatés (+ 2 200 €)	5 000,00 €	2 800,00 €
Paragraphe 6282 - Blanchissage..... Aucun crédit de paiement n'est prévu dans ce domaine en 2014	-	-
Paragraphe 6283 - Formation continue du personnel de l'établissement..... - Cours, stages et évaluation régulière du niveau d'anglais organisés pour le personnel	180 000,00 €	180 000,00 €
Paragraphe 6286 – Contrats de nettoyage..... - Nettoyage des vitres et locaux à usage de bureau et annexes de l'Agence - Ajustement à la baisse compte tenu de la passation d'un nouveau marché notifié en 2013	102 350,00 €	130 000,00 €
à reporter	2 001 535,00 €	2 057 615,00 €

COMMENTAIRES	Budget initial 2014	Budget initial 2013
<p style="text-align: center;">reports</p> <p>Paragraphe 6288 - Autres prestations extérieures diverses</p> <ul style="list-style-type: none"> - Audit de certificat de démarche qualité, - prestations de classement et de mise à jour des ouvrages, - vérification obligatoire de matériel technique et électrique, - collecte et remise annuelle du courrier à la Mission Picardie, - surveillance de nuit des bureaux de l'Agence et contrôle d'accès, - abonnement à un centre de réception d'alarme incendie, - destruction des archives papiers éliminables - collecte de piles et papier pour recyclage, - prestations de préparation et distribution de repas du restaurant de l'Agence, - prestations d'accueil téléphonique et de présence au standard du siège de l'Agence, - maîtrise d'œuvre de l'Office National des Forêts pour des travaux forestiers et la gestion sylvicole des propriétés boisées appartenant à l'Agence, - routage des documents des instances sous-traité, - enlèvement des ordures ménagères, - désinfection du restaurant de l'Agence - dépenses informatiques relatives à des développements réalisés à diverses sociétés d'ingénierie informatique conformément au schéma directeur informatique et à la mutualisation de développements informatiques en inter-Agences (Evolutions des applications informatiques) (245 450 €) <p><u>Modifications par rapport à 2013 et incidences financières de ces modifications : -68 940 €</u></p> <p>- Cette baisse est liée essentiellement à la diminution des dépenses de développements informatiques relatives au logiciel inter-agences de calcul des redevances "ARAMIS"</p>	<p style="text-align: right;">2 001 535,00 €</p> <p style="text-align: right;">451 060,00 €</p>	<p style="text-align: right;">2 057 615,00 €</p> <p style="text-align: right;">520 000,00 €</p>
à reporter	2 452 595,00 €	2 577 615,00 €

N° des postes		Charges décaissables	Intitulés des postes de charges	Budget initial 2014	Budget 2013 après ajustements en gestion	Budget initial 2013	Compte financier 2012
Chapitres	Articles						
63			Impôts, taxes et versements assimilés	1 231 800,00 €	1 215 800,00 €	1 215 800,00 €	1 170 489,87 €
	631	X	Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (administration des impôts)	861 000,00 €	857 000,00 €	857 000,00 €	819 983,37 €
	633	X	Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (autres organismes)	190 000,00 €	165 000,00 €	165 000,00 €	184 043,57 €
	635	X	Autres impôts, taxes et versements assimilés (services des impôts)	180 800,00 €	170 800,00 €	170 800,00 €	166 462,93 €
	637	X	Autres impôts, taxes et versements assimilés (autres organismes)	-	23 000,00 €	23 000,00 €	-
TOTAUX				1 231 800,00 €	1 215 800,00 €	1 215 800,00 €	1 170 489,87 €

COMMENTAIRES	Budget initial 2014	Budget initial 2013
reports	2 452 595,00 €	2 577 615,00 €
<i>Paragraphe 6311 - Taxe sur les salaires.....</i>	861 000,00 €	857 000,00 €
<i>Paragraphe 6331 - Versement de transport.....</i>	128 000,00 €	126 000,00 €
<i>Paragraphe 6332 – Cotisation F.N.A.L. (Fonds National d’Aide au Logement) :.....</i>	39 000,00 €	39 000,00 €
Cotisation sociale patronale versée au Fonds National d’Aide au Logement (FNAL) qui finance diverses allocations logement		
<i>Paragraphe 6334 - Contribution au fonds pour l’insertion des personnes handicapées dans la fonction publique.....</i>	23 000,00 €	-
- Estimation 2014		
à reporter	3 503 595,00 €	3 599 615,00 €

COMMENTAIRES	Budget initial 2014	Budget initial 2013
reports		
Paragraphe 6351 - Impôts directs (sauf impôts sur les bénéfices).....	3 503 595,00 €	3 599 615,00 €
- Taxes foncières et d'habitation afférentes au siège de l'Agence à DOUAI et taxes foncières relatives aux terrains situés à l'intérieur de sites de retenues (réservations foncières)	180 000,00 €	170 000,00 €
Paragraphe 6358 - Autres droits.....		
- Taxe syndicale pour frais d'entretien des travaux de dessèchement, taxe pour travaux d'associations foncières, droit de bail, taxe additionnelle dans le cadre des réservations foncières, et taxes diverses (SACEM)	800,00 €	800,00 €
- sans changement par rapport à 2013		
Paragraphe 6371 - Contribution au fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique		
- A partir de l'exercice 2014, la contribution au FIPHFP sera comptabilisé sur le paragraphe 6334 - "contribution au fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique"	-	23 000,00 €
à reporter	3 684 395,00 €	3 793 415,00 €

N° des postes		Charges décaissables	Intitulés des postes de charges	Budget initial 2014	Budget 2013 après ajustements en gestion	Budget initial 2013	Compte financier 2012
Chapitres	Articles						
64			Charges de personnel	10 930 200,00 €	10 744 000,00 €	10 744 000,00 €	10 556 979,46 €
	643	X	Rémunérations du personnel sur crédits	7 936 400,00 €	7 793 300,00 €	7 800 000,00 €	7 677 288,97 €
	645	X	Charges de Sécurité Sociale et de prévoyance	2 816 000,00 €	2 752 700,00 €	2 746 000,00 €	2 583 046,02 €
	646	X	Rémunérations diverses	23 000,00 €	16 000,00 €	16 000,00 €	42 077,73 €
	647	X	Autres charges sociales	154 800,00 €	182 000,00 €	182 000,00 €	254 566,74 €
TOTAUX				10 930 200,00 €	10 744 000,00 €	10 744 000,00 €	10 556 979,46 €

COMMENTAIRES	Budget initial 2014	Budget initial 2013
reports	3 684 395,00 €	3 793 415,00 €
ARTICLE 643 - Rémunération du personnel sur crédits		
Paragraphe 6431- Traitements, commissions et remises du personnel sur crédits		
<i>Paragraphe 64311 - Traitement des fonctionnaires détachés sur contrat.....</i> Ajustement compte tenu de l'arrivée à l'Agence ARTOIS - PICARDIE du chargé d'intervention Inondations et de la continuité écologique (ingénieur principal) au sein de la Direction Milieux Naturels Aquatiques	221 000,00 €	183 000,00 €
<i>Paragraphe 64312 – Traitement du personnel non titulaire (CDI et CDD).....</i>	5 359 000,00 €	5 539 000,00 €
Paragraphe 6432 – Congés payés du personnel		
<i>Paragraphe 64321 – Congés payés du personnel permanent fonctionnaire détaché sur contrat.....</i>	2 400,00 €	2 400,00 €
<i>Paragraphe 64322 – Congés payés du personnel non titulaire (CDI et CDD).....</i>	48 000,00 €	43 600,00 €
Paragraphe 6433 – Indemnités résidentielles		
<i>Paragraphe 64331 - Indemnités résidentielles des fonctionnaires détachés sur contrat.....</i>	2 000,00 €	2 000,00 €
<i>Paragraphe 64332 - Indemnités résidentielles du personnel non titulaire.....</i>	54 000,00 €	56 000,00 €
Paragraphe 6434 – Primes et indemnités diverses		
<i>Paragraphe 643481 – Indemnités exceptionnelles</i> Versée à l'Agent Comptable et fixée à 1 720 € (4 ^{ème} catégorie) arrondie à (arrêté du 23/09/2005)	2 000,00 €	2 000,00 €
<i>Paragraphe 643482 – Primes et indemnités des fonctionnaires détachés sur contrat.....</i> Ajustement compte tenu de l'arrivée à l'Agence ARTOIS - PICARDIE du chargé d'intervention Inondations et de la continuité écologique (ingénieur principal) au sein de la Direction Milieux Naturels Aquatiques	195 000,00 €	182 000,00 €
à reporter	9 567 795,00 €	9 803 415,00 €

COMMENTAIRES	Budget initial 2014	Budget initial 2013
reports	9 567 795,00 €	9 803 415,00 €
<i>Paragraphe 643483 – Primes et Indemnités du personnel non titulaire sous statut (CDI et CDD)</i>		
<i>Paragraphe 6434831 - Primes de fonction et de résultats - Niveau de base</i>	1 019 000,00 €	1 053 000,00 €
<i>Paragraphe 6434832 - Primes de fonction et de résultat - Part liée à la fonction</i>	303 000,00 €	317 000,00 €
<i>Paragraphe 6434833 - Prime de fonction et de résultats -Part liée aux résultats</i>	105 000,00 €	110 000,00 €
<i>Paragraphe 6434834 - Prime de performance collective.....</i>	155 000,00 €	163 000,00 €
<i>Paragraphe 6434838 - Autres primes</i>	239 000,00 €	15 000,00 €
<i>A ce paragraphe émargent également les indemnités de départ volontaire (IDV).....</i>		
<i>Paragraphe 643484 - Prime de mobilité</i>	-	-
Paragraphe 6435 – Indemnités représentatives de frais		
<i>Paragraphe 64351 – Indemnités représentatives de frais du personnel sur crédits des fonctionnaires détachés</i>	500,00 €	-
<i>Paragraphe 64352 – Indemnités représentatives de frais du personnel sur crédits des personnels non titulaires sous statut (CDD et CDI)</i>	16 500,00 €	12 000,00 €
- Prises en charge partielle de l'employeur des titres d'abonnement de transport.....		
Paragraphe 6436 – Supplément familial de traitement		
<i>Paragraphe 64361 - Supplément familial de traitement des fonctionnaires détachés sur contrat.....</i>	3 000,00 €	2 000,00 €
<i>Paragraphe 64362 - Supplément familial de personnel non titulaire.....</i>	81 000,00 €	86 000,00 €
- Estimation 2014		
Paragraphe 6437 – Indemnités de préavis et de licenciement et allocations pour perte d'emploi		
<i>Paragraphe 64371 - Indemnités de préavis et de licenciement</i>	-	-
<i>Paragraphe 64372 - Allocations de recherche d'emploi (y compris UNEDIC).....</i>	131 000,00 €	32 000,00 €
- Estimation 2014		
à reporter	11 620 795,00 €	11 593 415,00 €

COMMENTAIRES	Budget initial 2014	Budget initial 2013
reports	11 620 795,00 €	11 593 415,00 €
ARTICLE 645 - Charges de sécurité sociale et de prévoyance		
Paragraphe 6451 - Cotisations à l'URSSAF		
Paragraphe 645131 – Cotisations à l'URSSAF - régime fonctionnaire.....	35 000,00 €	29 000,00 €
Paragraphe 645132 – Cotisations à l'URSSAF - régime général du personnel non titulaire.....	2 137 000,00 €	2 118 000,00 €
Paragraphe 6452 - Cotisations aux mutuelles		
Paragraphe 645232 – Cotisations aux mutuelles du personnel non titulaire..... - Participation patronale au régime de prévoyance (décret N° 2007.1373 du 19/09/2007) (y compris part retraite complémentaire - MUTAVIE)	104 400,00 €	96 000,00 €
Paragraphe 6453 - Cotisations aux caisses de retraites et de pensions civiles		
Paragraphe 645321 – Pension civile..... Ajustement compte tenu de l'arrivée à l'Agence du chargé d'études, maîtrise d'ouvrages au sein de la Direction Milieux Naturels Aquatiques	137 600,00 €	121 000,00 €
Paragraphe 645322 – Régime additionnel de retraite de la fonction publique.....	2 000,00 €	2 000,00 €
Paragraphe 64534 – IRCANTEC.....	400 000,00 €	380 000,00 €
ARTICLE 646 - Rémunérations diverses		
A partir de 2014, les examens médicaux pour le personnel dans le cadre de la médecine du travail seront repris sur cet article.....	23 000,00 €	
Paragraphe 6462 - Gratifications des stagiaires.....		16 000,00 €
A partir de l'exercice 2014, les gratifications des stagiaires seront comptabilisées sur le compte 6582 - "Gratifications des étudiants stagiaires"		
ARTICLE 647 - Autres charges sociales		
Paragraphe 6471 – Œuvres sociales	154 800,00 €	159 000,00 €
- Subvention à l'Amicale du personnel : 72 000 €		
- Autres : 82 800 €		
. Services sociaux (subvention colonie de vacances ou autres, chèques emploi service universel (CESU)) (71 400 €)		
. Chèques vacances : estimation de la contribution de l'Agence et de la Commission de Cession (3 600 €)		
. Participation aux frais de repas pris au restaurant de l'Agence (7 800 €)		
à reporter	14 614 595,00 €	14 514 415,00 €

COMMENTAIRES	Budget initial 2014	Budget initial 2013
<p style="text-align: center;">reports</p> <p><i>Modifications par rapport à 2013 et incidences financières de ces modifications : -4 200 €</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Chèque emploi service universel et subventions colonie de vacances: - 1 600 € - Subvention à l'amicale du personnel : -2 600 € <p>Paragraphe 6475 – Médecine du travail, pharmacie, assistance sociale.....</p> <p><i>Examens médicaux pour le personnel dans le cadre de la médecine du travail</i></p> <p><u>Modifications par rapport à 2013 et incidence financière de ces modifications.</u></p> <p>Les crédits de paiement relatifs à la masse salariale ont été calculés, conformément au plafond fixé en 2014 par la Direction de l'Eau et de la Biodiversité, sur un total d'emplois en Equivalent Temps (ETP au 31/12) de 167 comparé à 174,4 en 2013. La valeur du point d'indice de la fonction publique est identique à celle de l'année dernière (55,5635). Ces dépenses augmentent de 0,20 M€ (11,98 M€ en 2014 contre 11,79 M€ en 2013) soit + 1,61 %.</p> <p>Cette légère variation est due aux postes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - crédits affectés au personnel fonctionnaire suite à l'embauche d'un chargé d'étude d'intervention inondation et continuité écologique au sein de la Direction Milieux Naturels Aquatiques, - augmentation de certains taux de cotisation, notamment ceux liés à l'IRCANTEC (Institution de retraite Complémentaire des Agents Non Titulaires de l'Etat et des Collectivités Publiques), - aux avancements du personnel contractuel et fonctionnaire ou glissement vieillesse technicité positif (GVT positif). - au montant des indemnités prévisionnelles de départ volontaire (I.D.V.) pouvant être attribuée aux fonctionnaires et aux agents non titulaires de droit public qui quittent définitivement la fonction publique de l'État à la suite d'une démission. <p>Les impôts et taxes liés au personnel s'élèvent à 1,05 M€ et restent stables par rapport à l'année précédente (1,05 M€ en 2013).</p>	<p style="text-align: center;">14 614 595,00 €</p> <p style="text-align: center;">-</p>	<p style="text-align: center;">14 514 415,00 €</p> <p style="text-align: center;">23 000,00 €</p>
à reporter	14 614 595,00 €	14 537 415,00 €

N° des postes		Charges décaissables	Intitulés des postes de charges	Budget initial 2014	Budget 2013 après ajustements en gestion	Budget initial 2013	Compte financier 2012
Chapitres	Articles						
65			Autres charges de gestion courante	13 628 500,00 €	11 381 830,00 €	11 381 830,00 €	12 890 167,05 €
	651	X	Redevances pour concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires	30 300,00 €	13 000,00 €	13 000,00 €	7 140,19 €
	653	X	Conseils et assemblées	45 000,00 €	58 000,00 €	58 000,00 €	41 646,80 €
	654	X	Charges sur créances irrécouvrables	200 000,00 €	200 000,00 €	200 000,00 €	581 117,49 €
	658	X	Diverses autres charges de gestion courante	13 353 200,00 €	11 110 830,00 €	11 110 830,00 €	12 260 262,57 €
TOTAUX				13 628 500,00 €	11 381 830,00 €	11 381 830,00 €	12 890 167,05 €

COMMENTAIRES	Budget initial 2014	Budget initial 2013
reports	14 614 595,00 €	14 537 415,00 €
Paragraphe 6511 - Redevances pour concessions, brevets, licences, marques et procédés..... - ajustement compte tenu des achats de licences logiciels à réaliser en 2014 : + 11 900 €	22 900,00 €	11 000,00 €
Paragraphe 6516 - Droits d'auteurs et de reproduction..... - Droits d'auteurs et de reproduction à verser au Centre Français d'Exploitation du Droit de Copie (C.F.C.) pour la reproduction par reprographie effectuée par l'Agence d'œuvres littéraires protégées	7 400,00 €	2 000,00 €
ARTICLE 6531 - Conseils et assemblées - instances..... - Frais de conseils, commissions et comités (repas et remboursements des frais de déplacement)	38 000,00 €	52 000,00 €
ARTICLE 6532 - Conseils et assemblées - coopération internationale..... - Frais occasionnés lors des déplacements des membres des instances à l'étranger dans le cadre de la coopération internationale	7 000,00 €	6 000,00 €
ARTICLE 654 - Charges sur créances irrécouvrables..... Cet article comptabilise uniquement les créances irrécouvrables relatives aux redevances. Les autres créances irrécouvrables concernant les participations financières sont imputées sur le compte 6714 - "créances irrécouvrables" qui émerge à l'enveloppe "Fonctionnement"	200 000,00 €	200 000,00 €
Paragraphe 6582 - Gratification des étudiants stagiaires (antérieurement imputée sur le paragraphe 6462).....	16 000,00 €	-
Paragraphe 6583 - Charges de gestion courante provenant de l'annulation d'ordres de recettes des exercices antérieurs - Réduction ou annulation d'ordres de recettes relatifs à des exercices antérieurs et concernant les redevances et la gestion courante de l'Agence.	900 000,00 €	900 000,00 €
Paragraphe 65841 – Contribution à l'ONEMA..... Montant à verser au Budget de l'Etat pour l'année 2014 représentant la contribution de l'Agence à l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (ONEMA).	9 187 200,00 €	10 208 000,00 €
Paragraphe 65842 – Reversement Ecophyto à l'ONEMA..... Ce prélèvement sur la redevance pour pollutions diffuses perçu par l'Agence ARTOIS - PICARDIE est affecté aux crédits du plan "Ecophyto 2018" pour la lutte contre les pesticides	3 250 000,00 €	-
ARTICLE 6588 – Frais de gestion des redevances perçus..... A partir de l'exercice 2014, les frais de gestion des redevances perçus seront comptabilisés le paragraphe 657188 - Frais de gestion des redevances perçus (enveloppe - Intervention)	-	2 830,00 €
à reporter	28 243 095,00 €	25 919 245,00 €

N° des postes		Charges décaissables	Intitulés des postes de charges	Budget initial 2014	Budget 2013 après ajustements en gestion	Budget initial 2013	Compte financier 2012
Chapitres	Articles						
657			Charges spécifiques	94 451 980,00 €	94 319 480,00 €	94 319 480,00 €	135 702 096,57 €
		X	Etudes, travaux	7 315 045,00 €	7 220 080,00 €	7 220 080,00 €	4 314 555,70 €
		X	Subventions	87 136 935,00 €	86 399 400,00 €	86 399 400,00 €	131 387 540,87 €
		X	Charges exceptionnelles d'intervention	-	700 000,00 €	700 000,00 €	-
TOTAUX				94 451 980,00 €	94 319 480,00 €	94 319 480,00 €	135 702 096,57 €

COMMENTAIRES	Budget initial 2014	Budget initial 2013
reports	28 243 095,00 €	25 919 245,00 €
Paragraphe 65711 – Fournitures, travaux d'entretien, dépenses liées aux interventions.....	70 340,00 €	68 830,00 €
Electricité, téléphone, fournitures diverses, assurance, entretien, location de camion et maintenance pour les stations de mesures en continu de la pollution des cours d'eau		
<i>Modifications par rapport à 2013 et incidences financières de ces modifications : + 1 510 €</i> - ajustement compte tenu des besoins constatés		
Paragraphe 65712 – Contrôle des déclarations et recherche de nouveaux redevables.....	1 017 000,00 €	720 000,00 €
- Agréments des installations de comptage, relevés de compteurs d'eau, contrôle des déclarations (prélèvements et pollution domestique et non domestique), plombage des dispositifs de comptage d'eau des irrigants du bassin, contrôle et agrément de dispositifs de suivi régulier des rejets pour le calcul de la redevance pollution conformément à la LEMA, recherche de nouveaux redevables sous-traitée à l'extérieur et suivi des entreprises, contrôle de cohérence du dispositif de déclaration de la redevance pour pollution diffuses et de la banque nationale des ventes de produits phytosanitaires		
Paragraphe 65713 – Etudes sous-traitées à l'extérieur : - voir développement en annexes B et C.....	170 000,00 €	200 000,00 €
Pour le X ^{ème} programme, les études font partie de l'ensemble "Gestion des milieux et biodiversité" repris en ANNEXE C et émargent sur la ligne de programme X310 "études générales".		
L'Agence est maître d'ouvrage de ces études qui sont réalisées dans le cadre d'un schéma directeur des études organisé autour de trois thématiques principales :		
<ul style="list-style-type: none"> . la ressource en eau et les milieux aquatiques, . la lutte contre les pollutions domestique, industrielle et agricole, . l'analyse socio-économique et l'évaluation. 		
Paragraphe 65714 – Etudes inter Agences : - voir développement en annexes B et C.....		
Ces études sont portées sur la ligne de programme 310 "Etudes générales" et concernant la "Gestion des milieux et biodiversité". Aucune dépense n'est prévue en 2014 en ce domaine.		
à reporter	29 500 435,00 €	26 908 075,00 €

COMMENTAIRES	Budget initial 2014	Budget initial 2013
<p style="text-align: center;">reports</p> <p>Paragraphe 65715 – Acquisition et valorisation de données.....</p> <ul style="list-style-type: none"> - Acquisition de données pour le modèle PEGASE (Planification et Gestion de l'Assainissement des Eaux) - Acquisition de données informatisées hydrobiologique (algues, invertébrés, macrophytes) - Prélèvements et analyses relatifs aux réseaux de mesures destinés à la connaissance de la qualité des cours et plans d'eau, des eaux souterraines, et des eaux littorales. <p>Elles sont reprises sur les lignes de programme X292 - Elaboration et suivi de SDAGE pour 135 000 €, X320 - Connaissance environnementale eaux souterraines pour 350 000 €, X321 - Connaissance environnementale eaux superficielles pour 1 335 000 €</p>	<p style="text-align: right;">29 500 435,00 €</p> <p style="text-align: right;">1 820 000,00 €</p>	<p style="text-align: right;">26 908 075,00 €</p> <p style="text-align: right;">1 490 000,00 €</p>
<p>à reporter</p>	<p>31 320 435,00 €</p>	<p>28 398 075,00 €</p>

COMMENTAIRES	Budget initial 2014	Budget initial 2013
reports	31 320 435,00 €	28 398 075,00 €
Paragraphe 65716 – Publicité, information et documentation techniques :		
<i>Paragraphe 657161 – Actions AGENCE : (Information, communication, consultations du public et éducation à l'environnement).....</i> - Actions d'information diverses touchant les élus, les exploitants de stations d'épuration, le grand public, le monde scolaire, dépôt de marque et subventions versées dans le cadre de partenariats (ligne de programme X340 - "information et communication DCE" : 40 665 € et X341 - "information, communication et éducation de l'environnement" : 367 335 €)	408 000,00 €	630 500,00 €
<i>Paragraphe 657162 – Actions et valorisation INTER-AGENCES :</i> - Participation au salon des maires	110 032,00 €	100 000,00 €
<i>Paragraphe 657163 - Coopération internationale : (actions internationales).....</i> - Réception de délégations étrangères, frais divers pour des opérations d'accompagnement ou de promotion du système « Agence de l'Eau » dans les autres pays (ligne de programme X331)	15 000,00 €	15 000,00 €
<i>Paragraphe 657164 – Documentation technique : (information, communication, consultations du public et éducation à l'environnement).....</i> - Acquisition d'ouvrages techniques en relation avec les missions d'intervention de l'Agence, abonnements à diverses banques de données documentaires, acquisition d'images libres de droit pour l'enrichissement de la photothèque (ligne de programme X341)	34 033,00 €	26 900,00 €
<i>Paragraphe 657165 – Journées techniques: (information, communication, consultations du public et éducation à l'environnement).....</i> - Information à destination des associations pour l'entretien des cours d'eau ou autres, conférences professionnelles, colloques, divers (ligne de programme X341)	13 000,00 €	6 200,00 €
à reporter	31 900 500,00 €	29 176 675,00 €

COMMENTAIRES	Budget initial 2014	Budget initial 2013
reports		
Paragraphe 65717 - Mesure des redevances :.....	31 900 500,00 €	29 176 675,00 €
- Mesures de pollution sous-traitées à des organismes spécialisés et exécution d'analyses par des laboratoires	85 000,00 €	90 000,00 €
<i>Modifications par rapport à 2013 et incidence financière de ces modifications : - 5 000 €</i>		
- ajustement compte tenu des besoins constatés		
Paragraphe 657181 – Rémunération des distributeurs d'eau.....		
- Rémunération des distributeurs d'eau pour le recouvrement des redevances de pollution et de modernisation des réseaux de collecte des usagers domestiques	1 250 000,00 €	1 250 000,00 €
- Estimation 2014		
à reporter	33 235 500,00 €	30 516 675,00 €

COMMENTAIRES	Budget initial 2014	Budget initial 2013
reports	33 235 500,00 €	30 516 675,00 €
Paragraphe 657118 - Autres travaux réalisés à l'extérieur.....	-	2 622 650,00 €
Paragraphe 6571822 - Contrôle et suivi des participations financières.....	50 230,00 €	
- Travaux confiés pour le contrôle des participations financières distribuées (50 000 €) - Evaluation de la solvabilité des entreprises dans le cadre d'attribution de participation financière sous forme d'avance (230 €)		
Paragraphe 6571823 - Prestations liées à l'assistance et la mise en œuvre de politiques environnementales.....	400 000,00 €	
- Assistance à la gestion des subventions pour la maîtrise des pollutions liées aux effluents d'élevage (PMPOA) (60 000 €) - Prestations liées au développement et maintenance du logiciel de connaissance et de suivi des épandages à l'échelle du Bassin ARTOIS - PICARDIE (65 000 €)		
- Suivi régulier des dispositifs d'autosurveillance des stations d'épurations et des réseaux d'assainissement des collectivités publiques (110 000 €)		
- Aide à la rédaction et au suivi des procédures de périmètre de protection dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais - ligne X230 pour 50 000 €		
- Prestations effectuées par la SAFER afin d'assister l'Agence dans sa mission de maîtrise foncière directe et les maîtres d'ouvrage dans leurs démarches d'acquisition (40 000 €)		
- Suivi et audit des chantiers sous charte de qualité (60 000 €) - Conception et animation de sessions de formation liées à l'assainissement non collectif (15 000 €)		
Paragraphe 6571824 - Prestations réalisées dans le cadre des ouvrages pour la continuité écologique des milieux aquatiques.....	1 855 000,00 €	
- Maîtrise d'œuvre relative aux travaux pour le rétablissement de la libre circulation des poissons migrateurs sur les affluents de la CANCHE (ligne X246) (1 855 000 €)		
Paragraphe 6571828 - Autres.....	14 400,00 €	
- Participation au fonctionnement du bureau de Bruxelles (14 400 €),		
Paragraphe 657188 - Frais de gestion des redevances perçues.....	3 010,00 €	
Cet article reprend les frais d'assiette et de recouvrement à verser à l'Agence Adour-Garonne (0,1 %) pour la perception sur l'ensemble du territoire métropolitain de la redevance pour protection du milieu aquatique et à l'Agence Loire-Bretagne (2 %) pour la perception de la redevance élevage (antérieurement comptabilisé sur le compte 6588 - Frais de gestion des redevances perçues)		
à reporter	35 558 140,00 €	33 139 325,00 €

COMMENTAIRES	Budget initial 2014	Budget initial 2013
reports	35 558 140,00 €	33 139 325,00 €
Article 6572 - Subventions (Voir développement en ANNEXE C) : 87 136 935 €		
<i>Paragraphe 65721 - Subventions - Amélioration de la ressource</i>		
<i>Paragraphe 657211 - Aides aux investissements</i>		
<i>Paragraphe 6572111 - Aides aux investissements - Industrie.....</i>	-	-
<i>Paragraphe 6572112 - Aides aux investissements - Collectivité.....</i>	10 619 000,00 €	10 808 000,00 €
<i>Paragraphe 6572113 - Aides aux investissements - Agriculture.....</i>	-	-
<i>Paragraphe 657217 - Milieux naturels</i>		
<i>Paragraphe 6572171 - Milieux naturels - Industrie.....</i>	-	-
<i>Paragraphe 6572172 - Milieux naturels - Collectivité.....</i>	6 858 000,00 €	6 284 000,00 €
<i>Paragraphe 6572173 - Milieux naturels - Agriculture.....</i>	-	-
<i>Paragraphe 657218 - Ressources diverses</i>		
<i>Paragraphe 6572188 - Autres subventions diverses.....</i>	925 935,00 €	1 002 400,00 €
à reporter	53 961 075,00 €	51 233 725,00 €

COMMENTAIRES	Budget initial 2014	Budget initial 2013
Reports	53 961 075,00 €	51 233 725,00 €
Paragraphe 65722 - Lutte contre la pollution		
Paragraphe 657221 - Subventions - Aides aux investissements		
Paragraphe 6572211 - Aides aux investissements - Industrie.....	2 236 000,00 €	1 115 000,00 €
Paragraphe 6572212 - Aides aux investissements - Collectivités		
Paragraphe 65722121 - Aides aux investissements - Collectivités.....	39 906 000,00 €	36 503 000,00 €
Paragraphe 65722122 - Aides aux investissements - Collectivité : Mandat conseil général du Nord.....	100 000,00 €	200 000,00 €
Paragraphe 6572213 - Aides aux investissements - Agriculture.....	7 477 000,00 €	7 208 000,00 €
Paragraphe 657223 - Aides à la performance épuratoires		
Paragraphe 6572231 - Aides à la performance épuratoires - Industrie.....	-	-
Paragraphe 6572232 - Aides à la performance épuratoires - Collectivités.....	10 700 000,00 €	18 000 000,00 €
Paragraphe 657224 - Aides au traitement des déchets		
Paragraphe 6572241 - Aides au traitement des déchets - Industrie.....	-	300 000,00 €
Paragraphe 657225 - Assistance technique aux ouvrages d'épuration		
Paragraphe 6572251 - Assistance technique aux ouvrages d'épuration - Industrie.....	200 000,00 €	-
Paragraphe 6572252 - Assistance technique aux ouvrages d'épuration - Collectivités.....	268 000,00 €	292 000,00 €
Paragraphe 6572253 - Assistance technique - Agriculture.....	459 000,00 €	-
Paragraphe 657228 - Divers pollution		
Paragraphe 6572281 - Conversions d'avances en subvention		
Paragraphe 65722811 - Conversions d'avances en subvention - Industrie.....	597 000,00 €	1 410 000,00 €
Paragraphe 65722812 - Conversions d'avances en subvention - Collectivités.....	5 894 000,00 €	2 450 000,00 €
Paragraphe 6572282 - Coopération internationale.....	897 000,00 €	827 000,00 €
à reporter	122 695 075,00 €	119 538 725,00 €

COMMENTAIRES	Budget initial 2014	Budget initial 2013
<p style="text-align: center;">Reports</p> <p>Commentaires :</p> <p><i>Les crédits de paiements issus des subventions portent sur le mandatement des domaines d'intervention relatifs aux ouvrages d'épuration publics et privés, aux réseaux d'assainissement, à la lutte contre la pollution agricole, à la réalisation d'opérations d'amélioration de la qualité de l'eau potable distribuée ainsi qu'au financement d'interventions relatives à la gestion des milieux et de la biodiversité.</i></p> <p><i>Les subventions totalisent 87,137 M€, soit 60,11% des dépenses affectées aux lignes d'intervention du Budget Primitif 2014. Ce montant est en légère hausse de 0,9% (soit 0,738 M€) par rapport au Budget Primitif 2013.</i></p> <p><i>La décomposition des subventions montre une montée en puissance des paiements liés au Xème Programme d'Intervention (35,618 M€ en 2014 contre 30,682 M€ en 2013) et une baisse des paiements réalisés au titre des programmes antérieurs (51,519 M€ en 2014 contre 55,717 M€ en 2013).</i></p> <p><i>Les conversions d'avances en subventions, qui concernent les domaines d'intervention relatifs à l'épuration industrielle et aux réseaux d'assainissement, s'élèvent à 6,491 M€ soit une augmentation de 2,631 M€ par rapport à 2013. Cette hausse est majoritairement expliquée par l'achèvement d'opérations portant sur les réseaux d'assainissement, financées dans le cadre de la politique partenariale via des avances convertibles.</i></p> <p><i>Le montant prévu des conversions atteint 5,894 M€ en 2014 contre 2,450 M€ en 2013.</i></p> <p><i>Les conversions d'avances en subventions des participations financières décidées à destination d'établissements industriels sont quant à elles prévues à hauteur de 0,597 M€ en 2014 contre 1,410 M€ en 2013.</i></p> <p><i>Une prévision de 0,100 M€ est effectuée pour 2014 au titre des subventions versées par anticipation au titre du Conseil Général du Nord, dans le cadre de la politique du raccordement aux réseaux publics de collecte.</i></p>	122 695 075,00 €	119 538 725,00 €
à reporter	122 695 075,00 €	119 538 725,00 €

COMMENTAIRES	Budget initial 2014	Budget initial 2013
reports	122 695 075,00 €	119 538 725,00 €
<p><i>Paragraphe 65751 – Créances devenues irrécouvrables.....</i></p>	-	700 000,00 €
<p>- A partir de 2014, les admissions en non-valeur des créances de l'Agence relevant des interventions (participation financière) sur diverses sociétés en redressement judiciaire ou liquidation de biens seront imputées sur le paragraphe 6714 - Créances irrécouvrables - enveloppe "Fonctionnement"</p>		
à reporter	122 695 075,00 €	120 238 725,00 €

N° des postes		Charges décaissables	Intitulés des postes de charges	Budget initial 2014	Budget 2013 après ajustements en gestion	Budget initial 2013	Compte financier 2012
Chapitres	Articles						
66			Charges financières	1 101 000,00 €	1 280 500,00 €	1 280 500,00 €	166 888,40 €
	661 666	X X	Charges d'intérêts Pertes de change	1 100 500,00 € 500,00 €	1 280 000,00 € 500,00 €	1 280 000,00 € 500,00 €	166 888,40 € -
TOTAUX				1 101 000,00 €	1 280 500,00 €	1 280 500,00 €	166 888,40 €

COMMENTAIRES	Budget initial 2014	Budget initial 2013
reports	122 695 075,00 €	120 238 725,00 €
ARTICLE 6611 - Intérêts des emprunts et des dettes	1 100 500,00 €	1 280 000,00 €
Cet article reprend le remboursement des intérêts relatifs à l'emprunt de 40 M€ contracté à la caisse des dépôts et consignation (CDC) sur l'exercice 2012		
ARTICLE 666 - Pertes de change	500,00 €	500,00 €
- Pertes de change lors des virements de fonds à l'étranger		
- sans changement par rapport à l'exercice 2013		
à reporter	123 796 075,00 €	121 519 225,00 €

N° des postes		Charges décaissables	Intitulés des postes de charges	Budget initial 2014	Budget 2013 après ajustements en gestion	Budget initial 2013	Compte financier 2012
Chapitres	Articles						
67			Charges exceptionnelles	13 715 500,00 €	15 500,00 €	15 500,00 €	64 426,67 €
	671	X	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	13 700 500,00 €	500,00 €	500,00 €	1,61 €
	675		Valeurs comptables des éléments d'actif cédés (charges sur opérations en capital)	15 000,00 €	15 000,00 €	15 000,00 €	64 425,06 €
	678	x	Autres charges exceptionnelles	-	-	-	-
TOTAUX				13 715 500,00 €	15 500,00 €	15 500,00 €	64 426,67 €

COMMENTAIRES	Budget initial 2014	Budget initial 2013
à reporter		
ARTICLE 671 – Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	123 796 075,00 €	121 519 225,00 €
Paragraphe 6711 – Pénalités sur contrats ou conventions..... - Versement éventuel d'intérêts moratoires dus de plein droit aux titulaires de marchés formalisés ou non lorsque le délai de paiement (mandatement + virement de l'Agence Comptable) a dépassé 30 jours (décret n° 2008-407 du 28 avril 2008)	500,00 €	500,00 €
Paragraphe 6714 – Créances devenues irrécouvrables..... - Admission en non valeur des prêts et avances accordés au titre des interventions	700 000,00 €	-
Paragraphe 67188 – Diverses autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion de l'exercice..... Afin d'associer les opérateurs de l'État à l'effort de redressement des comptes publics, le Premier Ministre a demandé au ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie d'abaisser pour l'année 2014 de 10 % le plafond des taxes affectées aux opérateurs conformément à l'article 12 de la Loi n° 2012-1558 du 31/12/2012 de programmation des finances publiques 2012 - 2017. De ce fait, le Gouvernement a en conséquence prévu d'introduire dans le projet de loi de finances initiales pour l'année 2014 une disposition prévoyant le versement d'une contribution exceptionnelle de 210 millions d'euros pour l'ensemble des Agences de l'Eau (dont 13 M€ pour l'Agence ARTOIS - PICARDIE).	13 000 000,00 €	-
ARTICLE 675 - Valeurs comptables des éléments d'actif cédés (charges sur opération en capital)..... - Cet article enregistre le montant de la valeur nette comptable (valeur d'achat moins amortissements constatés) des véhicules, matériels et autres immobilisations vendus - sans changement par rapport à 2013	15 000,00 €	15 000,00 €
à reporter	137 511 575,00 €	121 534 725,00 €

N° des postes		Charges décaissables	Intitulés des postes de charges	Budget initial 2014	Budget 2013 après ajustements en gestion	Budget initial 2013	Compte financier 2012
Chapitres	Articles						
68			Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	1 410 000,00 €	1 426 000,00 €	1 426 000,00 €	1 353 228,33 €
	681		Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions - charges d'exploitation	1 410 000,00 €	1 426 000,00 €	1 426 000,00 €	1 353 228,33 €
TOTAUX				1 410 000,00 €	1 426 000,00 €	1 426 000,00 €	1 353 228,33 €

COMMENTAIRES	Budget initial 2014	Budget initial 2013
à reporter	137 511 575,00 €	121 534 725,00 €
<p>Paragraphe 68111 – Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles.....</p> <p>Amortissement des logiciels informatiques</p> <p><i>Sans changement par rapport à 2013 compte tenu de la valeur d'inventaire des immobilisations incorporelles à fin 2014</i></p>	300 000,00 €	300 000,00 €
<p>Paragraphe 68112 - Dotations aux amortissements sur immobilisations corporelles.....</p> <p>Amortissement des bâtiments, installations techniques, matériels et outillages, matériel de transport, de bureau, informatique, mobilier et installations générales, agencements et aménagements de bâtiments</p> <p><i>Sans changement par rapport à 2013 compte tenu de la valeur d'inventaire des immobilisations corporelles à fin 2014</i></p>	350 000,00 €	350 000,00 €
<p>Paragraphe 68151 - Dotations aux provisions pour risques et charges d'exploitation - Passifs sociaux.....</p> <p>- Le passif social de l'entreprise représente l'ensemble des engagements pris à l'égard des salariés (Pour l'Agence de l'Eau, cela concerne essentiellement l'indemnisation éventuelle des jours de repos travaillés non pris). Afin de retracer cet engagement au bilan de l'Agence, il y a lieu de constituer une provision pour passifs sociaux.</p> <p>Au vu des jours prévisionnels supplémentaires qui seront mis sur les comptes épargnes temps (CET) en 2014, il y a lieu abonder cette provision de 46 000 €.</p>	46 000,00 €	46 000,00 €
<p>Paragraphe 6817 - Dotations aux provisions pour dépréciation des actifs circulants (autres que valeurs mobilières de placement)</p> <p>- Estimation 2014</p>	714 000,00 €	730 000,00 €
à reporter	138 921 575,00 €	122 960 725,00 €

N° des postes		Charges décaissables	Intitulés des postes de charges	Budget initial 2014	Budget 2013 après ajustements en gestion	Budget initial 2013	Compte financier 2012
Chapitres	Articles						
69	695	X	Impôt sur les bénéfices et impôts assimilés Impôt sur les bénéfices	- -	- -	- -	- -
TOTAUX				-	-	-	-
TOTAL DES DEPENSES DU COMPTE DE RESULTAT DETAILLE				138 921 575,00 €	122 960 725,00 €	122 960 725,00 €	164 272 286,09 €

COMMENTAIRES	Budget initial 2014	Budget initial 2013
<p style="text-align: center;">à reporter</p> <p>ARTICLE 695 - Impôt sur les bénéfices.....</p> <p>- Impôt de 10 % sur les intérêts prévisionnels 2013 des placements de trésorerie à cours terme</p> <p><i>Modifications par rapport à 2013 et incidence financière de ces modifications : Néant</i></p>	138 921 575,00 €	122 960 725,00 €
TOTAL DES DÉPENSES DU COMPTE DE RESULTAT DETAILLE	138 921 575,00 €	122 960 725,00 €

III - 2 - DEPENSES 2014

TABLEAU DE FINANCEMENT PREVISIONNEL

N° des postes		Intitulés des postes d'emplois	Budget initial 2014	Budget 2013 après ajustements en gestion	Budget initial 2013	Compte financier 2012
Chapitres	Articles					
16		Emprunts et dettes assimilées	-	-	-	-
	165	<i>Dépôts et cautionnements reçus</i>	-	-	-	-
20		Immobilisations incorporelles	551 750,00 €	511 500,00 €	511 500,00 €	358 691,17 €
	205	<i>Logiciels</i>	551 750,00 €	511 500,00 €	511 500,00 €	358 691,17 €
21		Immobilisations corporelles	433 160,00 €	350 540,00 €	383 000,00 €	65 954,58 €
	211	<i>Terrains</i>	320 000,00 €	184 540,00 €	269 000,00 €	-
	213	<i>Constructions</i>	-	-	-	-
	215	<i>Installations techniques, matériels et outillages</i>	35 160,00 €	106 965,00 €	44 000,00 €	26 014,66 €
	218	<i>Autres immobilisations corporelles</i>	78 000,00 €	59 035,00 €	70 000,00 €	39 939,92 €
23		Immobilisations en cours	-	32 460,00 €	-	289 532,45 €
	231	<i>Installations techniques, matériels et outillages</i>	-	32 460,00 €	-	289 532,45 €
27		Autres immobilisations financières	40 469 000,00 €	51 741 000,00 €	51 741 000,00 €	64 858 524,44 €
	274	<i>Prêts</i>	40 469 000,00 €	51 741 000,00 €	51 741 000,00 €	64 858 494,44 €
	275	<i>Dépôts et cautionnements versés</i>	-	-	-	30,00 €
TOTAUX			41 453 910,00 €	52 635 500,00 €	52 635 500,00 €	65 572 702,64 €
TOTAL DES DEPENSES DU TABLEAU DE FINANCEMENT PREVISIONNEL			41 453 910,00 €	52 635 500,00 €	52 635 500,00 €	65 572 702,64 €

COMMENTAIRES	Budget initial 2014	Budget initial 2013
<p>Paragraphe 2053 - Logiciels.....</p> <p>- Achats de logiciels et de licences pour le développement d'applications informatiques inter Agences (supérieur à 500 € HT)</p> <p><i>Mesures nouvelles 2014 :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Adaptation du portail de téléservices des redevances inter – Agences, - Achat ou développement d'un logiciel de Gestion Prévisionnelle de l'Emploi et des Compétences (GPEC) mutualisé. - Réalisation au forfait de prestations diverses liées au développement logiciel - Refonte du site de l'Agence de l'Eau ARTOIS - PICARDIE (www.eau-artois-picardie.fr) - Achat de divers logiciels non métiers - Développement de sites INTERNET et INTRANET pour les données sur l'Eau et d'espace collaboratif 	551 750,00 €	511 500,00 €
<p>Paragraphe 21117 - Terrains nus acquis.....</p> <p>- Achats de terrains acquis dans le cadre de la politique des réservations foncières sur l'AUTHIE et LA HEM et opération de boisements, plantations et aménagement sur les parcelles de l'Agence dans les bassins d'alimentation des captages du sud de LILLE et Boucle de la LYS</p>	320 000,00 €	269 000,00 €
<p>Paragraphe 2135 - Installations générales, agencements, aménagements des constructions.....</p> <p>- aucun crédit de paiement n'est prévu dans ce domaine pour 2014</p>	-	-
à reporter	871 750,00 €	780 500,00 €

COMMENTAIRES	Budget initial 2014	Budget initial 2013
Reports	871 750,00 €	780 500,00 €
<p>Paragraphe 2154 – Matériel, outillage, agencements et aménagements du matériel et outillage.....</p> <p>- En 2014, l'Agence fera l'acquisition d'un débitmètres (20 000 €), de sondes et d'électrodes (10 000 €), d'un système de lecteur optique pour la machine de mise sous pli et de matériels de restauration (5 160 €)</p>	35 160,00 €	44 000,00 €
<p>Paragraphe 2182 – Matériel de transport.....</p> <p>Matériel de transport en remplacement de véhicules amortis</p>	24 000,00 €	15 000,00 €
<p>Paragraphe 21831 - Matériel de bureau.....</p> <p>Aucun crédit de paiement n'est prévu sur ce paragraphe en 2014</p>	-	-
<p>Paragraphe 21832 - Matériel informatique.....</p> <p>- Achat de divers matériels informatiques (Achats d'ordinateurs portables et de machines à hautes performance, disques durs, unités de stockage, périphériques informatiques ...)</p> <p>- sans changement par rapport à 2014</p>	50 000,00 €	50 000,00 €
<p>Paragraphe 2184 - Mobilier.....</p> <p>- Acquisition de nouveau mobilier</p>	4 000,00 €	5 000,00 €
à reporter	984 910,00 €	894 500,00 €

COMMENTAIRES	Budget initial 2014	Budget initial 2013
<p style="text-align: center;">Reports</p> <p><i>Paragraphe 2315 – Immobilisations corporelles en cours : installations techniques, matériel et outillages</i></p> <ul style="list-style-type: none">- Acquisition de stations débitmétrique par ultrasons- Aucun crédit de paiement n'est prévu en ce domaine en 2014	<p>984 910,00 €</p> <p>-</p>	<p>894 500,00 €</p> <p>-</p>
à reporter	984 910,00 €	894 500,00 €

COMMENTAIRES	Budget initial 2014	Budget initial 2013
<p style="text-align: center;">Reports</p> <p>PRETS ET AVANCES SANS INTERETS D'INTERVENTIONS : - voir développement en ANNEXE C : 40 469 000 €</p> <p>Paragraphe 2748 - Autres prêts</p> <p><i>Paragraphe 27481 - Prêts et avances sans intérêts aux industries</i></p> <p><i>Paragraphe 274811 - Avances sans intérêts</i></p> <p><i>Paragraphe 2748112 - Lutte contre la pollution</i></p> <p><i>Paragraphe 274812 - Avances sans intérêts convertibles en subvention :</i></p> <p><i>Paragraphe 2748122 - Lutte contre la pollution.....</i></p> <p><i>Paragraphe 27482 - Prêts et avances sans intérêts aux collectivités</i></p> <p><i>Paragraphe 274821 - Avances sans intérêts</i></p> <p><i>Paragraphe 2748211 - Amélioration de la ressource.....</i></p> <p><i>Paragraphe 2748212 - Lutte contre la pollution</i></p> <p><i>Paragraphe 274822 - Avances sans intérêts convertibles en subvention :</i></p> <p><i>Paragraphe 2748222 - Lutte contre la pollution</i></p> <p>Les avances remboursables et avances convertibles sont mandatées dans les domaines d'intervention relatifs aux ouvrages d'épuration publics et privés, aux réseaux d'assainissement ainsi que pour des opérations d'amélioration de la qualité de l'eau potable distribuée.</p> <p>Les prêts et avances (avances remboursables et avances convertibles) d'intervention totalisent 40,469 M€. Ils représentent 27,9% des dépenses affectées aux lignes d'intervention du Budget Primitif 2014. Leur montant est en baisse de 21,8 %, soit 11,272 M€, par rapport au Budget Primitif 2013.</p> <p>La baisse observée est expliquée par les modifications des autorisations de programme, des modalités et taux de financement des aides du X^{ème} Programme d'Intervention, ainsi que par l'achèvement des paiements à destination d'opérations majeures décidées lors du 9^{ème} Programme d'Intervention (ex : reconstruction de la station d'épuration de Marquette Lez Lille, neutralisation des effluents d'un établissement industriel de fabrication de colorants et de pigments).</p> <p>La décomposition des prêts et avances affiche une montée en puissance des paiements liés au X^{ème} Programme d'Intervention (13,562 M€ en 2014 contre 3,120 M€ en 2013) et une baisse des paiements réalisés au titre des programmes antérieurs (26,907 M€ en 2014 contre 48,621 M€ en 2013).</p>	<p style="text-align: right;">984 910,00 €</p> <p style="text-align: right;">6 073 000,00 €</p> <p style="text-align: right;">1 188 000,00 €</p> <p style="text-align: right;">756 000,00 €</p> <p style="text-align: right;">26 859 000,00 €</p> <p style="text-align: right;">5 593 000,00 €</p>	<p style="text-align: right;">894 500,00 €</p> <p style="text-align: right;">6 050 000,00 €</p> <p style="text-align: right;">2 372 000,00 €</p> <p style="text-align: right;">2 248 000,00 €</p> <p style="text-align: right;">32 666 000,00 €</p> <p style="text-align: right;">8 405 000,00 €</p>
TOTAL DES DEPENSES DU TABLEAU DE FINANCEMENT DETAILLE	41 453 910,00 €	52 635 500,00 €

**III - 3 - RECETTES 2014 -
COMPTE DE RESULTAT PREVISIONNEL DETAILLE**

N° des postes		Produits encaissables	Intitulés des postes de produits	Budget initial 2014	Budget 2013 après ajustements en gestion	Budget initial 2013	Compte financier 2012
Chapitres	Articles						
74			Subventions d'exploitation	62 000,00 €	250 000,00 €	250 000,00 €	21 600,00 €
	748	X	Autres subventions d'exploitation	62 000,00 €	250 000,00 €	250 000,00 €	21 600,00 €
TOTAUX				62 000,00 €	250 000,00 €	250 000,00 €	21 600,00 €

COMMENTAIRES	Budget initial 2014	Budget initial 2013
<p>Paragraphe 7488 - Autres subventions d'exploitation.....</p> <p>Subventions estimées du FEDER (Fonds Européen de Développement Régional) pour la prise en charge partielle des dépenses liées aux travaux pour le rétablissement de la libre circulation des poissons migrateurs sur les affluents de la CANCHE.</p>	62 000,00 €	250 000,00 €
à reporter	62 000,00 €	250 000,00 €

N° des postes		Produits encaissables	Intitulés des postes de produits	Budget initial 2014	Budget 2013 après ajustements en gestion	Budget initial 2013	Compte financier 2012
Chapitres	Articles						
75			Autres produits de gestion courante	139 349 000,00 €	136 214 000,00 €	136 214 000,00 €	140 333 006,71 €
	752	X	Revenus des immeubles non affectés aux activités de l'établissement (loyers des immeubles mis en location, fermage des terrains et loyer des immeubles acquis dans le cadre des réservations foncières destinés à la réalisation d'ouvrages d'interventions)	31 000,00 €	30 000,00 €	30 000,00 €	43 467,15 €
	757	X	Produits spécifiques - redevances et pénalités de retard sur le paiement des redevances	137 580 000,00 €	134 540 000,00 €	134 540 000,00 €	137 822 176,14 €
	758	X	Divers autres produits de gestion courante	1 738 000,00 €	1 644 000,00 €	1 644 000,00 €	2 467 363,42 €
TOTAUX				139 349 000,00 €	136 214 000,00 €	136 214 000,00 €	140 333 006,71 €

COMMENTAIRES	Budget initial 2014	Budget initial 2013
<p style="text-align: center;">reports</p> <p>ARTICLE 752 - Revenus des immeubles non affectés aux activités de l'établissement.....</p> <ul style="list-style-type: none"> - Loyers des fermages des terrains appartenant à l'Agence et situés à l'intérieur de sites de retenues (réservations foncières) - Redevance de location pour les terrains donnés en bail emphytéotique à la SAFER <p>Modification par rapport à 2013 et incidence financière de ces modifications : + 1 000 €</p> <p>Cette hausse est liée aux achats prévisionnels de terrains inscrits au budget primitif 2013 (269 000 €) dans le cadre de la politique de la protection de la ressource - réservations foncières.</p>	<p style="text-align: right;">62 000,00 €</p> <p style="text-align: right;">31 000,00 €</p>	<p style="text-align: right;">250 000,00 €</p> <p style="text-align: right;">30 000,00 €</p>
à reporter	93 000,00 €	280 000,00 €

COMMENTAIRES	Budget initial 2014	Budget initial 2013
<p style="text-align: center;">reports</p> <p>ARTICLE 757 – PRODUITS SPÉCIFIQUES : REDEVANCES ET PENALITES DE RETARD SUR LE PAIEMENT : PERCEPTION POUR LE COMPTE DE L'AGENCE DE L'EAU ARTOIS - PICARDIE : 134 330 000 € (hors fraction de la redevance pour pollutions diffuses à reverser à l'ONEMA : 3,25 M€)</p> <p>Sur l'année budgétaire 2014, il sera procédé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à la liquidation de redevances, instaurées par la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA) au titre de l'année d'activité 2013 : <ul style="list-style-type: none"> . pour pollution de l'eau d'origine domestique et pour modernisation des réseaux de collecte – usages domestiques de l'eau – pour les exploitants n'ayant pas conclu de conventions de reversement avec l'agence, . pour pollution de l'eau d'origine industrielle et pour modernisation des réseaux de collecte – usages non domestiques de l'eau – pour les établissements n'ayant pas versé d'acompte en 2013, . pour prélèvement sur la ressource en eau (pour les contribuables n'ayant pas versé d'acompte en 2013) . pour obstacle sur les cours d'eau, . pour pollutions diffuses (pour les contribuables n'ayant pas versé d'acompte en 2013), - à la liquidation du solde au titre de 2013 : <ul style="list-style-type: none"> . des redevances pour pollution de l'eau d'origine domestique et pour modernisation des réseaux de collecte pour les exploitants des services d'eau potable et d'assainissement conventionnés avec l'Agence et lui ayant reversé en 2013 une partie des sommes perçues en 2013, . de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau pour les collectivités qui utilisent l'eau prélevée pour l'alimentation en eau potable et qui ont déjà versé en 2013 un acompte au titre de la redevance 2013, . des redevances pour pollution de l'eau d'origine non domestique, pour modernisation des réseaux de collecte – usages non domestiques de l'eau, pour prélèvement sur la ressource en eau – autres usages économiques – pour les établissements ayant versé en 2013 un acompte au titre de 2013, . de la redevance pour pollutions diffuses pour les contribuables qui ont versé en 2013 un acompte au titre de 2013, - aux émissions d'acomptes au titre de 2014 : <ul style="list-style-type: none"> des redevances pour pollution de l'eau d'origine domestique et pour modernisation des réseaux de collecte auprès des exploitants des services d'eau potable et d'assainissement ayant signé avec l'Agence des conventions de reversement des sommes perçues, des redevances pour pollution de l'eau d'origine industrielle et pour modernisation des réseaux de collecte - usages non domestiques de l'eau - (lorsque l'acompte, calculé sur la base de 50% du montant de la redevance 2013, dépasse le seuil de 5 000 €), de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau (usage « alimentation en eau potable » - lorsque l'acompte calculé sur la base de 60% du montant de la redevance 2013 dépasse le seuil de 1 000 €, « autres usages économiques » - lorsque l'acompte calculé sur la base de 50% du montant de la redevance 2013, dépasse le seuil de 5 000 €), de la redevance pour pollutions diffuses (lorsque l'acompte calculé sur la base de 40% du montant de la redevance 2013 dépasse le seuil de 1 000 €). <p>à la perception des redevances pour protection du milieu aquatique et pour pollution de l'eau par les activités d'élevages au titre de 2013, prises en charge, liquidées et reversées respectivement par l'Agence de l'Eau Adour-Garonne et par l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne pour le compte des 6 agences de l'eau (articles L.213-11-15-1, R.213-48-49 du code de l'environnement et décrets n° 2011-529 du 16 mai 2011, n° 2011-1852 du 9 décembre 2011). Les sommes collectées au titre du bassin Artois-Picardie seront reversées à l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, déduction faite des frais de recouvrement (0,1 % pour la redevance pour protection du milieu aquatique et 2 % pour la redevance pour pollution de l'eau par les activités d'élevages).</p>	93 000,00 €	280 000,00 €
à reporter	93 000,00 €	280 000,00 €

COMMENTAIRES	Budget initial 2014	Budget initial 2013																																																																								
<p style="text-align: center;">reports</p> <p>REDEVANCES ISSUES DE LA LOI SUR L'EAU ET LES MILIEUX AQUATIQUE (LEMA) REDEVANCE POUR POLLUTION DE L'EAU : 71 350 000 € Pour les usagers non domestiques sera perçu en 2014 :</p> <p><i>Paragraphe 757411 - Industries.....</i></p> <p>- le montant de redevance pour pollution de l'eau d'origine industrielle due au titre de 2013 (il s'agira du solde pour les établissements ayant versé en 2013 un acompte au titre de 2013) ainsi que l'acompte au titre de 2014 (si le montant calculé dépasse 5 000 €)</p> <p>Tarifs de la redevance pour pollution de l'eau d'origine non domestique au titre des années d'activité 2013 et 2014 :</p> <table border="1" data-bbox="183 655 1644 1329"> <thead> <tr> <th>ELEMENTS CONSTITUTIFS DE LA POLLUTION</th> <th>TARIFS 2013 (€/unité)</th> <th>TARIFS 2014 (€/unité)</th> <th>TARIFS PLAFONDS (€/unité)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr><td>Matières en Suspension (MeS) - par kg</td><td>0,167</td><td>0,175</td><td>0,3</td></tr> <tr><td>Matières en Suspension (MeS) rejetées en mer au-delà de 5 km du littoral et à plus de 250 de profondeur - par kg</td><td>0,056</td><td>0,059</td><td>0,1</td></tr> <tr><td>Demande Chimique en Oxygène (DCO) - par kg</td><td>0,111</td><td>0,117</td><td>0,2</td></tr> <tr><td>Demande Biochimique en Oxygène en 5 jours (DBO₅) - par kg</td><td>0,223</td><td>0,234</td><td>0,4</td></tr> <tr><td>Toxicité Aigue (MI) - par kiloéquitox</td><td>11,000</td><td>12,100</td><td>18</td></tr> <tr><td>Rejet en masse d'eau souterraine de Toxicité Aigue (MI) - par kiloéquitox</td><td>18,337</td><td>20,171</td><td>30</td></tr> <tr><td>Toxicité Aigue (MI) - par kiloéquitox</td><td>2,900</td><td>3,100</td><td>4</td></tr> <tr><td>Azote réduit (NR) - par kg</td><td>0,390</td><td>0,410</td><td>0,7</td></tr> <tr><td>Azote oxydé, nitrites et nitrates (NO) - par kg</td><td>0,000</td><td>0,000</td><td>0,3</td></tr> <tr><td>Phosphore total, organique ou minéral (P) - par kg</td><td>1,114</td><td>1,170</td><td>2</td></tr> <tr><td>METOX - par kg</td><td>2,473</td><td>2,658</td><td>3,6</td></tr> <tr><td>METOX rejetées dans les masses d'eau souterraine - par kg</td><td>4,117</td><td>4,426</td><td>6</td></tr> <tr><td>Composés organochlorogénés adsorbables sur charbon actif (AOX) - par kg</td><td>8,400</td><td>8,820</td><td>13</td></tr> <tr><td>Composés organochlorogénés adsorbables sur charbon actif (AOX) rejetés en masse d'eau souterraine - par kg</td><td>12,926</td><td>13,572</td><td>20</td></tr> <tr><td>Sels dissous - par m3 x Siemens/centimètre</td><td>0,120</td><td>0,125</td><td>0,15</td></tr> <tr><td>Chaleur rejetée en mer - par mégathermie</td><td>4,736</td><td>4,973</td><td>8,5</td></tr> <tr><td>Chaleur rejetée en rivière, excepté en hiver - par mégathermie</td><td>47,356</td><td>49,724</td><td>85</td></tr> </tbody> </table>	ELEMENTS CONSTITUTIFS DE LA POLLUTION	TARIFS 2013 (€/unité)	TARIFS 2014 (€/unité)	TARIFS PLAFONDS (€/unité)	Matières en Suspension (MeS) - par kg	0,167	0,175	0,3	Matières en Suspension (MeS) rejetées en mer au-delà de 5 km du littoral et à plus de 250 de profondeur - par kg	0,056	0,059	0,1	Demande Chimique en Oxygène (DCO) - par kg	0,111	0,117	0,2	Demande Biochimique en Oxygène en 5 jours (DBO ₅) - par kg	0,223	0,234	0,4	Toxicité Aigue (MI) - par kiloéquitox	11,000	12,100	18	Rejet en masse d'eau souterraine de Toxicité Aigue (MI) - par kiloéquitox	18,337	20,171	30	Toxicité Aigue (MI) - par kiloéquitox	2,900	3,100	4	Azote réduit (NR) - par kg	0,390	0,410	0,7	Azote oxydé, nitrites et nitrates (NO) - par kg	0,000	0,000	0,3	Phosphore total, organique ou minéral (P) - par kg	1,114	1,170	2	METOX - par kg	2,473	2,658	3,6	METOX rejetées dans les masses d'eau souterraine - par kg	4,117	4,426	6	Composés organochlorogénés adsorbables sur charbon actif (AOX) - par kg	8,400	8,820	13	Composés organochlorogénés adsorbables sur charbon actif (AOX) rejetés en masse d'eau souterraine - par kg	12,926	13,572	20	Sels dissous - par m3 x Siemens/centimètre	0,120	0,125	0,15	Chaleur rejetée en mer - par mégathermie	4,736	4,973	8,5	Chaleur rejetée en rivière, excepté en hiver - par mégathermie	47,356	49,724	85	<p>93 000,00 €</p> <p>7 100 000,00 €</p>	<p>280 000,00 €</p> <p>9 030 000,00 €</p>
ELEMENTS CONSTITUTIFS DE LA POLLUTION	TARIFS 2013 (€/unité)	TARIFS 2014 (€/unité)	TARIFS PLAFONDS (€/unité)																																																																							
Matières en Suspension (MeS) - par kg	0,167	0,175	0,3																																																																							
Matières en Suspension (MeS) rejetées en mer au-delà de 5 km du littoral et à plus de 250 de profondeur - par kg	0,056	0,059	0,1																																																																							
Demande Chimique en Oxygène (DCO) - par kg	0,111	0,117	0,2																																																																							
Demande Biochimique en Oxygène en 5 jours (DBO ₅) - par kg	0,223	0,234	0,4																																																																							
Toxicité Aigue (MI) - par kiloéquitox	11,000	12,100	18																																																																							
Rejet en masse d'eau souterraine de Toxicité Aigue (MI) - par kiloéquitox	18,337	20,171	30																																																																							
Toxicité Aigue (MI) - par kiloéquitox	2,900	3,100	4																																																																							
Azote réduit (NR) - par kg	0,390	0,410	0,7																																																																							
Azote oxydé, nitrites et nitrates (NO) - par kg	0,000	0,000	0,3																																																																							
Phosphore total, organique ou minéral (P) - par kg	1,114	1,170	2																																																																							
METOX - par kg	2,473	2,658	3,6																																																																							
METOX rejetées dans les masses d'eau souterraine - par kg	4,117	4,426	6																																																																							
Composés organochlorogénés adsorbables sur charbon actif (AOX) - par kg	8,400	8,820	13																																																																							
Composés organochlorogénés adsorbables sur charbon actif (AOX) rejetés en masse d'eau souterraine - par kg	12,926	13,572	20																																																																							
Sels dissous - par m3 x Siemens/centimètre	0,120	0,125	0,15																																																																							
Chaleur rejetée en mer - par mégathermie	4,736	4,973	8,5																																																																							
Chaleur rejetée en rivière, excepté en hiver - par mégathermie	47,356	49,724	85																																																																							
<p><i>Paragraphe 757413 - Elevage.....</i></p> <p>Pour les usages non domestiques sera perçu en 2014 :</p> <p>- le montant de la redevance pour pollution de l'eau par les activités d'élevage due au titre de 2013</p> <p>Taux de la redevance pour pollution de l'eau d'origine non domestique instauré par la LEMA pour les activités d'élevage : 3 €/UGBN</p>	<p>120 000,00 €</p>	<p>120 000,00 €</p>																																																																								
à reporter	<p>7 313 000,00 €</p>	<p>9 430 000,00 €</p>																																																																								

COMMENTAIRES	Budget initial 2014	Budget initial 2013								
reports	109 563 000,00 €	109 330 000,00 €								
<p>REDEVANCE POUR POLLUTIONS DIFFUSES : 7 139 000 €</p>										
<p><i>Paragraphe 757441 - Redevances pour pollutions diffuses - Fraction affectée à l'Agence de l'eau ARTOIS - PICARDIE.....</i></p>	3 889 000,00 €	4 909 000,00 €								
<p><i>Paragraphe 757442 - Redevances pour pollutions diffuses - Fraction affectée à l'ONEMA - bassin ARTOIS - PICARDIE.....</i></p>	3 250 000,00 €	-								
<p>En 2014 sera perçu le solde des sommes collectées par les distributeurs de produits phytosanitaires en 2013 au titre de la redevance pour pollutions diffuses (il s'agira du solde pour les établissements ayant versé en 2013 un acompte au titre de 2013) ainsi que l'acompte au titre des ventes qui seront réalisées en 2014 (si le montant calculé dépasse 1 000 €) :</p>										
<p>En application de l'article 124 de la Loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de Finances pour 2012, un montant plafonné à 41 millions d'euros est affecté à l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques et réparti entre les agences proportionnellement au produit annuel qu'elles tirent de la redevance. Fraction restant à l'Agence de l'Eau Artois-Picardie : 3 889 000 € (imputation 757441)</p>										
<p>Tarifs de la redevance pour pollutions diffuses au titre de l'année d'activité 2013 :</p>										
<table border="1"> <thead> <tr> <th data-bbox="197 834 1160 962">CATEGORIE DE SUBSTANCES</th> <th data-bbox="1160 834 1395 962">TAUX 2012 fixés par la Loi n°2008-1425 du 27 décembre 2008 de finances pour 2009 (€/kg)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td data-bbox="197 962 1160 1034">Substances toxiques, très toxiques, cancérogènes, mutagènes ou tératogènes</td> <td data-bbox="1160 962 1395 1034">5,1</td> </tr> <tr> <td data-bbox="197 1034 1160 1106">Substances dangereuses pour l'environnement</td> <td data-bbox="1160 1034 1395 1106">2</td> </tr> <tr> <td data-bbox="197 1106 1160 1169">Substances dangereuses pour l'environnement relevant de la famille chimique minérale</td> <td data-bbox="1160 1106 1395 1169">0,9</td> </tr> </tbody> </table>	CATEGORIE DE SUBSTANCES	TAUX 2012 fixés par la Loi n°2008-1425 du 27 décembre 2008 de finances pour 2009 (€/kg)	Substances toxiques, très toxiques, cancérogènes, mutagènes ou tératogènes	5,1	Substances dangereuses pour l'environnement	2	Substances dangereuses pour l'environnement relevant de la famille chimique minérale	0,9		
CATEGORIE DE SUBSTANCES	TAUX 2012 fixés par la Loi n°2008-1425 du 27 décembre 2008 de finances pour 2009 (€/kg)									
Substances toxiques, très toxiques, cancérogènes, mutagènes ou tératogènes	5,1									
Substances dangereuses pour l'environnement	2									
Substances dangereuses pour l'environnement relevant de la famille chimique minérale	0,9									
<p>REDEVANCE POUR PRELEVEMENT SUR LA RESSOURCE EN EAU : 20 560 000 €</p>										
<p><i>Paragraphe 757451 - Irrigation (secteur agricole).....</i></p>	320 000,00 €	270 000,00 €								
<p><i>Paragraphe 757452 - Alimentation en eau potable.....</i></p>	17 320 000,00 €	16 540 000,00 €								
<p>Pour les collectivités (usage « alimentation en eau potable ») seront perçus en 2014 le solde de la redevance au titre de 2013 (ou le montant total de la redevance au titre de 2013 si aucun acompte n'a été perçu en 2013) et l'acompte au titre de 2014 (si le montant calculé dépasse 1 000 €).</p>										
<p>à reporter</p>	134 342 000,00 €	131 049 000,00 €								

COMMENTAIRES		Budget initial 2014	Budget initial 2013	
reports				
<i>Paragraphe 757453 - Alimentation d'un canal.....</i>		134 342 000,00 €	131 049 000,00 €	
<i>Paragraphe 757454 - Refroidissement industriel.....</i>		18 000,00 €	18 000,00 €	
Pour les activités économiques (usages « irrigation », « irrigation gravitaire », « refroidissement industriel », « alimentation d'un canal » sera perçu en 2014 le montant de la redevance au titre de 2013.		10 000,00 €	10 000,00 €	
<i>Paragraphe 757458 - Autres usages économiques.....</i>		2 892 000,00 €	3 312 000,00 €	
Pour les « autres usages économiques », sera perçu le solde de la redevance au titre de 2013 (ou le montant total de la redevance au titre de 2013 si aucun acompte n'a été perçu en 2013) et l'acompte au titre de 2014 (si le montant calculé dépasse 5 000 €).				
Les tarifs sont fixés en fonction de l'usage de l'eau prélevée et de la zone de prélèvement : catégorie II pour la zone de répartition des eaux - prélèvement d'eau de nappe dans la zone du calcaire carbonifère - et catégorie I pour le reste du bassin. A l'intérieur de la catégorie I, une distinction est réalisée dans les tarifs en fonction de la nature de l'eau prélevée (eau de nappe et eau de surface) et de la localisation du prélèvement pour l'eau de nappe (zone à taux majoré correspondant aux aires d'alimentation de captage > 500 000 m3/an ; zone de base pour le reste du bassin).				
Les tarifs plafonds, initialement fixés par la LEMA ont été modifiés par la Loi de Finances Initiale pour 2012 (LFI 2012).				
USAGES	RESSOURCES	TARIFS 2013 (€/m3)	TARIFS 2014 (€/m3)	TARIFS PLAFONDS LFI 2012 (€/m3)
Irrigation	Eau de nappe Catégorie II	0,03303	0,03699	0,072
	Eau de nappe Catégorie I Zone de base	0,01352	0,01487	0,036
	Eau de nappe Catégorie I Zone à taux majoré	0,02163	0,02379	
	Eau de surface Catégorie I	0,00702	0,00758	
Irrigation gravitaire	Eau de nappe Catégorie II	0,00165	0,00185	0,01
	Eau de nappe Catégorie I Zone de base	0,00068	0,00075	0,005
	Eau de nappe Catégorie I Zone à taux majoré	0,00109	0,0012	
	Eau de surface Catégorie I	0,00031	0,00033	
Alimentation en eau potable	Eau de nappe Catégorie II	0,08493	0,09172	0,144
	Eau de nappe Catégorie I Zone de base	0,03795	0,03909	0,072
	Eau de nappe Catégorie I Zone à taux majoré	0,06072	0,06254	
	Eau de surface Catégorie I	0,01778	0,01849	
Autres usages économiques	Eau de nappe Catégorie II	0,04522	0,052	0,108
	Eau de nappe Catégorie I Zone de base	0,02027	0,02229	0,054
	Eau de nappe Catégorie I Zone à taux majoré	0,03243	0,03567	
	Eau de surface Catégorie I	0,00972	0,0105	
Alimentation d'un canal	Eau de nappe Catégorie II	0,00032	0,00036	0,0006
	Eau de nappe Catégorie I Zone de base	0,00009	0,00011	0,0003
	Eau de nappe Catégorie I Zone à taux majoré	0,00015	0,00017	
	Eau de surface Catégorie I	0,000043	0,000046	
Refroidissement industriel conduisant à une restitution > 99 %	Eau de nappe Catégorie II	0,00552	0,00618	0,01
	Eau de nappe Catégorie I Zone de base	0,00228	0,00242	0,005
	Eau de nappe Catégorie I Zone à taux majoré	0,00365	0,00387	
	Eau de surface Catégorie I	0,00104	0,00112	
à reporter		137 262 000,00 €	134 389 000,00 €	

COMMENTAIRES	Budget initial 2014	Budget initial 2013															
reports	137 262 000,00 €	134 389 000,00 €															
<p>REDEVANCE POUR OBSTACLE SUR LES COURS D'EAU : 1 000 €</p> <p><i>Paragraphe 75747 - Redevance pour obstacle sur les cours d'eau.....</i></p> <p>En 2014 sera perçu le montant de la redevance au titre de 2013. Taux de la redevance pour obstacle sur les cours d'eau : 77,25 €/m</p>	1 000,00 €	1 000,00 €															
<p>REDEVANCE POUR PROTECTION DU MILIEU AQUATIQUE : 410 000 €</p> <p><i>Paragraphe 75748 - Redevance pour protection du milieu aquatique.....</i></p> <p>En 2014 sera perçu le montant des sommes collectées par les fédérations de pêche en 2013 au titre de la redevance pour protection du milieu aquatique</p> <p>Tarifs de la redevance pour protection du milieu aquatique au titre de l'année d'activité 2013</p> <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <thead> <tr> <th style="text-align: center;">CATEGORIE</th> <th style="text-align: center;">TARIF 2013 (€/personne)</th> <th style="text-align: center;">TARIFS PLAFONDS LEMA (€/personne)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Personne majeure qui se livre à l'exercice de la pêche pendant une année</td> <td style="text-align: center;">8,8</td> <td style="text-align: center;">10</td> </tr> <tr> <td>Personne majeure qui se livre à l'exercice de la pêche pendant 7 jours consécutifs</td> <td style="text-align: center;">3,8</td> <td style="text-align: center;">4</td> </tr> <tr> <td>Personne majeure qui se livre à l'exercice de la pêche à la journée</td> <td style="text-align: center;">1</td> <td style="text-align: center;">1</td> </tr> <tr> <td>Supplément pour la pêche de l'alevin d'anguille, du saumon et de la truite de mer</td> <td style="text-align: center;">20</td> <td style="text-align: center;">20</td> </tr> </tbody> </table>	CATEGORIE	TARIF 2013 (€/personne)	TARIFS PLAFONDS LEMA (€/personne)	Personne majeure qui se livre à l'exercice de la pêche pendant une année	8,8	10	Personne majeure qui se livre à l'exercice de la pêche pendant 7 jours consécutifs	3,8	4	Personne majeure qui se livre à l'exercice de la pêche à la journée	1	1	Supplément pour la pêche de l'alevin d'anguille, du saumon et de la truite de mer	20	20	410 000,00 €	430 000,00 €
CATEGORIE	TARIF 2013 (€/personne)	TARIFS PLAFONDS LEMA (€/personne)															
Personne majeure qui se livre à l'exercice de la pêche pendant une année	8,8	10															
Personne majeure qui se livre à l'exercice de la pêche pendant 7 jours consécutifs	3,8	4															
Personne majeure qui se livre à l'exercice de la pêche à la journée	1	1															
Supplément pour la pêche de l'alevin d'anguille, du saumon et de la truite de mer	20	20															
à reporter	137 673 000,00 €	134 820 000,00 €															

COMMENTAIRES	Budget initial 2014	Budget initial 2013
<p style="text-align: center;">reports</p> <p><u>PERCEPTION POUR LE COMPTE D'AUTRUI</u></p> <p>En application des articles L.213-11-15-1, R.213-48-49 du code de l'environnement et du décret n° 2011-529 du 16 mai 2011, la redevance pour pollutions diffuses est prise en charge par l'Agence de l'Eau Artois-Picardie pour le compte des agences de l'eau (Adour-Garonne, Artois-Picardie, Loire-Bretagne, Rhin-Meuse, Rhône-Méditerranée et Corse, Seine-Normandie) sur l'ensemble du territoire métropolitain.</p> <p>Perception pour le compte des 5 autres agences : 40 979 000 € Perception pour le compte de l'ONEMA : 41 000 000 € (dont 3,25 M€ pour le Bassin ARTOIS - PICARDIE)</p> <p>Les frais d'assiette et de recouvrement affectées à Artois-Picardie représentent 1,1 % de ces sommes à percevoir, soit 0,91 M€.</p>	137 673 000,00 €	134 820 000,00 €
à reporter	137 673 000,00 €	134 820 000,00 €

COMMENTAIRES	Budget initial 2014	Budget initial 2013
reports	137 673 000,00 €	134 820 000,00 €
Article 758 - Divers autres produits de gestion courante		1 644 000,00 €
Paragraphe 75851 - Produits de gestion courante liés au personnel..... - Versement par la Sécurité Sociale d'indemnités journalières pour les congés maladie, maternité ou autres pris par le personnel de l'Agence,	205 000,00 €	-
Paragraphe 75858 - Autres produits de gestion courante..... - Remboursement de trop-payés sur subventions accordées dans le cadre des programmes d'Intervention et versés sur les exercices précédents, - Redressements de facturation, remboursement de franchise et indemnisations versés par les assurances suite à des sinistres et régularisations diverses, - Rappel des subventions pour les ouvrages qui n'ont pas fonctionné pendant 7 ans après leur mise en service, - Remboursement des trop-payés sur les acomptes de primes d'épuration versés sur l'exercice 2013 - Remboursement par le Département du NORD des subventions versées par l'Agence dans le cadre des opérations de raccordement des eaux usées au réseau public d'assainissement au cours de l'année 2014, - Régularisation de mandats émis provisoirement sur l'exercice précédents	623 000,00 €	-
Paragraphe 7588 - Produits de gestion des redevances perçues..... - Frais d'assiette et de recouvrement de la redevance pour pollutions diffuses perçues au titre des autres bassins	910 000,00 €	-
à reporter	139 411 000,00 €	136 464 000,00 €

N° des postes		Produits encaissables	Intitulés des postes de produits	Budget initial 2014	Budget 2013 après ajustements en gestion	Budget initial 2013	Compte financier 2012
Chapitres	Articles						
76			Produits financiers	5 000,00 €	7 000,00 €	7 000,00 €	16 778,71 €
	762	X	Produits des autres immobilisations financières	4 000,00 €	6 000,00 €	6 000,00 €	5 029,41 €
	766	X	Gains de change	1 000,00 €	1 000,00 €	1 000,00 €	-
	767	X	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-	-	11 749,30 €
TOTAUX				5 000,00 €	7 000,00 €	7 000,00 €	16 778,71 €

COMMENTAIRES	Budget initial 2014	Budget initial 2013
reports	139 411 000,00 €	136 464 000,00 €
ARTICLE 762 - Produits des autres immobilisations financières		
Paragraphe 76243 - Intérêts des prêts au personnel.....	4 000,00 €	6 000,00 €
- Intérêts des prêts sociaux d'aide à la construction et à l'aménagement de construction attribués antérieurement au personnel de l'Agence de l'Eau ARTOIS - PICARDIE		
ARTICLE 766 - Gains de change.....	1 000,00 €	1 000,00 €
- Différences positives de change constatées lors des virements de fonds effectués à l'étranger		
ARTICLE 767 - Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement.....	-	-
- Compte tenu du niveau et de la fluctuation prévisionnels de la trésorerie sur l'exercice 2013, il n'y aura pas d'intérêts de placement à long terme à percevoir en 2014		
à reporter	139 416 000,00 €	136 471 000,00 €

N° des postes		Produits encaissables	Intitulés des postes de produits	Budget initial 2014	Budget 2013 après ajustements en gestion	Budget initial 2013	Compte financier 2012
Chapitres	Articles						
77			Produits exceptionnels	40 000,00 €	35 000,00 €	35 000,00 €	429 270,73 €
	771	X	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	10 000,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €	29 008,73 €
	775	X	Produits de cessions des éléments d'actif	30 000,00 €	30 000,00 €	30 000,00 €	400 262,00 €
TOTAUX				40 000,00 €	35 000,00 €	35 000,00 €	429 270,73 €

COMMENTAIRES	Budget initial 2014	Budget initial 2013
reports	139 416 000,00 €	136 471 000,00 €
ARTICLE 771 - Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Paragraphe 7716 - Recouvrements sur créances admises en non valeur.....	10 000,00 €	5 000,00 €
- Estimation		
Paragraphe 7717 - Dettes atteintes par la prescription quadriennale.....	-	-
- Aucune recette prévue sur ce paragraphe en 2014		
ARTICLE 775 - Produits de cessions des éléments d'actif.....	30 000,00 €	30 000,00 €
- Les recettes de cet article représentent le prix de vente des immobilisations vendues		
- Estimation		
à reporter	139 456 000,00 €	136 506 000,00 €

N° des postes		Produits encaissables	Intitulés des postes de produits	Budget initial 2014	Budget 2013 après ajustements en gestion	Budget initial 2013	Compte financier 2012
Chapitres	Articles						
78	781		Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	900 000,00 €	900 000,00 €	900 000,00 €	41 078 074,65 €
			Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (à inscrire dans les produits d'exploitation)	900 000,00 €	900 000,00 €	900 000,00 €	41 078 074,65 €
TOTAUX				900 000,00 €	900 000,00 €	900 000,00 €	41 078 074,65 €
TOTAL DES RECETTES DU COMPTE DE RESULTAT PREVISIONNEL DETAILLE				140 356 000,00 €	137 406 000,00 €	137 406 000,00 €	181 878 730,80 €

COMMENTAIRES	Budget initial 2014	Budget initial 2013
reports	139 456 000,00 €	136 506 000,00 €
ARTICLE 781 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions		
Paragraphe 7817 - Reprises sur provisions pour dépréciation des actifs circulants (autres que valeurs mobilières de placement)	900 000,00 €	900 000,00 €
Les recettes de ce paragraphe correspondent à la reprise sur provisions pour dépréciation des créances contentieuses des années antérieures. Ces créances sont essentiellement constituées de redevances et d'avances d'intervention.		
TOTAL DES RECETTES DU COMPTE DE RESULTAT DETAILLE	140 356 000,00 €	137 406 000,00 €

**III - 4 - RECETTES 2014 -
POUR L'ETABLISSEMENT DU TABLEAU DE FINANCEMENT PREVISIONNEL**

N° des postes		Intitulés des ressources	Budget initial 2014	Budget 2013 après ajustements en gestion	Budget initial 2013	Compte financier 2012
Chapitres	Articles					
16		Emprunts et dettes assimilées	-	-	-	40 000 000,00 €
	164	Emprunts auprès des établissements de crédit	-	-	-	40 000 000,00 €
20		Immobilisations incorporelles	-	-	-	1 336,70 €
	205	Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires	-	-	-	1 336,70 €
27		Autres immobilisations financières (remboursements)	35 826 000,00 €	33 237 000,00 €	33 237 000,00 €	29 916 949,55 €
	274	Prêts	35 826 000,00 €	33 237 000,00 €	33 237 000,00 €	29 916 949,55 €
TOTAUX			35 826 000,00 €	33 237 000,00 €	33 237 000,00 €	69 918 286,25 €
TOTAL DES RECETTES DU TABLEAU DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL			35 826 000,00 €	33 237 000,00 €	33 237 000,00 €	69 918 286,25 €

COMMENTAIRES	Budget initial 2014	Budget initial 2013
<p>ARTICLE 274 - Remboursement des prêts</p> <p><i>Paragraphe 2743 - Prêts au personnel</i></p> <p><i>Paragraphe 27431 - Prêts au personnel - Accession à la propriété.....</i></p> <p><i>Paragraphe 27438 - Prêts au personnel - Autres prêts (aménagement).....</i></p> <p>Amortissement des prêts sociaux d'aide à la construction, à l'aménagement de construction et à l'acquisition de véhicules accordés antérieurement au personnel de l'Agence ARTOIS - PICARDIE</p>	<p>15 600,00 €</p> <p>8 400,00 €</p>	<p>22 000,00 €</p> <p>12 000,00 €</p>
à reporter	24 000,00 €	34 000,00 €

COMMENTAIRES	Budget initial 2014	Budget initial 2013
Reports	24 000,00 €	34 000,00 €
REMBOURSEMENT DES PRETS ET AVANCES SANS INTERETS D'INTERVENTION : 35 802 000,00 €		
<i>Paragraphe 27481 – Prêts et avances sans intérêts aux industries</i>		
<i>Paragraphe 274811- Avances sans intérêts :</i>		
<i>Paragraphe 2748112 - Lutte contre la pollution</i>	7 670 000,00 €	8 420 000,00 €
<i>Paragraphe 274812 - Avances sans intérêts convertibles en subvention :</i>		
<i>Paragraphe 2748122 - Lutte contre la pollution.....</i>	597 000,00 €	1 500 000,00 €
<i>Paragraphe 27482 - Prêts et avances sans intérêts aux collectivités</i>		
<i>Paragraphe 274821 - Avances sans intérêts :</i>		
<i>Paragraphe 2748211 - Amélioration de la ressource.....</i>	1 721 000,00 €	1 721 000,00 €
<i>Paragraphe 2748212 - Lutte contre la pollution.....</i>	19 920 000,00 €	19 202 000,00 €
<i>Paragraphe 274822- Avances sans intérêts convertibles en subvention :</i>		
<i>Paragraphe 2748222 - Lutte contre la pollution</i>	5 894 000,00 €	2 360 000,00 €
<i>Paragraphe 27483 – Prêts et avances sans intérêts aux agriculteurs</i>		
<i>Paragraphe 274831- Avances sans intérêts :</i>		
<i>Paragraphe 2748312 - Lutte contre la pollution.....</i>	-	-
TOTAL DES RECETTES DU TABLEAU DE FINANCEMENT DETAILLE	35 826 000,00 €	33 237 000,00 €

ANNEXES

- ANNEXE A	- Informatique et télécommunications	Page : 129 à 131
- ANNEXE B	- Etudes (5ème, 6ème, 7ème et 8ème programmes).....	Page : 133 à 135
- ANNEXE C	- Interventions financières.....	Page : 137 à 149
	- 7ème programme 1997 - 2001.....	Page : 138 et 139
	- 8ème programme 2003 - 2006.....	Page : 140 et 141
	- 9ème programme 2007 - 2012.....	Page : 142 à 145
	- Xème programme 2013 - 2018.....	Page : 146 à 149
	- Récapitulatif des interventions financières par imputation budgétaire.....	Page : 150 à 151
- ANNEXE D	- Immobilisations et dotations aux amortissements.....	Page : 153 à 155
- ANNEXE E	- Compte de résultat détaillé.....	Page : 156 et 157
	- Opérations d'investissement pluriannuelles.....	Page : 158 et 159
	- Dépenses décaissables par destination.....	Page : 161
	- Ressources affectées.....	Page : 163
	- Plan de trésorerie.....	Page : 165
	- Annexe immobilière.....	Page : 167
	- Tableau des opérations pour comptes de tiers.....	Page : 169

- ANNEXE A -

INFORMATIQUE ET TELECOMMUNICATIONS

Analyse des moyens financiers

Postes	ANNEE 2010	ANNEE 2011	ANNEE 2012	ANNEE 2013	ANNEE 2014
Investissement	915	1 003	662	662	624
Achat de matériel	220	25	50	50	50
Droit d'usage des progiciels	45	15	60	32	23
Prestations de services (conception-développement de logiciels)	650	963	552	580	551
Fonctionnement	378	437	845	848	816
<i>Matériel</i>					
Location					
Crédit-bail					
Entretien des matériels	42	54	54	44	44
<i>Côut des réseaux</i>					
voix	52	30	55	50	55
données	40	45	129	124	129
licences des progiciels et progiciels	171	22	11	24	31
Maintenance des logiciels		182	502	266	221
Prestations de service				260	233
Formation informatique	25	20	20	22	31
Fournitures et consommables	45	85	75	58	72
Divers (documentation, transport, aménagement,...)	3	-	-	-	
Total pour l'année	1 293	1 440	1 507	1 510	1 440
Reports					
Charges liées à l'occupation des locaux	60	60	57	47	47
Charges liées au fonctionnement courant des services informatiques	40	37	37	37	36
Dépenses personnel du service informatique	767	777	760	730	720

DEPENSES D'INFORMATIQUE ET DE TELECOMMUNICATION

TABLEAU B - ETAT DU PARC EQUIPEMENTS ET LICENCES

<i>EQUIPEMENTS ET LICENCES</i>	2011	2012	2013	2014
Etat équipements				
Nombre de gros systèmes	0	0	0	0
Nombre de serveurs	27	27	27	27
Nombres de postes de travail	206	206	206	206
Etat des licences bureautiques				
<i>Système d'exploitation poste de travail</i>				
Microsoft 9X	-	-	-	-
Microsoft NT4	-	-	-	-
Microsoft 2000	5	5	1	1
Microsoft Office XP	201	201	155	120
Windows 7	-	-	45	80
Libres	5	5	5	5
Autres	-	-	-	-
<i>Système bureautique poste de travail</i>				
Microsoft Office 9X	-	-	-	-
Microsoft Office 2000	-	-	-	-
Microsoft Office XP	206	206	24	5
Microsoft Office 2003	-	-	-	-
Microsoft Office 2010	-	-	182	201
Open Office.org	-	-	-	-
Libre Office	-	-	206	206
Autres	-	-	-	-

TABLEAU C - PROJETS NOUVEAUX

Intitulé du projet	Type (I,G,M)	Année début	Année fin	Montant budgétaire total à investir (TTC)	Gains annuels cibles attendus
Mise en œuvre portails Agence (intranet/internet/données sur l'eau/espaces collaboratifs)	M	2013	2014	110 000,00 €	
Mise en œuvre de progiciels de ressources humaines (paye et GPEC)	M	2012	2015	66 500,00 €	Projets communs aux Agences de l'eau et ONEMA
Mise en œuvre progiciel de gestion du bâtiment	M	2013	2014	50 000,00 €	Projet prévu initialement en 2012
Mise en œuvre espaces de travail collaboratif interne et externe	M	2014	2014	60 000,00 €	Faciliter le travail en mobilité y compris le télétravail
Projet OSMOSE	M	2013	2014	50 000,00 €	Participation au projet piloté par l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse

- ANNEXE B -

TABLEAUX RECAPITULATIFS DES ETUDES

ETUDES

LIGNE	OPERATIONS	ENGAGEMENTS CONTRACTUALISES SIGNES				PAIEMENTS			
		CUMULES FIN 2012	PROBABLES 2013	PREVUS 2014	CUMULES PREVUS FIN 2014	CUMULES FIN 2012	PROBABLES 2013	PREVUS 2014	CUMULES PREVUS FIN 2014
	7EME PROGRAMME								
7301	Etudes Interagences	1 317 895,50	-	-	1 317 895,50	1 317 895,50	-	-	1 317 895,50
7311	Etudes pour la Ressource en eau	1 196 130,45	-	-	1 196 130,45	1 196 130,45	-	-	1 196 130,45
7312	Etudes de Pollution	2 002 957,38	-	-	2 002 957,38	2 002 957,38	-	-	2 002 957,38
7313	Etudes économiques et diverses	222 331,44	-	-	222 331,44	222 331,44	-	-	222 331,44
	TOTAUX 7EME PROGRAMME	4 739 314,77	-	-	4 739 314,77	4 739 314,77	-	-	4 739 314,77
	8EME PROGRAMME								
8301	Etudes Interagences	130 510,62	-	-	130 510,62	130 510,62	-	-	130 510,62
8311	Etudes pour la Ressource en eau	191 236,17	-	-	191 236,17	178 937,22	12 298,95	-	191 236,17
8312	Etudes de Pollution	187 579,48	-	-	187 579,48	179 258,51	8 320,97	-	187 579,48
8313	Etudes économiques et diverses	178 104,73	-	-	178 104,73	178 104,73	-	-	178 104,73
	TOTAUX 8EME PROGRAMME	687 431,00	-	-	687 431,00	666 811,08	20 619,92	-	687 431,00
	TOTAUX GENERAUX	5 426 745,77	0,00	0,00	5 426 745,77	5 406 125,85	20 619,92	0,00	5 426 745,77

- ANNEXE C -

**TABLEAUX RECAPITULATIFS DES
INTERVENTIONS FINANCIERES**

**7EME PROGRAMME 1997-2002 : POLLUTION
INTERVENTIONS : SUBVENTIONS, PRETS ET AVANCES**

N° DE LIGNE DE PROGRAMME	LIGNE DE PROGRAMME	N° IMPUTATION	MONTANT INSCRIT AU PROGRAMME AJUSTE *	DECISIONS DE PRISE EN CONSIDERATION				PAIEMENTS			
				CUMULEES FIN 2012	PROBABLES 2013	PREVUES 2014	CUMULEES FIN 2014	CUMULES FIN 2012	PROBABLES 2013	PREVUS 2014	CUMULES FIN 2014
711	OUVRAGES D'EPURATION DES COLLECTIVITES LOCALES		179 156 159,53	169 498 766,43	-	-	169 498 766,43	169 498 766,43	-	-	169 498 766,43
7110	Stations d'épuration			158 010 170,66	-	-	158 010 170,66	158 010 170,66	-	-	158 010 170,66
	- subventions	6572212		81 862 561,28	-	-	81 862 561,28	81 862 561,28	-	-	81 862 561,28
	- avances	2748212		76 145 061,42	-	-	76 145 061,42	76 145 061,42	-	-	76 145 061,42
	- autres travaux exécutés à l'extérieur	6571823		2 547,96	-	-	2 547,96	2 547,96	-	-	2 547,96
7113	Assainissement non collectif			11 488 595,77	-	-	11 488 595,77	11 488 595,77	-	-	11 488 595,77
	- subventions	6572212		11 071 917,18	-	-	11 071 917,18	11 071 917,18	-	-	11 071 917,18
	- autres travaux exécutés à l'extérieur	6571823		416 678,59	-	-	416 678,59	416 678,59	-	-	416 678,59
712	RESEAUX D'ASSAINISSEMENT ET RACCORDEMENTS		210 409 074,44	191 539 279,76	-	-	191 539 279,76	191 539 279,76	-	-	191 539 279,76
7120	Réseaux d'assainissement			130 833 796,17	-	-	130 833 796,17	130 833 796,17	-	-	130 833 796,17
	- subventions	6572212		73 641 263,37	-	-	73 641 263,37	73 641 263,37	-	-	73 641 263,37
	- avances	2748212		55 731 232,06	-	-	55 731 232,06	55 731 232,06	-	-	55 731 232,06
	- avances convertibles en subventions	2748222		1 179 367,68	-	-	1 179 367,68	1 179 367,68	-	-	1 179 367,68
	- autres travaux exécutés à l'extérieur	6571823		281 933,06	-	-	281 933,06	281 933,06	-	-	281 933,06
7123	Raccordement à l'égout			60 705 483,59	-	-	60 705 483,59	60 705 483,59	-	-	60 705 483,59
	- subventions	6572212		58 216 452,13	-	-	58 216 452,13	58 216 452,13	-	-	58 216 452,13
	- autres travaux exécutés à l'extérieur	6571823		2 489 031,46	-	-	2 489 031,46	2 489 031,46	-	-	2 489 031,46
713	LUTTE CONTRE LA POLLUTION INDUSTRIELLE		149 673 220,46	136 594 994,71	-	-	136 594 994,71	136 594 994,71	-	-	136 594 994,71
7130	Epuration industrielle			132 379 905,36	-	-	132 379 905,36	132 379 905,36	-	-	132 379 905,36
	- subventions	6572211		6 291 366,82	-	-	6 291 366,82	6 291 366,82	-	-	6 291 366,82
	- avances et prêts	2748112		67 012 885,96	-	-	67 012 885,96	67 012 885,96	-	-	67 012 885,96
	- avances convertibles en subventions	2748122		59 075 652,58	-	-	59 075 652,58	59 075 652,58	-	-	59 075 652,58
7135	Sites pollués			4 215 089,35	-	-	4 215 089,35	4 215 089,35	-	-	4 215 089,35
	- subventions	6572211		4 215 089,35	-	-	4 215 089,35	4 215 089,35	-	-	4 215 089,35
714	ELIMINATION DES DECHETS		15 545 113,76	13 991 333,03	-	-	13 991 333,03	13 991 333,03	-	-	13 991 333,03
	- aide aux déchets industriels	6572241		13 991 333,03	-	-	13 991 333,03	13 991 333,03	-	-	13 991 333,03
715	ASSISTANCE TECHNIQUE		7 600 643,76	6 671 680,90	-	-	6 671 680,90	6 671 680,90	-	-	6 671 680,90
7150	Assistance Technique des Collectivités	6572252		2 814 114,41	-	-	2 814 114,41	2 814 114,41	-	-	2 814 114,41
7151	Assistance Technique à l'Industrie	6572251		1 539 244,89	-	-	1 539 244,89	1 539 244,89	-	-	1 539 244,89
7152	Assistance Technique aux Agriculteurs	6572253		1 818 321,60	-	-	1 818 321,60	1 818 321,60	-	-	1 818 321,60
	- autres travaux exécutés à l'extérieur	6571823		500 000,00	-	-	500 000,00	500 000,00	-	-	500 000,00
716	PRIMES D'EPURATION		93 030 231,82	93 030 231,82	-	-	93 030 231,82	93 030 231,82	-	-	93 030 231,82
7160	Primes des Collectivités	6572222		93 030 231,82	-	-	93 030 231,82	93 030 231,82	-	-	93 030 231,82
7161	Primes agricoles	6572223		-	-	-	-	-	-	-	-
717	AIDES AU BON FONCTIONNEMENT		16 757 184,27	16 721 035,53	-	-	16 721 035,53	16 721 035,53	-	-	16 721 035,53
7171	Aide aux collectivités locales	6572232		6 620 383,44	-	-	6 620 383,44	6 620 383,44	-	-	6 620 383,44
7172	Aide aux industries	6572231		10 100 652,09	-	-	10 100 652,09	10 100 652,09	-	-	10 100 652,09
718	LUTTE CONTRE LA POLLUTION AGRICOLE		45 036 089,42	38 758 905,69	-	-	38 758 905,69	38 758 905,69	-	-	38 758 905,69
7181	Elevages			37 684 383,71	-	-	37 684 383,71	37 684 383,71	-	-	37 684 383,71
	- subventions	6572213		37 500 093,87	-	-	37 500 093,87	37 500 093,87	-	-	37 500 093,87
	- autres travaux exécutés à l'extérieur	6571823		55 739,07	-	-	55 739,07	55 739,07	-	-	55 739,07
	- avances	2748312		128 550,77	-	-	128 550,77	128 550,77	-	-	128 550,77
7182	Cultures			1 074 521,98	-	-	1 074 521,98	1 074 521,98	-	-	1 074 521,98
	- autres travaux exécutés à l'extérieur	6571823		-	-	-	-	-	-	-	-
	- subventions	6572213		1 074 521,98	-	-	1 074 521,98	1 074 521,98	-	-	1 074 521,98
719	DIVERS POLLUTION		702 707,07	621 907,50	-	-	621 907,50	621 907,50	-	-	621 907,50
7190	Divers	6572288		195 554,33	-	-	195 554,33	195 554,33	-	-	195 554,33
7191	Pôle de compétence sédiments toxiques			426 353,17	-	-	426 353,17	426 353,17	-	-	426 353,17
	- subventions	6572288		273 896,65	-	-	273 896,65	273 896,65	-	-	273 896,65
	- autres travaux exécutés à l'extérieur	6571823		152 456,52	-	-	152 456,52	152 456,52	-	-	152 456,52
TOTAUX POLLUTION			718 466 522,40	667 428 135,37	-	-	667 428 135,37	667 428 135,37	-	-	667 428 135,37

* Après adaptation 9-02 du 7ème Programme 1997-2002 adoptée au C.A du 15/03/2002

**7EME PROGRAMME 1997 - 2002 : RESSOURCES
INTERVENTIONS : SUBVENTIONS, PRETS, AVANCES ET RESERVATIONS FONCIERES**

N° DE LIGNE DE PROGRAMME	LIGNE DE PROGRAMME	N° IMPUTATION	MONTANT INSCRIT AU PROGRAMME AJUSTE *	DECISIONS DE PRISE EN CONSIDERATION			PAIEMENTS				
				CUMULEES FIN 2012	PROBABLES 2013	PREVUES 2014	CUMULEES FIN 2014	CUMULES FIN 2012	PROBABLES 2013	PREVUS 2014	CUMULES FIN 2014
723	EAUX SOUTERRAINES		5 793 808,71	5 183 691,93	-	-	5 183 691,93	5 183 691,93	-	-	5 183 691,93
7230	Inventaire pollution			4 167 951,27	-	-	4 167 951,27	4 167 951,27	-	-	4 167 951,27
	- subventions diverses	6572188		1 028 374,10	-	-	1 028 374,10	1 028 374,10	-	-	1 028 374,10
	- acquisitions et valorisation des données et mesures patrimoniales	65715		3 123 149,13	-	-	3 123 149,13	3 123 149,13	-	-	3 123 149,13
	- installations techniques matériels et outillages	2154		16 428,04	-	-	16 428,04	16 428,04	-	-	16 428,04
7231	Irrigation			1 015 740,66	-	-	1 015 740,66	1 015 740,66	-	-	1 015 740,66
	- subventions	6572113		1 015 740,66	-	-	1 015 740,66	1 015 740,66	-	-	1 015 740,66
724	RESTAURATION DES MILIEUX AQUATIQUES		33 306 638,69	29 289 629,69	-	-	29 289 629,69	29 289 629,69	-	-	29 289 629,69
7240	Entretien écologique			11 015 736,35	-	-	11 015 736,35	11 015 736,35	-	-	11 015 736,35
	- subventions	6572172		11 015 736,35	-	-	11 015 736,35	11 015 736,35	-	-	11 015 736,35
7241	Curage des sédiments toxiques			6 712 511,18	-	-	6 712 511,18	6 712 511,18	-	-	6 712 511,18
	- subventions	6572172		6 712 511,18	-	-	6 712 511,18	6 712 511,18	-	-	6 712 511,18
7242	Erosion			398 762,30	-	-	398 762,30	398 762,30	-	-	398 762,30
	- subventions	6572172		398 762,30	-	-	398 762,30	398 762,30	-	-	398 762,30
7243	Gestion intégrée			1 614 406,02	-	-	1 614 406,02	1 614 406,02	-	-	1 614 406,02
	- subventions	6572172		1 614 406,02	-	-	1 614 406,02	1 614 406,02	-	-	1 614 406,02
7244	Inondation			4 273 477,84	-	-	4 273 477,84	4 273 477,84	-	-	4 273 477,84
	- subventions	6572172		4 273 477,84	-	-	4 273 477,84	4 273 477,84	-	-	4 273 477,84
7245	Fonds de concours : inondation, police réseaux			5 274 736,00	-	-	5 274 736,00	5 274 736,00	-	-	5 274 736,00
	- subventions	6573		5 274 736,00	-	-	5 274 736,00	5 274 736,00	-	-	5 274 736,00
725	EAU POTABLE		34 251 491,74	30 917 206,49	-	-	30 917 206,49	30 917 206,49	-	-	30 917 206,49
7250	Alimentation en eau potable			22 458 778,99	-	-	22 458 778,99	22 458 778,99	-	-	22 458 778,99
	- subventions	6572112		22 440 000,32	-	-	22 440 000,32	22 440 000,32	-	-	22 440 000,32
	- avances	2748211		18 778,67	-	-	18 778,67	18 778,67	-	-	18 778,67
7251	Transfert et économie d'eau			126 535,71	-	-	126 535,71	126 535,71	-	-	126 535,71
	- subventions	6572112		126 535,71	-	-	126 535,71	126 535,71	-	-	126 535,71
	- avances	2748211		-	-	-	-	-	-	-	-
7252	Acquisitions foncières			368 613,78	-	-	368 613,78	368 613,78	-	-	368 613,78
	- réservations foncières	21117		368 613,78	-	-	368 613,78	368 613,78	-	-	368 613,78
7253	Protection et mise en valeur			7 963 278,01	-	-	7 963 278,01	7 963 278,01	-	-	7 963 278,01
	- subventions	6572112		7 807 012,84	-	-	7 807 012,84	7 807 012,84	-	-	7 807 012,84
	- autres travaux exécutés à l'extérieur	6571823		156 265,17	-	-	156 265,17	156 265,17	-	-	156 265,17
729	DIVERS RESSOURCE		9 270 574,30	7 458 042,66	-	-	7 458 042,66	7 458 042,66	-	-	7 458 042,66
7290	Divers			238 729,17	-	-	238 729,17	238 729,17	-	-	238 729,17
	- subventions	6572188		238 729,17	-	-	238 729,17	238 729,17	-	-	238 729,17
	- autres travaux exécutés à l'extérieur	6571823		-	-	-	-	-	-	-	-
7291	Inventaire de la ressource			6 218 980,85	-	-	6 218 980,85	6 218 980,85	-	-	6 218 980,85
	- subventions diverses	6572188		1 192 250,38	-	-	1 192 250,38	1 192 250,38	-	-	1 192 250,38
	- autres travaux exécutés à l'extérieur	6571823		594 513,12	-	-	594 513,12	594 513,12	-	-	594 513,12
	- installations techniques matériels et outillages	2154		1 540 945,65	-	-	1 540 945,65	1 540 945,65	-	-	1 540 945,65
	- acquisitions et valorisation des données et mesures patrimoniales	65715		2 891 271,70	-	-	2 891 271,70	2 891 271,70	-	-	2 891 271,70
7292	Assistance technique des Commissions Locales de l'Eau			1 000 332,64	-	-	1 000 332,64	1 000 332,64	-	-	1 000 332,64
	- subventions diverses	6572188		784 077,30	-	-	784 077,30	784 077,30	-	-	784 077,30
	- publicité, information et documentation technique	657161		216 255,34	-	-	216 255,34	216 255,34	-	-	216 255,34
TOTAUX RESSOURCES			82 622 513,44	72 848 570,77	-	-	72 848 570,77	72 848 570,77	-	-	72 848 570,77
TOTAUX GENERAUX			801 089 035,84	740 276 706,14	-	-	740 276 706,14	740 276 706,14	-	-	740 276 706,14

* Après adaptation 9-02 du 7ème Programme 1997-2002 adoptée au C.A du 15/03/2002

TRANSFORMATION D'AVANCES EN SUBVENTIONS (ces lignes correspondent à la transformation d'avances en subventions : elles ne donnent donc pas lieu à un paiement effectif, mais à une écriture comptable)

N° DE LIGNE DE PROGRAMME	LIGNE DE PROGRAMME	N° IMPUTATION		DECISIONS DE PRISES EN CONSIDERATION			PAIEMENTS				
				CUMULEES FIN 2012	PROBABLES 2013	PREVUES 2014	CUMULEES FIN 2014	CUMULES FIN 2012	PROBABLES 2013	PREVUS 2014	CUMULES FIN 2014
7110	OUVRAGES D'EPURATION DES COLLECTIVITES LOCALES			-	-	-	-	-	-	-	-
7120	transf d'avances RESEAUX D'ASSAINISSEMENT	65722812		-	-	-	-	-	-	-	-
7130	transf d'avances OUVRAGE D'EPURATION INDUSTRIELLE	65722812		155 830,03	-	-	155 830,03	155 830,03	-	-	155 830,03
	transf d'avances (études et travaux)	65722811		55 646 505,56	-	-	55 646 505,56	55 646 505,56	-	-	55 646 505,56
	transf d'avances	2748122		55 373 791,76	-	-	55 373 791,76	55 373 791,76	-	-	55 373 791,76
TOTAUX				272 713,80	-	-	272 713,80	272 713,80	-	-	272 713,80
SUBVENTIONS, PRETS ET AVANCES HORS PROGRAMME				55 802 335,59	-	-	55 802 335,59	55 802 335,59	-	-	55 802 335,59

OUVRAGES D'EPURATION INDUSTRIELLE	N° IMPUTATION	DECISIONS DE PRISES EN CONSIDERATION			PAIEMENTS				
		CUMULEES FIN 2012	PROBABLES 2013	PREVUES 2014	CUMULEES FIN 2014	CUMULES FIN 2012	PROBABLES 2013	PREVUS 2014	CUMULES FIN 2014
- subventions hors programme	67151	10 238,04	-	-	10 238,04	10 238,04	-	-	10 238,04
- prêts et avances hors programme	2748812	476 801,11	-	-	476 801,11	476 801,11	-	-	476 801,11
TOTAL GENERAL		487 039,15	-	-	487 039,15	487 039,15	-	-	487 039,15

**8ème PROGRAMME D'INTERVENTION 2003-2006 : POLLUTION
INTERVENTIONS : SUBVENTIONS, PRETS ET AVANCES**

N° DE LIGNE DE PROGRAMME	LIGNE DE PROGRAMME	N° IMPUTATION	MONTANT INSCRIT AU PROGRAMME AJUSTE *	DECISIONS DE PRISE EN CONSIDERATION				PAIEMENTS			
				CUMULEES FIN 2012	PROBABLES 2013	PREVUES 2014	CUMULEES FIN 2014	CUMULEES FIN 2012	PROBABLES 2013	PREVUS 2014	CUMULEES FIN 2014
811	OUVRAGES D'EPURATION DES COLLECTIVITES LOCALES		112 526 183,43	106 430 821,41	-	-	106 430 821,41	106 262 743,81	140 000,00	15 000,00	106 417 743,81
8110	Stations d'épuration			104 326 528,53	-	-	104 326 528,53	104 158 442,93	140 000,00	15 000,00	104 313 442,93
	- subventions	65722121		49 927 609,80	-	-	49 927 609,80	49 846 799,00	65 000,00	7 000,00	49 918 799,00
	- avances	2748212		47 571 023,17	-	-	47 571 023,17	47 504 109,97	60 000,00	5 000,00	47 569 109,97
	-subventions communes rurales SUR	65722121		6 827 887,56	-	-	6 827 887,56	6 807 533,96	15 000,00	3 000,00	6 825 533,96
8113	Assainissement non collectif			2 104 300,88	-	-	2 104 300,88	2 104 300,88	-	-	2 104 300,88
	- subventions	65722121		1 926 966,14	-	-	1 926 966,14	1 926 966,14	-	-	1 926 966,14
	- autres travaux exécutés à l'extérieur	6571823		177 334,74	-	-	177 334,74	177 334,74	-	-	177 334,74
812	RESEAUX D'ASSAINISSEMENT ET RACCORDEMENTS		119 565 178,84	107 356 709,19	-	-	107 356 709,19	107 324 227,19	20 000,00	-	107 344 227,19
8120	Réseaux d'assainissement			89 447 771,09	-	-	89 447 771,09	89 415 289,09	20 000,00	-	89 435 289,09
	- subventions	65722121		37 389 635,52	-	-	37 389 635,52	37 371 073,52	10 000,00	-	37 381 073,52
	- avances	2748212		38 217 612,80	-	-	38 217 612,80	38 217 612,80	-	-	38 217 612,80
	- avances convertibles en subventions	2748222		-	-	-	-	-	-	-	-
	- autres travaux exécutés à l'extérieur	6571823		196 979,22	-	-	196 979,22	196 979,22	-	-	196 979,22
	-subventions communes rurales SUR	65722121		13 643 543,55	-	-	13 643 543,55	13 629 623,55	10 000,00	-	13 639 623,55
8123	Raccordement à l'égout			17 908 938,10	-	-	17 908 938,10	17 908 938,10	-	-	17 908 938,10
	- subventions	65722121		12 739 590,65	-	-	12 739 590,65	12 739 590,65	-	-	12 739 590,65
	- autres travaux exécutés à l'extérieur	6571823		5 169 347,45	-	-	5 169 347,45	5 169 347,45	-	-	5 169 347,45
813	LUTTE CONTRE LA POLLUTION INDUSTRIELLE		58 781 093,60	52 280 780,03	-	-	52 280 780,03	52 280 780,03	-	-	52 280 780,03
8130	Epuration industrielle			51 127 648,12	-	-	51 127 648,12	51 127 648,12	-	-	51 127 648,12
	- subventions	6572211		2 556 209,78	-	-	2 556 209,78	2 556 209,78	-	-	2 556 209,78
	- avances et prêts	2748112		32 129 264,38	-	-	32 129 264,38	32 129 264,38	-	-	32 129 264,38
	- avances convertibles en subventions	2748122		16 442 173,96	-	-	16 442 173,96	16 442 173,96	-	-	16 442 173,96
8135	Sites pollués			1 153 131,91	-	-	1 153 131,91	1 153 131,91	-	-	1 153 131,91
	- subventions	6572211		1 153 131,91	-	-	1 153 131,91	1 153 131,91	-	-	1 153 131,91
814	ELIMINATION DES DECHETS		1 739 358,58	1 379 706,67	-	-	1 379 706,67	1 379 706,67	-	-	1 379 706,67
	- aide aux déchets industriels	6572241		1 379 706,67	-	-	1 379 706,67	1 379 706,67	-	-	1 379 706,67
815	ASSISTANCE TECHNIQUE		6 243 267,43	5 469 850,90	-	-	5 469 850,90	5 469 850,90	-	-	5 469 850,90
8150	Assistance Technique des Collectivités			2 590 900,23	-	-	2 590 900,23	2 590 900,23	-	-	2 590 900,23
	- Autres travaux exécutés à l'extérieur	657188		2 284,00	-	-	2 284,00	2 284,00	-	-	2 284,00
8151	Assistance Technique à l'industrie			942 035,07	-	-	942 035,07	942 035,07	-	-	942 035,07
8152	Assistance Technique aux Agriculteurs			1 934 631,60	-	-	1 934 631,60	1 934 631,60	-	-	1 934 631,60
816	PRIMES D'EPURATION		74 947 890,00	74 860 391,00	-	-	74 860 391,00	74 860 391,00	-	-	74 860 391,00
8160	Primes des Collectivités			74 860 391,00	-	-	74 860 391,00	74 860 391,00	-	-	74 860 391,00
8161	Primes agricoles			-	-	-	-	-	-	-	-
817	AIDES AU BON FONCTIONNEMENT		3 051 710,00	3 051 710,00	-	-	3 051 710,00	3 051 710,00	-	-	3 051 710,00
8171	Aide aux collectivités locales			1 379 866,00	-	-	1 379 866,00	1 379 866,00	-	-	1 379 866,00
8172	Aide aux industries			1 671 844,00	-	-	1 671 844,00	1 671 844,00	-	-	1 671 844,00
818	LUTTE CONTRE LA POLLUTION AGRICOLE		25 880 562,94	25 814 569,89	-	-	25 814 569,89	25 795 259,89	-	-	25 795 259,89
8181	Elevages			25 345 441,11	-	-	25 345 441,11	25 326 131,11	-	-	25 326 131,11
	- subventions	6572213		25 145 641,11	-	-	25 145 641,11	25 145 641,11	-	-	25 145 641,11
	- autres travaux exécutés à l'extérieur	6571823		199 800,00	-	-	199 800,00	180 490,00	-	-	180 490,00
	- avances	2748312		-	-	-	-	-	-	-	-
8182	Cultures			469 128,78	-	-	469 128,78	469 128,78	-	-	469 128,78
	- autres travaux exécutés à l'extérieur	6571823		-	-	-	-	-	-	-	-
	- subventions	6572213		469 128,78	-	-	469 128,78	469 128,78	-	-	469 128,78
819	DIVERS POLLUTION			-	-	-	-	-	-	-	-
8190	Divers			-	-	-	-	-	-	-	-
8191	Pôle de compétence sédiments toxiques			-	-	-	-	-	-	-	-
	- subventions	6572288		-	-	-	-	-	-	-	-
	- autres travaux exécutés à l'extérieur	6571823		-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAUX POLLUTION			402 735 244,82	376 644 539,09	-	-	376 644 539,09	376 424 669,49	160 000,00	15 000,00	376 599 669,49

* Compte tenu de l'adaptation du Programme N°6-06 adoptée au Conseil d'Administration du 10/11/2006

8ème PROGRAMME D'INTERVENTION 2003-2006 : RESSOURCES
INTERVENTIONS : SUBVENTIONS, PRETS, AVANCES ET RESERVATIONS FONCIERES

N° DE LIGNE DE PROGRAMME	LIGNE DE PROGRAMME	N° IMPLANTATION	MONTANT INSCRIT AU PROGRAMME A.J.S.T.E.	DECISIONS DE PRISE EN CONSIDERATION			PAIEMENTS					
				CUMULEES FIN 2012	PROBABLES 2013	PREVUES 2014	CUMULEES FIN 2014	CUMULES FIN 2012	PROBABLES 2013	PREVUS 2014	CUMULES FIN 2014	
023	EAUX SOUTERRAINES		4 896 410,88									
8230	Inventaire pollution		4 594 609,07				4 594 609,07	4 594 609,07				4 594 609,07
	- subventions diverses	6572188	4 547 973,90				4 547 973,90	4 547 973,90				4 547 973,90
	- acquisitions et valorisation des données et mesures patrimoniales	65715	406 650,33				406 650,33	406 650,33				406 650,33
	- travaux d'entretien et dépenses liés aux interventions	65711	3 941 111,58				3 941 111,58	3 941 111,58				3 941 111,58
	- installations techniques matériels et outillages	2154										
	- immobilisations en cours - installations techniques, matériel et outillages	2315	200 211,99				200 211,99	200 211,99				200 211,99
	- avances, acomptes versés sur comm. d'immo. Inst. Tech., matériel et outillages	2385										
8231	Irrigation											
	- subventions	6572113	46 635,17				46 635,17	46 635,17				46 635,17
824	RESTAURATION DES MILIEUX AQUATIQUES		17 340 835,26				15 319 835,26	15 319 835,26	13 800,00	20 000,00		15 319 835,26
8240	Entretien écologique											
	- subventions	6572172	5 400 488,82				5 400 488,82	5 400 488,82				5 400 488,82
8241	Curage des sédiments toxiques											
	- subventions	6572172	2 113 120,50				2 113 120,50	2 113 120,50				2 113 120,50
8242	Erosion											
	- subventions	6572172	60 481,87				60 481,87	60 481,87				60 481,87
8243	Gestion intégrée											
	- subventions	6572172	1 702 051,55				1 702 051,55	1 702 051,55				1 702 051,55
	- acquisitions et valorisation des données et mesures patrimoniales	65715	1 630 261,94				1 630 261,94	1 630 261,94				1 630 261,94
8244	Inondation											
	- subventions	6572172	6 043 692,52				6 043 692,52	6 043 692,52	15 000,00	20 000,00		6 043 692,52
	- installations techniques matériels et outillages	2154	5 130 637,68				5 130 637,68	5 095 637,68	15 000,00	20 000,00		5 130 637,68
	- travaux d'entretien et dépenses liées aux interventions	65711	496 114,32				496 114,32	496 114,32				496 114,32
	- autres travaux exécutés à l'extérieur	6571023	92 794,62				92 794,62	92 794,62				92 794,62
8245	Fonds de concours : inondation, police réseaux											
	- subventions	6573	324 145,90				324 145,90	324 145,90				324 145,90
825	EAU POTABLE		50 106 595,48				46 039 640,45	46 039 640,45	46 812 875,45	125 000,00	75 000,00	46 012 875,45
8250	Alimentation en eau potable											
	- subventions	6572112	40 432 977,71				40 432 977,71	40 271 866,71	100 000,00	50 000,00		40 421 900,71
	- avances	2748211	12 465 075,38				12 455 075,38	12 412 793,38	40 000,00			12 452 793,38
	- subventions communes rurales SUR	6572112	21 789 944,60				21 789 944,60	21 676 094,60	60 000,00	50 000,00		21 786 094,60
9251	Transfert et économie d'eau											
	- subventions	6572112	6 188 057,53				6 188 057,53	6 183 072,53				6 183 072,53
	- avances	2748211										
8252	Acquisitions foncières											
	- réservations foncières	21117	286 533,75				286 533,75	286 533,75				286 533,75
	- subventions	6572112	161 153,98				161 153,98	161 153,98				161 153,98
	- avances	2748211	63 054,77				63 054,77	63 054,77				63 054,77
8253	Protection et mise en valeur											
	- subventions	6572112	5 340 128,99				5 340 128,99	5 274 480,99	25 000,00	25 000,00		5 324 480,99
	- autres travaux exécutés à l'extérieur	6571023	4 775 544,79				4 775 544,79	4 709 896,79	25 000,00	25 000,00		4 759 896,79
	- réservations foncières	21117	172 983,16				172 983,16	172 983,16				172 983,16
	- immobilisations en cours - terrains	2312	149 445,41				149 445,41	149 445,41				149 445,41
	- avances	2748211	48 405,07				48 405,07	48 405,07				48 405,07
829	DIVERS RESSOURCE		4 330 505,99				3 945 387,88	3 944 117,07				3 944 117,07
8230	Divers											
	- subventions	6572188	77 856,00				77 856,00	77 856,00				77 856,00
	- autres travaux exécutés à l'extérieur	6571023	77 056,00				77 056,00	77 056,00				77 056,00
8231	Inventaire de la ressource											
	- subventions diverses	6572188	2 181 847,55				2 181 847,55	2 181 847,55				2 181 847,55
	- autres travaux exécutés à l'extérieur	6571023	154 255,75				154 255,75	154 255,75				154 255,75
	- installations techniques matériels et outillages	2154	66 241,18				66 241,18	66 241,18				66 241,18
	- travaux d'entretien et dépenses liés aux interventions	65711	49 835,72				49 835,72	49 835,72				49 835,72
	- acquisitions et valorisation des données et mesures patrimoniales	65715	1 715 907,91				1 715 907,91	1 715 907,91				1 715 907,91
	- immobilisations en cours - installations techniques, matériel et outillages	2315	186 654,88				186 654,88	186 654,88				186 654,88
8232	Assistance technique des Commissions Locales de l'Eau											
	- subventions diverses	6572188	8 952,11				8 952,11	8 952,11				8 952,11
	- publicité, information et documentation technique	657161	1 667 746,72				1 667 746,72	1 666 475,91				1 666 475,91
	- autres travaux exécutés à l'extérieur	6571623	17 937,61				17 937,61	17 937,61				17 937,61
880	TOTAUX RESSOURCES		76 583 778,76				69 899 472,66	69 899 472,66	69 899 472,66	140 000,00	95 000,00	69 871 535,95
8900	Coopération Internationale		320 000,00				324 993,05	324 993,05				324 993,05
	Coopération Internationale											
	- Divers Pollution	6572282	324 993,05				324 993,05	324 993,05				324 993,05
	TOTAUX GENERAUX		479 649 023,58				446 869 004,80	446 869 004,80	446 385 199,39	388 000,00	110 000,00	446 796 199,39

* Compte tenu de l'adaptation Programme N°5-06 adoptée au CA du 30/06/2006

TRANSFORMATION D'AVANCES EN SUBVENTIONS (ces lignes correspondent à la transformation d'avances en subventions : elles ne donnent donc pas lieu à un paiement effectif, mais à une écriture comptable)

N° DE LIGNE DE PROGRAMME	LIGNE DE PROGRAMME	N° IMPLANTATION	DECISIONS DE PRISE EN CONSIDERATION			PAIEMENTS						
			CUMULEES FIN 2012	PROBABLES 2013	PREVUES 2014	CUMULEES FIN 2014	CUMULES FIN 2012	PROBABLES 2013	PREVUS 2014	CUMULES FIN 2014		
8110	OUVRAGES D'EPURATION DES COLLECTIVITES LOCALES											
	transf d'avances											
8120	RESEAUX D'ASSAINISSEMENT											
	transf d'avances	6572282										
8130	OUVRAGE D'EPURATION INDUSTRIELLE											
	transf d'avances (études et travaux)	6572281	15 134 231,63				15 134 231,63	14 993 141,63				14 993 141,63
	transf d'avances (études et travaux)	2748112	13 920 318,31				13 920 318,31	13 779 228,31				13 779 228,31
	TOTAUX		15 134 231,63				15 134 231,63	14 993 141,63				14 993 141,63

9^{ème} PROGRAMME D'INTERVENTION 2007-2012
Protection de l'environnement et prévention des risques

N° DE LIGNE DE PROGRAMME	LIGNE DE PROGRAMME	N° IMPUTATION	MONTANT INSCRIT AU PROGRAMME AJUSTE *	DECISIONS DE PRISE EN CONSIDERATION			PAIEMENTS				
				CUMULEES FIN 2012	PROBABLES 2013	PREVUES 2014	CUMULEES FIN 2014	CUMULEES FIN 2012	PROBABLES 2013	PREVUS 2014	CUMULEES FIN 2014
911	INSTALLATIONS DE TRAITEMENT DES EAUX USEES DOMESTIQUES ET ASSIMILEES		284 284 482,58	284 284 327,36	-	-	284 284 327,36	178 427 140,89	41 587 000,00	31 345 000,00	251 359 140,89
9110	Stations d'épuration			243 931 478,30	-	-	243 931 478,30	152 873 719,00	36 025 000,00	27 387 000,00	216 386 719,00
	- subventions	65722121		92 217 447,66	-	-	92 217 447,66	58 328 935,16	13 077 000,00	10 188 000,00	81 594 935,16
	- avances	2748212		129 890 011,00	-	-	129 890 011,00	81 753 018,00	19 864 000,00	14 429 000,00	116 146 018,00
	- avances convertibles en subventions	2748222		247 393,00	-	-	247 393,00	72 137,60	89 000,00	50 000,00	181 137,60
	- avances convertibles en subventions	2748122		116 464,00	-	-	116 464,00	23 292,80	-	21 000,00	44 292,80
	- subventions communes rurales SUR	65722121		21 360 172,64	-	-	21 360 172,64	12 795 334,44	2 915 000,00	2 709 000,00	18 419 334,44
9113	Assainissement non collectif			12 710 894,11	-	-	12 710 894,11	11 290 331,81	513 000,00	214 000,00	12 017 331,81
	- subventions	65722121		12 710 894,11	-	-	12 710 894,11	11 290 331,81	513 000,00	214 000,00	12 017 331,81
9116	Eaux pluviales			27 621 854,95	-	-	27 621 854,95	14 163 090,08	5 049 000,00	3 734 000,00	22 946 090,08
	- subventions	65722121		13 190 812,52	-	-	13 190 812,52	6 623 578,75	2 655 000,00	2 244 000,00	10 622 578,75
	- avances	2748212		12 107 502,91	-	-	12 107 502,91	7 081 202,21	2 034 000,00	1 289 000,00	10 383 202,21
	- subventions communes rurales SUR	65722121		2 323 539,52	-	-	2 323 539,52	1 458 308,12	360 000,00	222 000,00	2 040 308,12
912	RESEAUX D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES DOMESTIQUES ET ASSIMILEES		235 530 522,04	235 530 522,04	-	-	235 530 522,04	156 380 558,01	26 370 000,00	15 373 000,00	198 123 558,01
9120	Réseaux d'assainissement			188 325 081,98	-	-	188 325 081,98	110 543 146,66	25 270 000,00	15 186 148,66	151 186 148,66
	- subventions	65722121		72 079 100,55	-	-	72 079 100,55	41 551 441,85	9 868 000,00	6 250 000,00	67 470 441,85
	- avances	2748212		56 272 311,27	-	-	56 272 311,27	34 788 749,97	6 249 000,00	3 395 000,00	44 430 749,97
	- avances convertibles en subventions	2748222		33 163 284,54	-	-	33 163 284,54	16 111 942,54	6 780 000,00	3 945 000,00	26 846 942,54
	- subventions communes rurales SUR	65722121		26 810 405,60	-	-	26 810 405,60	18 093 012,30	2 582 000,00	1 783 000,00	22 438 012,30
9123	Raccordement au réseau d'assainissement			47 205 440,08	-	-	47 205 440,08	45 837 411,35	1 100 000,00	-	46 937 411,35
	- subventions	65722121		47 205 440,08	-	-	47 205 440,08	45 837 411,35	1 100 000,00	-	46 937 411,35
913	LUTTE CONTRE LA POLLUTION DES ACTIVITES ECONOMIQUES HORS AGRICOLES		60 924 935,72	60 924 949,35	-	-	60 924 949,35	37 725 651,85	7 343 000,00	3 349 000,00	48 417 651,85
9130	Lutte contre la pollution des activités économiques - établissements non raccordés - opérations collectives			53 878 824,82	-	-	53 878 824,82	32 996 597,42	6 931 000,00	2 937 000,00	42 864 597,42
	- subventions	6572211		4 483 871,63	-	-	4 483 871,63	2 742 684,13	495 000,00	73 000,00	3 310 684,13
	- avances et prêts	2748112		32 597 867,63	-	-	32 597 867,63	19 588 874,63	4 032 000,00	1 809 000,00	25 429 874,63
	- avances convertibles en subventions	2748122		16 797 085,66	-	-	16 797 085,66	10 664 938,66	2 404 000,00	1 055 000,00	14 123 938,66
9131	Lutte contre la pollution des activités économiques - établissements raccordés			5 368 840,91	-	-	5 368 840,91	3 380 126,91	385 000,00	412 000,00	4 177 126,91
	- subventions	6572211		871 155,66	-	-	871 155,66	562 937,26	83 000,00	61 000,00	706 937,26
	- avances et prêts	2748112		3 081 422,55	-	-	3 081 422,55	2 013 802,95	195 000,00	239 000,00	2 447 802,95
	- avances convertibles en subventions	2748122		1 336 262,70	-	-	1 336 262,70	803 386,70	107 000,00	112 000,00	1 022 386,70
9135	Sites pollués (hors sites orphelins)			1 674 283,52	-	-	1 674 283,52	1 348 927,52	27 000,00	-	1 375 927,52
	- subventions	6572211		1 674 283,52	-	-	1 674 283,52	1 348 927,52	27 000,00	-	1 375 927,52
914	ELIMINATION DES DECHETS		3 299 598,31	3 299 598,31	-	-	3 299 598,31	2 825 183,66	300 000,00	-	3 125 183,66
9140	Transport et élimination des déchets			3 299 598,31	-	-	3 299 598,31	2 825 183,66	300 000,00	-	3 125 183,66
	- aide aux déchets industriels	6572241		3 299 598,31	-	-	3 299 598,31	2 825 183,66	300 000,00	-	3 125 183,66
9141	Centre de traitement et plate forme de collecte			-	-	-	-	-	-	-	-
	- aide aux déchets industriels	6572241		-	-	-	-	-	-	-	-
915	ASSISTANCE TECHNIQUE A LA DEPOLLUTION		6 671 320,27	6 671 320,27	-	-	6 671 320,27	5 071 204,22	344 000,00	134 000,00	5 549 204,22
9150	Assistance Technique aux collectivités			2 181 796,31	-	-	2 181 796,31	1 754 046,31	344 000,00	89 000,00	2 167 046,31
9151	Assistance Technique aux industriels			1 241 576,60	-	-	1 241 576,60	884 615,89	-	-	884 615,89
9152	Assistance Technique aux agriculteurs			3 097 947,36	-	-	3 097 947,36	2 413 943,66	-	-	2 413 943,66
	- Autres travaux exécutés à l'extérieur	6571923		150 000,00	-	-	150 000,00	18 589,46	-	65 000,00	83 589,46
916	PRIMES POUR EPURATION		35 744 472,00	35 744 472,00	-	-	35 744 472,00	35 744 472,00	-	-	35 744 472,00
9160	Primes des Collectivités			35 744 472,00	-	-	35 744 472,00	35 744 472,00	-	-	35 744 472,00
9161	Primes agricoles			-	-	-	-	-	-	-	-
917	AIDES A LA PERFORMANCE EPURATOIRE		98 253 986,00	98 253 986,00	-	-	98 253 986,00	98 218 696,00	-	-	98 218 696,00
9171	Aide à la performance épuratoire des collectivités locales			98 253 986,00	-	-	98 253 986,00	98 218 696,00	-	-	98 218 696,00
9172	Aide aux industries			-	-	-	-	-	-	-	-
918	LUTTE CONTRE LA POLLUTION AGRICOLE		56 368 544,80	56 368 544,80	-	-	56 368 544,80	28 504 434,27	7 003 000,00	6 201 000,00	41 788 434,27
9181	Elevages			7 048 100,00	-	-	7 048 100,00	1 089 100,00	1 000 000,00	10 000,00	2 089 100,00
	- subventions	6572213		7 048 100,00	-	-	7 048 100,00	1 089 100,00	1 000 000,00	10 000,00	2 089 100,00
9182	Pollutions diffusives (Plan phytosanitaire, plan pesticides, MAE, animation)			25 790 540,67	-	-	25 790 540,67	7 693 903,34	4 178 000,00	5 619 000,00	16 790 903,34
	- subventions	6572213		25 790 540,67	-	-	25 790 540,67	7 693 903,34	4 178 000,00	5 619 000,00	16 790 903,34
9183	Plan végétal pour l'environnement			6 745 500,00	-	-	6 745 500,00	3 324 000,00	1 725 000,00	1 079 000,00	6 128 000,00
	- subventions	6572213		6 745 500,00	-	-	6 745 500,00	3 324 000,00	1 725 000,00	1 079 000,00	6 128 000,00
9184	Irrigation			-	-	-	-	-	-	-	-
	- subventions	6572213		-	-	-	-	-	-	-	-
9186	Soutien à l'agriculture biologique			552 046,68	-	-	552 046,68	355 073,88	100 000,00	93 000,00	548 073,88
	- subventions	6572213		552 046,68	-	-	552 046,68	355 073,88	100 000,00	93 000,00	548 073,88
9186	Plan écophyto			16 232 357,45	-	-	16 232 357,45	16 232 357,45	-	-	16 232 357,45
	- Fraction pollutions diffusives reversée à l'ONEMA	6574		16 232 357,45	-	-	16 232 357,45	16 232 357,45	-	-	16 232 357,45
919	DIVERS POLLUTION			-	-	-	-	-	-	-	-
9190	Divers pollution			-	-	-	-	-	-	-	-
	- Divers pollution	6572288		-	-	-	-	-	-	-	-
Total Action n°1 : Prévention des risques contre les pollutions			781 422 587,37	779 054 720,13	-	-	779 054 720,13	540 987 340,90	82 947 000,00	56 402 000,00	680 336 340,90

* Complé tenu de l'adaptation n°16 - 12 du 9ème Programme d'intervention

9^{ème} PROGRAMME D'INTERVENTION 2007-2012
Protection de l'environnement et prévention des risques (suite)

N° DE LIGNE DE PROGRAMME	LIGNE DE PROGRAMME	N° IMPUTATION	MONTANT INSCRIT AU PROGRAMME A L'ISTE *	DECISIONS DE PRISE EN CONSIDERATION			PAIEMENTS				
				CUMULEES FIN 2012	PROBABLES 2013	PREVUES 2014	CUMULEES FIN 2014	CUMULEES FIN 2012	PROBABLES 2013	PREVUS 2014	CUMULEES FIN 2014
923	PROTECTION DE LA RESSOURCE		3 190 572,82	3 878 475,13	-	-	8 437 070,38	4 437 070,38	1 436 000,00	1 145 000,00	7 019 070,38
9230	Protection de la ressource eaux souterraines (y.c. actions issues de PPC)			8 146 804,78	-	-	8 146 804,78	3 864 485,51	1 431 000,00	1 145 000,00	6 440 485,51
	- avances	6572112		7 500 156,87	-	-	7 500 156,87	3 297 314,87	1 431 000,00	1 145 000,00	5 873 314,87
	- réservations foncières	2749211		-	-	-	-	-	-	-	-
	- immobilisations en cours, installations techniques, matériels et outillages	21117		172 953,58	-	-	172 953,58	172 953,57	-	-	172 953,57
	- acquisitions et valorisation des données et mesures patrimoniales	2315		-	-	-	-	-	-	-	-
	- autres travaux effectués à l'extérieur	65715		-	-	-	-	-	-	-	-
		6571823		473 794,52	-	-	473 794,52	394 187,07	-	-	394 187,07
9231	Protection de la ressource eaux superficielles (y.c. actions issues de PPC)			99 881,00	-	-	99 881,00	34 050,00	6 000,00	-	39 050,00
	- avances	6572112		99 881,00	-	-	99 881,00	34 050,00	5 000,00	-	39 050,00
9232	Protection de la ressource acquisitions foncières (y.c. acc. directes par l'Agence)			631 689,35	-	-	631 689,35	638 565,35	-	-	638 565,35
	- réservations foncières	21117		-	-	-	-	-	-	-	-
	- subventions	6572112		24 470,90	-	-	24 470,90	24 470,90	-	-	24 470,90
924	RESTAURATION ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES		40 183 254,10	39 828 869,58	-	-	39 828 869,58	22 663 448,85	8 229 000,00	5 617 000,00	32 989 448,85
9240	Entretien écologique			15 460 271,86	-	-	15 460 271,86	8 680 600,61	3 831 000,00	2 100 000,00	14 621 600,61
	- subventions	6572172		15 213 410,81	-	-	15 213 410,81	8 367 459,79	3 831 000,00	2 100 000,00	14 235 459,79
	- travaux d'entretien et dépenses liés aux interventions	65711		-	-	-	-	-	-	-	-
	- autres travaux effectués à l'extérieur	6571923		-	-	-	-	-	-	-	-
	- installations techniques matériels et outillages	2154		76 234,24	-	-	76 234,24	54 813,89	-	-	54 813,89
	- autres immobilisations corporelles	2318		-	-	-	-	-	-	-	-
9241	Curage des sédiments toxiques			1 571 334,36	-	-	1 571 334,36	837 238,28	283 000,00	126 000,00	1 246 238,36
	- subventions	6572172		1 571 334,36	-	-	1 571 334,36	837 238,28	283 000,00	126 000,00	1 246 238,36
9242	Erosion			1 701 858,44	-	-	1 701 858,44	668 893,48	389 000,00	186 000,00	1 243 893,48
	- subventions	6572172		1 701 858,44	-	-	1 701 858,44	668 893,48	389 000,00	186 000,00	1 243 893,48
9243	Gestion intégrée des milieux aquatiques (y.c. contrats de baie, animation)			12 712 334,83	-	-	12 712 334,83	7 428 978,99	2 377 000,00	1 855 000,00	11 660 978,99
	- subventions	6572172		12 673 543,22	-	-	12 673 543,22	7 416 301,39	2 377 000,00	1 855 000,00	11 648 301,39
	- autres travaux effectués à l'extérieur	6571923		27 039,80	-	-	27 039,80	12 677,00	-	-	12 677,00
	- réservations foncières	21117		11 782,01	-	-	11 782,01	-	-	-	-
9244	Gestion des crues			8 389 269,10	-	-	8 389 269,10	5 137 737,41	1 349 000,00	750 000,00	7 236 737,41
	- subventions	6572172		8 228 058,48	-	-	8 228 058,48	4 969 008,48	1 349 000,00	750 000,00	7 028 058,48
	- immobilisations en cours, installations techniques, matériels et outillages	2315		143 041,60	-	-	143 041,60	126 467,91	-	-	126 467,91
	- installations techniques matériels et outillages	2154		12 171,02	-	-	12 171,02	-	-	-	-
926	PLANIFICATION ET GESTION A L'ECHELLE DU BASSIN ET DES SOUS-BASSINS		5 487 222,88	5 487 222,88	-	-	5 487 222,88	4 172 157,87	503 000,00	339 000,00	5 024 157,87
9260	Elaboration et suivi des DAHRE			3 243 889,27	-	-	3 243 889,27	2 054 655,14	471 600,00	304 000,00	2 830 255,14
	- subventions diverses	6572158		3 243 889,27	-	-	3 243 889,27	2 054 655,14	471 600,00	304 000,00	2 830 255,14
9261	Appui à la gestion concertée			1 974 396,02	-	-	1 974 396,02	1 863 045,14	27 000,00	60 000,00	1 950 045,14
	- subventions	6572112		1 974 396,02	-	-	1 974 396,02	1 863 045,14	27 000,00	55 000,00	1 935 045,14
9262	Suivi des SDAGE			268 957,59	-	-	268 957,59	264 457,89	4 500,00	-	268 957,89
	- acquisitions et valorisation des données et mesures patrimoniales	65715		268 957,59	-	-	268 957,59	264 457,89	4 500,00	-	268 957,89
931	ETUDES GENERALES		903 033,02	764 312,40	-	-	764 312,40	394 325,96	63 000,00	-	857 325,96
9310	Etudes générales			764 312,40	-	-	764 312,40	684 325,96	63 000,00	-	857 325,96
	- études sous-traitées à l'extérieur	65713		494 981,96	-	-	494 981,96	459 948,92	-	-	459 948,92
	- études inter-Agences	65714		6 741,66	-	-	6 741,66	-	-	-	6 741,66
	- subventions diverses	6572188		262 608,78	-	-	262 608,78	127 634,38	63 000,00	-	190 634,38
932	CONNAISSANCE ENVIRONNEMENTALE		10 705 797,50	10 888 308,01	-	-	10 888 308,01	9 825 480,20	-	-	9 825 480,20
9320	Connaissance environnementale eaux souterraines			2 444 364,68	-	-	2 444 364,68	1 877 263,37	-	-	1 877 263,37
	- subventions diverses	6572168		185 914,02	-	-	185 914,02	185 914,02	-	-	185 914,02
	- acquisitions et valorisation des données et mesures patrimoniales	65715		2 202 853,49	-	-	2 202 853,49	1 635 542,28	-	-	1 635 542,28
	- installations techniques matériels et outillages	2154		53 726,71	-	-	53 726,71	53 726,70	-	-	53 726,70
	- réservations foncières	21117		2 089,48	-	-	2 089,48	-	-	-	2 089,48
	- immobilisations en cours, installations techniques, matériels et outillages	2315		-	-	-	-	-	-	-	-
	- avances, acomptes versés sur comm. d'imm. Inst. Tech., matériel et outillages	2315		-	-	-	-	-	-	-	-
	- autres travaux effectués à l'extérieur	6571923		-	-	-	-	-	-	-	-
9321	Connaissance environnementale eaux superficielles			8 906 140,66	-	-	8 906 140,66	6 286 413,62	-	-	6 286 413,62
	- subventions diverses	6572158		275 398,75	-	-	275 398,75	103 059,40	-	-	103 059,40
	- acquisitions et valorisation des données et mesures patrimoniales	65715		6 183 830,39	-	-	6 183 830,39	6 116 443,26	-	-	6 116 443,26
	- Logiciels	2053		729,56	-	-	729,56	-	-	-	729,56
	- installations techniques matériels et outillages	2154		65 181,86	-	-	65 181,86	-	-	-	65 181,86
9322	immobilisations en cours, installations techniques, matériels et outillages			1 738 802,77	-	-	1 738 802,77	922 813,21	-	-	922 813,21
	- subventions	6512112		1 807 683,91	-	-	1 807 683,91	725 664,65	-	-	725 664,65
	- acquisitions et valorisation des données et mesures patrimoniales	65715		131 138,86	-	-	131 138,86	127 148,54	-	-	127 148,54
933	ACTION INTERNATIONALE		3 847 924,80	3 848 463,29	-	-	3 848 463,29	2 862 927,03	387 000,00	139 000,00	3 488 927,03
9330	Action internationale			3 655 584,81	-	-	3 655 584,81	2 788 884,31	387 000,00	-	3 175 884,31
	- subventions autres : coopération internationale	6572282		3 655 584,81	-	-	3 655 584,81	2 788 884,31	387 000,00	-	3 175 884,31
9331	Action internationale			192 878,48	-	-	192 878,48	174 042,72	-	-	174 042,72
	- subventions autres : coopération internationale	6572282		192 878,48	-	-	192 878,48	174 042,72	-	-	174 042,72
	- coopération internationale	657183		-	-	-	-	-	-	-	-
934	INFORMATION, COMMUNICATION, CONSULTATIONS DU PUBLIC ET EDUCATION A L'ENVIRONNEMENT		6 349 314,53	5 880 174,74	-	-	5 880 174,74	5 393 805,80	-	-	5 393 805,80
9340	Information, communication DCE			2 936 958,47	-	-	2 936 958,47	2 855 176,48	-	-	2 855 176,48
	- publicité, information et documentation technique	657161		2 919 088,47	-	-	2 919 088,47	2 837 316,48	-	-	2 837 316,48
	- actions et valorisation inter-Agences	657162		17 890,00	-	-	17 890,00	17 860,00	-	-	17 860,00
	- Fonds de concours (communication nationale de consultation pour la DCE)	6573		-	-	-	-	-	-	-	-
9341	Information, communication et éducation à l'environnement			2 063 216,27	-	-	2 063 216,27	2 528 629,68	-	-	2 528 629,68
	- publicité, information et documentation technique	657161		2 063 216,27	-	-	2 063 216,27	2 028 747,31	-	-	2 028 747,31
	- actions et valorisation inter-Agences	657162		144 718,26	-	-	144 718,26	144 718,26	-	-	144 718,26
	- documentation technique	657164		301 935,16	-	-	301 935,16	272 423,24	-	-	272 423,24
	- journaux techniques	657165		50 528,27	-	-	50 528,27	-	-	-	50 528,27
	- subventions diverses	6572183		287 031,00	-	-	287 031,00	32 212,50	-	-	32 212,50
Total Action n°7 : Gestion des milieux et biodiversité			76 929 860,58	75 295 825,04	-	-	75 295 825,04	49 288 216,83	10 818 000,00	6 680 000,00	66 577 216,83
Total du Programme : Protection de l'environnement et prévention des risques			858 952 247,95	854 350 545,17	-	-	854 350 545,17	590 288 587,73	93 565 000,00	63 082 000,00	746 913 587,73

* Compte tenu de l'adaptation n°16 -12 du 9ème Programme d'intervention

9^{ème} PROGRAMME D'INTERVENTION 2007-2012
Autres actions de l'opérateur

N° DE LIGNE DE PROGRAMME	LIGNE DE PROGRAMME	N° IMPUTATION	MONTANT INSCRIT AU PROGRAMME AJUSTE *	DECISIONS DE PRISE EN CONSIDERATION				PAIEMENTS			
				CUMULEES FIN 2012	PROBABLES 2013	PREVUES 2014	CUMULEES FIN 2014	CUMULES FIN 2012	PROBABLES 2013	PREVUS 2014	CUMULES FIN 2014
925	EAU POTABLE		71 324 870,76	70 840 937,52	-	-	70 840 937,52	46 266 525,72	8 808 000,00	8 828 000,00	63 902 525,72
9250	Amélioration qualité de l'eau potable distribuée			18 335 134,49	-	-	18 335 134,49	12 858 901,89	1 982 000,00	995 000,00	15 935 901,89
	- subventions	6572112		5 580 682,69	-	-	5 580 682,69	2 705 250,29	971 000,00	466 800,00	3 842 250,29
	- avances	2748211		12 754 451,80	-	-	12 754 451,80	10 253 651,60	1 311 000,00	529 000,00	12 033 651,60
	-subventions communes rurales SUR	6572112		-	-	-	-	-	-	-	-
9251	Sécurisation de l'alimentation en eau potable			48 254 304,46	-	-	48 254 304,46	30 435 353,76	6 355 000,00	7 515 000,00	44 305 353,76
	- subventions	6572112		33 671 798,93	-	-	33 671 798,93	21 178 734,03	4 800 000,00	5 335 000,00	31 313 734,03
	- avances	2748211		-	-	-	-	-	-	-	-
	-subventions communes rurales SUR	6572112		14 582 505,53	-	-	14 582 505,53	9 256 619,73	1 555 000,00	2 180 000,00	12 991 619,73
9252	Economie d'eau			4 068 998,57	-	-	4 068 998,57	2 741 556,07	436 000,00	303 000,00	3 480 556,07
	- subventions	6572112		4 068 998,57	-	-	4 068 998,57	2 741 556,07	436 000,00	303 000,00	3 480 556,07
	- avances	2748211		-	-	-	-	-	-	-	-
9253	Assistance technique à la protection de la ressource en eau potable			182 500,00	-	-	182 500,00	130 714,00	35 000,00	15 000,00	180 714,00
	- subventions	6572112		182 500,00	-	-	182 500,00	130 714,00	35 000,00	15 000,00	180 714,00
950	FONDS DE CONCOURS		43 533 000,00	43 533 000,00	-	-	43 533 000,00	43 533 000,00	-	-	43 533 000,00
9500	FONDS DE CONCOURS - ONEMA			43 533 000,00	-	-	43 533 000,00	43 533 000,00	-	-	43 533 000,00
	- subventions	65841		43 533 000,00	-	-	43 533 000,00	43 533 000,00	-	-	43 533 000,00
Total autres actions de l'opérateur				114 857 870,76	-	-	114 373 937,52	89 799 525,72	8 808 000,00	8 828 000,00	107 435 525,72
TOTAL GENERAL				973 210 118,71	-	-	968 724 482,69	680 086 083,45	102 373 000,00	71 890 000,00	854 348 083,45

* Compte tenu de l'adaptation n°16 -12 du 9ème Programme d'Intervention

TRANSFORMATION D'AVANCES (ces lignes correspondent à la transformation d'avances en subventions ou en avances remboursables : elles ne donnent donc pas lieu à un paiement effectif, mais à une écriture comptable)

N° DE LIGNE DE PROGRAMME	LIGNE DE PROGRAMME	N° IMPUTATION		DECISIONS DE PRISE EN CONSIDERATION				PAIEMENTS			
				CUMULEES FIN 2012	PROBABLES 2013	PREVUES 2014	CUMULEES FIN 2014	CUMULES FIN 2012	PROBABLES 2013	PREVUS 2014	CUMULES FIN 2014
Action n°1 : Prévention des risques contre les pollutions											
9110	INSTALLATIONS DE TRAITEMENT DES EAUX USEES DOMESTIQUES ET ASSIMILEES			-	90 000,00	-	90 000,00	-	90 000,00	-	90 000,00
	Transformations des avances convertibles	65722812		-	90 000,00	-	90 000,00	-	90 000,00	-	90 000,00
9120	RESEAUX D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES DOMESTIQUES ET ASSIMILEES			234 257,50	2 360 000,00	5 894 000,00	8 488 257,50	234 257,50	2 360 000,00	5 894 000,00	8 488 257,50
	Transformations des avances convertibles	65722812		234 257,50	2 360 000,00	5 894 000,00	8 488 257,50	234 257,50	2 360 000,00	5 894 000,00	8 488 257,50
9130	LUTTE CONTRE LA POLLUTION DES ACTIVITES ECONOMIQUES HORS AGRICOLES			6 218 013,16	1 310 000,00	500 000,00	8 028 013,16	6 218 013,16	1 310 000,00	500 000,00	8 028 013,16
	Transformations des avances convertibles	65722811		6 218 013,16	1 310 000,00	500 000,00	8 028 013,16	6 218 013,16	1 310 000,00	500 000,00	8 028 013,16
	Transformations des avances convertibles	2748112		-	-	-	-	-	-	-	-
9131	LUTTE CONTRE LA POLLUTION DES ACTIVITES ECONOMIQUES HORS AGRICOLES			552 277,24	100 000,00	97 000,00	749 277,24	428 982,48	100 000,00	97 000,00	625 982,48
	Transformations des avances convertibles	65722811		552 277,24	100 000,00	97 000,00	749 277,24	428 982,48	100 000,00	97 000,00	625 982,48
Total Action n°1 : Prévention des risques contre les pollutions				7 004 547,90	3 860 000,00	6 491 000,00	17 355 547,90	6 881 253,14	3 860 000,00	6 491 000,00	17 232 263,14

SUBVENTIONS VERSEES PAR ANTICIPATION AU TITRE DU CONSEIL GENERAL DU NORD

N° DE LIGNE DE PROGRAMME	LIGNE DE PROGRAMME	N° IMPUTATION		DECISIONS DE PRISE EN CONSIDERATION				PAIEMENTS			
				CUMULEES FIN 2012	PROBABLES 2013	PREVUES 2014	CUMULEES FIN 2014	CUMULES FIN 2012	PROBABLES 2013	PREVUS 2014	CUMULES FIN 2014
Action n°1 : Prévention des risques contre les pollutions											
9123	RACCORDEMENT AUX RESEAUX PUBLICS DE COLLECTE			658 715,00	-	-	658 715,00	655 042,00	-	-	655 042,00
	- subventions	65722122		658 715,00	-	-	658 715,00	655 042,00	-	-	655 042,00
TOTAL				658 715,00	-	-	658 715,00	655 042,00	-	-	655 042,00

X^{ème} PROGRAMME D'INTERVENTION 2013-2018
Protection de l'environnement et prévention des risques

N° DE LIGNE DE PROGRAMME	LIGNE DE PROGRAMME	N° IMPUTATION	MONTANT INSCRIT AU PROGRAMME AJUSTE *	DECISIONS DE PRISE EN CONSIDERATION			PAIEMENTS		
				PROBABLES 2013	PREVUES 2014	CUMULEES FIN 2014	PROBABLES 2013	PREVUS 2014	CUMULES FIN 2014
X11	INSTALLATIONS DE TRAITEMENT DES EAUX USEES DOMESTIQUES ET ASSIMILEES		172 300 000,00	24 950 000,00	23 090 000,00	48 040 000,00	3 191 000,00	7 249 000,00	10 440 000,00
X110	Stations d'épuration			13 550 000,00	13 350 000,00	26 900 000,00	349 000,00	2 408 000,00	2 757 000,00
	- subventions	65722121		6 612 000,00	6 470 000,00	13 082 000,00	164 000,00	1 195 000,00	1 359 000,00
	- avances	2748212		6 938 000,00	6 880 000,00	13 818 000,00	185 000,00	1 213 000,00	1 398 000,00
	- avances convertibles en subventions	2748222		-	-	-	-	-	-
X113	Assainissement non collectif			2 500 000,00	2 900 000,00	5 400 000,00	2 500 000,00	2 900 000,00	5 400 000,00
	- subventions	65722121		2 500 000,00	2 900 000,00	5 400 000,00	2 500 000,00	2 900 000,00	5 400 000,00
X115	Traitement des eaux pluviales			8 900 000,00	8 840 000,00	15 740 000,00	342 000,00	1 941 000,00	2 283 000,00
	- subventions	65722121		3 496 000,00	2 713 000,00	6 209 000,00	130 000,00	802 000,00	932 000,00
	- avances	2748212		5 404 000,00	4 127 000,00	9 531 000,00	212 000,00	1 139 000,00	1 351 000,00
X12	RESEAUX D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES DOMESTIQUES ET ASSIMILEES		232 600 000,00	38 900 000,00	35 900 000,00	74 800 000,00	9 446 000,00	18 397 000,00	27 843 000,00
X120	Création de réseaux d'assainissement			20 000 000,00	19 000 000,00	39 000 000,00	371 000,00	8 658 000,00	9 029 000,00
	- subventions	65722121		8 960 000,00	8 530 000,00	17 490 000,00	164 000,00	3 790 000,00	3 954 000,00
	- avances	2748212		8 522 000,00	8 082 000,00	16 604 000,00	157 000,00	3 758 000,00	3 915 000,00
	- avances convertibles en subventions	2748222		2 518 000,00	2 388 000,00	4 906 000,00	50 000,00	1 110 000,00	1 160 000,00
X122	Réhabilitation des réseaux d'assainissement			10 000 000,00	11 000 000,00	21 000 000,00	175 000,00	3 839 000,00	4 014 000,00
	- subventions	65722121		4 595 000,00	5 025 000,00	9 620 000,00	80 000,00	1 699 000,00	1 779 000,00
	- avances	2748212		4 172 000,00	4 612 000,00	8 784 000,00	75 000,00	1 652 000,00	1 727 000,00
	- avances convertibles en subventions	2748222		1 233 000,00	1 363 000,00	2 596 000,00	20 000,00	488 000,00	508 000,00
X123	Raccordement aux réseaux publics de collecte			8 900 000,00	5 900 000,00	14 800 000,00	8 900 000,00	5 900 000,00	14 800 000,00
	- subventions	65722121		8 900 000,00	5 900 000,00	14 800 000,00	8 900 000,00	5 900 000,00	14 800 000,00
X124	Réseaux d'eaux pluviales			-	-	-	-	-	-
	- subventions	65722121		-	-	-	-	-	-
	- avances	2748212		-	-	-	-	-	-
	- avances convertibles en subventions	2748222		-	-	-	-	-	-
X13	LUTTE CONTRE LA POLLUTION DES ACTIVITES ECONOMIQUES HORS AGRICOLES		67 560 000,00	10 900 000,00	10 900 000,00	21 800 000,00	2 142 000,00	6 127 000,00	8 269 000,00
X132	Épuration industrielle			9 350 000,00	9 350 000,00	18 700 000,00	1 890 000,00	5 500 000,00	7 390 000,00
	- subventions	6572211		2 883 000,00	2 883 000,00	5 766 000,00	576 000,00	1 777 000,00	2 353 000,00
	- avances et prêts	2748112		6 467 000,00	6 467 000,00	12 934 000,00	1 314 000,00	3 723 000,00	5 037 000,00
	- avances convertibles en subventions	2748122		-	-	-	-	-	-
X133	Pollutions accidentelles			1 300 000,00	1 300 000,00	2 600 000,00	262 000,00	501 000,00	753 000,00
	- subventions	6572211		430 000,00	430 000,00	860 000,00	82 000,00	199 000,00	281 000,00
	- avances et prêts	2748112		870 000,00	870 000,00	1 740 000,00	170 000,00	302 000,00	472 000,00
	- avances convertibles en subventions	2748122		-	-	-	-	-	-
X135	Sites pollués (hors sites orphelins)			250 000,00	250 000,00	500 000,00	-	126 000,00	126 000,00
	- subventions	6572211		250 000,00	250 000,00	500 000,00	-	126 000,00	126 000,00
X15	ASSISTANCE TECHNIQUE A LA DEPOLLUTION		7 500 000,00	1 250 000,00	1 250 000,00	2 500 000,00	-	858 000,00	858 000,00
X150	Assistance Technique aux collectivités			400 000,00	400 000,00	800 000,00	-	199 000,00	199 000,00
X151	Assistance Technique aux industriels			200 000,00	200 000,00	400 000,00	-	200 000,00	200 000,00
X152	Assistance Technique aux agriculteurs			650 000,00	650 000,00	1 300 000,00	-	459 000,00	459 000,00
	- Autres travaux exécutés à l'extérieur	6571823		-	-	-	-	-	-
X17	PRIMES DE PERFORMANCE EPURATOIRE		96 700 000,00	18 000 000,00	10 700 000,00	28 700 000,00	18 000 000,00	10 700 000,00	28 700 000,00
X171	Primes de performance épuratoire des collectivités territoriales			18 000 000,00	10 700 000,00	28 700 000,00	18 000 000,00	10 700 000,00	28 700 000,00
X172	Primes de performance épuratoire des industries			-	-	-	-	-	-
X18	LUTTE CONTRE LA POLLUTION AGRICOLE		41 350 000,00	6 300 000,00	2 800 000,00	9 100 000,00	-	1 276 000,00	1 276 000,00
X182	Pollutions diffuses (Plan phytosanitaire, plan pesticides, MAE, animation)			4 475 000,00	1 000 000,00	5 475 000,00	-	868 000,00	868 000,00
	- subventions	6572213		4 475 000,00	1 000 000,00	5 475 000,00	-	868 000,00	868 000,00
X183	Plan végétal pour l'environnement			1 000 000,00	1 000 000,00	2 000 000,00	-	330 000,00	330 000,00
	- subventions	6572213		1 000 000,00	1 000 000,00	2 000 000,00	-	330 000,00	330 000,00
X185	Soutien à l'agriculture biologique et à l'agroforesterie			425 000,00	300 000,00	725 000,00	-	-	-
	- subventions	6572213		425 000,00	300 000,00	725 000,00	-	-	-
X187	Maintien de l'agriculture en zones humides			400 000,00	500 000,00	900 000,00	-	78 000,00	78 000,00
	- subventions	6572213		400 000,00	500 000,00	900 000,00	-	78 000,00	78 000,00
	Prévention des risques contre les pollutions		617 910 000,00	100 300 000,00	84 640 000,00	184 940 000,00	32 779 000,00	44 607 000,00	77 386 000,00

* Compte tenu de l'adaptation n°13 -01 du X^{ème} Programme d'Intervention présentée lors du Conseil d'Administration du 18 Octobre 2013

X^{ème} PROGRAMME D'INTERVENTION 2013-2018
Protection de l'environnement et prévention des risques (suite)

N° DE LIGNE DE PROGRAMME	LIGNE DE PROGRAMME	N° IMPUTATION	MONTANT INSCRIT AU PROGRAMME AJUSTE *	DECISIONS DE PRISE EN CONSIDERATION			PAIEMENTS		
				PROBABLES 2013	PREVUS 2014	CUMULEES FIN 2014	PROBABLES 2013	PREVUS 2014	CUMULEES FIN 2014
X21	GESTION QUANTITATIVE DE LA RESSOURCE		1 200 000,00	1 200 000,00	-	1 200 000,00	-	-	-
X210	Economies d'eau			1 200 000,00	-	1 200 000,00	-	-	-
	- subventions	6572112		1 200 000,00	-	1 200 000,00	-	-	-
X23	PROTECTION DE LA RESSOURCE		9 486 000,00	1 400 000,00	1 500 000,00	2 900 000,00	4 000,00	186 000,00	160 000,00
X230	Protection de la ressource eaux souterraines			684 000,00	950 000,00	1 634 000,00	4 000,00	70 000,00	74 000,00
	- subventions	6572112		424 000,00	860 000,00	1 304 000,00	4 000,00	-	4 900,00
	- avances	2748211		-	-	-	-	-	-
	- réservations foncières	21117		-	20 000,00	20 000,00	-	20 000,00	20 000,00
	- immobilisations en cours, installations techniques, matériels et outillages	2315		-	-	-	-	-	-
	- acquisitions et valorisation des données et mesures patrimoniales	65715		200 000,00	-	200 000,00	-	-	-
	- autres travaux exécutés à l'extérieur	6571823		69 000,00	50 000,00	110 000,00	-	50 000,00	50 000,00
X231	Protection de la ressource eaux superficielles			100 000,00	100 000,00	200 000,00	-	36 000,00	36 000,00
	- subventions	6572112		100 000,00	100 000,00	200 000,00	-	36 000,00	36 000,00
X232	Acquisitions foncières pour protection de la ressource			180 000,00	180 000,00	360 000,00	-	80 000,00	80 000,00
	- réservations foncières	21117		119 000,00	119 000,00	238 000,00	-	-	-
	- subventions	6572112		31 000,00	31 000,00	62 000,00	-	50 000,00	50 000,00
X233	Etudes et animation pour les ORQUES			468 000,00	300 000,00	768 000,00	-	-	-
	- subventions	6572112		408 000,00	300 000,00	708 000,00	-	-	-
X24	RESTAURATION ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES		78 000 000,00	10 100 000,00	10 900 000,00	21 000 000,00	319 000,00	4 036 000,00	4 326 000,00
X240	Entretien et restauration des cours d'eau			2 645 000,00	2 830 000,00	5 475 000,00	-	623 000,00	623 000,00
	- subventions	6572172		2 645 000,00	2 830 000,00	5 475 000,00	-	623 000,00	623 000,00
	- travaux d'entretien et dépenses liés aux interventions	65711		-	-	-	-	-	-
	- autres travaux exécutés à l'extérieur	65718		-	-	-	-	-	-
	- installations techniques matériels et outillages	2154		-	-	-	-	-	-
	- autres immobilisations corporelles	2318		-	-	-	-	-	-
X241	Curage des sédiments toxiques			638 000,00	900 000,00	1 438 000,00	-	68 000,00	68 000,00
	- subventions	6572172		638 000,00	900 000,00	1 438 000,00	-	68 000,00	68 000,00
X242	Erosion			335 000,00	900 000,00	1 435 000,00	-	68 000,00	68 000,00
	- subventions	6572172		335 000,00	900 000,00	1 435 000,00	-	68 000,00	68 000,00
X243	Entretien et restauration des zones humides			659 000,00	350 000,00	1 000 000,00	-	20 000,00	20 000,00
	- subventions	6572172		1 478 000,00	1 274 000,00	2 742 000,00	80 000,00	381 000,00	451 000,00
	- autres travaux exécutés à l'extérieur	65718		1 380 000,00	1 220 000,00	2 600 000,00	-	311 000,00	311 000,00
	- réservations foncières	21117		40 000,00	-	40 000,00	40 000,00	-	40 000,00
X244	Prévention des inondations			50 000,00	50 000,00	100 000,00	50 000,00	50 000,00	100 000,00
	- subventions	6572172		1 300 000,00	1 754 000,00	3 054 000,00	120 000,00	721 000,00	841 000,00
	- immobilisations en cours, installations techniques, matériels et outillages	2315		1 300 000,00	1 750 000,00	3 050 000,00	120 000,00	721 000,00	841 000,00
X245	Acquisition de zones humides pour maintien de la biodiversité			1 500 000,00	1 600 000,00	3 100 000,00	100 000,00	348 000,00	448 000,00
	- subventions	6572172		1 400 000,00	1 310 000,00	2 710 000,00	-	78 000,00	78 000,00
	- autres travaux exécutés à l'extérieur	6571823		40 000,00	40 000,00	80 000,00	40 000,00	40 000,00	40 000,00
	- réservations foncières	21117		100 000,00	250 000,00	350 000,00	100 000,00	250 000,00	350 000,00
X246	Rétablissement de la continuité écologique des cours d'eau			2 600 000,00	2 200 000,00	4 200 000,00	-	1 855 000,00	1 855 000,00
	- subventions	6572172		2 000 000,00	345 000,00	2 345 000,00	-	-	-
	- autres travaux exécutés à l'extérieur	6571824		1 655 000,00	1 655 000,00	3 310 000,00	-	1 855 000,00	1 855 000,00
X29	APPUI A LA GESTION CONCERTEE		4 325 000,00	740 000,00	715 000,00	1 455 000,00	-	171 000,00	171 000,00
X290	Elaboration et suivi des SAGE			675 000,00	675 000,00	1 350 000,00	-	22 000,00	22 000,00
	- subventions diverses	6572188		675 000,00	675 000,00	1 350 000,00	-	22 000,00	22 000,00
X291	Elaboration et suivi des contrats de rivières, de bacs, ...			65 000,00	65 000,00	130 000,00	-	14 000,00	14 000,00
	- subventions	6572172		65 000,00	65 000,00	130 000,00	-	14 000,00	14 000,00
X292	Elaboration et suivi du SDAGE			65 000,00	65 000,00	130 000,00	-	14 000,00	14 000,00
	- acquisitions et valorisation des données et mesures patrimoniales	65715		65 000,00	65 000,00	130 000,00	-	14 000,00	14 000,00
X31	ETUDES GENERALES		1 165 000,00	375 000,00	200 000,00	375 000,00	176 000,00	280 000,00	375 000,00
X310	Etudes générales			175 000,00	200 000,00	375 000,00	175 000,00	200 000,00	375 000,00
	- Etudes sous-traitées à l'extérieur	65713		175 000,00	170 000,00	345 000,00	175 000,00	170 000,00	345 000,00
	- études inter-Agences	65714		-	-	-	-	-	-
	- subventions diverses	6572188		-	30 000,00	30 000,00	30 000,00	-	30 000,00
X32	CONNAISSANCE ENVIRONNEMENTALE		11 880 000,00	1 740 000,00	2 020 000,00	3 760 000,00	1 740 000,00	2 020 000,00	2 760 000,00
X320	Connaissance environnementale eaux souterraines			341 000,00	410 000,00	751 000,00	341 000,00	410 000,00	751 000,00
	- acquisitions et valorisation des données et mesures patrimoniales	65716		300 000,00	350 000,00	650 000,00	300 000,00	350 000,00	650 000,00
	- installations techniques matériels et outillages	2154		-	-	-	-	-	-
	- réservations foncières	21117		-	-	-	-	-	-
	- immobilisations en cours, installations techniques, matériels et outillages	2315		-	-	-	-	-	-
	- Avances, acomptes versés sur comm. d'imm. inst. Tech., matériel et outillages	2385		-	-	-	-	-	-
	- autres travaux exécutés à l'extérieur	6571823		-	-	-	-	-	-
X321	Connaissance environnementale eaux superficielles			1 055 000,00	1 335 000,00	2 390 000,00	1 055 000,00	1 335 000,00	2 390 000,00
	- subventions diverses	6572188		65 000,00	-	65 000,00	65 000,00	-	65 000,00
	- acquisitions et valorisation des données et mesures patrimoniales	65715		990 000,00	1 325 000,00	2 325 000,00	990 000,00	1 270 000,00	2 325 000,00
	- Logiciels	2063		-	-	-	-	-	-
	- installations techniques matériels et outillages	2154		-	-	-	-	-	-
	- immobilisations en cours, installations techniques, matériels et outillages	2315		-	-	-	-	-	-
X322	Connaissance environnementale eaux de transition, littorales et marines			344 000,00	275 000,00	619 000,00	344 000,00	275 000,00	619 000,00
	- subventions	6572188		344 000,00	275 000,00	619 000,00	344 000,00	275 000,00	619 000,00
	- acquisitions et valorisation des données et mesures patrimoniales	65715		-	-	-	-	-	-
X33	ACTION INTERNATIONALE		7 000 000,00	1 000 000,00	1 000 000,00	2 000 000,00	600 000,00	275 000,00	1 325 000,00
X330	Action internationale - coopération décentralisée			835 000,00	950 000,00	1 785 000,00	337 000,00	673 000,00	1 010 000,00
	- subventions	6572282		835 000,00	950 000,00	1 785 000,00	337 000,00	673 000,00	1 010 000,00
	- coopération internationale	657163		-	-	-	-	-	-
X331	Action internationale - coopération institutionnelle			165 000,00	100 000,00	265 000,00	165 000,00	285 000,00	285 000,00
	- subventions	6572282		165 000,00	85 000,00	250 000,00	165 000,00	285 000,00	285 000,00
	- coopération internationale	657163		-	-	-	-	-	-
X34	INFORMATION, COMMUNICATION ET EDUCATION A L'ENVIRONNEMENT		4 900 000,00	800 000,00	800 000,00	1 600 000,00	800 000,00	800 000,00	1 600 000,00
X340	Information, communication DCE			84 000,00	40 685,00	124 685,00	84 000,00	124 685,00	124 685,00
	- publicité, information et documentation technique	657161		84 000,00	40 685,00	124 685,00	84 000,00	124 685,00	124 685,00
	- actions et valorisation inter-agences	657162		-	-	-	-	-	-
	- Fonds de concours (communication nationale de consultation pour la DCE)	6573		-	-	-	-	-	-
X341	Information, communication et éducation à l'environnement			716 000,00	759 315,00	1 475 315,00	716 000,00	793 315,00	1 475 315,00
	- publicité, information et documentation technique	657161		630 000,00	367 335,00	997 335,00	630 000,00	697 335,00	1 327 335,00
	- actions et valorisation inter-agences	657162		20 000,00	110 032,00	130 032,00	20 000,00	130 032,00	130 032,00
	- documentation technique	657164		26 000,00	34 033,00	60 033,00	26 000,00	60 033,00	60 033,00
	- journées techniques	657165		18 000,00	13 000,00	31 000,00	18 000,00	13 000,00	31 000,00
	- subventions diverses	6572188		32 400,00	234 935,00	267 335,00	31 400,00	234 935,00	267 335,00
	Gestion des milieux et biodiversité		110 280 000,00	17 185 000,00	17 185 000,00	34 340 000,00	3 531 000,00	8 136 000,00	11 687 000,00
	Protection de l'environnement et prévention des risques		728 170 000,00	117 455 000,00	101 825 000,00	219 280 000,00	52 743 000,00	85 063 000,00	85 063 000,00

X^{ème} PROGRAMME D'INTERVENTION 2013-2018
Autres actions de l'opérateur

N° DE LIGNE DE PROGRAMME	LIGNE DE PROGRAMME	N° IMPUTATION	MONTANT INSCRIT AU PROGRAMME AJUSTE *	DECISIONS DE PRISE EN CONSIDERATION			PAIEMENTS		
				PROBABLES 2013	PREVUES 2014	CUMULEES FIN 2014	PROBABLES 2013	PREVUS 2014	CUMULES FIN 2014
X25	EAU POTABLE		75 800 000,00	10 900 000,00	13 900 000,00	24 800 000,00	130 000,00	1 172 000,00	1 302 000,00
X250	Amélioration qualité de l'eau potable distribuée			1 430 000,00	3 830 000,00	5 260 000,00	30 000,00	189 000,00	219 000,00
	- subventions	6572112		14 000,00	38 000,00	52 000,00	20 000,00	12 000,00	32 000,00
	- avances	2748211		1 416 000,00	3 792 000,00	5 208 000,00	10 000,00	177 000,00	187 000,00
X251	Sécurisation quantitative de l'alimentation en eau potable			9 270 000,00	9 120 000,00	18 390 000,00	100 000,00	960 000,00	1 060 000,00
	- subventions	6572112		9 270 000,00	9 120 000,00	18 390 000,00	100 000,00	960 000,00	1 060 000,00
	- avances	2748211		-	-	-	-	-	-
X252	Economie d'eau et recherches de fuites			150 000,00	900 000,00	1 050 000,00	-	-	-
	- subventions	6572112		150 000,00	900 000,00	1 050 000,00	-	-	-
	- avances	2748211		-	-	-	-	-	-
X253	Assistance technique aux gestionnaires de la ressource en eau potable			50 000,00	50 000,00	100 000,00	-	23 000,00	23 000,00
	- subventions	6572112		50 000,00	50 000,00	100 000,00	-	23 000,00	23 000,00
	- avances	2748211		-	-	-	-	-	-
X50	ONEMA		80 621 200,00	13 458 000,00	12 437 200,00	25 895 200,00	13 458 000,00	12 437 200,00	25 895 200,00
X500	Fonds de concours - ONEMA			10 208 000,00	9 187 200,00	19 395 200,00	10 208 000,00	9 187 200,00	19 395 200,00
	- subventions	65841		10 208 000,00	9 187 200,00	19 395 200,00	10 208 000,00	9 187 200,00	19 395 200,00
X501	RPD bassin Artois Picardie reversée à l'ONEMA plan Ecophyto 2018			3 250 000,00	3 250 000,00	6 500 000,00	3 250 000,00	3 250 000,00	6 500 000,00
	- subventions	65842		3 250 000,00	3 250 000,00	6 500 000,00	3 250 000,00	3 250 000,00	6 500 000,00
Autres actions de l'opérateur				156 421 200,00	24 358 000,00	26 337 200,00	13 588 000,00	13 609 200,00	27 197 200,00
TOTAL GENERAL				884 591 200,00	141 813 000,00	128 162 200,00	269 975 200,00	49 898 000,00	66 352 200,00

* Compte tenu de l'adaptation n°13-01 du X^{ème} Programme d'intervention présentée lors du Conseil d'Administration du 18 Octobre 2013

TRANSFORMATION D'AVANCES (ces lignes correspondent à la transformation d'avances en subventions ou en avances remboursables : elles ne donnent donc pas lieu à un paiement effectif, mais à une écriture comptable)

N° DE LIGNE DE PROGRAMME	LIGNE DE PROGRAMME	N° IMPUTATION	DECISIONS DE PRISE EN CONSIDERATION			PAIEMENTS		
			PROBABLES 2013	PREVUES 2014	CUMULEES FIN 2014	PROBABLES 2013	PREVUS 2014	CUMULES FIN 2014
X120	CREATION DE RESEAUX D'ASSAINISSEMENT		-	-	-	-	-	-
	Transformations des avances convertibles	65722812	-	-	-	-	-	-
X132	EPURATION INDUSTRIELLE		-	-	-	-	-	-
	Transformations des avances convertibles	65722811	-	-	-	-	-	-
X133	POLLUTIONS ACCIDENTELLES		-	-	-	-	-	-
	Transformations des avances convertibles	65722811	-	-	-	-	-	-
TOTAL			-	-	-	-	-	-

SUBVENTIONS VERSEES PAR ANTICIPATION AU TITRE DU CONSEIL GENERAL DU NORD

N° DE LIGNE DE PROGRAMME	LIGNE DE PROGRAMME	N° IMPUTATION	DECISIONS DE PRISE EN CONSIDERATION			PAIEMENTS		
			PROBABLES 2013	PREVUES 2014	CUMULEES FIN 2014	PROBABLES 2013	PREVUS 2014	CUMULES FIN 2014
X123	RACCORDEMENT AUX RESEAUX PUBLICS DE COLLECTE		200 000,00	100 000,00	300 000,00	200 000,00	100 000,00	300 000,00
	- subventions	65722122	200 000,00	100 000,00	300 000,00	200 000,00	100 000,00	300 000,00
TOTAL			200 000,00	100 000,00	300 000,00	200 000,00	100 000,00	300 000,00

7ème, 8ème, 9ème et Xème PROGRAMMES D'INTERVENTION
RECAPITULATIF DES INTERVENTIONS FINANCIERES PAR IMPUTATION BUDGETAIRE
PAIEMENTS EN 2014 EN EUROS

NATURE	IMPUTATION BUDGETAIRE	BUDGET PRIMITIF 2013	BUDGET PRIMITIF 2014	DIFFERENCE 2014 - 2013	VENTILATION DES PAIEMENTS EN FONCTION DE LA DATE DE PRISE EN CONSIDERATION	
					SUR ENGAGEMENTS PRIS EN CONSIDERATION AVANT 2014	SUR ENGAGEMENTS PRIS EN CONSIDERATION AU COURS DE L'EXERCICE 2014
Interventions directes de l'agence décidées au cours des programmes antérieurs		2 195 000,00 €	65 000,00 €	- 2 130 000,00 €	65 000,00 €	- €
- Fournitures, travaux d'entretien et dépenses liées aux interventions	65711	- €	- €	- €	- €	- €
- Etudes sous-traitées à l'extérieur	65713	- €	- €	- €	- €	- €
- Acquisitions et valorisation des données et mesures patrimoniales	65715	- €	- €	- €	- €	- €
- Publicité, information et documentation technique	657161	- €	- €	- €	- €	- €
- Actions et valorisation inter-agences	657162	- €	- €	- €	- €	- €
- Action internationale	657163	- €	- €	- €	- €	- €
- Documentation technique	657164	- €	- €	- €	- €	- €
- Journées techniques	657165	- €	- €	- €	- €	- €
- Autres travaux exécutés à l'extérieur	6571823	2 195 000,00 €	65 000,00 €	- 2 130 000,00 €	65 000,00 €	- €
- Logiciels	2053	- €	- €	- €	- €	- €
- Terrains nus acquis	21117	- €	- €	- €	- €	- €
- Installations techniques matériels et outillages	2154	- €	- €	- €	- €	- €
- Immobilisations en cours installations techniques, matériel et outillage	2315	- €	- €	- €	- €	- €
- Avances, acomptes versés sur comm. d'immo. Inst. Tech., matériel et outillages	2385	- €	- €	- €	- €	- €
Interventions directes de l'agence décidées au Xème programme d'intervention		2 837 600,00 €	4 835 065,00 €	1 997 465,00 €	- €	4 835 065,00 €
- Fournitures, travaux d'entretien et dépenses liées aux interventions	65711	- €	- €	- €	- €	- €
- Etudes sous-traitées à l'extérieur	65713	200 000,00 €	170 000,00 €	- 30 000,00 €	- €	170 000,00 €
- Acquisitions et valorisation des données et mesures patrimoniales	65715	1 490 000,00 €	1 820 000,00 €	330 000,00 €	- €	1 820 000,00 €
- Publicité, information et documentation technique	657161	630 500,00 €	408 000,00 €	- 222 500,00 €	- €	408 000,00 €
- Actions et valorisation inter-agences	657162	100 000,00 €	110 032,00 €	10 032,00 €	- €	110 032,00 €
- Action internationale	657163	15 000,00 €	15 000,00 €	- €	- €	15 000,00 €
- Documentation technique	657164	26 900,00 €	34 033,00 €	7 133,00 €	- €	34 033,00 €
- Journées techniques	657165	6 200,00 €	13 000,00 €	6 800,00 €	- €	13 000,00 €
- Autres travaux exécutés à l'extérieur	6571823	100 000,00 €	90 000,00 €	- 10 000,00 €	- €	90 000,00 €
- Autres travaux exécutés à l'extérieur	6571824	- €	1 855 000,00 €	1 855 000,00 €	- €	1 855 000,00 €
- Logiciels	2053	- €	- €	- €	- €	- €
- Terrains nus acquis	21117	269 000,00 €	320 000,00 €	51 000,00 €	- €	320 000,00 €
- Installations techniques matériels et outillages	2154	- €	- €	- €	- €	- €
- Immobilisations en cours installations techniques, matériel et outillage	2315	- €	- €	- €	- €	- €
- Avances, acomptes versés sur comm. d'immo. Inst. Tech., matériel et outillages	2385	- €	- €	- €	- €	- €
Subventions		86 399 400,00 €	87 136 935,00 €	737 535,00 €	63 922 600,00 €	23 214 335,00 €
- Aides aux investissements :						
- Industrie.....	6572111	- €	- €	- €	- €	- €
- Collectivités locales.....	6572112	10 808 000,00 €	10 619 000,00 €	- 189 000,00 €	10 189 000,00 €	430 000,00 €
- Agriculture.....	6572113	- €	- €	- €	- €	- €
- Milieux naturels :						
- Industrie.....	6572171	- €	- €	- €	- €	- €
- Collectivités locales.....	6572172	6 284 000,00 €	6 858 000,00 €	574 000,00 €	6 431 000,00 €	427 000,00 €
- Agriculture.....	6572173	- €	- €	- €	- €	- €
- Ressources diverses :						
- Subventions diverses.....	6572188	1 002 400,00 €	925 935,00 €	- 76 465,00 €	326 000,00 €	599 935,00 €
- Aides aux investissements :						
- Industrie.....	6572211	1 115 000,00 €	2 236 000,00 €	1 121 000,00 €	1 550 000,00 €	686 000,00 €
- Collectivités locales.....	65722121	36 503 000,00 €	39 906 000,00 €	3 403 000,00 €	30 131 600,00 €	9 774 400,00 €
- Collectivités locales, versements par anticipation.....	65722122	200 000,00 €	100 000,00 €	- 100 000,00 €	- €	100 000,00 €
- Agriculture.....	6572213	7 208 000,00 €	7 477 000,00 €	269 000,00 €	7 477 000,00 €	- €

NATURE	IMPUTATION BUDGETAIRE	BUDGET PRIMITIF 2013	BUDGET PRIMITIF 2014	DIFFERENCE 2014 - 2013	VENTILATION DES PAIEMENTS EN FONCTION DE LA DATE DE PRISE EN CONSIDERATION	
					SUR ENGAGEMENTS PRIS EN CONSIDERATION AVANT 2014	SUR ENGAGEMENTS PRIS EN CONSIDERATION AU COURS DE L'EXERCICE 2014
- Primes d'épuration :						
- Collectivités locales.....	6572222	- €	- €	- €	- €	- €
- Aides au bon fonctionnement des ouvrages de dépollution :						
- Industrie.....	6572231	- €	- €	- €	- €	- €
- Collectivités locales.....	6572232	18 000 000,00 €	10 700 000,00 €	- 7 300 000,00 €	- €	10 700 000,00 €
- Aides au traitement des déchets :						
- Industrie.....	6572241	300 000,00 €	- €	- 300 000,00 €	- €	- €
- Assistance technique (ouvrages épuration) :						
- Industrie.....	6572251	- €	200 000,00 €	200 000,00 €	200 000,00 €	- €
- Collectivités locales.....	6572252	292 000,00 €	268 000,00 €	- 24 000,00 €	268 000,00 €	- €
- Agriculture.....	6572253	- €	459 000,00 €	459 000,00 €	459 000,00 €	- €
- Divers pollution						
- Conversions d'avances en subvention :						
- Industrie.....	65722811	1 410 000,00 €	597 000,00 €	- 813 000,00 €	597 000,00 €	- €
- Collectivités locales.....	65722812	2 450 000,00 €	5 894 000,00 €	3 444 000,00 €	5 894 000,00 €	- €
- Annuités de subvention :						
- Industrie.....	65722821	- €	- €	- €	- €	- €
- Collectivités locales.....	65722822	- €	- €	- €	- €	- €
- Subventions diverses.....	6572288	- €	- €	- €	- €	- €
Actions internationales	6572282	827 000,00 €	897 000,00 €	70 000,00 €	400 000,00 €	487 000,00 €
Fonds de concours - ONEMA	65841	10 208 000,00 €	9 187 200,00 €	- 1 020 800,00 €	1 020 800,00 €	10 208 000,00 €
RPD bassin Artois Picardie reversée à l'ONEMA plan Ecophyto 2018	65842	- €	3 250 000,00 €	3 250 000,00 €	- €	3 250 000,00 €
Prêts et avances d'intervention :		81 741 000,00 €	40 469 000,00 €	- 11 272 000,00 €	36 900 200,00 €	3 568 800,00 €
<i>Pour l'amélioration de la ressource :</i>						
- Industrie.....	2748111	- €	- €	- €	- €	- €
- Collectivités locales.....	2748211	2 248 000,00 €	756 000,00 €	- 1 492 000,00 €	22 000,00 €	734 000,00 €
<i>Pour la lutte contre la pollution :</i>						
- Industrie.....	2748112	6 050 000,00 €	6 073 000,00 €	23 000,00 €	4 529 000,00 €	1 544 000,00 €
- Collectivités locales.....	2748212	32 666 000,00 €	26 859 000,00 €	- 5 807 000,00 €	25 783 800,00 €	1 075 200,00 €
- Agriculture.....	2748312	- €	- €	- €	- €	- €
- Avances d'intervention convertibles en subvention						
- Industrie.....	2748122	2 372 000,00 €	1 188 000,00 €	- 1 184 000,00 €	1 188 000,00 €	- €
- Collectivités locales.....	2748222	8 405 000,00 €	5 593 000,00 €	- 2 812 000,00 €	5 377 400,00 €	215 600,00 €
TOTAL INTERVENTIONS (toutes imputations).....		153 381 000,00 €	144 943 200,00 €	- 8 437 800,00 €	99 867 000,00 €	45 076 200,00 €

144 943 200,00

- ANNEXE D -

IMMOBILISATIONS ET DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS

IMMOBILISATIONS ET DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS

Description des immobilisations	Valeur d'acquisition à fin 2012	Acquisitions Budget primitif 2013	Acquisitions Budget primitif 2014	Valeur d'acquisition à fin 2014	Type d'amortissement	Cumul des amortissements 2012	Dotations aux amortissements prévues au BP 2013	Dotations aux amortissements prévues au BP 2014	Cumul des amortissements 2014	Valeur nette prévues au bilan de clôture
I - Immobilisations incorporelles										
- Logiciel	1 657 283,86 €	511 500,00 €	551 750,00 €	2 720 533,86 €	Linéaire sur 3 ans	1 029 046,02 €	300 000,00 €	300 000,00 €	1 629 046,02 €	1 091 487,84 €
II - Immobilisations corporelles										
- Bâtiments	7 625 432,86 €			7 625 432,86 €	Linéaire sur 50 ans	1 982 266,40 €	153 000,00 €	153 000,00 €	2 288 266,40 €	5 337 166,46 €
- Installations générales, agencements de constructions	113 350,45 €			113 350,45 €	Linéaire sur 50 ans	88 704,23 €	4 800,00 €	4 800,00 €	98 304,23 €	15 046,22 €
- Matériels et outillages	1 640 026,55 €	44 000,00 €	35 160,00 €	1 719 186,55 €	Linéaire sur 3 ans	1 551 944,16 €	60 804,77 €	60 600,00 €	1 673 348,93 €	45 837,62 €
- Installations générales, agencements divers dans des constructions dont l'établissement n'est pas propriétaire	153 368,12 €			153 368,12 €	Linéaire sur 5 ans	149 393,49 €	3 974,63 €		153 368,12 €	- €
- Matériel de transport	349 403,39 €	15 000,00 €	24 000,00 €	388 403,39 €	Kilométrique (100 000 Kms)	268 331,41 €	55 000,00 €	60 000,00 €	383 331,41 €	5 071,98 €
- Matériel de bureau	134 012,63 €			134 012,63 €	Linéaire sur 10 ans	126 061,35 €	100,00 €	100,00 €	126 261,35 €	7 751,28 €
- Matériel informatique	1 217 093,57 €	50 000,00 €	50 000,00 €	1 317 093,57 €	Linéaire sur 3 ans	1 105 112,79 €	65 320,60 €	70 000,00 €	1 240 433,39 €	76 660,18 €
- Mobilier	819 127,13 €	5 000,00 €	4 000,00 €	828 127,13 €	Linéaire sur 10 ans	794 353,45 €	7 000,00 €	1 500,00 €	802 853,45 €	25 273,68 €
TOTAL DES AMORTISSEMENTS							650 000,00 €	650 000,00 €		

- ANNEXE E -

Compte de résultat détaillé

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Les crédits peuvent être individualisés sur des subdivisions de compte à plus de trois chiffres (obligatoirement pour les charges employeur au titre des pensions civiles)

N° des comptes	Intégrés à la CAF	Intitulés des comptes de charges	Compte financier 2012	Budget 2013 après ajustements en gestion	Budget initial 2014	N° des comptes	Intégrés à la CAF	Intitulés des comptes de produits	Compte financier 2012	Budget 2013 après ajustements en gestion	Budget initial 2014
60		Achats				70		Ventes produits, prestations services, marchandises			
601	X	Achats stockés - Matières premières				701	X	Ventes de produits finis	-	-	-
602	X	Achats stockés - Autres approvisionnements				702	X	Produits intermédiaires	-	-	-
603	X	Variation des stocks				703	X	Vente de produits résiduels	-	-	-
504	X	Achats d'études et prestations de services incorporés				704	X	Travaux	-	-	-
605	X	Achats de matériel, équipements et travaux incorporés				705	X	Etudes	-	-	-
606	X	Achats non stockés de matières et fournitures	234 240,13 €	306 435,00 €	294 315,00 €	706	X	Prestations de service	-	-	-
607	X	Achats de marchandises				707	X	Ventes de marchandises	-	-	-
608	X	Frais accessoires d'achat				708	X	Produits des activités annexes	-	-	-
609	X	Rabais, remises et ristournes obtenus sur achats				709	X	Rabais, remises et ristournes accordés sur ventes	-	-	-
61		Services extérieurs				71		Production stockée			
611	X	Sous-traitance générale				713	X	Variation des stocks	-	-	-
612	X	Redevances de crédit-bail									
613	X	Locations	103 921,78 €	132 650,00 €	116 920,00 €						
614	X	Charges locatives et de copropriété	17 876,15 €	22 000,00 €	20 200,00 €						
615	X	Entretien et réparations	684 663,98 €	679 630,00 €	660 260,00 €						
616	X	Primes d'assurances	27 825,45 €	29 000,00 €	29 900,00 €						
617	X	Etudes et recherches									
618	X	Divers	22 443,51 €	20 000,00 €	20 000,00 €						
619	X	RRRO sur services extérieurs									
62		Autres services extérieurs				72		Production immobilisée			
621	X	Personnel extérieur à l'établissement				721	X	Production immobilisée - immobilisations incorporelles	-	-	-
622	X	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	35 803,13 €	9 200,00 €	22 000,00 €	722	X	Production immobilisée - immobilisations corporelles	-	-	-
623	X	Publicité, publications, relations publiques	13 391,27 €	33 300,00 €	31 000,00 €						
624	X	Transports de biens, d'usagers et transports collectifs du personnel	1 179,27 €	3 500,00 €	3 000,00 €						
625	X	Déplacements, missions et réceptions	247 874,31 €	246 620,00 €	242 090,00 €						
626	X	Frais postaux et frais de télécommunications	228 564,42 €	276 800,00 €	274 000,00 €						
627	X	Services bancaires et assimilés	- €	500,00 €	500,00 €						
628	X	Divers	740 226,34 €	817 980,00 €	738 410,00 €						
629	X	RRRO sur autres services extérieurs									
63		Impôts taxes et versements assimilés									
631	X	Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (administrations des impôts)	819 983,37 €	857 000,00 €	861 000,00 €						
632	X	Charges fiscales sur congés à payer									
633	X	Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (autres organismes)	184 043,57 €	165 000,00 €	190 000,00 €						
635	X	Autres impôts, taxes et versements assimilés (administration des impôts)	168 462,93 €	170 800,00 €	180 800,00 €						
637	X	Autres impôts, taxes et versements assimilés (autres organismes)	- €	23 000,00 €	- €						

N°des comptes	Intégrés à la CAF	Intitulés des comptes de charges	Compte financier 2012	Budget 2013 après ajustements en gestion	Budget initial 2014	N°des comptes	Intégrés à la CAF	Intitulés des comptes de produits	Compte financier 2012	Budget 2013 après ajustements en gestion	Budget initial 2014
84		Charges de personnel				74		Subvention d'exploitation			
641	X	Rémunérations du personnel				741	X	Subventions d'exploitation - État	-	-	-
643	X	Rémunérations du personnel sur crédits	7 677 288,97 €	7 793 300,00 €	7 936 400,00 €			Subventions d'exploitation - Collectivités publiques et organismes internationaux	-	-	-
645	X	Charges de sécurité sociale et de prévoyance dont Cotisations patronales au CAS Pensions **	2 593 046,02 €	2 752 780,00 €	2 816 000,00 €	744	X	Dons et legs	-	-	-
646	X	Rémunérations divers (vacations, ...)	42 077,73 €	16 000,00 €	23 000,00 €	746	X	Autres subventions d'exploitation	21 600,00 €	250 000,00 €	62 000,00 €
647	X	Autres charges sociales	254 566,74 €	162 000,00 €	154 800,00 €						
648	X	Autres charges de personnel									
65		Autres charges de gestion courante				75		Autres produits de gestion courante			
651	X	Redevances pour concessions, brevets, licences, procédés...	7 140,19 €	13 000,00 €	30 300,00 €	751	X	Redevances pour concessions, brevets, licences	-	-	-
652	X	Contrôle d'état				752	X	Revenus des immeubles non affectés aux activités de rétablissement	43 467,15 €	30 000,00 €	31 000,00 €
653	X	Consis et assemblées	41 846,80 €	58 000,00 €	45 000,00 €	755	X	Quote part de résultat sur opérations faites en commun	-	-	-
654	X	Pertes sur créances irrécouvrables	581 117,49 €	200 000,00 €	200 000,00 €	757	X	Produits spécifiques	137 822 176,14 €	134 540 000,00 €	137 580 000,00 €
655	X	Quote part de résultat sur opérations faites en commun				758	X	Produits divers de gestion courante	2 467 363,42 €	1 644 000,00 €	1 738 000,00 €
657	X	Charges spécifiques	135 702 096,57 €	94 319 480,00 €	94 451 980,00 €						
658	X	Charges diverses de gestion courante	12 260 262,57 €	11 110 830,00 €	13 353 200,00 €						
66		Charges financières				76		Produits financiers			
661	X	Charges d'intérêts	166 888,40 €	1 280 000,00 €	1 100 500,00 €	761	X	Produits des participations	-	-	-
664	X	Pertes sur créances liées à des participations				762	X	Produits des autres immobilisations financières	5 029,41 €	6 000,00 €	4 000,00 €
665	X	Escomptes accordés				763	X	Revenus des autres créances	-	-	-
666	X	Perte de charge	- €	500,00 €	500,00 €	764	X	Revenu des valeurs mobilières de placement	-	-	-
667	X	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				765	X	Escomptes obtenus			
668	X	Autres charges financières				766	X	Gains de change		1 000,00 €	1 000,00 €
						767	X	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	11 749,30 €		
						768	X	Autres produits financiers			
67		Charges exceptionnelles				77		Produits exceptionnels			
671	X	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1,61 €	500,00 €	13 700 500,00 €	771	X	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	29 008,73 €	5 000,00 €	10 000,00 €
672	X	Charges sur exercices antérieurs				772	X	Produits sur exercices antérieurs			
675		Valeurs comptables des éléments d'actifs cédés	64 425,06 €	15 000,00 €	15 000,00 €	775		Produits des cessions d'éléments d'actif	400 262,00 €	30 000,00 €	30 000,00 €
678	X	Autres charges exceptionnelles	- €	- €	- €	777		Quote part de subventions d'investissement virée au résultat			
						778	X	Autres produits exceptionnels			
68		Dotations aux amortissements et provisions				78		Reprises sur amortissements et provisions			
6811-12		Dotations aux amortissements	620 123,89 €	650 000,00 €	650 000,00 €	781		Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions d'exploitation	41 078 074,65 €	900 000,00 €	900 000,00 €
6815-17		Dotations aux provisions d'exploitation	733 104,44 €	776 000,00 €	760 000,00 €	786		Reprises sur dépréciations et provisions financières	-	-	-
688		Dotations aux amortissements et aux provisions financières				787		Reprises sur dépréciations et provisions exceptionnelles	-	-	-
687		Dotations aux amortissements et aux provisions exceptionnelles									
69		Impôts sur les bénéfices et assimilés				79		Transferts de charges			
695	X	Impôts sur les bénéfices				791	X	Transferts de charges d'exploitation			
697	X	Imposition forfaitaire annuelle				796	X	Transferts de charges financières			
						797	X	Transferts de charges exceptionnelles			
		Total des charges	164 272 286,09 €	122 960 725,00 €	138 921 675,00 €			Total des produits	181 878 730,80 €	137 406 000,00 €	140 356 000,00 €
		Excédent de l'exercice	17 606 444,71 €	14 445 275,00 €	1 434 425,80 €			Déficit de l'exercice			
		Totaux égaux en produits et en charges	181 878 730,80 €	137 406 000,00 €	140 356 000,00 €			Totaux égaux en produits et en charges	181 878 730,80 €	137 406 000,00 €	140 356 000,00 €
		Total des charges "Intégrés à la CAF" (a)	162 854 632,70 €	121 519 725,00 €	137 496 575,00 €			Total des produits "Intégrés à la CAF" (b)	140 800 656,15 €	136 506 000,00 €	139 456 000,00 €
		Capacité d'autofinancement (b)-(a)-(C 775)*	- 22 454 238,55 €	14 955 275,00 €	1 929 425,00 €						

Opérations d'investissement pluriannuelles

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DELIBERANT

TABLEAU A : Coût total et modalités de financement des opérations d'investissement

Années	Opérations	Répartition des financements				Coût total de l'opération
		Auto financement	Etat (Montants en AE ayant fait l'objet de décisions attributives de l'Etat)	Collectivités publiques	Autres	
Opérations n-2	Op. 1 Op. 2 Op. 3					
Sous-total n-2						
Opérations n-1	Op. 4 Op. 5					
Sous-total n-1						
Opérations n	Op. 6 Op. 7 Op. 8					
Sous-total n						
Total			XXXX			

TABLEAU B : Suivi de la consommation et du dénouement des AE en provenance du budget de l'Etat et inscrites dans les décisions attributives notifiées

Partie I : Suivi des AE

Années	Opérations	AE consommées pour l'opération sur les années antérieures à n	AE ouvertes en n pour l'opération			Total AE ouvertes depuis le début de l'opération	Montant des engagements n	Reste à engager n
			AE ouvertes en n	AE n-1 reportées en n	AE totales n			
		(1)	(2)	(2')	(3)=(2)+(2')	(4) = (1)+(3)	(5)	(6) = (3) - (5)
Opérations n-2	Op. 1 Op. 2 Op. 3							
Sous-total n-2								
Opérations n-1	Op. 4 Op. 5							
Sous-total n-1								
Opérations n	Op. 6 Op. 7 Op. 8							
Sous-total n								
Total						XXXX		

Partie II : Origine (en AE) des CP

Années	Opérations	au titre des AE < n			au titre des AE n	Total CP n	CP restant à ouvrir (restes à payer) > n
		consommées < n	reportées n-1	total			
		(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)
Opérations n-2	Op. 1 Op. 2 Op. 3						
Sous-total n-2							
Opérations n-1	Op. 4 Op. 5						
Sous-total n-1							
Opérations n	Op. 6 Op. 7 Op. 8						
Sous-total n							
Total							

Opérations d'investissement pluriannuelles

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

TABLEAU A : Coût total et modalités de financement des opérations d'investissement

Années	Opérations	Répartition des financements			Coût total de l'opération
		Auto financement	État (Montants en AE ayant fait l'objet de décisions attributives de l'Etat)	Collectivités publiques	
Opérations n-2	Op. 1 Op. 2 Op. 3				
Sous-total n-2					
Opérations n-1	Op. 4 Op. 5				
Sous-total n-1					
Opérations n	Op. 6 Op. 7 Op. 8				
Sous-total n					
Total			XXXX		

TABLEAU B : Suivi de la consommation et du dénouement des AE à provenance du budget de l'État et inscrites dans les décisions attributives notifiées

Partie I : Suivi des AE

Années	Opérations	AE consommées pour l'opération sur les années antérieures à n	AE ouvertes en n pour l'opération			Total AE ouvertes depuis le début de l'opération	Montant des engagements n	Reste à engager n
			AE ouvertes en n	AE n-1 reportées en n	AE totales n			
		(1)	(2)	(2')	(3)=(2)+(2')	(4) = (1)+(3)	(5)	(6) = (3) - (5)
Opérations n-2	Op. 1 Op. 2 Op. 3							
Sous-total n-2								
Opérations n-1	Op. 4 Op. 5							
Sous-total n-1								
Opérations n	Op. 6 Op. 7 Op. 8							
Sous-total n								
Total						XXXX		

Partie II : Origine (en AE) des CP

Années	Opérations	au titre des AE < n			au titre des AE n	Total CP n	CP restant à ouvrir (restes à payer) > n
		consommées < n	reportées n-1	total			
		(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)
Opérations n-2	Op. 1 Op. 2 Op. 3						
Sous-total n-2							
Opérations n-1	Op. 4 Op. 5						
Sous-total n-1							
Opérations n	Op. 6 Op. 7 Op. 8						
Sous-total n							
Total							

Dépenses décaissables par destination

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Présentation des dépenses par destination

Agence de l'eau Artois Picardie BP 2014

Les axes de destination, décidés en commun accord avec les tutelles, sont propres à l'établissement. Les dépenses excluent les charges calculées.

Budget initial 2014	Dépenses de l'organisme				
	Personnel	Fonctionnement	Intervention (le cas échéant)	Investissement	Total
en Euros					
I. Lutte contre la pollution :					
11 Installations traitement des eaux usées domestiques et assimilées			38 734 000,00		38 734 000,00
12 Réseaux d'assainissement des eaux usées domestiques et assimilées et des eaux pluviales			39 984 000,00		39 984 000,00
13 Lutte contre la pollution des activités économiques hors agricoles			10 673 000,00		10 673 000,00
14 Élimination des déchets			0,00		0,00
15 Assistance technique dans le domaine de l'eau			992 000,00		992 000,00
17 Primes de performance épuratoire			10 700 000,00		10 700 000,00
18 Lutte contre la pollution agricole			7 477 000,00		7 477 000,00
19 Divers pollution					0,00
Total Lutte contre la pollution	0,00	0,00	107 859 000,00	0,00	107 859 000,00
II. Gestion des milieux :					
21 Gestion quantitative de la Ressource					0,00
23 Protection de la ressource					0,00
24 Restauration et gestion des milieux aquatiques			1 326 000,00	20 000,00	1 326 000,00
25 Eau potable			8 753 000,00	300 000,00	9 053 000,00
29 Planification et gestion à l'échelle du bassin et des sous bassins			10 050 000,00		10 050 000,00
			530 000,00		530 000,00
Total Gestion des milieux	0,00	0,00	20 639 000,00	320 000,00	20 959 000,00
III. Conduite et développement des politiques :					
31 Etudes générales					200 000,00
32 Connaissance environnementale					2 090 340,00
33 Action internationale					926 400,00
34 Information, communication, consultations du public, etc.					600 000,00
Total Conduite et développement des politiques	0,00	0,00	4 016 740,00	0,00	4 016 740,00
IV. Dépenses courantes et autres dépenses :					
41 Fonctionnement, hors amortissements, hors personnel		2 725 195,00			2 725 195,00
42 Immobilisations				664 910,00	664 910,00
43 Gestion du personnel	11 981 200,00				11 981 200,00
44 Charges de régularisation		2 916 000,00			2 916 000,00
45 Charges financières					0,00
48 Dépenses courantes liées aux opérations			2 355 010,00		2 355 010,00
49 Dépenses courantes liées aux interventions			50 230,00	50 230,00	
Total Dépenses courantes et autres dépenses	11 981 200,00	5 641 195,00	2 405 240,00	664 910,00	20 692 545,00
V. ONEMA (ligne de programme 50)					
501 Fonds de concours ONEMA			9 187 320,00		9 187 320,00
502 RPD reversés à l'ONEMA pour Ecophyle			3 250 000,00		3 250 000,00
Total Contribution à l'ONEMA	0,00	0,00	12 437 320,00	0,00	12 437 320,00
Total	11 981 200,00	5 641 195,00	147 356 180,00	984 910,00	176 963 485,00
Prélèvement exceptionnel pour l'Etat			13 000 000,00		13 000 000,00
Total	11 981 200,00	5 641 195,00	147 356 180,00	984 910,00	176 963 485,00

Ressources affectées

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Suivi des ressources affectées

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT					
Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	BI	BR 1	BR 2	BR ...
Opération 1	C ...				
	C ...				
Opération 2	C ...				
	C ...				
Opération ...	C ...				
	C ...				
TOTAL					

RECETTES DE FONCTIONNEMENT					
Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	BI	BR 1	BR 2	BR ...
Opération 1	C ...				
	C ...				
Opération 2	C ...				
	C ...				
Opération ...	C ...				
	C ...				
TOTAL					

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT					
Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	BI	BR 1	BR 2	BR ...
Opération 1	C ...				
	C ...				
Opération 2	C ...				
	C ...				
Opération ...	C ...				
	C ...				
TOTAL					

RECETTES D'INVESTISSEMENT					
Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	BI	BR 1	BR 2	BR ...
Opération 1	C ...				
	C ...				
Opération 2	C ...				
	C ...				
Opération ...	C ...				
	C ...				
TOTAL					

NB : le total des dépenses doit être égal au total des recettes, sauf dans le cas d'opérations pluriannuelles et/ou de reports d'un exercice sur l'autre. Dans cette hypothèse, l'écart entre les recettes et les dépenses devra faire l'objet d'une explication spécifique.

Plan de trésorerie

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Agence de l'eau Artois Picardie - Trésorerie 2014 prévisionnelle

(KE TTC)	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
(1) SOLDE INITIAL (début de mois)	13 766											
ENCAISSEMENTS	11 401	9 497	11 648	2 189	11 192	46 286	48 140	53 461	7 065	8 599	24 482	12 783
<i>Produits</i>												
Subventions de l'Etat												
Ressources fiscales												
Autres subventions d'exploitation												
Autres ressources												
<i>Ressources</i>												
Financement de l'actif par l'Etat												
Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat												
Autres ressources												
A. TOTAL	11 401	9 497	11 648	2 189	11 192	46 286	48 140	53 461	7 065	8 599	24 482	12 783
DECAISSEMENTS	11 639	10 523	11 882	5 942	10 091	17 993	20 461	91 160	15 795	10 930	22 612	20 760
<i>Charges</i>												
Personnel												
Fonctionnement autre que les charges de personnel												
Intervention (le cas échéant)												
<i>Emplois</i>												
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles												
Participations et immobilisations financières												
Remboursements d'emprunts et autres dettes financières												
B. TOTAL	11 639	10 523	11 882	5 942	10 091	17 993	20 461	91 160	15 795	10 930	22 612	20 760
(2) SOLDE DU MOIS = A - B	-238	-1 026	-234	-3 753	1 101	28 293	27 679	-37 699	-8 730	-2 331	1 870	-7 977
SOLDE CUMULE (1) + (2)	13 528	12 502	12 268	8 515	9 616	37 909	65 588	27 889	19 159	16 828	18 698	10 721

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Année N = 2013

Agence de l'Eau Artois Picardie		Réunion de l'organe délibérant du 18/10/2013			
		classe de compte (n°)	exécution (N-1)	dernier BR (N)	BI (N+1)
Données physiques					
Nombre de bâtiments occupés			3	3	3
dont biens propres			1	1	1
dont biens domaniaux					
dont prises à bail			2	2	2
dont autres mises à disposition (ex. collectivités territoriales)					
Surface totale occupée (m² - SUB)			4 817	4 817	4 817
dont biens propres			4 457	4 457	4 457
dont biens domaniaux					
dont prises à bail			360	360	360
dont autres mises à disposition (ex. collectivités territoriales)					
m² SUN / poste de travail (*)			12,94	12,94	12,94
Dépenses de fonctionnement à l'€ près					
Redevances de crédit-bail immobilier (*)		6125	0,00	0,00	0,00
Locations immobilières (*)		6132	53 197,80	52 800,00	48 600,00
Entretien et réparations sur biens immobiliers (*)		6152	273 580,81	206 580,00	191 060,00
Taxe foncière (*)		63512	165 118,00	170 000	180 000
Autres impôts locaux (*)		63513			
Dépenses d'acquisition à l'€ près					
Acquisition de biens propres			10 562	150 000	150 000
Dépenses d'investissement à l'€ près					
Réalisation de travaux structurants					
Produits de cession d'immobilisations corporelles à l'€ près					
dont biens propres		7752	400 262,00	30 000,00	30 000,00
dont biens domaniaux		7752			

(*) Les données sont disponibles à la saisie dans le système d'informations des opérateurs de l'État (SI OPE)

A) Leviers d'action proposés pour répondre, le cas échéant, aux réserves formulées par France Domaine ou le Conseil de l'Immobilier de l'État

B) Avancement des opérations prévues dans le SPSI

BP 2013 : Acquisitions foncières pour protection de la ressource : 0,15 M€ ;
 BP 2014 : Acquisitions foncières pour protection de la ressource : 0,15 M€

C) Économies (réalisées ou programmées)

BP 2013 par rapport à BP 2008 (2008 = année de référence du SPSI) : 31 946 € économisés,
 dont 17 458€ d'économies sur les baux,
 dont 14 488€ d'autres économies (contrats de nettoyage).

BP 2014 par rapport à BP 2013 : 15 520€ d'économies sur l'entretien et la réparation des biens immobiliers

vente d'immeubles acquis dans le cadre de la protection de la ressource- acquisitions foncières

Opérations pour compte de tiers

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Suivi des opérations pour compte de tiers

Emission pour le compte de l'AEAG	47315114	17 109 440		
Emission pour le compte de l'AELB	47315314	23 881 810		
Emission pour le compte de l'AERM	47315414	3 118 840		
Emission pour le compte de l'AERMC	47315514	12 541 020		
Emission pour le compte de l'AESN	47315614	22 077 890		

(c1) et (c2) étant repris au tableau II d'équilibre financier

N.B. : Dans l'hypothèse d'un écart entre les crédits et les débits d'un même compte, l'opération concernée devra faire l'objet d'une explication spécifique.

**DELIBERATION N° 13-A-042 DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE
L'AGENCE DE L'EAU ARTOIS-PICARDIE**

TITRE : BUDGET RECTIFICATIF N° 1 DES PAIEMENTS ET RECETTES 2013

VISA :

Vu le Code de l'Environnement,

- Vu la Loi N° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA),

- Vu le décret N° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,

- Vu le 10^{ème} Programme d'Intervention 2013-2018 de l'Agence de l'Eau ARTOIS-PICARDIE et la délibération N° 12-A-052 du Conseil d'Administration du 19 octobre 2012 en portant approbation, pris après avis conforme du Comité de Bassin,

- Vu le règlement intérieur du Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau ARTOIS-PICARDIE du 27 septembre 2012, modifié par le Conseil d'Administration du 18/10/2013,

- Vu la délibération n° 12-A-059 du Conseil d'Administration du 23 novembre 2012,

- Vu le rapport du Directeur Général présenté au point n° 5 de l'ordre du jour du Conseil d'Administration du 18 octobre 2013,

Le Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie décide :

ARTICLE 1 -

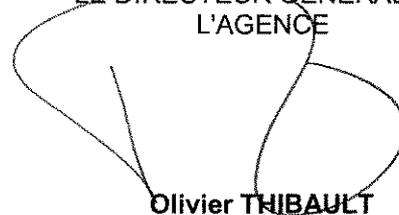
Le budget rectificatif n° 1 des paiements et recettes 2013 portant sur les opérations reprises dans les tableaux annexés à la présente délibération est approuvée.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



Dominique BUR

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE
L'AGENCE



Olivier THIBAUT

- DÉPENSES -

Numéros des postes	Intitulés des postes de charges	Budget 2013 modifié	Budget rectificatif n°1 de l'exercice 2013	Budget 2013 après ajustements en gestion (Situation au 18/09/2013)	Budget initial 2013	Compte financier 2012
	Enveloppe "Personnel" :	11 789 000,00 €	-	11 789 000,00 €	11 789 000,00 €	11 561 006,40 €
64	Charges de personnel	10 744 000,00 €	-	10 744 000,00 €	10 744 000,00 €	10 556 979,46 €
631	Impôts et versements assimilés sur rémunérations	857 000,00 €	-	857 000,00 €	857 000,00 €	819 983,37 €
633	Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (Autres organis	165 000,00 €	-	165 000,00 €	165 000,00 €	184 043,57 €
637	Autres impôts et versements assimilés (Autres organismes)	23 000,00 €	-	23 000,00 €	23 000,00 €	-
	Enveloppe "Fonctionnement" :	6 644 245,00 €	-	6 644 245,00 €	6 644 245,00 €	5 905 749,52 €
60	Achats et variations de stocks	306 435,00 €	-	306 435,00 €	306 435,00 €	234 240,13 €
61	Achats de sous-traitance et services extérieurs	883 280,00 €	-	883 280,00 €	870 280,00 €	866 730,87 €
62	Autres services extérieurs	1 387 900,00 €	-	1 387 900,00 €	1 400 900,00 €	1 267 038,74 €
635	Autres impôts, taxes et versements assimilés	170 800,00 €	-	170 800,00 €	170 800,00 €	166 462,93 €
65	Autres charges de gestion courante (hors contribution à l'ONEMA et Fraction reversement pollutions diffuses)	1 173 830,00 €	-	1 173 830,00 €	1 173 830,00 €	1 786 733,45 €
66	Charges financières	1 280 500,00 €	-	1 280 500,00 €	1 280 500,00 €	166 888,40 €
67	Charges exceptionnelles	15 500,00 €	-	15 500,00 €	15 500,00 €	64 426,67 €
68	Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions (hors provisions pour charges d'intervention)	1 426 000,00 €	-	1 426 000,00 €	1 426 000,00 €	1 353 228,33 €
69	Impôts sur les bénéfices et impôts assimilés	-	-	-	-	-
	Enveloppe "Intervention" :	107 777 480,00 €	+ 3 250 000,00 €	104 527 480,00 €	104 527 480,00 €	146 805 530,17 €
6571	Etudes, travaux et fournitures	7 220 080,00 €	-	7 220 080,00 €	7 220 080,00 €	4 314 555,70 €
6572	Subventions	86 399 400,00 €	-	86 399 400,00 €	86 399 400,00 €	131 387 540,87 €
6575	Charges exceptionnelles d'intervention	700 000,00 €	-	700 000,00 €	700 000,00 €	-
65841	Contribution à l'ONEMA	10 208 000,00 €	-	10 208 000,00 €	10 208 000,00 €	7 600 000,00 €
65842	Contribution à l'ONEMA - Fraction reversement pollutions diffuses	3 250 000,00 €	+ 3 250 000 €	-	-	3 503 433,60 €
68158	Provisions pour charges d'intervention	-	-	-	-	-
	TOTAL DES DÉPENSES DU COMPTE DE RÉSULTAT PRÉVISIONNEL : [1]	126 210 725,00 €	+ 3 250 000,00 €	122 960 725,00 €	122 960 725,00 €	164 272 286,09 €
	RÉSULTAT PRÉVISIONNEL : bénéfice [3] = [2] - [1]	14 445 275,00 €	-	14 445 275,00 €	14 445 275,00 €	17 606 444,71 €
	TOTAL EQUILIBRE DU COMPTE DE RÉSULTAT PRÉVISIONNEL : [1] + [3] = [2] + [4]	140 656 000,00 €	+ 3 250 000,00 €	137 406 000,00 €	137 406 000,00 €	181 878 730,80 €

DB

07

- RECETTES -

Numéros des postes	Intitulés des postes de produits	Budget 2013 modifié	Budget rectificatif n°1 de l'exercice 2013	Budget 2013 après ajustements en gestion (Situation au 18/09/2013)	Budget initial 2013	Compte financier 2012
	<i>Subventions d'exploitation :</i>	250 000,00 €	-	250 000,00 €	250 000,00 €	21 600,00 €
748	Autres subventions d'exploitation	250 000,00 €	-	250 000,00 €	250 000,00 €	21 600,00 €
	<i>Autres ressources :</i>	140 406 000,00 €	+ 3 250 000,00 €	137 156 000,00 €	137 156 000,00 €	181 857 130,80 €
70	Valeurs de produits fabriqués, prestations de services, marchandises	-	-	-	-	-
75	Autres produits de gestion courante (sauf redevances)	1 674 000,00 €	-	1 674 000,00 €	1 674 000,00 €	2 510 830,57 €
757	Redevances	137 790 000,00 €	+ 3 250 000,00 €	134 540 000,00 €	134 540 000,00 €	137 822 176,14 €
76	Produits financiers	7 000,00 €	-	7 000,00 €	7 000,00 €	16 778,71 €
77	Produits exceptionnels	35 000,00 €	-	35 000,00 €	35 000,00 €	429 270,73 €
78	Reprises sur amortissement et provisions	900 000,00 €	-	900 000,00 €	900 000,00 €	41 078 074,65 €
TOTAL DES RECETTES DU COMPTE DE RESULTAT PREVISIONNEL : [2]		140 656 000,00 €	+ 3 250 000,00 €	137 406 000 €	137 406 000 €	181 878 730,80 €
RESULTAT PREVISIONNEL : perte [4] = [1] - [2]		-	-	-	-	-
TOTAL EQUILIBRE / COMPTE DE RESULTAT PREVISIONNEL [1]+[3]=[2]+[4]		140 656 000,00 €	+ 3 250 000,00 €	137 406 000,00 €	137 406 000,00 €	181 878 730,80 €

Capacité d'autofinancement (CAF) ou Insuffisance d'autofinancement (IAF)

Résultat prévisionnel de l'exercice (3) ou (4)		+ 14 445 275,00 €	-	+ 14 445 275,00 €	+ 14 445 275,00 €	+ 17 606 444,71 €
+	Dotations aux amortissements et provisions (compte 68)	1 426 000,00 €	-	1 426 000,00 €	1 426 000,00 €	1 353 228,33 €
-	Reprises sur amortissements et provisions (compte 78)	900 000,00 €	-	900 000,00 €	900 000,00 €	41 078 074,65 €
+	Valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés (compte 675)	15 000,00 €	-	15 000,00 €	15 000,00 €	64 425,06 €
-	Produits de cession d'éléments d'actif (compte 775)	30 000,00 €	-	30 000,00 €	30 000,00 €	400 262,00 €
Capacité d'autofinancement (CAF) ou Insuffisance d'autofinancement (IAF)		+ 14 956 275,00 €	-	+ 14 956 275,00 €	+ 14 956 275,00 €	- 22 454 238,55 €

df

28

- EMPLOIS ET RESSOURCES -

Numéros des comptes	Intitulés des postes	Budget 2013 modifié	Budget rectificatif n° 1 de l'exercice 2013	Budget 2013 après ajustements en gestion (Situation au 18/09/2013)	Budget initial 2013	Compte financier 2012
	EMPLOIS					
	<i>INSUFFISANCE D'AUTOFINANCEMENT</i>	-	-	-	-	22 454 238,55 €
	<i>Enveloppe "Investissement" :</i>	894 500,00 €	-	894 500,00 €	894 500,00 €	714 208,20 €
16	Emprunts et dettes assimilées	-	-	-	-	-
20	Immobilisations incorporelles	511 500,00 €	-	511 500,00 €	511 500,00 €	358 691,17 €
21	Immobilisations corporelles	350 540,00 €	-	350 540,00 €	383 000,00 €	65 954,58 €
23	Immobilisations en cours	32 460,00 €	-	32 460,00 €	-	289 532,45 €
27	Dépôts et cautionnement versés	-	-	-	-	30,00 €
	<i>Enveloppe "Intervention" :</i>	51 741 000,00 €	-	51 741 000,00 €	51 741 000,00 €	64 858 494,44 €
2748	Prêts et avances	51 741 000,00 €	-	51 741 000,00 €	51 741 000,00 €	64 858 494,44 €
	TOTAL DES EMPLOIS [5]	52 635 500,00 €	-	52 635 500,00 €	52 635 500,00 €	88 026 941,19 €
	APPORT AU FONDS DE ROULEMENT [7] = [6] - [5]	-	-	-	-	-
	RESSOURCES					
	<i>CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT</i>	14 956 275,00 €	-	14 956 275,00 €	14 956 275,00 €	
	<i>Subventions d'investissement :</i>	-	-	-	-	-
	<i>Autres ressources :</i>	33 267 000,00 €	-	33 267 000,00 €	33 267 000,00 €	70 318 548,25 €
16	Emprunts et dettes assimilées	-	-	-	-	40 000 000,00 €
775	Produits des cessions d'éléments d'actif	-	-	-	-	1 336,70 €
21	Immobilisations corporelles	30 000,00 €	-	30 000,00 €	30 000,00 €	400 262,00 €
2743	Prêts au personnel (remboursements)	34 000,00 €	-	34 000,00 €	34 000,00 €	48 689,00 €
2748	Prêts d'interventions (remboursements)	33 203 000,00 €	-	33 203 000,00 €	33 203 000,00 €	29 868 260,55 €
	TOTAL DES RESSOURCES [6]	48 223 275,00 €	-	48 223 275,00 €	48 223 275,00 €	70 318 548,25 €
	PRÉLEVEMENT SUR LE FONDS DE ROULEMENT [8] = [5] - [6]	4 412 225,00 €	-	4 412 225,00 €	4 412 225,00 €	17 708 392,94 €

BUDGET RECTIFICATIF

N° 1 DES PAIEMENTS ET RECETTES 2013

AGENCE DE L'EAU
ARTOIS-PICARDIE

Agence de l'Eau ARTOIS-PICARDIE

Etablissement Public de l'Etat - Loi N° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques
- décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau

200, Rue Marceline - Centre Tertiaire de l'Arsenal - B.P. n° 80 818
59508 DOUAI CEDEX

Tél : 03.27.99.90.00
Fax : 03-27-99-90-15

N° SIRET : 185 - 911 - 781 - 00028
Code APE : 8413Z

Agence comptable de l'Agence de l'Eau ARTOIS - PICARDIE

200, rue marceline
Centre tertiaire de l'Arsenal
59508 DOUAI CEDEX

Tél : 03 - 27 - 96 -32 - 01
Fax : 03 -27 - 92 -94 -04

BUDGET RECTIFICATIF N° 1 DES RECETTES ET DEPENSES 2013

Conseil d'Administration du 18 octobre 2013

- S O M M A I R E -

CADRE 1 - Développement des Dépenses	Pages : 5 à 7
CADRE 2 - Développement des Recettes	Pages : 9 à 11
ANNEXES - Tableaux récapitulatifs des prévisions budgétaires	Pages : 12 à 16

CADRE 1 - DEVELOPPEMENT DES DEPENSES

DÉVELOPPEMENT DES DÉPENSES

N° des postes		Catégorie	Intitulé	Budget initial 2013	Budget 2013 après réaffectations en poste (autorisation budgétaire)	Modifications des crédits		Budget rectificatif n° 1 de l'exercice 2013
Chapitres	Articles					+	-	
66			Autres charges de gestion courante					
	654	X	Diverses autres charges de gestion courante	11 110 830 €	11 110 830 €	+ 3 250 000 €		14 360 830 €
TOTAL DES DÉPENSES				11 110 830 €	11 110 830 €	3 250 000 €		14 360 830 €

Chapitre 65 - Autres charges de gestion courante**Article 658 - Diverses autres charges de gestion courante****Paragraphe 65842 - Reversement Ecophyto à FONEMA**

+ 3 250 050 €

Depuis l'exercice 2012 et en application des articles L 213-14-15-1, R 213-48-49 du code de l'environnement et du décret n° 2017-529 du 16 mai 2017, l'Agence de l'Eau Artois-Picardie est en charge de la période complète de prescription de la ressource pour pollutions diffuses, depuis l'arrêt des traitements jusqu'à l'émission des ordres de recede correspondants sur l'ensemble du territoire intercommunal.

A la conception du budget initial 2013, les règles de comptabilisation de cette redevance n'étant pas totalement établies et approuvées par la Direction Générale des Finances Publiques (DGFP). Les premiers schémas d'articles comptables préconisés subissent de multiples modifications non budgétaires. De ce fait, l'ensemble des produits de redevances pour pollutions diffuses, hors fraction perçue par l'Agence de l'Eau ARTOIS - PICARDE pour son propre compte, n'a été inscrit ni en recette ni en dépense au budget initial 2013.

Par courrier du 08 septembre 2013, le directeur général des Finances Publiques a validé définitivement le dispositif comptable d'enregistrement de cette redevance, notamment la comptabilisation du reversement à FONEMA de la fraction lui revenant sur des crédits ouverts au budget de chaque établissement.

En conséquence, il y a lieu d'augmenter de + 3,25 M€ les recettes inscrites sur paragraphe 65842 - « Redevances pour pollutions diffuses - Fraction affectée à FONEMA - bassin ARTOIS - PICARDE » et d'inscrire en crédit de paiement un montant de 3,25 M€ au paragraphe 65842 - « Reversement Ecophyto à FONEMA ».

Au total, cette décision modificative n°1 entraîne aucune modification du fonds de roulement car elle crée des recettes supplémentaires de redevances pour pollutions diffuses inscrites au budget 2013 (+ 3,25 M€).

CADRE 2 - DEVELOPPEMENT DES RECETTES

DÉVELOPPEMENT DES RECETTES

N° des postes		Produits encaissables	Intitulés	Budget initial 2013	Budget 2013 après ajustements en gestion (situation au 18/09/2013)	Modifications des recettes		Budget rectificatif n° 1 de l'exercice 2013
Chapitres	Articles					+	-	
75	757	X	Autres produits de gestion courante Produits spécifiques - redevances et pénalités de retard sur le paiement des redevances	134 540 000 €	134 540 000 €	+ 3 250 000 €		137 790 000 €
TOTAL DES RECETTES				134 540 000 €	134 540 000 €	3 250 000 €	-	137 790 000 €

DEVELOPPEMENTS ET EXPLICATIONS DES COMPTES DIVISIONNAIRES

Chapitre 75 - Autres produits de gestion courante

Article 757 - Produits spécifiques - redevances et pénalités de retard sur le paiement des redevances + 3 250 000 €

Paragraphe 75744 - Redevance pour pollutions diffuses

Paragraphe 757442 - Fraction prélevée au bénéfice de l'ONEMA - Bassin ARTOIS - PICARDIE..... + 3 250 000 €

(voir explication en page 6).

ANNEXES

TABLEAUX RECAPITULATIFS DES PREVISIONS BUDGETAIRES

ANNEXE I**RÉCAPITULATION DES PRÉVISIONS DE DÉPENSES DU BUDGET 2013**

	BUDGET INITIAL 2013	MODIFICATION DES CREDITS DE L'EXERCICE 2013	BUDGET RECTIFICATIF N° 1 DE L'EXERCICE 2013
Chapitre "Personnel" (Comptes 64 - 631 - 633)	11 789 000,00 €	-	11 789 000,00 €
Chapitre "Fonctionnement" (comptes 60-61-62-635-65- 66-67-68 -69(hors 657 - 65841 -65842 - 6815))	6 644 245,00 €	-	6 644 245,00 €
Chapitre "Intervention" (Comptes 657, 65841, 65842 et 6815)	104 527 480,00 €	+ 3 250 000 €	107 777 480,00 €
I - TOTAL DES DÉPENSES DU COMPTE DE RÉSULTAT PRÉVISIONNEL	122 960 725,00 €	3 250 000,00 €	126 210 725,00 €
Chapitre "Investissement" (comptes 20,21,23 et 27 hors Intervention)	894 500,00 €	-	894 500,00 €
Chapitre "Intervention" (Compte 2748)	51 741 000,00 €	-	51 741 000,00 €
II - TOTAL DES DÉPENSES DU TABLEAU DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL	52 635 500,00 €	-	52 635 500,00 €
TOTAL : I + II	175 596 225,00 €	3 250 000,00 €	178 846 225,00 €

ANNEXE II

MODE DE COUVERTURE DES CREDITS DEMANDES
(TABLEAU SYNTHETIQUE)

TYPES DE DEPENSES	CREDITS DEMANDES	MODE DE COUVERTURE DES CREDITS DEMANDES				
		SUBVENTIONS	VIREMENTS DE CREDITS		CHARGES PROPRES SUPPLEMENTAIRES	PRODUITS PROPRES SUPPLEMENTAIRES
			+	-		
Chapitre "Personnel" (Comptes 64 - 631 - 633)						
Chapitre "Fonctionnement" (comptes 60-61-62-635-65- 66-67-68 -69(hors 657 - 65841 -65842 - 6815)						
Chapitre "Intervention" (Comptes 657, 65841, 65842 et 6815)	3 250 000 €					+ 3 250 000 €
TOTAL	3 250 000 €	-	-	-	-	+ 3 250 000 €

TYPES DE DEPENSES	CREDITS DEMANDES	PRELEVEMENT SUR FONDS DE ROULEMENT	APPORT SUR LE FONDS DE ROULEMENT	VIREMENTS DE CREDITS	
				+	-
Emplois					
Insuffisance d'autofinancement					
Acquisitions Immobilisations (incorporelles, corporelles)					
Prêts au personnel					
Prêts et avances					
Ressources					
Capacité d'autofinancement					
Emprunts et dettes assimilés					
Remboursements des prêts et avances					
TOTAL (ressources - Emplois)	-	-	-	-	-

**DELIBERATION N° 13-A-043 DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE
L'AGENCE DE L'EAU ARTOIS-PICARDIE**

TITRE : TRAITEMENT EAUX PLUVIALES

VISA :

- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le Décret n°2007-980 du 15 mai 2007 relatif aux Comités de Bassin,
- Vu le Règlement Intérieur du Comité de Bassin Artois - Picardie adopté par la délibération n°08-B-007 du 4 juillet 2008 et modifié par la délibération n° 11-B-043 du 2 décembre 2011 et vu le Règlement Intérieur du Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie du 27 septembre 2012 adopté par la délibération n°12-A-019, et modifié par le Conseil d'Administration du 18 octobre 2013,
- Vu le Xème Programme d'Intervention 2013-2018 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n° 12-A-024 du Conseil d'Administration du 27 septembre 2012 en portant approbation des modalités générales des interventions financières de l'Agence,
- Vu le Xème Programme d'Intervention 2013-2018 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n° 12-A-052 du Conseil d'Administration du 19 octobre 2012 portant approbation des montants annuels,
- Vu la délibération n° 13-A-007 du Conseil d'Administration du 29 mars 2013 relative à la gestion des eaux pluviales en milieu urbanisé par les collectivités territoriales,
- Vu le rapport présenté au point n 3.1.2 (1) de l'ordre du jour de la Commission Permanente des Interventions du 27 Septembre 2013,
- Vu le rapport du Directeur Général présenté au point n°6.1 de l'ordre du jour du Conseil d'Administration du 18 Octobre 2013,

Le Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie décide :

ARTICLE 1 -

L'Agence apporte une participation financière pour les opérations reprises en annexe à la présente délibération et selon les modalités qui y sont indiquées. Le montant de l'engagement s'établit à :

28 dossiers d'interventions	
Montant cumulé sous forme de subvention	1 426 131,00 €
Montant cumulé sous forme d'avance convertible en subvention	
Montant cumulé sous forme d'avance remboursable	2 480 856,00 €
Montant total	3 906 987,00 €

ARTICLE 2 -

Délégation est donnée au Directeur Général pour établir et signer avec chaque maître d'ouvrage la convention ou l'acte d'attribution correspondant, conformément aux dispositions prévues par la délibération fixant les modalités générales d'interventions de l'Agence.

ARTICLE 3 -

Le montant des participations financières est imputé sur la ligne de Programme X115.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



Dominique BUR

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE
L'AGENCE



Olivier THIBAUT

**ANNEXE A LA DELIBERATION N° 13-A-043 DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE
L'AGENCE DE L'EAU ARTOIS-PICARDIE**

N° de dossier	Nom du maître d'ouvrage	Opérations		Montant prévisionnel de l'opération (€)				Participation financière (€)				
		Objet	Localisation	HT ou TTC	Montant total	Montant éligible	Montant finançable	Piaffonné	Nature*	Taux ou forfait	Montant maximal	Garantie financière
17508.00	ROYE	Etudes préalables à la réduction de la surface active raccordée au réseau unitaire de la ville de Roye	ROYE	HT	90 000	90 000	90 000		S	50	45 000	
17753.00	CONSEIL GENERAL DU NORD	Gestion alternative des eaux pluviales.	TOURCOING : Ruche de l'Union	HT	335 000	85 110	85 110		S	15	12 766	
									A 1+20	40	34 044	
17757.00	CONSEIL GENERAL DU NORD	Gestion alternative des eaux pluviales	LILLE : "Quartier Moulin"	HT	237 000	237 000	237 000		S	15	35 550	
									A 1+20	40	94 800	
17759.00	SAILLY LEZ LANNOY	Gestion alternative des eaux pluviales	SAILLY LEZ LANNOY : Rue M. Hautebar et la rue de la Mairie	HT	47 830	47 830	47 725		S /UR	15	7 158	
								X	S	15	7 158	
									A 1+20	40	19 090	
17816.00	SICOM ASSAINISSEMENT DU SUD OUEST DE LILLE	Gestion alternatives des eaux pluviales.	CARNIN : Rue Gabriel Péri	HT	182 501	177 500	177 500		A 1+20	25	44 375	
									S /UR	15	26 625	
									S	15	26 625	
17819.00	COMMUNAUTE D AGGLOMERATION DU DOUAISIS	Gestion alternative des eaux pluviales	FECHAIN - Rue du Stade	HT	148 000	148 000	148 000		S /UR	15	22 200	
									S	15	22 200	
									A 1+20	25	37 000	
17821.00	DOUAI	Gestion alternative des eaux pluviales	DOUAI - Boulevard Bréguet entre le Bd de la République et la Rue Lequien	HT	82 700	82 700	82 700		A 1+20	40	33 080	
									S	15	12 405	

**ANNEXE A LA DELIBERATION N° 13-A-043 DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE
L'AGENCE DE L'EAU ARTOIS-PICARDIE**

N° de dossier	Nom du maître d'ouvrage	Opérations		Montant prévisionnel de l'opération (€)				Participation financière (€)				
		Objet	Localisation	HT ou TTC	Montant total	Montant éligible	Montant finançable	Plafonné	Nature*	Taux ou forfait	Montant maximal	Garantie financière
17825.00	COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION HENIN-CARVIN	Gestion alternative des eaux pluviales	DOURGES: Vieille Cité Bruno	HT	1 022 528	594 234	437 500	X	S	15	65 625	
									A 1+20	40	175 000	
17828.00	CONSEIL GENERAL DU NORD	Gestion alternative des eaux pluviales	ARMETIERES : Rue de l'Octroi du Collège Desrousseaux	HT	125 000	125 000	125 000		S	15	18 750	
									A 1+20	40	50 000	
17856.00	SI D ASSAINISSEMENT AULNOY FAMARS VALENCIENNES	Etude de schéma directeur et zonage eaux pluviales, étude d'opportunité à la mise en place de la taxe eaux pluviales	VALENCIENNES et diverses communes du Syndicat	HT	312 874	239 250	239 250		S	50	119 625	
17857.00	SI D ASSAINISSEMENT AULNOY FAMARS VALENCIENNES	Déconnexion de surfaces imperméabilisées	AULNOY LEZ VALENCIENNES : Site de l'Université	HT	1 160 800	1 160 800	1 155 475	X	S	15	173 321	
									A 1+20	45	519 963	
17860.00	SICOM ASSAINISSEMENT AGGLOMERATION CAMBRESIENNE	Gestion des eaux de temps de pluie	CAMBRAI : Esplanade du Palais des Grottes	HT	184 520	184 520	184 520		S	15	27 678	
									A 1+20	40	73 808	
17913.00	CANTIN	Gestion alternative des eaux pluviales	CANTIN - RD 643 dite Route de Cantin	HT	517 500	517 500	467 500	X	S	15	70 125	
									A 1+20	40	187 000	
									S /UR	15	70 125	
17938.00	COMMUNAUTE DE COMMUNES DU MONTREUILLOIS	Déconnexion des eaux pluviales	MONTREUIL : Secteur Saint Walloy, rue du Clape en bas.	HT	206 000	206 000	206 000		S	15	30 900	
									A 1+20	45	92 700	

BB

**ANNEXE A LA DELIBERATION N° 13-A-043 DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE
L'AGENCE DE L'EAU ARTOIS-PICARDIE**

N° de dossier	Nom du maître d'ouvrage	Opérations		Montant prévisionnel de l'opération (€)				Participation financière (€)				
		Objet	Localisation	HT ou TTC	Montant total	Montant éligible	Montant finançable	Plafonné	Nature*	Taux ou forfait	Montant maximal	Garantie financière
18011.00	COMMUNAUTE DE COMMUNES COEUR D' OSTREVENT	Gestion alternative des eaux pluviales	LEWARDE - parking du siège de la CCCO Rue du Bois	HT	93 560	93 560	93 560		A 1+20	40	37 424	
									S	15	14 034	
18043.00	COMMUNAUTE DE COMMUNES DE L HESDINOIS	Gestion intégrée des eaux de temps de pluie	MARCONNÉ : avenues du Général de Gaulle et Sainte Austreberthe.	HT	505 000	505 000	499 980	X	S /UR	15	74 997	
									S	15	74 997	
									A 1+20	45	224 991	
18880.00	COMMUNAUTE URBAINE DE DUNKERQUE	Réalisation de travaux de gestion intégrée.	LEFFRINCKOUCKE : Boulevard Jean-Baptiste Trystram	HT	163 000	163 000	163 000		S	15	24 450	
									A 1+20	45	73 350	
18886.00	COMMUNAUTE URBAINE DE DUNKERQUE	Réalisation travaux de gestion des eaux pluviales	DUNKERQUE : Malo Les Bains Boulevard de l'Europe (1ère phase)	HT	285 000	285 000	285 000		A 1+20	45	128 250	
									S	15	42 750	
18887.00	COMMUNAUTE URBAINE DE DUNKERQUE	Réalisation de travaux de gestion des eaux pluviales	DUNKERQUE /MALO LES BAINS : Boulevard de l'Europe (2 ème phase)	HT	75 300	75 300	75 300		S	15	11 295	
									A 1+20	45	33 885	
18888.00	COMMUNAUTE URBAINE DE DUNKERQUE	Réalisation de travaux de gestion des eaux de pluie urbaines	BOURBOURG : Secteur de la "Chocolaterie"	HT	209 030	209 030	125 000	X	S	15	18 750	
									A 1+20	40	50 000	
18896.00	SI ASSAINISSEMENT VALLEE DE LA SELLE	Mise en place d'un ouvrage de stockage-restitution de 105 m3 en aval du réseau unitaire de Plachy Buyon	PLACHY BUYON	HT	119 509	119 509	117 122	X	A 1+20	35	40 992	
									S /UR	15	17 568	
									S	15	17 568	

**ANNEXE A LA DELIBERATION N° 13-A-043 DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE
L'AGENCE DE L'EAU ARTOIS-PICARDIE**

N° de dossier	Nom du maître d'ouvrage	Opérations		Montant prévisionnel de l'opération (€)				Participation financière (€)				
		Objet	Localisation	HT ou TTC	Montant total	Montant éligible	Montant finançable	Plafonné	Nature*	Taux ou forfait	Montant maximal	Garantie financière
18937.00	COMMUNAUTE D AGGLOMERATION DE SAINT QUENTIN	Etudes préalables à la construction d'un bassin de stockage/restitution des eaux de temps de pluie et à la restructuration des réseaux adjacents	SAINT QUENTIN - Place de la Liberté	HT	225 536	131 620	131 620		S	50	65 810	
18940.00	LE PORTEL	Réalisation de travaux pour la gestion de pluie urbaine.	LE PORTEL : Quartier St exupéry	HT	110 000	110 000	110 000		S	15	16 500	
									A 1+20	45	49 500	
18941.00	SAINT MARTIN BOULOGNE	Réalisation de travaux de gestion des eaux de pluie urbaine.	SAINT MARTIN BOULOGNE : Val Saint Martin	HT	430 000	430 000	430 000		S	15	64 500	
									A 1+20	45	193 500	
18984.00	SAINT SAUVEUR	Première tranche de déconnexion par techniques alternatives des Eaux pluviales raccordées au réseau unitaire de SAINT SAUVEUR	SAINT SAUVEUR : résidence des Tamaris, place Maurice Blondel, rue Hédicourt et rue Jules Verne	HT	378 573	378 573	370 450		S	15	55 567	
								X	A 1+20	40	148 180	
									S /UR	15	55 567	
19055.00	RANG DU FLIERS	Gestion des eaux de pluie par techniques alternatives	RANG DU FLIERS : Quartier de l'église	HT	144 000	144 000	144 000		A 1+20	45	64 800	
									S	15	21 600	
19058.00	SIVOM CANTONS BOURBOURG GRAVELINES	Gestion des eaux de pluie par techniques alternatives	BROUCKERQUE : Route de Bergues	HT	51 810	51 810	51 810		S	15	7 771	
									A 1+20	40	20 724	
									S /UR	15	7 771	

**ANNEXE A LA DELIBERATION N° 13-A-043 DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE
L'AGENCE DE L'EAU ARTOIS-PICARDIE**

N° de dossier	Nom du maître d'ouvrage	Opérations		Montant prévisionnel de l'opération (€)				Participation financière (€)				
		Objet	Localisation	HT ou TTC	Montant total	Montant éligible	Montant finançable	Plafonné	Nature*	Taux ou forfait	Montant maximal	Garantie financière
19063.00	FORT MAHON PLAGES	Gestion des eaux de pluie en technique alternative	FORT MAHON PLAGES: Avenue de la plage	HT	136 000	136 000	136 000		S /UR	15	20 400	
									S	15	20 400	
									A 1+20	40	54 400	
TOTAL						7 578 571,00	6 727 846,00	6 416 122,00			3 906 987,00	

* S : Subvention
A 1+20 : Avance en 20 ans après 1 an de différé
S /UR : Subvention solidarité urbain/rural

**DELIBERATION N° 13-A-044 DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE
L'AGENCE DE L'EAU ARTOIS-PICARDIE**

TITRE : RESEAUX D'EAUX PLUVIALES

VISA :

- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le Décret n°2007-980 du 15 mai 2007 relatif aux Comités de Bassin,
- Vu le Règlement Intérieur du Comité de Bassin Artois - Picardie adopté par la délibération n°08-B-007 du 4 juillet 2008 et modifié par la délibération n° 11-B-043 du 2 décembre 2011 et vu le Règlement Intérieur du Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie du 27 septembre 2012 adopté par la délibération n°12-A-019, et modifié par le Conseil d'Administration du 18 octobre 2013,
- Vu le Xème Programme d'Intervention 2013-2018 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n° 12-A-024 du Conseil d'Administration du 27 septembre 2012 en portant approbation des modalités générales des interventions financières de l'Agence,
- Vu le Xème Programme d'Intervention 2013-2018 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n° 12-A-052 du Conseil d'Administration du 19 octobre 2012 portant approbation des montants annuels,
- Vu la délibération n° 13-A-007 du Conseil d'Administration du 29 mars 2013 relative à la gestion des eaux pluviales en milieu urbanisé par les collectivités territoriales (RESEAUX D'EAUX PLUVIALES),
- Vu le rapport présenté au point n.3.2.3 (1) de l'ordre du jour de la Commission Permanente des Interventions du 27 Septembre 2013,
- Vu le rapport du Directeur Général présenté au point n°6.2 de l'ordre du jour du Conseil d'Administration du 18 Octobre 2013,

Le Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie décide :

ARTICLE 1 -

L'Agence apporte une participation financière pour les opérations reprises en annexe à la présente délibération et selon les modalités qui y sont indiquées. Le montant de l'engagement s'établit à :

8 dossiers d'interventions	
Montant cumulé sous forme de subvention	806 828,00 €
Montant cumulé sous forme d'avance convertible en subvention	
Montant cumulé sous forme d'avance remboursable	1 298 168,00 €
Montant total	2 104 996,00 €

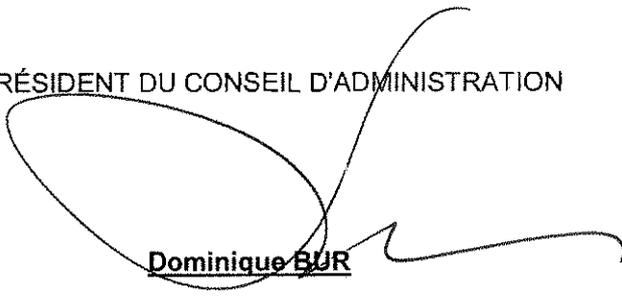
ARTICLE 2 -

Délégation est donnée au Directeur Général pour établir et signer avec chaque maître d'ouvrage la convention ou l'acte d'attribution correspondant, conformément aux dispositions prévues par la délibération fixant les modalités générales d'interventions de l'Agence.

ARTICLE 3 -

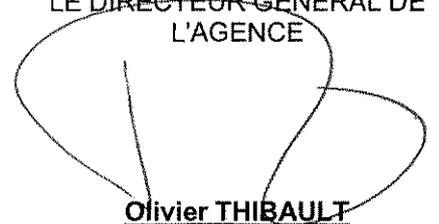
Le montant des participations financières est imputé sur la ligne de Programme X124.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



Dominique BUR

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE
L'AGENCE



Olivier THIBault

**ANNEXE A LA DELIBERATION N° 13-A-044 DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE
L'AGENCE DE L'EAU ARTOIS-PICARDIE**

N° de dossier	Nom du maître d'ouvrage	Opérations		Montant prévisionnel de l'opération (€)				Participation financière (€)				
		Objet	Localisation	HT ou TTC	Montant total	Montant éligible	Montant finançable	Plafonné	Nature*	Taux ou forfait	Montant maximal	Garantie financière
17767.00	COMMUNAUTE D' AGGLOMERATION HENIN-CARVIN	Botiaux Phase 1 - Restructuration des réseaux	CARVIN : Botiaux	HT	1 009 821	1 009 821	1 009 821		S	15	151 473	
									A 1+20	25	252 455	
17768.00	COMMUNAUTE D' AGGLOMERATION HENIN-CARVIN	Restructuration et renforcement des réseaux unitaires	CARVIN: Barreau pluvial du Buqueux	HT	705 000	683 350	683 350		A 1+20	25	170 837	
									S	15	102 502	
17832.00	COMMUNAUTE URBAINE DE LILLE	Redimensionnement du poste de relèvement des Bateliers et restructuration des réseaux amonts (3ème partie) (Complément financier aux dossiers 86011 et 14815)	LILLE : Les Bateliers (3ème partie)	HT	2 100 000	2 100 000	2 100 000		S	15	315 000	
									A 1+20	25	525 000	
18028.00	SITE AILLY SUR SOMME-ST SAUVEUR-BREILLY	Restructuration et renforcement des réseaux unitaires	AILLY SUR SOMME	HT	320 000	320 000	320 000		A 1+20	25	80 000	
									S	15	48 000	
18048.00	SITE AILLY SUR SOMME-ST SAUVEUR-BREILLY	Mise en place d'un ouvrage de transfert des eaux usées entre Saint Sauveur et Ailly sur Somme	SAINT SAUVEUR ET AILLY SUR SOMME	HT	170 800	163 800	163 800		A 1+20	25	40 950	
									S /UR	15	24 570	
									S	15	24 570	
18904.00	CONTY	Restructuration du réseau d'assainissement unitaire	CONTY	HT	150 000	150 000	150 000		S /UR	15	22 500	
									S	15	22 500	
									A 1+20	25	37 500	
18980.00	SI D ASSAINISSEMENT AULNOY FAMARS VALENCIENNES	Reprise des déversoirs d'orage	AULNOY LEZ VALENCIENNES : Rue V. Hugo	HT	268 088	268 088	268 088		A 1+20	30	80 426	
									S	15	40 213	

**ANNEXE A LA DELIBERATION N° 13-A-044 DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE
L'AGENCE DE L'EAU ARTOIS-PICARDIE**

N° de dossier	Nom du maître d'ouvrage	Opérations		Montant prévisionnel de l'opération (€)				Participation financière (€)				
		Objet	Localisation	HT ou TTC	Montant total	Montant éligible	Montant finançable	Plafonné	Nature*	Taux ou forfait	Montant maximal	Garantie financière
18982.00	COMMUNAUTE D AGGLOMERATION DE SAINT QUENTIN	Renforcement d'un collecteur principal eaux usées et pluviales	SAINT QUENTIN - Quai Gayant (entre rue Villebois Mareuil et rue Tour Y Val)	HT	800 000	370 000	370 000		A 1+20	30	111 000	
									S	15	55 500	
TOTAL					5 523 709,00	5 065 059,00	5 065 059,00				2 104 996,00	

*
S : Subvention
A 1+20 : Avance en 20 ans après 1 an de différé
S /UR : Subvention solidarité urbain/rural

**DELIBERATION N° 13-A-045 DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE
L'AGENCE DE L'EAU ARTOIS-PICARDIE**

TITRE : ECONOMIES D'EAU

VISA :

- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le Décret n°2007-980 du 15 mai 2007 relatif aux Comités de Bassin,
- Vu le Règlement Intérieur du Comité de Bassin Artois - Picardie adopté par la délibération n°08-B-007 du 4 juillet 2008 et modifié par la délibération n° 11-B-043 du 2 décembre 2011 et vu le Règlement Intérieur du Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie du 27 septembre 2012 adopté par la délibération n°12-A-019, et modifié par le Conseil d'Administration du 18 octobre 2013,
- Vu le Xème Programme d'Intervention 2013-2018 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n° 12-A-024 du Conseil d'Administration du 27 septembre 2012 en portant approbation des modalités générales des interventions financières de l'Agence,
- Vu le Xème Programme d'Intervention 2013-2018 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n° 12-A-052 du Conseil d'Administration du 19 octobre 2012 portant approbation des montants annuels,
- Vu la délibération n° 13-A-013 du Conseil d'Administration du 29 mars 2013 relative à l'alimentation en eau potable (ECONOMIES D'EAU),
- Vu le rapport présenté au point n 4.2 (1) de l'ordre du jour de la Commission Permanente des Interventions du 27 Septembre 2013,
- Vu le rapport du Directeur Général présenté au point n°6.3 de l'ordre du jour du Conseil d'Administration du 18 Octobre 2013,

Le Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie décide :

ARTICLE 1 -

L'Agence apporte une participation financière pour les opérations reprises en annexe à la présente délibération et selon les modalités qui y sont indiquées. Le montant de l'engagement s'établit à :

11 dossiers d'interventions	
Montant cumulé sous forme de subvention	953 460,00 €
Montant cumulé sous forme d'avance convertible en subvention	
Montant cumulé sous forme d'avance remboursable	
Montant total	953 460,00 €

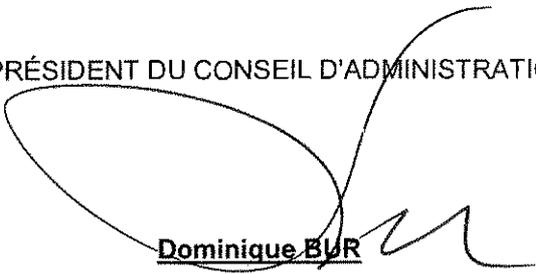
ARTICLE 2 -

Délégation est donnée au Directeur Général pour établir et signer avec chaque maître d'ouvrage la convention ou l'acte d'attribution correspondant, conformément aux dispositions prévues par la délibération fixant les modalités générales d'interventions de l'Agence.

ARTICLE 3 -

Le montant des participations financières est imputé sur la ligne de Programme X210.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



Dominique BUR

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE
L'AGENCE



Olivier THIBAUT

**ANNEXE A LA DELIBERATION N° 13-A-045 DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE
L'AGENCE DE L'EAU ARTOIS-PICARDIE**

N° de dossier	Nom du maître d'ouvrage	Opérations		Montant prévisionnel de l'opération (€)				Participation financière (€)				
		Objet	Localisation	HT ou TTC	Montant total	Montant éligible	Montant finançable	Plafonné	Nature*	Taux ou forfait	Montant maximal	Garantie financière
17794.00	COMMUNAUTE URBAINE D'ARRAS	Sectorisation du réseau d'eau potable : comptage et télégestion	ARRAS et diverses communes de la CUA : unité de distribution Méaulens et Agny	HT	346 820	346 820	346 820		S	50	173 410	
17817.00	COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION HENIN-CARVIN	Mise en place de compteurs sur le réseau de production d'eau de la CAHC	HENIN BEAUMONT et diverses communes de la communauté d'agglomération d'Hénin Carvin	HT	500 000	500 000	500 000		S	50	250 000	
17958.00	SI DISTRIBUTION EAU REGION GONNEHEM	Pose de compteurs de sectorisation	GONNEHEM	HT	130 000	130 000	130 000		S	50	65 000	
17961.00	SIAEP DE GUESCHART	Mise en place de compteurs de sectorisation	Communes du Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de Gueschart.	HT	310 000	310 000	310 000		S	50	155 000	
17964.00	S I DES EAUX DE FLIXECOURT	Recherche de fuites sur le réseau eau potable	FLixecourt - Ville Le Marcllet	HT	80 000	80 000	80 000		S	50	40 000	
17985.00	SIVU ADDUCTION DISTRIBUTION EAU POTABLE REGION FAUQUEMBERGUES	Etude diagnostique du reseau d' eau potable	MERCK SAINT LIEVIN	HT	101 000	101 000	101 000		S	50	50 500	
17990.00	SIAEP DE GUESCHART	Etude diagnostique pour les SIAEP de GUESCHART, de DOMLEGER-LONGVILLERS et les communes de CONTEVILLE et de HIERMONT.	Communes des syndicats de Gueschart et de DomLéger-Longvillers et communes de Hiermont et Conteville.	HT	70 300	70 300	70 300		S	50	35 150	

**ANNEXE A LA DELIBERATION N° 13-A-045 DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE
L'AGENCE DE L'EAU ARTOIS-PICARDIE**

N° de dossier	Nom du maître d'ouvrage	Opérations		Montant prévisionnel de l'opération (€)				Participation financière (€)				
		Objet	Localisation	HT ou TTC	Montant total	Montant éligible	Montant finançable	Piaffonné	Nature*	Taux ou forfait	Montant maximal	Garantie financière
18929.00	COMMUNAUTE D' AGGLOMERATION AMIENS METROPOLE	Programme de lutte contre les pertes du réseau d'eau potable sur la commune d'Amiens.	Amiens centre et périphérie	HT	104 000	104 000	104 000		S	50	52 000	
18931.00	SIAEP PLATEAU SUD AILLY SUR NOYE	Réalisation d'une étude diagnostique du système d'alimentation en eau potable	FOLLEVILLE et les autres communes du Syndicat.	HT	64 800	64 800	64 800		S	50	32 400	
18934.00	SIAEP DU PLATEAU NORD ALBERT	Etude diagnostique du système de distribution d'eau potable	ALBERT et communes du Syndicat.	HT	80 000	80 000	80 000		S	50	40 000	
19031.00	COMMUNAUTE D AGGLOMERATION DE SAINT QUENTIN	Acquisition de matériel de détection de fuites	SAINT QUENTIN	HT	120 000	120 000	120 000		S	50	60 000	
TOTAL					1 906 920,00	1 906 920,00	1 906 920,00				953 460,00	

* S : Subvention

**DELIBERATION N° 13-A-046 DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE
L'AGENCE DE L'EAU ARTOIS-PICARDIE**

TITRE : POLLUTIONS DIFFUSES

VISA :

- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le Décret n° 2007-980 du 15 mai 2007 relatif aux Comités de Bassin,
- Vu le Règlement Intérieur du Comité de Bassin Artois - Picardie adopté par la délibération n°08-B-007 du 4 juillet 2008 et modifié par la délibération n° 11-B-043 du 2 décembre 2011 et vu le Règlement Intérieur du Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie du 27 septembre 2012 adopté par la délibération n°12-A-019, et modifié par le Conseil d'Administration du 18 octobre 2013,
- Vu le Xème Programme d'Intervention 2013-2018 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n° 12-A-024 du Conseil d'Administration du 27 septembre 2012 en portant approbation des modalités générales des interventions financières de l'Agence,
- Vu le Xème Programme d'Intervention 2013-2018 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n° 12-A-052 du Conseil d'Administration du 19 octobre 2012 portant approbation des montants annuels,
- Vu la délibération n° 13-A-012 du Conseil d'Administration du 29 mars 2013 relative à la lutte contre les pollutions diffuses,
- Vu le rapport présenté au point n 5.2 (1) de l'ordre du jour de la Commission Permanente des Interventions du 27 Septembre 2013,
- Vu le rapport du Directeur Général présenté au point n°6.4 de l'ordre du jour du Conseil d'Administration du 18 Octobre 2013,

Le Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie décide :

ARTICLE 1 -

L'Agence apporte une participation financière pour les opérations reprises en annexe à la présente délibération et selon les modalités qui y sont indiquées. Le montant de l'engagement s'établit à :

1 dossier d'interventions	
Montant cumulé sous forme de subvention	8 250,00 €
Montant cumulé sous forme d'avance convertible en subvention	
Montant cumulé sous forme d'avance remboursable	
Montant total	8 250,00 €

ARTICLE 2 -

Délégation est donnée au Directeur Général pour établir et signer avec chaque maître d'ouvrage la convention ou l'acte d'attribution correspondant, conformément aux dispositions prévues par la délibération fixant les modalités générales d'interventions de l'Agence.

ARTICLE 3 -

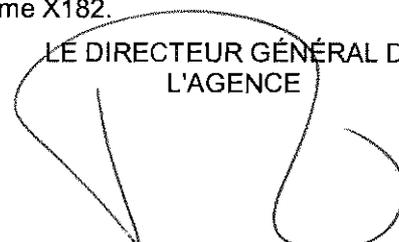
Le montant des participations financières est imputé sur la ligne de Programme X182.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



Dominique BUR

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE
L'AGENCE



Olivier THIBAUT

**ANNEXE A LA DELIBERATION N° 13-A-046 DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE
L'AGENCE DE L'EAU ARTOIS-PICARDIE**

N° de dossier	Nom du maître d'ouvrage	Opération		Montant prévisionnel de l'opération (€)				Participation financière (€)				
		Objet	Localisation	HT ou TTC	Montant total	Montant éligible	Montant finançable	Plafonné	Nature*	Taux ou forfait	Montant maximal	Garantie financière
19044.00	SECLIN	Acquisition d'un désherbeur à eau chaude	SECLIN	HT	16 500	16 500	16 500		S	50	8 250	
TOTAL					16 500,00	16 500,00	16 500,00				8 250,00	

* S : Subvention

**DELIBERATION N° 13-A-047 DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE
L'AGENCE DE L'EAU ARTOIS-PICARDIE**

TITRE : ACQUISITION ZONES HUMIDES MAINTIEN BIODIVERSITE

MAITRE JEAN PIERRE EVRARD

VISA :

- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le Décret n°2007-980 du 15 mai 2007 relatif aux Comités de Bassin,
- Vu le Règlement Intérieur du Comité de Bassin Artois - Picardie adopté par la délibération n°08-B-007 du 4 juillet 2008 et modifié par la délibération n° 11-B-043 du 2 décembre 2011 et vu le Règlement Intérieur du Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie du 27 septembre 2012 adopté par la délibération n°12-A-019, et modifié par le Conseil d'Administration du 18 octobre 2013,
- Vu le Xème Programme d'Intervention 2013-2018 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n° 12-A-024 du Conseil d'Administration du 27 septembre 2012 en portant approbation des modalités générales des interventions financières de l'Agence,
- Vu le Xème Programme d'Intervention 2013-2018 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n° 12-A-052 du Conseil d'Administration du 19 octobre 2012 portant approbation des montants annuels,
- Vu la délibération n° 12-A-041 du Conseil d'Administration du 27 septembre 2012 relative à la restauration et gestion des milieux aquatiques,
- Vu la délibération n° 09-A-020 du Conseil d'Administration du 26 juin 2009 relative à la politique foncière de l'Agence,
- Vu la délibération n°10-A-044 du Conseil d'Administration du 3 décembre 2010 relative au Schéma Pluriannuel de Stratégie Immobilière,
- Vu la délibération n° 11-A-053 du Conseil d'Administration du 25 novembre 2011 relative à la mise en place de la convention entre l'Agence et la SAFER Flandres-Artois,
- Vu le rapport du Directeur Général présenté au point n° 7 (1) de l'ordre du jour du Conseil d'Administration du 18 octobre 2013,

Le Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie décide :

ARTICLE 1 :

Le Conseil d'Administration décide, suite à l'appel à candidature de la SAFER Flandres-Artois et après attribution à l'Agence par cette dernière, l'acquisition des parcelles sises à GONDECOURT, section ZD n° 39, 40 et 41 d'une surface totale de 1,7721 ha, pour un montant de 50 465,43 €, auquel s'ajoutent les frais de notaire estimés à 2 310 €.

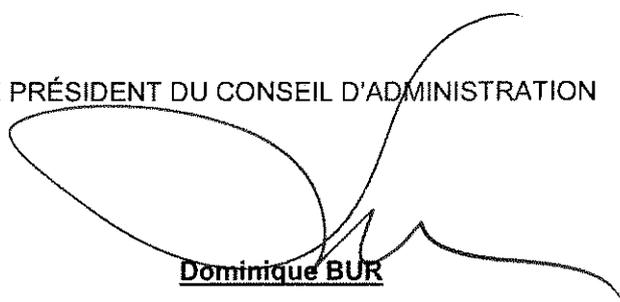
ARTICLE 2 :

Le Directeur Général ou son représentant accomplira toutes les formalités nécessaires à la réalisation de cette acquisition et en signera l'acte.

ARTICLE 3 :

Les dépenses d'acquisition et les frais afférents seront imputés sur la ligne de programme X245, "Acquisition zones humides, maintien de la biodiversité".

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



Dominique BUR

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE
L'AGENCE



Olivier THIBault

**ANNEXE A LA DELIBERATION N° 13-A-047 DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE
L'AGENCE DE L'EAU ARTOIS-PICARDIE**

N° de dossier	Nom du maître d'ouvrage	Opération		Montant prévisionnel de l'opération (€)				Participation financière (€)				
		Objet	Localisation	HT ou TTC	Montant total	Montant éligible	Montant finançable	Plafonné	Nature*	Taux ou forfait	Montant maximal	Garantie financière
19242.00	MAITRE JEAN PIERRE EVRARD	Acquisition des parcelles cadastrées section ZD n° 39, 40 et 41 sises à Gondecourt pour une surface de 1,7721 ha en nature de peupleraie.	Gondecourt	TTC	52 775,43	52 775,43	52 775,43		I	100	52 775	
TOTAL					52 775,43	52 775,43	52 775,43				52 775,00	

* I : Réservations foncières